

AU-DELÀ DE LA DUALITÉ :

REPENSER LES ANTAGONISMES DE L'ESPAGNE
CONTEMPORAINE (XIXE-XXIE SIÈCLES)

Textes réunis par Rubén Cabal Tejada, Hélène Frison,
Mercedes García Plata-Gómez



Publication du Centre de Recherche sur l'Espagne
Contemporaine

Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3

2019

Image de couverture : *Riña de Gatos*, F. de Goya (Museo del Prado)
Couverture et maquette : M. G. García Plata

***Au-delà de la dualité : repenser les antagonismes de
l'Espagne contemporaine (XIX^e – XXI^e siècles)***

Études coordonnées par Rubén Cabal Tejada,
Hélène Frison, Mercedes García Plata-Gómez

Publication du Centre de Recherche sur l'Espagne Contemporaine

Collection « Les Travaux du CREC en ligne », n°12

Université Sorbonne Nouvelle Paris 3

Tome I

2019

Table des matières

Tome I

Prologue, Mercedes García Plata-Gómez	5
L'ANTAGONISME : SES AVATARS ET SES DOMAINES	13
Controversia y «campo literario»: Lugares del arte, el compromiso, la nación y el mercado en los debates sobre literatura narrativa, Miguel A. Olmos	14
Antagonismes, théâtre et Trienio liberal, Marie Salgues	35
La poésie républicaine de la guerre d'Espagne entre éthique et esthétique, Melissa Lecointre.....	60
De «monumentos venerables» a «baluartes de la intolerancia»: confrontaciones conceptuales sobre el patrimonio nacional en España (1833-1844), Ainhoa Gilarranz Ibáñez	89
La polémique darwiniste en Espagne (1868-1909) : science vs religion, un antagonisme irréciliable ?, Mercedes García Plata-Gómez	105
Lo político y los antagonismos sexuales en el Estado plurinacional posfranquista, Brice Chamouveau	135
Historia, memoria y otros antagonismos del periodismo asturiano contemporáneo: <i>La Voz de Asturias</i> (1962-1986), Rubén Cabal Tejada	172
Comité de lecture. Sommaire du tome II	194

PROLOGUE

«La fisonomía que nuestra nación presenta a la hora en que estas páginas se escriben es esencialmente equívoca y problemática. Meditando sobre ella con lealtad y, a la par, con un poco de rigor intelectual, hallamos que puede interpretarse en dos sentidos contradictorios, optimista uno, pesimista el otro. Esta contradicción no proviene de nuestra inteligencia o de nuestro temperamento, sino que radica en los hechos mismos: ellos son los equívocos y no nuestro juicio o sentimiento sobre ellos.»

Ortega y Gasset. *La España invertebrada*. 1921

Après plus de trois ans consacrés à la question du crime, thématique pluriannuelle déclinée lors du séminaire mensuel et de diverses manifestations scientifiques¹, le Centre de Recherche sur l'Espagne Contemporaine (EA 2292) a entrepris de porter sa réflexion collective sur la relecture des antagonismes dans la péninsule ibérique depuis le XIX^e siècle jusqu'à l'époque actuelle. Tout au long des débats qui avaient conduit à l'adoption de cette nouvelle thématique, synthétisés par l'intitulé « Relectures des antagonismes de l'Espagne contemporaine : contacts, affrontements, confrontations », il était apparu comme nécessaire d'essayer de penser l'histoire et la culture espagnoles de manière non manichéenne, notamment en revenant sur l'image d'une Espagne contre une autre, d'un bloc contre un autre, ancrée dans l'imaginaire collectif.

Le fantôme de la division caïnite des espagnols resurgit périodiquement dans les débats qui alimentent la presse écrite ou les « tertulias » radiophoniques, mais aussi les publications et travaux scientifiques, en particulier de l'historiographie espagnole².

¹ Voir *Lire et écrire le crime en Espagne (XVIII^e – XX^e siècles)*, études coordonnées par Marie Franco, collection « Les travaux du CREC en ligne », 2015, url : <http://crec-paris3.fr/publication/lire-et-ecrire-le-crime/> et *Dispositifs d'incrimination en Espagne (XVIII^e-XXI^e siècles). Des machines à textes et à images*, Marie-Linda ORTEGA (éd.), Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2015.

² À titre d'exemple, une recherche avec pour mots clés « Dos Españas » sur Dialnet (base de données de contenus scientifiques hispaniques) fait apparaître 21.441 entrées.

C'est ainsi qu'à la faveur de la publication de l'ouvrage de Santos Juliá, *Historias de las dos Españas* (2004), titre habilement suggéré par l'éditeur (Mainer, 2011, p. 219), les historiens espagnols se sont à nouveau appliqués à démonter ce supposé « caïnisme » typiquement espagnol qui perpétue une analyse de la société en termes binaires (voir les exemples cités dans la bibliographie).

C'est dans la continuité de cette démarche de relecture dialectique des systèmes basés sur le *versus*, la binarité, l'opposition inconciliable, afin d'y retrouver des zones d'interstices entre deux blocs, que s'est inscrite la réflexion collective du CREC pour la période 2013-2018.

C'est au moyen de la notion d'« antagonisme » que l'équipe a choisi d'interroger la multiplicité des systèmes duels ou fondés comme tels de l'Espagne contemporaine. Comme y invite le dictionnaire, l'antagonisme nomme, dans le domaine de la médecine, en particulier de la physiologie, l'action contraire de deux muscles produite dans un même mouvement ou les fonctions inverses d'un organe ou d'un groupe d'organes. L'antagonisme désigne donc une dualité fonctionnelle dont les effets opposés peuvent s'inhiber pour se neutraliser ou au contraire se conjuguer pour entrer en synergie.

Dans le domaine des rapports humains, l'antagonisme se décline en combat, conflit, lutte, duel, opposition, dualité, rivalité, etc. Sur le plan verbal, il s'exprime dans la controverse, la polémique.

En passant du domaine des sciences du vivant en général à celui des sciences humaines et sociales, l'antagonisme a tout d'abord désigné, dans le système marxiste de l'organisation sociale, l'opposition d'intérêts de deux groupes sociaux : le fameux antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat produisant une inéluctable lutte des classes. Sous l'influence de la pensée marxiste, le principe antagoniste a donné lieu, par la suite, à d'autres concepts appliqués au champ de la sociologie, entre autres la dualité entre infrastructure et superstructure, remise en question par Weber, ou la notion d'*habitus*, définie par Bourdieu comme « structure structurée structurante » (Bourdieu, 1980, p. 88). On pourrait aussi citer la non moins célèbre opposition entre culture populaire et culture savante qui a nourri bien des travaux jusqu'à sa remise en cause par l'histoire culturelle ou les *Cultural studies*.

Lorsqu'on synthétise ces différentes acceptions, quel que soit leur domaine, on remarque que l'antagonisme représente le lien entre deux dynamiques contraires ayant une même origine, ce qui suppose une opposition sur un même point d'appui, donc une zone de contact obligé. L'étude de son fonctionnement et de ses effets présente ainsi un intérêt pour l'investigation, tout en devenant un outil méthodologique pertinent de relecture dans le champ des études culturelles.

Dans les systèmes idéologiques, les discours et les représentations, l'antagonisme peut aussi être une construction intellectuelle, un postulat où la binarité, la polarisation sont posées comme principe de fonctionnement. C'est tout particulièrement ce dernier point qui, dans une perspective d'histoire culturelle, privilégiant le décloisonnement et la recherche de la totalité de façon à démonter les imbrications des causes et des effets, ainsi que leur articulation contextuelle, a retenu l'intérêt de l'ensemble des membres du CREC pour « repenser les antagonismes de l'Espagne contemporaine ».

Tout au long de la période qui a été dédiée à son étude, la relecture des antagonismes s'est avérée une thématique féconde, puisque le séminaire mensuel a été l'occasion pour les membres du CREC, chercheurs confirmés, de passage, doctorants et invités de participer à l'enrichissement de la réflexion collective et a donné lieu à de nombreuses interventions que ce volume recueille en partie.

La diversité du CREC, qui réunit des spécialistes de littérature, de civilisation, de la musique et de l'image, a permis d'explorer des objets aussi divers que les enjeux du théâtre sous le Triennat libéral, la mémoire de la Guerre civile dans la bande dessinée ou les politiques *Queer* dans l'Espagne post-franquiste, lesquels s'inscrivent dans la chronologie de l'Espagne contemporaine, de sa naissance à nos jours et renvoient à des contextes qui évoquent les grands jalons de son histoire (les révolutions libérales du XIX^e siècle, les programmes régénérationnistes du début du XX^e, la Guerre civile, l'Espagne franquiste et post-franquiste, les enjeux de la mémoire historique). Aussi une articulation thématique du foisonnement des travaux autour de trois grands axes a-t-elle été préférée à une simple déclinaison chronologique qui n'aurait pas mis en valeur les analogies de fonctionnement selon les époques des faits historiques, sociaux, littéraires ou des systèmes idéologiques porteurs d'antagonisme traités au fil des articles.

Le premier axe, intitulé « l'antagonisme : ses avatars et ses domaines », occupe une part importante de cet ouvrage, puisqu'il réunit sept articles sur les quinze. Il s'attache à décrire les formes et les domaines d'expression de l'antagonisme, mais aussi ses variations et les démultiplications qu'il subit selon les époques ou les supports qui le véhiculent.

La littérature semble être l'un des domaines de prédilection de l'antagonisme, celui où grâce aux mots, il peut être verbalisé et mis en scène, littéralement et symboliquement. L'antagonisme a donné lieu à un genre spécifique, la controverse, qui s'apparente à une lutte d'idées dont les armes sont les mots. Sur le plan formel, elle est plutôt un duel dans la mesure où ce combat singulier obéit à une codification. Dans une logique de contradiction, l'opposition est marquée par une confrontation d'arguments ; dans une logique d'opposition, l'argument se fait invective et la controverse devient polémique. La controverse, en tant que genre, ou le ton controversé qui imprègne d'autres genres, est un combat qui traduit des positions contraires sur des sujets divers, d'un point de vue synchronique, ou une lutte générationnelle entre écrivains, d'un point de vue diachronique. Elle peut aussi se faire plus ludique en prenant la forme d'une joute verbale où l'opposition, en tant que jeu circonscrit dans l'espace littéraire, et la virtuosité rhétorique sont source de plaisir.

Le théâtre et la poésie sont également, le cas échéant, un espace d'expression et de représentation de l'antagonisme. Au cours de l'histoire de l'Espagne contemporaine, en particulier à la période du Triennat libéral et à celle de la Guerre civile, ces genres littéraires, entendus comme outil pédagogique ou facteur de cohésion, sont utilisés comme arme contre l'adversaire, les absolutistes, dans le premier cas, les nationalistes dans le second. Si ces deux genres deviennent ainsi le reflet d'un antagonisme guerrier et idéologique, la finalité et les modalités de leur utilisation dans l'affrontement finissent par fissurer l'unité du camp libéral, puis du camp républicain où la bataille du statut et de la fonction du genre fait naître de nouvelles dynamiques d'opposition.

Ces exemples nous enseignent pareillement que les temps de rupture, de crise et de mutation sont favorables à l'épanouissement de l'antagonisme qu'il soit mis en verbe en littérature ou dans les discours idéologiques. Dans la première décennie de consolidation de l'État libéral, la définition de ce que doit être le patrimoine artistique

de la patrie en construction, en particulier du patrimoine religieux devenu public à l'issue des politiques de désamortissement, se trouve au centre des disputes entre libéraux.

Dans l'Espagne post franquiste, à mesure que se consolide la démocratie, il se produit un phénomène similaire. Le genre dans la définition du citoyen, et plus particulièrement la place symbolique et juridique des citoyens non-hétérosexuels, polarise les débats et démultiplie les clivages antagoniques idéologiques en fonction de leur articulation sur la diversité territoriale de l'Espagne configurée par la Constitution de 1978. C'est ainsi que deux antagonismes apparemment très différents, l'un fondé sur l'identité sexuelle et l'autre sur l'identité nationale, se trouvent liés dans l'espace public espagnol.

L'enjeu social du débat, qui implique le devenir du modèle de société, agit comme facteur de concentration de l'antagonisme, exacerbant les dynamiques contraires dont il est porteur, comme le révèle la polémique sur les théories darwinistes dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, laquelle pose la question de l'émancipation de la science face à la religion, et au-delà, de la sécularisation de la société. Ce débat n'est pas propre à l'Espagne, puisqu'il provoque un séisme intellectuel dans la façon de penser l'origine du vivant, dont la réplique se traduit par une controverse sociale dans les pays du Vieux-continent où il a lieu. Peut-être est-il plus virulent en Espagne, où le pouvoir conservateur agit comme bras séculier de la hiérarchie catholique et s'érige en farouche gardien de l'orthodoxie religieuse.

L'antagonisme, en tant que mécanique de fonctionnement, peut devenir un outil méthodologique efficace pour relire et déconstruire les liens classiques de l'historiographie, comme par exemple la relation toujours conflictuelle entre histoire et mémoire. Cette approche permet aussi de relire, entre autres, le champ médiatique sous le franquisme en questionnant l'apparente dichotomie entre la presse dite « del Movimiento », liée au régime, et la presse privée.

Le deuxième axe de ce volume, qui regroupe quatre articles, est dédié aux « antagonismes fondateurs ». Il s'intéresse plus spécialement aux interactions entre les dynamiques contraires qui constituent l'antagonisme et à la façon dont des systèmes idéologiques ou esthétiques, tentent d'opérer une synergie afin de les concilier pour en faire un ferment créateur.

Cette dynamique synergique est à l'œuvre dans la configuration du républicanisme espagnol du XIX^e siècle qui œuvre à la synthèse des contraires que représentent l'héritage rationaliste des Lumières et la doctrine chrétienne. Le politique est ainsi modelé par le culturel, ce qui dote le républicanisme espagnol d'une identité propre.

La recherche d'une identité singulière est également ce que poursuivent les musiciens du *Grupo de los Ocho*, entre 1920 et 1936, qui se revendiquent de certaines traditions pour faire acte de modernité et participer aux autres courants novateurs européens. La conciliation de la tradition et de la modernité se retrouve à nouveau au cœur des politiques touristiques institutionnelles, lesquelles conjuguent les dynamiques contraires afin de créer une tradition moderne.

Le cas de la bande dessinée *36-39, Malos Tiempos*, de Carlos Giménez, est assez exemplaire dans cette mise en synergie des forces contraires. En effet, son auteur s'appuie sur la forme antagonique de la bande dessinée, caractérisée par les tensions entre fragment et récit, autrement dit entre la création d'un flux narratif à travers une esthétique du morcellement, pour la mettre au service de l'expression de l'antagonisme fratricide par excellence, la Guerre civile, symbole s'il en est, du supposé caïnisme espagnol.

Cette démarche, qui consiste à utiliser la création esthétique pour dépasser la binarité, est celle qui caractérise les objets étudiés par les quatre articles réunis dans ce troisième axe intitulé « l'antagonisme et son dépassement ». Les deux derniers axes du volume peuvent sembler très proches, néanmoins ils se distinguent l'un de l'autre par le fait que l'antagonisme fondateur s'appuie sur la dynamique des forces contraires pour concilier la binarité dans la création, alors que le dépassement de l'antagonisme utilise la dialectique de la création, et plus largement les représentations, littéraires ou symboliques, pour dépasser les oppositions et aboutir à la coexistence harmonieuse des dynamiques contraires.

Dans l'œuvre, *San Manuel Bueno, mártir*, de Unamuno, la poétique du scandale, comme mécanique de l'opinion publique et mécanisme de l'autoréflexion de la société, autrement dit l'utilisation de la controverse comme outil discursif dans le champ littéraire, permet à la fois la cristallisation de discours traditionnellement incompatibles et le dépassement de la vision conflictuelle.

La presse périodique au tournant du XIX^e et dans le premier tiers du XX^e s'avère être un support de tensions antagoniques tout en offrant la possibilité de leur compatibilité. C'est ce que démontre le cas de la revue artistique illustrée, *Pèl & Ploma*, qui propose un antagonisme régénérateur en accueillant des esthétiques hétérodoxes opposées à l'académisme officiel, afin de participer à la renaissance culturelle de l'Espagne. En ce qui concerne la publicité pour les cosmétiques féminins, diffusée par les publications périodiques dans les années 1930-1936, si elle présente une vision instrumentalisée de la figure de la femme, elle lui fournit en même temps les outils de son émancipation.

Le théâtre du dramaturge espagnol contemporain, Ignacio Amestoy, dédié à la représentation de l'antagonisme politique et idéologique de la Guerre civile est assez exemplaire de cette volonté de mettre la création au service du dépassement de la binarité. Grâce à l'écriture d'un cadre spatio-temporel qui introduit une distance réflexive par rapport au passé représenté, ce dramaturge remet en question le caractère arbitraire de l'opposition première afin de suggérer de multiples nuances.

L'étude des mécaniques antagonistes, notamment dans le domaine des rapports humains et de la diversité culturelle de leurs productions, montre que l'on a affaire à des systèmes complexes qui ne se résument pas à l'affrontement direct et laissent apparaître une palette de nuances, qui démultiplient ou au contraire concilient les forces contraires et qui sont autant de façons de sortir de la binarité. Les quinze articles réunis dans ce volume sont loin d'avoir épuisé le sujet, néanmoins par l'originalité de la démarche et surtout par le foisonnement des objets culturels proposés, cet ouvrage qui s'est attaché à étudier la diversité des moyens esthétiques, rhétoriques et dialectiques mis en œuvre pour aller « au-delà de la dualité » sera sans nul doute une référence pour l'histoire culturelle de l'Espagne contemporaine.

Mercedes GARCÍA PLATA – GÓMEZ

BIBLIOGRAPHIE

ÁLVAREZ JUNCO, José, 2011, « Los intelectuales y las dos Españas », in *La mirada del historiador: un viaje por la obra de Santos Julià*, coord. por José Álvarez Junco, Mercedes Cabrera Calvo-Sotelo, Madrid, Taurus, p. 205-218.

- BOURDIEU, Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Editions de Minuit, collection « Le sens commun ».
- COSGAYA GARCÍA, Jaime, 2007, « Desmontando un discurso secular: A propósito del último libro de Santos Juliá », in *Hispania: Revista española de historia*, Vol. 67, nº 225, p. 325-332.
- JULIÁ DÍAZ, Santos, 2004, *Historias de las dos Españas*, Madrid, Taurus.
- —, 2018, « De "dos Españas" a "España plural" », in *Claves de razón práctica*, nº 258, p. 12-21.
- MAINER, José Carlos, 2011, « Sobre una historia de los intelectuales españoles », in *La mirada del historiador: un viaje por la obra de Santos Juliá*, coord. por José Álvarez Junco, Mercedes Cabrera Calvo-Sotelo, Madrid, Taurus, p. 219-238.
- VÉLEZ-PELLEGRINI, Laurentino, 2005, « Los intelectuales, la nación y la dialéctica de las dos Españas », in *El Viejo topo*, nº. 208, p. 44-55.

L'ANTAGONISME : SES AVATARS ET SES DOMAINES

**CONTROVERSIA Y «CAMPO LITERARIO»:
LUGARES DEL ARTE, EL COMPROMISO, LA NACIÓN Y EL MERCADO
EN LOS DEBATES SOBRE LITERATURA NARRATIVA**

Miguel A. OLMOS
Normandie Université
UNIROUEN, ERIAC

Résumé

En tant que forme communicationnelle en lien avec les arts poétiques, littéraires et rhétoriques, la controverse peut être comprise comme le développement public d'une lutte d'idées dont le premier rôle échoit essentiellement aux mots. Aussi est-elle devenue un dispositif de socialisation qui facilite l'expression des avis, raison pour laquelle le langage et le ton de la controverse inflitrent aisément plusieurs types de texte, en toute indépendance de leur appartenance à une polémique précise. Les textes controversés sont également utiles en diachronie, en vue de l'établissement d'une périodisation littéraire en fonction de la lutte de l'écrivain pour situer sa voix, face à celle de ses prédécesseurs (ou de ses contemporains) au centre du « champ ». Selon cette perspective, une série de textes à controverse autour de la nature et des usages du récit est passée en revue dans le but de montrer la récurrence des lieux critiques d'argumentation (le marché, la nation, l'art et l'engagement) dans des discussions successives, de Galdós à nos jours.

Mots-clés : récit – fiction – roman – polémique – topique

Resumen

Entendida como forma de comunicación y en íntima conexión con las artes poéticas, literarias y retóricas, la controversia puede entenderse como el desarrollo público de una lucha de ideas protagonizada esencialmente por palabras. Lenguaje y tono controversiales se filtran con facilidad en muchos tipos de texto, con independencia de su adscripción a una discusión concreta. La controversia se convierte así en un dispositivo de socialización que facilita la expresión de opiniones. Los textos controvertidos son útiles en diacronía literaria vistos como índices de la pugna del escritor para situar la propia voz, frente a la de predecesores (o a la de contemporáneos), en el centro del «campo». Partiendo de Galdós, se revisan desde esta óptica una serie de textos controversiales acerca de la naturaleza y los usos de novela y narración, para mostrar la recurrencia de ciertos lugares críticos o fuentes argumentativas (el mercado, la nación, el compromiso y el arte) en sucesivas discusiones, hasta nuestros días.

Palabras clave: narración – ficción – novela – polémica – tópicos

Abstract

As a communicative form connected with poetics, rhetoric and the literary arts, controversy may be defined as the public development of a battle of ideas where words have the leading role. Controversial tones and language naturally infiltrate into several kinds of text, regardless of their inclusion in any given debate. Controversy can also be understood as a socialization device in order to facilitate the expression of opinions and ideas. Controversial texts become extremely useful for

literary history if considered as examples of the writer's struggle to establish his own voice, before those of his predecessors (and contemporaries) in the center of the "literary field". A series of polemical texts dealing with the nature and uses of narrative will be examined from this perspective in order to illustrate the recurrence of several arguments and critical loci (such as the market, nation, art and commitment), beginning with Galdós and continuing to the present.

Key words: narrative – fiction – novel – polemics – topics

Definiciones

Íntimamente asociada a la literatura, a la que tanto debe, la controversia no queda en absoluto confinada por ella. Como señala su etimología (*controversus*, «que puede discutirse»), está abierta a cualquier cuestión, a todo aquello de lo que puede hablarse *a favor* o *en contra*. Es práctica académica y pedagógica antigua, que consolida en las *Controversias* de Séneca el Viejo un gran número de temas, y también cierta persistente mala fama, una sospecha de vacuidad y formalismo –el de las *disputationes* de la escolástica medieval y otras «discusiones bizantinas». La controversia empero ha procurado también avances decisivos en el pensamiento o en la ciencia; apoyada en el aparato técnico de la retórica, se convierte en uno de los puntales de la literatura humanística, con su decisiva vertiente práctica, y no solo en el Siglo de oro español; continúa siéndolo para la escritura posterior al romanticismo, abierta a cualquier especulación teórica, histórica, ideológica o crítica. La controversia mantiene en la actualidad sus funciones pedagógicas y de preparación profesional, de manera notable en el ámbito forense.

El diccionario de la RAE define *controversia* como «discusión de opiniones contrapuestas entre dos o más personas»: una operación intelectual y analítica, un examen; pero también un enfrentamiento, un combate, una polémica. En la segunda acepción, muy reveladora, se aplica esta misma configuración semántica a una composición poética particular: «contrapunteo, cantar versos improvisados»; un cubanismo referido a las competiciones de los «repentistas» o improvisadores líricos –sobre todo de poemas de diez versos– muy vivas en Cuba a lo largo del siglo XX y con equivalentes en Euskadi, en Murcia o en Canarias. En la tradición del repentismo se injieren, actualizadas al gusto del día, las actuales «batallas de gallos» del rap (Díaz-Pimienta, 2001). Por último, la tercera acepción del DRAE considera equivalente controversia e incertidumbre a través de una locución adverbial: «sin controversia: sin duda». Los asuntos controvertidos son por naturaleza inciertos,

peligrosos, resbaladizos: esas «cuestiones disputadas» que evocaba con gracia José Ferrater Mora en una colección de ensayos publicada en 1956.

Desde la perspectiva de los estudios de comunicación, la controversia podría pues contemplarse como desenvolvimiento público de un conflicto de ideas en un campo esencialmente verbal; de ahí su íntima conexión con las artes retóricas y literarias, en compañía de las cuales se desenvuelve en cualquiera de los temas sobre los que pueda argumentarse.

Agonismo, juego y diacronía

Es difícil establecer una prelación entre las dos vertientes de la controversia, la intelectual, racional o reflexiva, y la agonista, en ocasiones idiosincrásica o voluntarista, la que más se presta a la polémica, a la logomaquia, a la invectiva. No cabe duda, sin embargo, de que en cualquiera de sus dos grandes tendencias, la controversia da que hablar, hace escribir: genera literatura. Lo controversial encuentra en el lenguaje su mejor arma –aunque esté lejos de ser la única– y a ello se deben productos literariamente brillantes, como sátiras, diatribas, parodias y muy interesantes modalidades epistolares: cartas abiertas, cartas públicas, cartas de ruptura o mensajes insultantes, como el que dirigieron Luis Buñuel y Salvador Dalí a Juan Ramón Jiménez a propósito de uno de sus mejores libros (Buñuel, 1982: p. 28-30). La controversia no anima en exclusiva géneros: también se infunde en diferentes productos literarios como actitud, tono o registro, por ejemplo en escritores contundentes del estilo de Rafael Sánchez Ferlosio, Juan Goytisolo, Fernando Arrabal o Félix de Azúa. Puede también cristalizar en personajes de gran profundidad y potencia, como el Juan de Mairena de Antonio Machado, diseñado expresamente para «pensar contra» y contradecir cualquier opinión, establecida o por establecer: «Nunca estoy más cerca de pensar una cosa que cuando he escrito la contraria», se lee ya en *Los complementarios* (1989, p. 1188). O como el Max Estrella de Valle-Inclán, evolución desencantada de otro gran polemista, el indefinible marqués de Bradomín, su prototipo, con quien Valle había irrumpido en

la escena literaria de 1900 declarando la guerra a todo el país, según escribe Ramón Sender (1965, p. 49-51)¹.

Lenguaje y tono controversiales se filtran además con suma facilidad en muchos tipos de texto, se adscriban o no a una discusión dada. Porque no menos que en los propios antagonistas, en espectadores o lectores de polémicas tales hay mucho gusto por el juego. La vitalidad comunicativa de la controversia se nutre y es nutrida del sustrato lúdico de artes, fiestas, ritos o actuaciones, una de las raíces más profundas de la cultura (Huizinga, 1998, p. 11-42). Y en muchos sentidos, las luchas (verbales) son un juego en el que se representa una relación de competencia, como en determinadas situaciones de la épica, o en el que rivalizan en confrontaciones simuladas los locutores mismos: juegos florales, cantos amebios, «cadáveres exquisitos», discursos «al alimón».

Por las razones mencionadas, el juego agonista de la controversia no solo es potencialmente público; es también intrínsecamente espectacular. De hecho, la discusión polémica, como las buenas ficciones, genera inmediatamente atención y la retiene hasta el término del conflicto. La controversia deviene así un dispositivo difícilmente mejorable de *aglutinación* y, por consiguiente, de difusión de ideas, de puntos de vista, de palabras clave o de nombres propios. Además, la polémica no solo capta la atención del público; por su estructura conflictiva, gracias a la polarización que la constituye, asimila a las personas mismas, que tienden a identificarse con unos o con otros, a tomar partido, a entrar a trapo en el juego. Antagonismo y controversia facilitan la expresión de opiniones: más fácil parece decir algo contra alguien, que sencillamente decir algo. De ahí la potencia del debate como mecanismo persuasivo de terceros y, de manera general, su eminente función socializadora.

Según la semióloga Ruth Amossy, la utilidad social de controversias y polémicas se encuentra no tanto en la búsqueda racional de consensos en situaciones difíciles, tarea específica de la deliberación, sino en la gestión verbal de conflictos –muchas veces, irresolubles– en clave de disentimiento, sin confiar en resolverlos plenamente. Aunque los disputantes también aspiren a persuadir y a atraerse partidarios, de lo que se trata es de estructurar el espacio ideológico y garantizar la interacción pública, gracias a la

¹ «¡El mundo es una controversia!», exclama el tabernero Pica Lagartos –que de discusiones literarias habría oído lo suyo– en la escena final de *Luces de bohemia* (1920).

radicalidad de dicotomías y polaridades que dan voz a las diferencias (2014, p. 207-228).

La controversia parece culminar en enfrentamientos binarios; pero también puede confrontar a más de dos personas o grupos. Hay antagonismos multilaterales, de la misma manera que puede concebirse un agonismo íntimo, una controversia en el fuero interno de la persona, desde el mismo momento que esta se concibe como un agente más dentro del llamado «campo literario». Por la inquietud que genera el propio proyecto creativo, la deliberación privada puede convertirse en secreta controversia. Es la «angustia de la influencia» estudiada por Harold Bloom (1973), muy útil para sintetizar la diacronía literaria en función de su dimensión controversial, como «pugna» del escritor joven para situar la propia voz en el centro del «campo», desplazando la de sus predecesores más admirados².

Así, Jaime Gil de Biedma, obsesionado en su primera época por la originalidad de su poesía hasta el punto de defender una escritura convencionalmente «imitativa», se enfrenta imaginariamente, a lo largo de su producción, con cada uno de sus predecesores (Guillén y Machado, Alexandre y Jiménez), al tiempo que opera de manera bien activa en la sociedad literaria de su tiempo para instalarse en el centro de la escena. Léase por ejemplo la siguiente entrada en su diario de 1960, año de la preterición del Machado simbolista en una polémica antología de corte «social» inspirada por él, y de ruptura de relaciones con Jorge Guillén, su primer mentor poético, sobre quien acaba de publicar un importante libro de crítica:

Recuerdo haberle dicho a Guillén, la primera vez que le vi, que la lectura de don Antonio me producía cada vez sorpresa y casi impaciencia –porque parece que uno no acaba nunca con él: a cada vez descubrimos que es mucho mejor de lo que le recordábamos. Uno –me ha pasado a mí ahora– llega literalmente a tener la sensación de que el poeta, entre una y otra lectura, se ha aprovechado para corregir sus poemas, incluso para reescribirlos por completo: nos parecen ahora tanto más terminados, con una significación tanto más clara. Le pasa a don Antonio lo mismo que Gabriel [Ferrater] decía de Stendhal: que tuvo y tiene la mala suerte de ser mucho más inteligente que nosotros, contemporáneos, poetas, sin excepción (2016, p. 382).

² Habría según Bloom seis modalidades consecutivas de este proceso: las complementarias *clinamen* (elusión) y *tessera* (compleción); las represivas *kenosis* (omisión) y *diabolización* (conflicto abierto) y, por último, las eliminatorias: *askesis* o autosuficiencia, y *apofrades*, asimilación que permite el regreso del imitado ya como «precursor».

«Campo literario» y correspondencias

En *Les Règles de l'art* (1992), el sociólogo Pierre Bourdieu ha establecido, al hilo del análisis de una sola novela de Gustave Flaubert –*L'Éducation sentimentale* (1869), muy propicia por lo demás a sus objetivos– una serie de constantes de estos «campos literarios»: a) homología entre la forma de obra y la estructura del «campo»: los autores inscriben su situación sociológica en la factura misma de sus obras; b) relevancia de aquellas instituciones que constituyen o encauzan los procesos de producción y recepción de textos: editoriales, fundaciones culturales, revistas, ceremonias periódicas, lugares consagrados de reunión, «grupos» de influencia y *réseaux*, debates académicos, concursos literarios, cánones concurrentes (Sullà, 1998); c) nociones de *habitus* (interiorización de modos jerárquicos socializados) e *illusio*, de raíz lúdica: «entrar» en el juego, salir a escena, participar, tomar partido. Sobre todos ellos, un principio general, basado en el conflicto: el campo de batalla es de todos contra todos, para mantener o transformar –para enmascarar o desenmascarar– las relaciones de fuerza heredadas. Se busca así aumentar los propios «capitales», que son también culturales o simbólicos: fama, reputación, estatus, relaciones. Se pretende igualmente intervenir en las categorías del campo para «actualizar» los *possibilia*, sus huecos libres o virtuales, las más de las veces reclamando una filiación olvidada.

Corpus muy útiles a estos efectos son los epistolarios. La variada correspondencia de Jorge Guillén muestra bien algunas facetas del campo literario español de posguerra y su dinamismo: jóvenes aspirantes a poetas escriben al maestro –que responde siempre– para confirmarse en su vocación y entrar en el juego. En ocasiones, este contacto lleva a un acrecentamiento de los «capitales» respectivos –caso de los intercambios epistolares con Camilo J. Cela en los años 50 y 60, que muestran el afianzamiento definitivo del novelista en los círculos literarios, y culminan en una sostenida amistad personal con el poeta exilado. Otras veces, el contacto se rompe por diferencias privadas o públicas, de orden creativo, económico o personal; los corresponsales dejan de cartearse y se repliegan buscando el apoyo de los grupos con los que se identifican. Así en la gran encrucijada o *crossover* de 1960, cuando el editor Carlos Barral, el grupo de Barcelona y otros aliados (Ángel González o José Ángel Valente), bajo la enseña de la poesía cernudiana, se imponen como referencia poética frente a exilados de posición eminente,

como Guillén mismo, y contra los grupos liderados por Vicente Aleixandre, Blas de Otero y otros. Una carta de Max Aub a Guillén, fechada en 1960, pone de manifiesto estos procesos haciéndose eco, entre otros trabajos, de *Veinte años de poesía española*, la citada antología de José María Castellet, y de una edición de la poesía de Manuel Altolaguirre con colaboración de Luis Cernuda, enmascarado aquí tras una X (1959):

Salió la edición de los poemas de Manolito cuidada por X. Salió una antología del joven Castellet –en Barcelona– que habrás visto, bajo la égida de X. / Le he propuesto a Carlos Barral, preso de justa indignación [Aub], hacerle una «Antología complementaria» (Aub y Guillén, 2010, p. 56).

La antología de Castellet culminaba una operación de política literaria largo tiempo preparada en ensayos y notas del decenio anterior –por ejemplo, la polémica «comunicación-conocimiento», en la que no vamos a detenernos (Pozuelo Yvancos, 2011, p. 653-668). De textura más o menos rica en función de contextos y contendientes, resulta a veces difícil distinguir en ella los argumentos de fondo de las situaciones personales o dialécticas en que se lanzaron: como ya se indicó, no siempre es dado separar las facetas lógicas de todos aquellos factores que las acompañan.

Epistolarios y otras muestras de literatura fáctica, como diarios personales o autobiografías, descubren con nitidez las tensiones inherentes al «campo»; sin embargo, no nos sirven de mucho para determinar cuáles puedan ser esas estructuras que, según Bourdieu, están cifradas, además de en una sociedad dada, en la *forma* de las obras creativas³. Las ideas de Bourdieu ponen de manifiesto y ordenan el funcionamiento de la república literaria; quedan por resolver muchas otras cuestiones acerca de la tipología del «campo» y sus evoluciones, acerca de su materia misma, los puntos en que el conflicto encarna, y sus enlaces con los de otros campos colindantes (Moreno Pestaña, 2013; Olmos, 2017; Romero Ramos, 2018).

Lugares de polémica

Según Bourdieu, a partir de *L'Éducation sentimentale* queda establecida una constante temática que sustantiva la lucha en el seno del campo literario: se trata del

³ « [D]u fait du jeu des homologues entre le champ littéraire et le champ du pouvoir ou le champ social dans son ensemble, la plupart des stratégies littéraires sont surdéterminées et nombre de “choix” sont des coups doubles, à la fois esthétiques et politiques, internes et externes » (Bourdieu, 1998, p. 339).

desinterés, signo específico de la producción estética, antagonista de las prácticas utilitarias que enseñorean el campo sociológico general u otros subcampos (1998, p. 356-366). Es sugestivo constatar que el principio de autonomía literaria subrayado por Bourdieu (o su negativo fotográfico, el «compromiso artístico»; pues es evidente que la producción literaria aspira a generar otro tipo de fuerzas o «capitales», enfrentados a los de otros campos y clases) se encuentra en el centro de las más sonadas disputas de la literatura contemporánea y, de manera muy señalada, en poesía. Desde 1900 se sucede incesante, en pleno corazón de las discusiones poéticas, la alternativa entre forma y funciones: los debates acerca de la doble dirección, estética y política, del Modernismo, la «deshumanización» o la «pureza» de algunas tendencias vanguardistas frente al «compromiso» de otras, la combativa vocación social de la literatura durante la posguerra, el esteticismo culturalista de los «novísimos» o el de la (penúltima) literatura «experimental»...

Inútil conjeturar que se trate de una sola polémica dilatada en el tiempo, puesto que los términos del debate cambian, y las polaridades en disputa evolucionan, por asociación a otros temas y argumentos, confluyendo o distanciándose entre sí, modificando y matizando sus perfiles en razón del contexto, muy sutilmente a veces, hasta el punto de cambiar de alianzas, de pasarse de bando: intelectualismo elitista frente a emotividad o inmediatez «populares»; individualismo y expresión personal frente a vocación común, social o colectiva; tradición propia o local frente a internacionalidad, «europeización» y ahora «globalismo»; formalismo, «pureza» o esteticismo frente a comercialidad. Estas alternativas, que no siempre se excluyen entre sí, son utilizadas luego por historiadores y críticos en periodizaciones o para caracterizar movimientos, tendencias, estilos⁴.

Puede observarse sin embargo que los lugares críticos del arte, el compromiso, la nación y el mercado reaparecen con puntualidad, como marco general de polémicas y controversias, tanto en discusiones ocasionales como si se los considera desde la perspectiva de la *longue durée*. Así, en su estudio sobre el «campo literario» francés,

⁴ Por ejemplo: «¿Pueden coexistir hoy dos lecturas antinómicas (una tildada de «reaccionaria» y la otra «progresista», de manera un tanto ligera) de una categoría filosófica como la de posmodernidad? / 2. ¿Existen dos reescrituras estéticas del legado de las vanguardias históricas (más de cincuenta años después): una neovanguardia culturalista, autorreferencial y de marcado escepticismo gnoseológico (triumfante en la España de los años 70) frente a una posvanguardia realista, de reflexión ética y fe en la capacidad perlocucionaria de la palabra (recuperada a partir de los años 80)?» (Scarano, 2004).

Gisèle Sapiro discierne cuatro «lógicas sociales» concurrentes en el mundo literario: estatal, mediática, estética y política, respectivamente asociadas al «buen gusto» establecido, el principio de «escándalo», el «arte por el arte» y la actividad «subversiva» (1999, 13-16).

Sobre novela y narración

Los citados lugares no solo se aplican a debates sobre materia poética; pueden orientar igualmente, de manera simplificada, el examen diacrónico de una serie de opiniones encontradas –en alguna ocasión, de controversias formales– en torno a la narración. Las disputas sobre relato y novela quedan así inscritas en el campo delimitado por las cuatro «lógicas» mencionadas, desde su arranque en las series «histórica» y «contemporánea» de Pérez Galdós, su iniciador moderno y punto de referencia explícito o implícito en muchas de ellas.

La solitaria y desinteresada vocación artística del narrador verdadero es uno de sus estereotipos más constantes. Así, el novelista Juan Benet, en una carta de 1970 al director de *Cuadernos para el diálogo* con ocasión de un número extraordinario de homenaje a la obra galdosiana, reacciona con virulencia contra un escritor «de segunda fila», injustamente elevado a «patriarca de las letras» por razones políticas y espurios intereses de profesores y sociólogos:

quien trata de acotar el campo de la literatura política revolucionaria acostumbra a definir una antigualla, poco menos que ciego respecto a la evolución propia de las letras que –para su limitada visión– nunca dejarán de ser un instrumento al servicio de otra cosa. Y eso que es claramente perceptible en el hombre que asume dos ejecutorias bien distintas –las de escritor y revolucionario, por ejemplo– resulta difícil que salga a la luz cuando ejerce dos profesiones más afines, la literatura y la sociología, pongo por caso. En esa situación –y no sé por qué– es siempre el oficio literario el que sale peor parado, el que tiene que hacer concesiones –de estilo, de alcance, de imaginación, de disciplina– a fin de servir a la segunda materia con el instrumento más adecuado a ella. La relación ciencia-literatura en una misma persona es casi siempre (incluso en las ciencias literarias) del tipo señor-criado. Pues bien, yo tengo para mí –siguiendo la exposición anterior hasta su límite– que el escritor más limitado acostumbra a ser aquel que subordina su oficio a... una doctrina literaria. Esto es, el que dice saber con certidumbre qué cosa es, o debe ser, la literatura: el que tiene ideas muy claras sobre ella y –mediante conceptos– puede delimitar el arte literario y establecer sus condiciones de contorno (2011, p. 142).

Con la sinuosidad que le distingue, Benet toma aquí partido por la polaridad «desinteresada» del arte narrativo; dicho de otro modo, se compromete por interés artístico con una búsqueda absoluta de la literatura –sea esto lo que sea– por la vía negativa, de manera esforzada y cuasi-ascética, trascendiendo toda ciencia –lo que en su caso no excluyó, es sabido, incursiones más pragmáticas en el campo novelístico, en un tanteo como a regañadientes en busca de lectores menos huidizos (Lascaux, 2019).

El propio Pérez Galdós, cien años antes, en una meditada reseña a un libro de cuentos, había planteado el problema de la narrativa española como algo inherente a las dificultades de orden profesional que supone la plena entrega a la literatura; caso este más bien raro, y no tanto por seguimiento de doctrinas previas, como en Benet, sino por mera necesidad económica, que lleva fatalmente al ejercicio del periodismo, al funcionariado o al trabajo de oficina:

Hay además el gran inconveniente de las circunstancias tristísimas de la literatura considerada como profesión. Domina en nuestros pobres literatos un pesimismo horrible. Hablarles de escribir obras serias y concienzudas de puro interés literario, es hablarles del otro mundo. Todos ellos andan a salto de mata, de periódico en periódico, en busca del necesario sustento, que encuentran rara vez; y la mayor recompensa y el mejor término de sus fatigas es penetrar en una oficina, panteón de toda la gloria española. Todos reposan su cabeza cargada de laureles sobre un expediente; y el infeliz que no acepta esta solución, y se empeña en ser literato a secas, viviendo de su pluma, bien podría ser canonizado como uno de los más dignos mártires que han probado las amarguras de la vida en este valle de lágrimas (Pérez Galdós, 1990, p. 107)⁵.

Pocos años más tarde, Juan Valera abundará en la misma protesta, acentuando mucho el tono irónico. A diferencia de Galdós, nada amigo de publicidades, Valera es un polemista nato, que no deja pasar ocasión de entrar en campaña, siempre que el asunto de que se discuta le parezca merecerlo⁶. En sus *Apuntes sobre el nuevo arte de escribir novelas* (1887), una ambiciosa presentación de los problemas teóricos del relato que se disimula como réplica a la visión del naturalismo difundida cinco años antes por Emilia Pardo Bazán, da por sentado que la producción narrativa general es más bien defectuosa, por falta de preparación técnica de los aspirantes a novelista, que son legión.

⁵ Galdós había apuntado de entrada otras dificultades para el cultivo de la novela: el olvido de la tradición «observadora» de Cervantes, la dependencia servil de lo extranjero, traducido sin reflexión ni cautela, y la desviada utilización de «los recursos de la industria literaria», sin exigencia de calidad (1990, p. 105).

⁶ Para la refutación de las interpretaciones del *Quijote* por Díaz de Benjumea, (Valera, 2006, p. 185-224).

Pero ni siquiera para los mejor dotados hay esperanza:

En oficio ninguno se necesita menos aprendizaje que en el de novelista. Un pintor, un escultor, un médico, un abogado o un ingeniero, tiene muchísimas cosas que aprender; mientras que para ser novelista [...] no se requieren estudios previos. Basta con saber leer y escribir. Pero como escribir una novela que guste es difícil de veras, resulta que de los novelistas se puede decir mejor que de nadie: muchos son los llamados y pocos los escogidos. A los escogidos, Zola no les da otro consuelo sino el de que se aguanten. No quiere que el Estado proteja y premie las bellas letras, y tiene razón. El que escribe y no gusta al público, mejor es que no escriba. Más racional encuentro yo que el Estado dé empleos a los escritores, a fin de que no escriban lo que el público no ha de leer, como sucede en España, que no que el Estado pensione a los escritores para que escriban si nadie ha de leerlos. En esto estoy de acuerdo con Zola (Valera, 1996, p. 198).

Valera parece enfatizar aquí el papel regulador del mercado de las letras, en razón de la calidad que se persigue; idealmente, comercialidad e interés literario habrían de coincidir en las buenas novelas⁷. Mucho después, Félix de Azúa pondrá también en el comercio su «única esperanza de que se conserve durante algún tiempo el antiguo arte literario», y en especial el narrativo, que constituye «el departamento más honradamente mercantil de la literatura» (2013, p. 15 y 73-74). Pero el mercado sigue estando viciado por las intervenciones de la administración «cultural». Se subraya así que la responsabilidad última de la situación en que se encuentra la narrativa recae en la esfera institucional, pues estados, sociedades artísticas e instancias administrativas varias se han apoderado en la práctica del control productivo, eliminando toda distinción en virtud de un igualitarismo mal entendido. El acento de la crítica se ha desplazado a las interferencias provenientes de la dimensión local, autoridades políticas o académicas proliferantes que preferirían que «la así llamada cultura nacional [...] en lugar de ser una industria, fuera una prolongación anímica de la patria o su ectoplasma» (2013, p. 17). El argumento localista, «nacional» en su versión extrema, se impone así a cualquier otra consideración.

El terreno de debate puede entonces situarse –sin necesariamente coincidir siempre o del todo con la polaridad «arte-comercio»– en la confrontación entre los valores heredados –la tradición, en cualquiera de sus desenvolvimientos, justifica publicación y

⁷ Lo piensa, pero sin mucho convencimiento; y da como prueba la «aterradora competencia» entre los epígonos del naturalismo: «Ya el autor apela a lo obscuro, a lo extravagante y a lo escandaloso para ganarse lectores; [...] solo por el instinto de señalarse y de atraerse lectores, los novelistas, en esta lucha desesperada por la popularidad, extreman cuanto pueden las extravagancias horribles, para vencer a sus rivales» (Valera, 1996, p. 199).

publicidad inmediatas– y una serie de iniciativas individuales variamente extrañas, novedosas o inspiradas en modelos foráneos. El fenómeno resulta perceptible desde comienzos del siglo XX, cuando la novela, que en sus orígenes no era sino una forma de entretenimiento común y sin pretensiones, decide perseguir, con lucidez variable, una índole «poética», un nuevo carácter de obra de arte verbal. Pero según de Azúa, en España, con la notable excepción de la prosa última de Valle Inclán, la narración innovadora o experimental tarda mucho en dar frutos y va muy rezagada en comparación con los otros productos de la casa. En los dos primeros decenios de posguerra:

era potentísima (y en ciertos medios lo sigue siendo) una corriente mayoritaria que voy a llamar «castiza» para facilitar la comprensión. La línea castiza tenía toda la fuerza de los historiadores, los críticos y expertos universitarios, las academias en fin, y por encima de todo, la prensa escrita y la opinión pública. Era una línea augusta que arrancaba de Cervantes y se continuaba sin interrupción a través de Quevedo, Gracián, Valera, Galdós, y así *piano piano*, hasta llegar a Cela y Umbral. Era (quizá sigue siendo) la gran tradición de la novela española y es un valor cultural innegable que todos amamos y respetamos. La potencia de la línea castiza ponía en un lugar muy difícil a los experimentadores de la época. La acusación de no escribir «novela española» era constante (2013, p. 83-84)⁸.

En este período, según de Azúa, la imitación no llegó a ser «radical» ni siquiera entre los más adeptos a la prosa vanguardista europea, como ilustra la anécdota del súbito distanciamiento de sus mayores valedores, los antes inseparables Juan Benet y Luis Martín-Santos:

Martin-Santos tuvo como modelo a un Joyce rebajado. Benet a un Faulkner por completo evidente. Amigos íntimos desde la juventud, Benet y Martín-Santos se pelearon a muerte a raíz de la publicación de *Tiempo de silencio* [1962]. Para Martín-Santos no había mejor juez que Benet, pero este, tras leer la novela, lo hundió en la desesperación al decirle que por debajo de una fina capa de Joyce su prosa seguía oliendo a Galdós. No se volvieron a hablar y la temprana muerte de Martín-Santos nos impidió saber si habría aceptado la crítica de Benet, tan cruel como exacta (2013, p. 85-86).

Extraña que de Azúa, que se autoincluye en el bando de los experimentales, no mencione en su panorama de los años 1950 y 1960 a una de las más singulares y

⁸ Gregorio Morán también sostiene la incomunicación entre experimentales y tradicionalistas; en su opinión, las novelas de Benet y las de Cela son dos raíles tendidos a lo largo de la literatura de posguerra que en ningún momento llegan a cruzarse (2015, p. 753).

extremadas, la novelista Rosa Chacel, otra declarada imitadora de James Joyce. La autora de *Memorias de Leticia Valle* (1945) y de *La sinrazón* (1960) ha descrito en varios de sus ensayos la insatisfacción que le había procurado, durante los años veinte, la literatura narrativa española. Los novelistas entonces consagrados –Unamuno, Baroja, Valle-Inclán– le resultaban ajenos, y Galdós –su predecesor inmediato, recién desaparecido– el más lejano de todos ellos, por una visión del país que, aunque «fiel», le parecía «insoportable». Como a lo que se aspiraba era a asumir la renovación cultural ya emprendida en toda Europa, la llegada de la novela extranjera «en traducciones al alcance de todos» fue para ella un estímulo de primer orden (Chacel, 1993b, p. 240-242). Un modelo esencial según la escritora, por su búsqueda del sentido profundo de la palabra y de las formas, fue Flaubert: «rigor y austeridad en la prosa, ambición ilimitada en la imaginación» para intentar alcanzar «la realidad de los hechos [...], lo manifiesto y jamás entendido» (1993b, p. 240). Por este motivo, piensa que solo podrá considerarse *pura* aquella obra literaria que persiga una «finalidad»; su experimentalismo de preguerra –al que no ha renunciado, a diferencia de tantos otros– es así la consecuencia de un ejercicio de las letras eminentemente «responsable», que nunca se complace ni termina en sí mismo (1993a, p. 205-218). No deja la autora de evaluar, de manera rápida pero ponderada, las aportaciones de Martín-Santos y de Benet mismo, a quien da la razón en lo que a imitación de Joyce se refiere: «yo encuentro cierto estorbo al tropezar en *Tiempo de silencio*, ese libro magnífico, con trazos del realismo detestado [...] y con ciertos alardes de léxico peregrino que, ya lo sabemos, pueden ser joyceanos, pero también pueden ser galdosianos» (1993b, p. 263)⁹.

Se utilicen en un sentido o en el contrario, los argumentos asentados en la esfera de lo «local» se vinculan con facilidad a la defensa de los valores colectivos en clave política y experiencial, al «testimonio» y al «compromiso» –aunque no necesariamente siempre contra experimentales o individualistas. Así, Francisco Ayala, desde su exilio argentino, en el prefacio al volumen de cuentos titulado *La cabeza del cordero* (1949), canta la palinodia de sus narraciones iniciales, situadas, como las de Chacel, en la órbita de la *Revista de Occidente*, para subrayar luego la necesidad que sintió, tras el desenlace de la Guerra Civil, de descartar aquellos elementos expresivos que no contribuyeran a

⁹ En el largo ensayo sobre novelística titulado *La confesión*, Chacel ajusta sus cuentas con el escritor del XIX, en cuyos relatos –preferentemente, los *Episodios*– hay que entrar «con amor y sin piedad. A Galdós no se le puede perdonar nada» (1989, p. 293).

hacerse cargo de una «experiencia» específicamente española que exigía ser sopesada y transmitirse. Catorce años después, en el ensayo titulado «Función social de la literatura» (1963), acepta de manera equilibrada y lúcida la compatibilidad de la búsqueda experimental de formas con la misión colectiva de la narrativa –cuyo genuino poder creativo sigue no obstante siendo «imprevisible e incontrolable» (1972, p. 341). Si Ayala acepta y reconoce que la idea prioritaria de una «función social» del arte se ha impuesto entre los escritores españoles del día, lo hace en virtud del «viviente anacronismo histórico» en que juzga se encuentra sumido el país desde 1939, en relación con su entorno europeo (1972, p. 342)¹⁰.

En un ensayo de 1958, uno de estos jóvenes novelistas, Juan Goytisolo, muy lejos todavía de los héroes apátridas de *Reivindicación del conde don Julián* (1970), de *Juan sin tierra* (1975) o de los *Paisajes después de una batalla* (1982), se enfrenta polémicamente al impulso europeizante-esteticista valiéndose de la figura de Ortega y Gasset, referencia aún muy reciente. Goytisolo quiere demostrar que el «peligroso dragón» del orteguismo puede ya verse con algo de distancia, como «inofensivo espantajo». Lo que se defiende es la proyección en literatura de la sociedad y sus requerimientos ideológicos:

Durante los años veinte [...] se produce un divorcio entre el novelista y la sociedad. La novela pierde sus contornos nacionales y se torna aséptica, cosmopolita, neutra. *Olvidando que solo al nacionalizarse adquiere una literatura interés universal, los escritores se quieren universalizar, desnacionalizándose*. La consecuencia –difícilmente habrá quien me contradiga– es un común denominador de vaciedad, amaneramiento, hermetismo y monotonía (1959, p. 82-84).

Entre las rápidas reacciones a las ideas de Goytisolo destaca la de Guillermo de Torre, quien le reprocha su «extremo simplismo conceptual» y un «riguroso anacronismo» (Bravo, 1985, p. 117). Resulta en efecto sugestivo encontrar una argumentación análoga a la citada en un adversario anterior de Ortega, el filósofo Miguel de Unamuno. A lo largo de los combativos ensayos de *En torno al casticismo*

¹⁰ La narrativa «social» de la época le parecía entonces a Ayala «mucho menos vigorosa y no más refinada artísticamente» que determinados experimentos de preguerra, como *Imán* (1929), de Ramón Sender (1972, p. 343): «En suma, la teoría de la función social de la literatura, tal cual se entiende y propugna hoy entre nosotros, no parece tener demasiado que ver con la sociedad española, ni cumplir en ella función apreciable, como no sea la de permitir a los nuevos escritores que, a la salida del túnel tenebroso en que nacieron o debieron alcanzar la adolescencia, procuren orientarse y ensayen a tientas sus posibilidades» (1972, p. 344).

(1895-1902), Unamuno había llegado a aliar la reivindicación del elemento autóctono con su contrario, la «europeización» –transformando para ello de manera radical, como explica Jon Juaristi, el sentido de la palabra *tradición* al vincularla con lo popular. Se sirve para ello de uno de los blancos preferidos de la sátira, la figura del falso sabio; su objetivo no es otro que el desmantelamiento de la acomodada sociedad literaria de la Restauración, cuyos miembros le parecen «ayunos de cultura científica seria» (1996, p. 25 y 156)¹¹. Los ataques de Unamuno cobrarán mayor relieve poco después, en la provocadora *Vida de don Quijote y Sancho* (1905), donde se despliega una interpretación deliberadamente heterodoxa de la «Biblia» española –Unamuno asegura tener el manuscrito de Cide Hamete Benengeli en su casa– contra las graves limitaciones de la crítica académica (1992, p. 135-137).

Ortega y Gasset también busca el amparo de Cervantes para sus reflexiones sobre el arte narrativo, que arrancan de las *Meditaciones del Quijote* (1914). A pesar del título elegido, sus argumentos solo parten de la tradición novelesca local para ilustrarse luego, en sus escritos de los años veinte, con ejemplos tomados de Proust o de Dostoyevski. Hay en Ortega un sistemático principio selectivo, que distingue lo alto y lo bajo en las formas de cultura y degrada las formas narrativas populares, con su «realismo», a una vulgaridad insignificante; la ausencia en su argumentación de referencias narrativas españolas coetáneas –que está lejos de ignorar– podría acaso entenderse en este sentido. Según Ortega, para llegar a ser literatura, lo real ha de formalizarse en ficciones perfectamente herméticas, impermeables al mundo cotidiano, para siempre cerradas en sí mismas. Una novela digna de tal nombre ha de ser irónica, intelectual y «deshumanizada», ajena a los gustos de los más, que son sentimentales, inmediatos e ignorantes (1953, p. 377-385).

Pero Ortega, polemista de primer orden que había entrado en la vida pública desalojando a Unamuno de su posición preeminente (Mainer, 1988), no se priva del

¹¹ «España está por descubrir, y sólo la descubrirán españoles europeizados. Se ignora el paisaje, y el paisanaje y la vida toda de nuestro pueblo. Se ignora hasta la existencia de una literatura plebeya, y nadie para su atención en las coplas de ciegos, en los pliegos de cordel y en los novelones de a cuartillo de real la entrega, que sirven de pasto aun a los que no saben leer y los oyen. Nadie pregunta qué libros se enmugrecen en los fogones de las alquerías y se deletrean en los corrillos de labriegos. Y mientras unos importan bizantinismos de cascarilla y otros cultivan casticismos librescos, alimenta el pueblo su fantasía con las viejas leyendas *européas* de los ciclos bretón y carolingio, con héroes que han corrido el mundo entero, y mezcla a las hazañas de los doce Pares, de Valdovinos o Tirante el Blanco, guapezas de José María y heroicidades de nuestras guerras civiles. En esa muchedumbre que no ha oído hablar de nuestros literatos de cartel hay una vida difusa y rica, un alma inconsciente en ese pueblo zafio al que se desprecia sin conocerle» (Unamuno, 1996, p. 166-167).

gusto de sazonar sus disquisiciones teóricas con una larga ristra de pullas y alusiones insidiosas que apuntan todas a la novela de Pío Baroja, tal vez por ser la referencia autóctona más consensuada entre los literatos del momento, el blanco más visible. Como justa respuesta, Baroja discutirá al pormenor y uno a uno los sucesivos planteamientos de Ortega en varios escritos que culminan en el prólogo al relato *La nave de los locos* (1925), espléndida muestra de literatura controversial tanto por la profundidad de la discusión como por sus virtudes expresivas y humorísticas (Olmos, 2004). A los argumentos intelectuales y «de arte» utilizados por Ortega, Baroja replica con sus exactos opuestos, en una defensa cerrada de las emociones que suscita la narrativa popular, entre otras, o de los distintos goces procurados por la lectura, sin jerarquía ninguna de género o de clase.

Importa sobre todo destacar que el novelista refuerza esta defensa disolviendo el elaborado hermetismo de la narración orteguiana. Si la novela, para Ortega, queda formalmente encerrada en un recinto imaginario, en opinión de Baroja, las obras de historia pueden leerse tan narrativamente como cualquier relato de ficción, y es imposible, o inútil, distinguir el Dostoyevski fabulista del Dostoyevski autobiográfico (1996, p. 82). De ahí su curiosa definición agenérica de la novela, bello ejemplo de la reversibilidad dialógica típica del lenguaje de la controversia (Angenot, 1982). Para Ortega, el relato de ficción es capaz de absorber cualquier tipo de discurso, transformándolo en su interior:

Dentro de la novela cabe casi todo: ciencia, religión, arenga, sociología, juicios estéticos –con tal que todo ello quede, a la postre, desvirtuado y retenido en el interior del volumen novelesco, sin vigencia ejecutiva y última. Dicho en otra forma: en una novela puede haber toda la sociología que se quiera; pero la novela misma no puede ser sociológica. La dosis de elementos extraños que pueda soportar el libro depende en definitiva del genio que el autor posea para disolverlos en la atmósfera de la novela como tal (1955, p. 418).

Mientras que, para Baroja, lo novelesco no puede estar «dentro» de la novela, porque la novela no es definible, sino que se confunde con el conjunto de temas y géneros posibles, sobre los que planea y de los que se sirve con libertad absoluta: «La novela, hoy por hoy, es un género multiforme, proteico, en formación, en fermentación; lo abarca todo: el libro filosófico, el libro psicológico, la aventura, la utopía, lo épico; todo absolutamente» (1996, p. 72).

Los argumentos basados en las otras dos series polémicas distinguidas más arriba apenas tienen curso en esta discusión. Baroja se sirve indistintamente de referentes narrativos españoles y extranjeros, siempre con soltura, para rebatir las disquisiciones de Ortega; este último no parece tener muy en cuenta la evolución del lectorado contemporáneo o el notable desarrollo de la industria editorial de su tiempo, al menos en lo que respecta a los problemas teóricos del relato de ficción, que es lo que le interesa. Pero no todos los lugares críticos han de ser movilizados en todas y cada una de las discusiones.

Coda sobre ficción, debate público y mercado narrativo

No cuesta percibir, a lo largo de sucesivas confrontaciones sobre los valores de la narración, un muestrario estable de posiciones críticas, diversamente articuladas y articulables, que delinear el terreno de juego al que van ingresando diferentes actores, cada cual con sus propias inquietudes. Solo desde la perspectiva de las «poéticas potenciales», de largo recorrido histórico (Mainer, 2000, p. 69-100 y 229-263) podrá valorarse con justicia el sentido de las aportaciones individuales suscitadas al calor de la discusión, tanto como aquellos aspectos generales en que unos y otros hayan estado concordes –acaso sin saberlo.

Las desavenencias de Baroja y Ortega acerca de la marca ficcional distintiva de la novela no parecen inscribirse con claridad en ninguna de las series que se han revisado, tal vez porque el emplazamiento de sucesos ficticios en el mundo del lector, en el espacio, la cronología y el entramado ideológico que pueda tener por propios, constituye precisamente la operación imaginativa y convención primaria que distingue, de Galdós en adelante, el desarrollo de la novela contemporánea en torno a la noción de «realismo». Se trata pues de un problema central para el estudio de la literatura narrativa de nuestro tiempo, que rebasa el terreno reconocido como propio de la novelística.

Si atendemos a la producción de los últimos decenios, la definición de Baroja, con toda su apertura –y a pesar del acento puesto en la palabra *libro*– podría llegar a quedársenos corta. Destaca en especial la ambivalencia con que muchas narraciones se sitúan deliberadamente entre ámbitos ficcionales clásicos, con toda la riqueza de la tradición novelística, y una voluntad de documento o testimonio reales, apegados a los

temas de discusión pública, que con frecuencia poseen una dimensión histórica. De la fluctuación entre los recursos de lo imaginario puro y los debates de actualidad tiene buena parte de responsabilidad la figura del narrador mismo, con mucha frecuencia no una instancia neutra, externa o anónima, sino un personaje «real» y de renombre, tal vez controvertido, caracterizado dentro del mismo marco ideológico en que se mueven sus lectores, y que no cabría bien del todo en ninguno de los «mundos de ficción» codificados, ni en las ópticas de relación en ellos ya establecidas. Por supuesto que es posible detectar, en esta evolución de los usos de lo narrativo, no solo una penúltima y tónica «muerte de la novela», sino sobre todo un movimiento en las estructuras del «campo», en el que el aumento y la diversificación de los medios informativos a través de la lectura coincide con la emergencia de literatos-periodistas, o de periodistas-literatos, como Rosa Montero, Jorge M. Reverte o Javier Cercas, tanto como con la absorción de editoriales por grandes corporaciones mediáticas (Faber, 2009)¹².

Se entiende así que, dentro de un amplio espectro de formas, quede con frecuencia favorecida una narrativa de consumo asequible, ya sea por encuadrarse en géneros *prêt-à-porter* reconocibles sin dificultad, como la novela negra, la fantasía gótica o el relato de ciencia ficción, ya por conectar directamente con debates políticos, históricos o sociales de actualidad, a veces mediante recursos para-ficcionales que facilitan el acceso del lector al núcleo temático del relato; piénsese en el conjunto de textos que abordan, a través de moldes genéricos diversos, sean o no ficcionales, la guerra de 1936-1939. Todo ello en detrimento de formas narrativas más singulares o «de arte» –Miguel Espinosa, Ramiro Pinilla o Julián Ríos– que naturalmente siguen su propio rumbo, a despecho de las dificultades habituales –en particular, el crecimiento exponencial de los soportes textuales de la ficción, con la consiguiente pérdida de competencias específicamente literarias en los nuevos públicos (Acín Fanlo, 1996, p. 39-70). Índice complementario de estos desplazamientos en el «campo» podría ser la proliferación de neologismos solo mediatamente comprensibles, como *metaficción* o *autoficción* (Sobejano-Morán, 2003; Alberca, 2007), y por este motivo objeto ideal de futuras controversias.

¹² Según Félix de Azúa, el ensayo y la novela se acercan cada vez más al periodismo, que impone ahora sus condiciones a los otros géneros; los diarios devienen «los más poderosos centros de producción literaria» en un mundo efectivamente globalizado, e inmediatamente accesible a través de la red, que atenúa las «nacionalidades» (2013, p. 148-157).

BIBLIOGRAFÍA

- ACÍN FANLO, Ramón, 1996, *En cuarentena: literatura y mercado*, Zaragoza, Mira.
- ALBERCA, Manuel, 2007, *El pacto ambiguo. De la novela autobiográfica a la autoficción*, Madrid, Biblioteca nueva.
- AMOSSY, Ruth, 2014, *Apologie de la polémique*, Paris, PUF.
- ANGENOT, Marc, 1982, *La Parole pamphlétaire*, Paris, Payot.
- AYALA, Francisco, 1972, «Función social de la literatura» [1963], *Los Ensayos. Teoría y crítica literaria*, pról. de Helio Carpintero, Madrid, Aguilar, p. 333-346.
- AUB, Max y GUILLÉN Jorge, *Epistolario 1929-1971*, ed. M^a. Paz Sanz Álvarez, Valencia, Generalitat / Biblioteca Valenciana, 2010.
- AZÚA, Félix de, 2013, *Autobiografía de papel*, Barcelona, Mondadori.
- BAROJA, Pío, 1996, *La nave de los locos* [1925], ed. Francisco Flores Arroyuelo, Madrid, Caro Raggio / Cátedra.
- BENET, Juan, 2011, «Sobre Galdós» [1970], *Ensayos de incertidumbre*, ed. Ignacio Echevarría, Barcelona, Lumen, p. 137-147.
- BLOOM, Harold, 1973, *The Anxiety of Influence. A Theory of Poetry*, New York, Oxford University Press.
- BOURDIEU, Pierre, 1998, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire* [1992], Paris, Eds. du Seuil.
- BRAVO, María-Elena, 1985, *Faulkner en España. Perspectivas de la narrativa de postguerra*, Barcelona, Península.
- BUÑUEL, Luis, 1982, *Obra literaria*, ed. Agustín Sánchez Vidal, Zaragoza, Heraldo de Aragón, 1982.
- CHACEL, Rosa, 1989, *La confesión* [1968], *Obra completa. Volumen II. Ensayo y poesía*, intr. Félix Pardo, Valladolid, CCE Jorge Guillén / Diputación provincial, p. 279-409.
- – 1993a, «Aclaración, no polémica» {1962}, *Obra completa. Volumen III. Artículos I*, ed. de Ana Rodríguez Fischer, Valladolid, Diputación provincial / Fundación Jorge Guillén, p. 205-218.
- – 1993b, «Sendas perdidas de la generación del 27» [1977], *Obra completa. Volumen III. Artículos I*, ed. de Ana Rodríguez Fischer, Valladolid, Diputación provincial / Fundación Jorge Guillén, p. 231-266.
- DÍAZ-PIMIENTA, Alexis, 2001, *Teoría de la improvisación. Primeras páginas para el estudio del repentismo* [1998], pról. Maximiano Trapero, La Habana, Unión, 2001.
- FABER, Sebastiaan, 2009, «Gajes del oficio: popularidad, prestigio cultural y performance democrático en la obra de Rosa Montero», in PITTARELLO, Elide y BOU, Enric (eds.), *(En)claves de la Transición. Una visión de los novísimos: prosa, poesía, ensayo*, Madrid, Iberoamericana, p. 309-325.
- GIL DE BIEDMA, Jaime, 2016, *Diarios 1956-1985*, ed. de Andreu Jaume, Barcelona, Lumen.
- GOYTISOLO, Juan, 1959, «Ortega y la novela» [1958], *Problemas de la novela*, Barcelona, Seix Barral, 1959, p. 79-86.
- HUIZINGA, Johan, 1998, *Homo Ludens* [1938], trad. de Eugenio Imaz, Madrid, Alianza.

- LASCAUX, Sandrine, 2019, « Juan Benet, pour qui écrivez-vous ? » *TDH / Travaux et documents hispaniques*, 10, 2019, (en línea, <http://publis-shs.univ-rouen.fr/eriac/index.php?id=422>).
- MACHADO, Antonio, 1989, *Prosas completas*, ed. O. Macrí y G. Chiappini, Madrid, Espasa Calpe, 1989.
- MAINER, José-Carlos, 1988, «Ortega: primeras armas (1902-1914)», *La doma de la Quimera. (Ensayos sobre nacionalismo y cultura en España)*, Bellaterra, UAB, p. 171-207.
- – 2000, *Historia, literatura, sociedad (y una coda española)*, Madrid, Biblioteca nueva.
- MORÁN, Gregorio, 2015, *El cura y los mandarines (Historia no oficial del Bosque de los Letrados). Cultura y política en España, 1962-1996*, Madrid, Akal.
- MORENO PESTAÑA, José Luis, 2013, *La norma de la filosofía. La configuración del patrón filosófico español tras la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca nueva.
- OLMOS, Miguel A., 2004, « Le plaisir de l'invective : une discussion entre Pío Baroja et José Ortega y Gasset au sujet du roman », in SALAÜN, Serge y ÉTIENVRE, Françoise (dir.), *Le(s) Plaisir(s) en Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*, (en línea : <http://crec-paris3.fr/wp-content/uploads/2011/07/07-Miguel-Olmos.pdf>).
- – 2017, «Correspondencia y “campo literario” de posguerra: estudio de caso (Jorge Guillén)», in ALONSO VALERO, Encarna y GARCÍA MONTERO, Luis (eds.), *Poesía y posguerra en España. (Relaciones literarias, culturales y sociales)*, Madrid, Visor, p. 47-62.
- ORTEGA Y GASSET, José, 1953, *Meditaciones del «Quijote» [1914]*, in *Obras completas. Tomo I (1902-1916)*, Madrid, Revista de Occidente, p. 309-400.
- – 1955, *La deshumanización del arte e Ideas sobre la novela [1925]*, in *Obras Completas, Tomo III (1917-1928)*, Madrid, Revista de Occidente, p. 351-428.
- PÉREZ GALDÓS, Benito, 1990, «Observaciones sobre la novela contemporánea en España» [1870], *Ensayos de crítica literaria*, ed. Laureano Bonet, Barcelona, Península, 1990, p. 105-120.
- POZUELO YVANCOS, José María (ed.), 2011, *Las ideas literarias*, in MAINER, José-Carlos (dir.), *Historia de la literatura española*, Barcelona, Critica, vol. 8.
- ROMERO RAMOS, Héctor, 2018, «La autobiografía en la sociología histórica. La polémica de las memorias entre la dictadura y la democracia en España», *Vínculos de Historia*, 7, p. 331-347.
- SAPIRO, Gisèle, 1999, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard.
- SCARANO, Laura, 2004, «Políticas de la palabra en el debate español poético contemporáneo», *Anales de Literatura Española*, 17, (en línea: < https://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/7267/1/ALE_17_11.pdf >)
- SENDER, Ramón J., 1965, *Valle-Inclán y la dificultad de la tragedia*, Madrid, Gredos.
- SOBEJANO-MORÁN, Antonio, 2003, *Metaficción española en la postmodernidad*, Kassel, Reichenberger.
- SULLÀ, Enric (ed.), 1998, *El canon literario*, Madrid, Arco Libros.
- UNAMUNO, Miguel de, 1996 *En torno al casticismo [1895-1902]*, intr. Jon Juaristi, Madrid, Biblioteca nueva.
- UNAMUNO, Miguel de, 1992, *Vida de don Quijote y Sancho [1905]*, ed. Alberto Navarro, Madrid, Cátedra.

- VALERA, Juan, 1996, *Apuntes sobre el nuevo arte de escribir novelas* [1887], in SOTELO VÁZQUEZ, Adolfo (ed.), *Juan Valera. El arte de la novela*, Barcelona, Lumen, p. 107-287.
- – «Sobre el *Quijote* y sobre las diferentes maneras de comentarle y juzgarle» [1864], in VALERA, Juan y DÍAZ DE BENJUMEA, Nicolás, *Sobre el sentido del "Quijote"*, ed. de Joaquín González Cuenca, Madrid, Visor, p. 185-224.

ANTAGONISMES, THÉÂTRE ET TRIENIO LIBERAL

Marie SALGUES
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
CREC (EA 2292)¹

Résumé

Le théâtre, considéré pendant tout le Triennat libéral (1820-1823) comme un outil d'éducation puissant pour la survie du régime nouvellement établi, se retrouva, de ce fait, au cœur de polémiques multiples et refléta les principaux enjeux de la période. Tout en clamant le caractère exceptionnel d'une révolution advenue sans la moindre goutte de sang, les autorités en place craignirent très vite tout « débordement » qui ternirait un tel éclat et créèrent ainsi des lignes de fracture qui démultiplièrent l'opposition initiale entre absolutistes et constitutionnels. Parce qu'ils ne parvinrent pas à surmonter leurs propres antagonismes, les libéraux condamnèrent à l'échec, au théâtre et dans la réalité, leur projet constitutionnel.
Mots clés : Triennat libéral - Théâtre patriotique - Opinion publique - Ferdinand VII - Peuple

Resumen

A lo largo del Trienio Liberal, el teatro fue considerado como un poderoso instrumento de educación para la supervivencia del régimen recién establecido, por lo cual se vio envuelto en polémicas varias y llegó a reflejar las principales cuestiones en juego en la época. Las autoridades al mando clamaron el carácter excepcional de una revolución lograda sin la menor gota de sangre, a la vez que temieron sin cesar posibles excesos que empañaran su resplandor y fueron añadiendo nuevas divisiones a la oposición inicial entre absolutistas y constitucionales. Porque no consiguieron superar sus propios antagonismos, los liberales condenaron su proyecto constitucional al fracaso, tanto en el teatro como en la realidad.
Palabras clave: Trienio Liberal - Teatro patriótico - Opinión pública - Fernando VII - Pueblo

Abstract

During the Liberal Triennium (1820-1823), theater was considered a powerful education tool for the survival of the newly established regime and, as a consequence, found itself at the heart of numerous arguments and reflected the principal issues of that period. While stating the exceptional character of a revolution that had happened without any bloodshed, the authorities rapidly came to fear any « excess » that might tarnish its radiance and, thus, created more and more divisions to the initial opposition between absolutism and constitutionalism. Since they were unable to overcome their own antagonisms, the liberals doomed to failure their constitutional project, on stage as well as in reality.
Key words: Liberal Triennium - Patriotic theater - Public opinion - Ferdinand VII - People

¹ Je tiens à remercier Irène Da Silva qui a hanté, à ma demande, les salles de lecture de la BN de Madrid afin de me rapporter dans l'urgence plusieurs des documents dont j'ai eu besoin pour rédiger ce travail qui, sans elle, n'aurait jamais pu voir le jour.

Le Triennat libéral (1820-1823) est resté dans l'histoire comme une parenthèse de liberté mais aussi de radicalisation des positions qui rendit la seconde Restauration de Ferdinand VII féroce et l'épuration qui s'ensuivit, plus sévère que celle qui avait découlé de la première restauration, en 1814. La situation de pré-guerre civile que connaît le pays à partir du milieu de 1822 fait vivre une dernière année et demie très difficile à l'Espagne du Triennat, devenue terre d'oppositions brutales et de positions irréconciliables. Pourtant, tout semblait avoir merveilleusement commencé car la révolution qui ouvre cette période se produit sans violence ou, du moins, sans celle que l'on associe habituellement à un bouleversement d'une telle ampleur. Ces trois années sont celles de tous les possibles et les libéraux paraissent convaincus qu'un travail de pédagogie auprès du peuple, pour asseoir les libertés nouvelles et amener les citoyens à se battre pour elles le cas échéant, est certes nécessaire mais s'avérera forcément efficace : il ancrera définitivement le nouveau régime dans les cœurs et rendra impossible tout retour en arrière. Dans ce programme, le théâtre patriotique occupe une place de choix et va, de ce fait, acquérir une importance et jouir d'un prestige probablement sans parangon par la suite. Or, ce qui semblait devoir se lire comme une pédagogie destinée à surmonter l'antagonisme absolutistes / libéraux va très vite montrer ses propres limites et déplacer, de ce fait, le conflit, amenant, notamment, les libéraux à se déchirer entre eux. Parce qu'ils ne parviendront pas à surmonter leurs propres antagonismes, lesquels sont nés d'une situation inédite, les libéraux condamnent à l'échec, au théâtre et dans la réalité, leur propre projet.

Faire aveuglément confiance aux vertus pédagogiques du théâtre

Vive le théâtre !

En mars 1820, quand le Roi accepte de prêter serment et de reconnaître la Constitution, l'enthousiasme s'empare du pays et les représentations théâtrales n'oublient pas de s'associer à l'allégresse nationale. Qu'il s'agisse de pièces de la Guerre d'Indépendance qui récupèrent soudain une nouvelle actualité², de pièces interdites sous

² Parmi d'autres, *Lo que puede un empleo*, de Martínez de la Rosa; la tragédie *Virginia*, d'Alfieri, etc.

la première Restauration³ ou d'œuvres écrites *ad hoc* par les thuriféraires du nouveau régime⁴, les représentations commencent très tôt et se multiplient vite. À Cadix par exemple, certes bastion historique du constitutionnalisme, le grand nombre de représentations patriotiques et la variété des pièces ne peuvent qu'attirer l'attention⁵.

Tout le monde semble y croire et cela paraît effectivement fonctionner. Un journaliste s'amuse, pour faire le compte rendu d'une soirée civique à Palma, à rédiger le faux témoignage horrifié d'un *pancista*, absolutiste dans l'âme, qui aurait écrit une lettre à un ami pour lui faire part des dangers qui les menacent. Il retrace l'effet désastreux qu'a eu, sur lui et sur l'ensemble de la population, la « función cívica » organisée par les libéraux le 27 février 1821 dans le théâtre de Palma, aux Baléares. Une foule immense (un quart de la population de l'île, dit-il) se bousculait pour entrer, l'apparition d'une partie du Régiment de Zaragoza, accompagnée d'un nombre équivalent de miliciens nationaux provoqua le délire et une pluie de vivats, à l'union et à la constitution. Déjà au bord des larmes, notre absolutiste pleure à chaudes larmes lorsqu'il reconnaît des curés et, même, quelques moines dans l'assistance. L'heure est grave, il est très isolé :

Bien dice el adagio que un loco hace ciento, y yo por mi desgracia lo é visto verificado en la aciaga noche del 27, en la cual algunos centenares de loquísimos rematados han hecho tal recluta de locazos, que estoy por apostar que sino yo, el compadre Servilio, los tres Primos, Cambia Colore, nuestros hermanos los del Tozuelo, Rollizo algunos parientes de V. y míos los Bartolitos y Bartolazos, los camaradas conchudos y alguno que otro devoto que quedó espedigado por esas porterías y cementería (sic) rezando el Vía-crucis, todos los demás se nos han pasado a los enemigos en la tremebunda noche de ayer⁶.

Entendre dire et redire, jusqu'à écœurement, *Trágala cura*, *Trágala Frayle* a été une véritable épreuve et, de fait, il a dû feindre de s'associer finalement aux cris, pour ne pas se faire remarquer, au point qu'il a failli lui-même basculer du mauvais côté. Mais non, de même que « mi madre no me parió para ser mártir », de même ses convictions (« la

³ Notamment *El sí de las niñas* de Fernández de Moratín ou *La novicia o la víctima del claustro*, traduction de *La Mélanie* de Houdard.

⁴ La liste est immense, depuis *O constitución o muerte*, jusqu'à *Desahogo patriótico de los habitantes de Cádiz*, *El chasco de los serviles o desembarco de los rusos en Motril, costa de Granada*, en passant par *La fugida de la Regència de la Seu d'Urgell, i desgràcies del pare Llibori*, pour n'en citer que quatre. Une ébauche de catalogue raisonné pour les pièces jouées à Madrid dans Freire, 2008, p. 73-82. Pour Barcelone, Suero Roca, 1987.

⁵ Au moins 90 représentations patriotiques entre le 30 mai 1820 et le 3 août 1823, pour un total de 39 titres différents.

⁶ L'orthographe originale a été conservée pour tous les textes du Triennat.

fe, la bandera blanca y la oliva ») sont suffisamment ancrées dans son cœur pour qu'il résiste. Pourtant, la messe est dite :

... en fin, amigo Bartolo la cosa ya está perdida *ya los Milicianos Nacionales están unidos con la tropa, los Señores de Mallorca se presentan ya en el Teatro llamando por la igualdad*⁷, Gefe político y Ayuntamiento han encontrado la orma de su zapato en ese General que nos ha venido que dicen respirar la constitución hasta por las uñas, ya nuestro pleito no tiene apelación con la prisión de los Guardias y de nuestro Atleta, Vinueza; por otro lado, ya es menester llamarnos a cuentas, nuestro ejército se acabará de dispersar en habiendo otro par de funciones en el Teatro como la pasada y yo le aconsejo a V. que no se haga el guapo, júntese conmigo *traguemos* la constitución...

et le texte est signé « el convertido panzique » (*Correo constitucional, literario, político y mercantil de Palma*, 02/III/1821, p. 4). Si dans son cas le ralliement est opportuniste, son témoignage donne à penser qu'il n'en est pas ainsi de l'immense majorité d'une population devenue libérale et, surtout, désormais unie, par-delà les anciens antagonismes, grâce à la constitution.

Certes, quelques consciences théâtrales plus alertes que d'autres soulignent que pour être efficaces, et ne pas produire l'effet inverse de celui désiré, il est souhaitable que les œuvres représentées soient de qualité, mais l'argument est à peine audible tant l'enthousiasme patriotique rechigne à ce qu'on lui impose des limites. C'est ce que montre la réaction ulcérée du dramaturge José María de Carnerero quand on l'accuse de s'être opposé à la représentation de pièces de circonstances.

No he podido, pues, decir a los cómicos que no representen piezas de circunstancias, ni canten canciones patrióticas. Mentira es esta, que debe cubrir de oprobio al que la haya inventado, sea quien fuera; y yo lo reto, y declaro calumniador. Les he dicho, y se lo diré cien veces, que no es bastante en las obras dramáticas (para ser dignas de una escena civilizada) el que contengan expresiones de patriotismo; y que es preciso que á estos nobles sentimientos, que los mas llevamos en nuestras almas, se reúnan las circunstancias de estar dichas obras bien ideadas, con pensamientos exactos, con principios *verdaderamente* constitucionales, y sobre todo sin exageraciones viciosas, y alusiones personales. Les he dicho que en el templo de las musas, todo debe respirar decoro, decencia, ilustración, y amenidad de costumbres; les he dicho que todo esto puede y debe combinarse con la sanidad de las doctrinas, con el mérito científico de los dramas que se egecuten, y con la expresion y los votos de los buenos amantes de la libertad que lo son de la justicia, de la unión, de la quietud pública, de la

⁷ Les italiques sont de l'auteur.

consideración que merecen los individuos, y del respeto que se debe á las autoridades (*Miscelánea de comercio, política y literatura*, 4/VI/1821, p. 2)⁸.

Dans la logique de cette confiance absolue déposée par tous dans les pouvoirs du théâtre, le gouvernement va prendre des décrets visant à institutionnaliser son utilisation.

Les décrets

Ces décrets font suite à la situation d'urgence qu'a déclenchée la tentative absolutiste de coup d'État sur Madrid, le 7 juillet 1822⁹. Le 4 juillet, à Barcelone, on croyait encore au pouvoir de ces représentations. Le journaliste chargé du compte rendu de la première de *El alcalde liberal y cazador de serviles* dans la capitale catalane loue les beautés de l'œuvre, qui a plu, dit-il, et demande à ses deux auteurs (Messieurs Blanco et Orgaz) d'en écrire d'autres semblables avant de, finalement, conclure : « Dénsenos muchas funciones de esta clase: cántense patrióticas nuevas todos los días; foméntese por todos los medios posibles el espíritu público en el teatro; y no recelaremos por la causa de la libertad. » (« Teatro », *Diario constitucional de Barcelona*, 4/VII/1822, p. 4).

C'est peut-être justement parce qu'elles pensent qu'une prolifération de pièces patriotiques ne peut pas nuire que les Cortes décident de statuer sur la question. Dans un premier texte, destiné plus globalement à défendre un régime menacé, que reproduit le *Diario Constitucional* de Palma du 8 août 1822, le roi fait connaître une série de mesures prises par les Cortes. Elles ont, en effet, décidé que le Gouvernement prévoira le budget nécessaire pour l'armement de la Milicia Nacional et que les mairies sont autorisées à faire ce qu'elles jugent nécessaire pour pourvoir au même armement. La troisième mesure concerne le théâtre et elle est rédigée dans les termes suivants : « Tercera: se recordará y recomendará el decreto por el que se autoriza a los gefes políticos para que procuren promover el entusiasmo público por medio del teatro, canciones patrióticas y convites cívicos, en los que se restablezcan las virtudes de la

⁸ Il est vrai que la personnalité de Carnerero peut sembler problématique. Responsable des théâtres de Madrid sous le Triennat, traducteur de *La Mélanie*, de Houdard de la Motte sous le titre *La novicia o la víctima del claustro*, œuvre interdite pendant la première restauration, c'est aussi un ancien protégé de Godoy, obligé de s'exiler en France pendant une partie de la Guerre d'Indépendance, et il rédigera, sous la deuxième restauration, cinq pièces à la gloire de Ferdinand VII, notamment une en 1829, pour le mariage du roi, à la demande des autorités madrilènes.

⁹ Rappel des faits, de leurs conséquences sur l'avènement d'un gouvernement exalté et de la gestion parfois ambiguë de cette tentative de coup d'État absolutiste dans Sophie Bustos, 2014, p. 129-143.

libertad, franqueza y union. » Viennent ensuite la création d'écoles élémentaires et l'exécution rapide des travaux publics les plus urgents dans les villages et provinces. On conseille au gouvernement de faire usage de la sévérité qui s'impose contre les hommes d'Église qui s'opposent au système constitutionnel, et obligation est faite à l'Église de publier des pastorales et autres textes en faveur de la Constitution. Le gouvernement a le droit de muter les prébendiers s'il le juge nécessaire, les autorités provinciales devront informer le gouvernement tous les mois au sujet des ecclésiastiques suspects. On laisse à tous les ecclésiastiques de quoi vivre mais on récompense, par les « postes » les plus lucratifs, les bons patriotes. Chacun est responsable des sermons tenus dans sa paroisse. On demandera des comptes aux responsables des ecclésiastiques qui auraient constitué des bandes de factieux. Le gouvernement peut déplacer les juges ou magistrats problématiques, il peut chasser les étrangers suspects. Enfin, les couvents et monastères qui abriteraient des activités suspectes peuvent être dissous ou leurs membres répartis dans différentes communautés¹⁰.

On le voit, la liste est longue, l'Église y occupe beaucoup de place mais ce qui frappe c'est que dans l'ordre d'importance, le théâtre suit immédiatement la Milicia Nacional dont on sait qu'elle fut utilisée comme bras armé des libéraux, et des libéraux les plus farouches¹¹. Ce premier texte est suivi par la circulaire de novembre 1822, signée par Francisco de Paula Fernández Gascó (ministre de Gobernación) qui annonce le décret du roi. Il n'est plus question, cette fois, que du seul théâtre :

D. Fernando VII por la gracia de Dios y por la Constitucion de la Monarquía Española, Rey de las Españas, á todos los que las presentes vieren y entendieren, sabed: Que las Córtes extraordinarias han decretado lo siguiente: Las Córtes extraordinarias, habiendo examinado las medidas propuestas por S. M. como necesarias para extirpar las causas que han puesto a la Nacion en el estado en que se encuentra, han aprobado lo siguiente. Artículo 1º. Se autoriza al Gobierno para que se arreglen los teatros de manera que las representaciones dramáticas sean correspondientes á la Nacion heroica á quien se dirigen, ofreciendo rasgos de virtudes cívicas y altos ejemplos de gloria nacional. Art. 2º. Se le autoriza igualmente para que, oyendo, si fuere preciso, a las Diputaciones provinciales, pueda destinar para establecer un teatro en las provincias donde no le haya, el todo ó, parte de alguno de los edificios que han quedado sin destino á consecuencia de los decretos dados por las Córtes y que sin grandes costos puedan proporcionarse para llenar los deseos del Gobierno, combinando en esta parte, si

¹⁰ Madrid, 29 juin 1822. Dado en Palacio á 10 de julio de 1822. A. D. Nicolás Gareli. Cité dans *Diario Constitucional, político y mercantil de Palma*, n° 39, 08/VIII/1822, p. 1-2.

¹¹ Sur l'histoire de la Milicia nacional, voir Pérez Garzón, 1978.

fuere posible, el interes de la opinion y de las costumbres con el de la Hacienda nacional. Art. 3^o Se autoriza del mismo modo al Gobierno para que obligue á los Empresarios y Directores de teatros á ejecutar funciones patrióticas para animar el espíritu público en los días que se señalen por las Autoridades; cuidando eficazmente se fomenten y auxilién los teatros, y se remuevan los obtaculos (sic) que se opongan á sus progresos, aliviándolos de las cargas que pesen inútilmente sobre ellos...¹²

Quand ce décret paraît, la situation est déjà critique, des *partidas* absolutistes se sont multipliées et tiennent le pays dans un état de pré-guerre civile. Cela ne fera qu'empirer et, en août 1823, il ne reste que peu d'espoir quant à la survie du régime : les 100 000 fils de Saint Louis, troupes mandatées par la Sainte Alliance sous le commandement de la France et du duc d'Angoulême, ont franchi la frontière en avril et avancent sans rencontrer beaucoup d'opposition. Ce nouveau revers est le sujet de nouvelles pièces¹³ et, dans ce contexte, un journaliste de Barcelone rapporte l'incroyable enthousiasme qu'a suscité un hymne lorsqu'il fut chanté, la veille, au théâtre. Il termine son article en réitérant la confiance qu'il porte à ces manifestations théâtrales au sens large :

Ya en varias ocasiones hemos dicho que uno de los mejores medios que la autoridad tiene en su mano para animar el espíritu público, es la representacion de piezas patrióticas, y el canto de los himnos de la libertad en el Teatro. La esperiencia siempre nos ha acreditado: y creemos que en las actuales circunstancias es más útil que nunca esta medida (*Diario constitucional de Barcelona*, 20/VIII/1823, p. 4).

On le voit, cet enthousiasme pour le théâtre comme outil pédagogique ne sera donc pratiquement jamais démenti, même si la fréquentation des salles semble prouver que, si ces pièces sont sources de revenus et attirent un public considérable au départ, ce sera moins systématique ensuite ou, en tout cas, de façon plus nuancée. Pilar García Trobat a montré qu'à Madrid, pendant les premiers mois au moins du Triennat, l'affluence est plus grande « cuando las obras representadas son patrióticas o controvertidas » (García Trobat, 2007, p. 674). En ce qui concerne Barcelone, si le public répond toujours présent aux représentations patriotiques, le *Diario constitucional de Barcelona* paraît sous-entendre une certaine désaffection du public de la classe la plus aisée, celle qui

¹² Madrid, 3 de noviembre de 1822. Gascó. Reproduit dans *Diario Constitucional, político y mercantil de Palma*, n° 55, 24/XI/1822, p. 1.

¹³ *Los franceses del año 23 en Cataluña ; Los franceses en el pueblo de Gracia, llano de Barcelona ; El servil en el sitio de Barcelona...* (cité dans Suero Roca, 1987, p. 276).

paie les places les plus chères¹⁴. Réception à nuancer quelque peu, donc, mais l'intention pédagogique et le succès restent vrais alors que la chose n'allait pas de soi. René Tarin rappelle, en l'appliquant à la période de la Constituante en France, la question que soulève cette vision du fait théâtral : « Les comédiens, traditionnellement frappés d'infamie par le corps social, sont-ils crédibles dans leur rôle d'instituteurs du peuple ? » (Tarin, 1998, p. 14). L'interrogation est loin d'être anodine car ce sont les Cortes de Cadix qui ont déclaré officiellement la profession de comédien comme licite et honnête, leur conférant ainsi le statut de citoyens à part entière, une déclaration que le parlement de 1820 sentira le besoin de réitérer (Suero Roca, 1991, p. 55).

Théâtre, tensions, antagonismes

Liberté individuelle et intérêt collectif

Malgré tout l'enthousiasme qu'il provoque, le théâtre semble donc incapable d'exporter à l'extérieur du lieu scénique les leçons qu'il énonce. Il est d'autres contradictions que le théâtre va permettre de résoudre ou des antagonismes qu'il va mettre au jour, grâce à ce rôle de révélateur qu'il a soudain acquis. Parce qu'il est censé être cette « cátedra de constitución » selon le titre de l'étude que lui consacre la juriste Pilar García Trobat (2007), il est considéré comme un complément nécessaire à l'activité d'un autre fervent défenseur et garant de la Constitution : la Milicia Nacional. Or, à Barcelone, mais sans doute ailleurs également, de nombreux comédiens sont également miliciens et l'obligation qui leur est faite de répondre aux appels de celle-ci perturbe la programmation, entraînant de nombreux changements au gré des absences des comédiens. C'est ce qui pousse le comédien Antoni Bagà, volontaire du 5^{ème} bataillon de la Milice de Barcelone, à demander à être exempté. On lui refuse ce licenciement et la même demande, portée par l'entreprise du théâtre, se voit opposer le même refus. Le chef politique et la municipalité étudient le sujet et quand, un peu plus

¹⁴ « *Observaciones políticas. Operas.* - Se va a ellas para celebrar las gracias de la bufa y el mérito del tenor; y no para oír el *libertad*, ni el *trágala*, ni el *no le arrancas. Palcos.* - Para que algunos queden vacíos, no hay mas que anunciar *canciones patrióticas.* », (*Diario constitucional de Barcelona*, n° 141, 21/V/1822, p. 4). Toujours à propos de Barcelone, le *Diario de Menorca* rapporte que « Para el día 20 se dispuso que en el teatro se ejecutase la pieza patriótica en un acto, Lo que es CONSTITUCIÓN, y se cantasen himnos patrióticos, los que produjeron el efecto que es de esperar: con este motivo acudió al coliseo mas gente de la que acostumbra: solo ciertos palcos que siempre se hallan desocupados en noches semejantes se veían cerrados ». (Cité dans le n° 60 du 01/III/1821, p. 2)

tard, la direction du théâtre repose la question de l'enrôlement des comédiens, il est finalement décidé qu'ils seront exemptés tant qu'ils exerceront comme comédiens et auront un engagement¹⁵.

L'autre question qui va agiter le théâtre de Barcelone pendant cette période sera celle de la séparation des sexes dans le public. L'organisation de la salle n'est pas tout à fait identique à Madrid et à Barcelone, mais elle suit un même principe très inégalitaire : hommes et femmes peuvent se côtoyer uniquement s'ils occupent... les places les plus chères¹⁶. Le système souligne les dangers de la promiscuité qui guettent les gens aux revenus plus faibles, mais en aucun cas, semble-t-il, les personnes que leur richesse place en haut de l'échelle sociale. Dans la capitale catalane, la municipalité constitutionnelle a fermement réitéré l'interdiction de la mixité aux places les plus économiques et, en octobre 1822, une énième protestation d'une spectatrice essuie un nouveau refus. En décembre 1822, alors que l'interdiction a été levée au Théâtre Cruz de Madrid pour une partie des places, les Barcelonaises reviennent à la charge. Elles obtiennent d'abord gain de cause pour les *lunetas* – mais avec un espacement défini et large entre chaque rangée de bancs. Cette victoire fait réagir l'écrivain Altés i Casals qui suggère qu'on éclaire mieux les places économiques, si des dangers si graves les menacent en cas de mixité, et il souligne toute l'injustice qu'il y a à pouvoir, ou non, profiter du divertissement théâtral en famille, selon que l'on est riche ou pas. Il crie à l'inégalité, d'autant plus absurde, ajouterai-je, que le théâtre continue à être vu comme la plus sûre école de libéralisme pour le « peuple »... La municipalité cédera en mai 1823, rendant tous les espaces du théâtre de Barcelone mixtes¹⁷.

À Palma, au début de l'année 1821, voyant que la municipalité peine à trouver des fonds pour les uniformes de la Milicia Nacional de leur ville, des comédiens amateurs

¹⁵ L'affaire est résumée par Suero Roca, 1991.

¹⁶ À Madrid, comme le rappelle René Andioc, « Las localidades más caras eran las de asientos de luneta (equivalentes a las primeras filas de butacas de patio en la actualidad), y los tres órdenes de aposentos, palcos en los primeros años del siglo XIX, en los que estaban mezclados los sexos –a diferencia de lo que ocurría en los demás sectores– porque se podían reservar por entero, por ejemplo para una familia. La parte más barata la constituían el patio y las gradas. En el patio (...) esto es, detrás de los asientos de luneta, casi todos los espectadores presenciaban la función de pie y eran todos del sexo masculino (...). Las gradas estaban alrededor del patio y debajo de los aposentos primeros. La cazuela era un palco grande situado al fondo de la sala (...); en la cazuela asistían exclusivamente las mujeres... » (Andioc, 1999, p. 15-16). À Barcelone, l'organisation évolue entre le début du siècle et le début du Triennat, mais en 1820 la municipalité constitutionnelle impose une stricte séparation des sexes dans le patio et las lunetas (Suero Roca, 1988).

¹⁷ Toutes les péripéties de cette bataille dans Suero Roca, 1988.

décident d'organiser une série de représentations dont tous les bénéfices seront utilisés pour équiper les miliciens. Les journaux saluent l'initiative, les premières soirées ont lieu et attirent un public suffisamment nombreux pour que la démarche soit reconduite et une seconde série de pièces, proposée. C'est alors qu'un anonyme envoie au *Diario constitucional, político y mercantil de Palma* un sonnet, accompagné d'un petit texte où il critique le peu de qualités artistiques de la troupe amateur et incite les comédiens à travailler leur diction et leur « gesticulation » pour mieux servir leur zèle patriotique. L'affaire prend immédiatement les proportions d'une insulte nationale, les témoignages de soutien se multiplient dans le journal, on accuse l'auteur du sonnet d'être le pire des absolutistes¹⁸, les malheureux que l'on soupçonne d'être les auteurs dudit sonnet s'empressent de démentir et d'apporter leur alibi comme preuve, la municipalité souligne tout ce qu'elle doit à ces jeunes gens sans qui elle n'aurait pu réunir les fonds suffisants. On est frappé par la frénésie des publications autour d'une question, somme toute, de goûts et de couleurs chez un spectateur plus exigeant que la moyenne. Là encore, la véhémence traduit la force que l'on confère au média théâtral. Ainsi dans le texte suivant, où un lecteur d'un autre journal de Palma demande aux jeunes gens de faire passer les intérêts de la patrie avant l'offense personnelle :

A los jóvenes aficionados Cómicos.

Amados ciudadanos, La patria os necesita, y vosotros no podeis dexar de corresponder con ternura á los amantes llamamientos de esta dulce Madre. Vosotros sois los principales agentes de la opinión pública en esta ciudad: opinión todavía naciente, y que es necesario robustecer, para que pueda resistir los continuos embates de la oposición al sistema constitucional, que agitada por el violento uracan que arroja el egoísmo, y vomitando espumas, choca cada momento contra ella. La opinión liberal, formada ya en el corazón y en el entendimiento de los hombres instruidos y virtuosos, no puede crecer, y extenderse á todo el pueblo, por que este carece de la necesaria instruccion para conocer su propio bien, y abrazarla. Es preciso que todos contribuyamos á la grandiosa obra de preparar el pueblo para que la abraze y la siga: y el modo mas facil y conveniente, es el reunirlo en el teatro, entre festivas funciones, inflamar su corazon é ilustrar su entendimiento.

El hombre, quando se trata de hacer un bien á sus semejantes, ó un servicio á la Patria, debe olvidar todos los motivos, qualquiera que ellos sean, que puedan oponerse á este felice fin; y vosotros, convencidos de esta verdad, olvidareis todos

¹⁸ Un défenseur des jeunes gens explique aux lecteurs du journal ce que cache vraiment le malheureux sonnet : « Que esta, lo mismo que otras muchas, es maniobra de táctica servilesca nacida del club nigromantico atrabiliario, panzistico y en un tiempo regalón que tiene concomedas las entrañas y el abdomen desde Marzo del año 20 con la Constitucion y sus resultas » (*Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, n° 21, 21/VII/1821, p. 2).

los que tuviereis; y emprenderéis vuestra marcha hacia el objeto que os señala vuestro destino. Pero advertid, que vuestra repugnancia, pondría un horroroso sello á vuestro descredito, y que un día: mirad, (diría la madre Patria), mirad aquellos hijos, desagradecidos á mis caricias, que no quisieron hacer sacrificio de sus miserables rencillas en obsequio mío. ¿Y que? Quereis llegue este dia desgraciado en que la luz del sol os manifieste á los buenos Españoles con el negro borron que entonces os caracterizaría? ... No. No llegará este malhadado día, por que teneis honor, y este os conducirá al pie del altar de vuestra Patria adorada, y allí ofrecereis á esta Matrona ilustra, vuestras mismas pasiones, y solo os reservareis vuestros deveres. ¡Ah! Y qual cantará mi Thalia entonces vuestras merecidas glorias! — A.M.C. (*Correo constitucional, literario, político y mercantil de Palma*, 06/IV/1821, p. 4).

Les comédiens amateurs répondront par un texte tout aussi solennel (*Correo constitucional, literario, político y mercantil de Palma*, 21/VII/1821, p. 5) où ils expliqueront que leur dignité leur interdit de rejouer dans l'immédiat, car l'inverse reviendrait à autoriser le type de comportement qui est la cause de tout ce remue-ménage en le laissant impuni... L'apprentissage de la liberté d'expression, d'une part, est difficile ; la critique, quand elle touche au sentiment national, d'autre part, semble encore illégitime pour beaucoup.

Liberté et ordre

C'est probablement parce qu'on a surinvesti le théâtre avec des attentes qu'il est sans doute incapable de satisfaire que le moindre dérapage donne lieu à des sermones qui semblent disproportionnés par rapport aux incidents. Ainsi, un journaliste de Barcelone est scandalisé par les incidents qui ont lieu au théâtre lorsque le public, à qui on a refusé la répétition des *manchegas* qui venaient d'être exécutées, fait la preuve de sa colère. On ne saura pas s'il y a eu des dégâts matériels puisque rien n'est précisé sur l'ampleur des incidents, mais le ton courroucé, et les explications du journaliste ne laissent pas d'étonner. Ainsi, il écrit :

Esa ordenanza municipal debió pues impedir al Sr. de Cabanes el acceder a los clamores de una parte del público, y sin meternos en examinar los medios que la prudencia debe aconsejar a todo magistrado en semejantes casos, daremos la razón en que se apoya la precitada disposicion general de la autoridad. Cuando el empresario del teatro ofrece al público una funcion, cada cual pagando lo que señala la tarifa adquiere un derecho a disfrutar de lo anunciado, pero este derecho no se estiende a presenciar dos veces el todo o una parte del espectáculo; el pretenderlo es una injusticia, un atentado al derecho de la propiedad, y el oponerse a la autoridad cuando llama al orden en este caso es una insubordinacion que debe

reprimirse del modo mas conveniente al decoro del Gobierno y a la conveniencia pública.

Infeliz el pueblo que por meros hechos teatrales se alborota y pierde el respecto debido a sus superiores. Este fue el síntoma mas fatal de la decadencia de Roma. Dé el pueblo en el Teatro señales de su sensibilidad, de su aprobacion, y de su amor a la libertad como sucedió anoche en le egecucion de la tragedia *Roma libre*; pida a la orquesta sonatas patrióticas como hizo en los intermedios: pero no pida lo que no tiene derecho a pedir, ni convierta los lugares de diversion en piezas de tumulto y de desorden (« noticias particulares de Barcelona », *Diario constitucional de Barcelona*, 30/XII/1821, p. 3).

La difficile question de la définition des limites de la liberté individuelle, face au bien collectif, est un des écueils que ne cesseront de rencontrer les libéraux du Triennat, et elle marquera aussi la ligne de fraction entre *moderados* et *exaltados*, ce qui cristallisera autour de la constitution. Hier objet d'union, texte presque sacré qui permettait de dépasser tous les antagonismes, elle est très vite devenue la source de nouvelles divisions et c'est sous son couvert que d'aucuns tenteront de limiter les prérogatives des autres, en particulier d'un « peuple » que l'on redoute.

Là encore, c'est sans doute parce qu'il a valeur de symbole que le théâtre devient le lieu de la mise au jour de cet antagonisme très fort qui va séparer les libéraux entre eux. L'épisode est connu et il concerne Riego, le militaire qui, cantonné dans l'île de León avec ses hommes en attendant d'embarquer pour l'Amérique, s'est prononcé pour la Constitution, le 1^{er} janvier 1820, lançant le mouvement qui a débouché sur le rétablissement du texte constitutionnel. Le gouvernement, modéré, voit d'un mauvais œil l'immense popularité de Riego et de ses hommes qui ont, très vite, incarné « el espíritu de la revolución liberal entendida a la manera de los exaltados, como plasmación del principio de soberanía nacional sin límites ni cortapisas », explique l'historien Juan Francisco Fuentes (2008, p. 30). Il décrète donc en août 1820 la dissolution de « l'armée de l'île » et Riego, en route pour son nouveau poste de Capitaine général de la Galice, s'arrête à Madrid pour intercéder en faveur de ses hommes. Parallèlement à ses entrevues avec le roi et le gouvernement, Riego reçoit les habituelles marques de l'adoration populaire en train de se mettre en place et l'enthousiasme que suscite sa présence entraîne le public du théâtre du Príncipe à réclamer la chanson du *Trágala*.

On ne sait pas si Riego chanta lui aussi, mais il est accusé de l'avoir fait par les autorités qui le prennent comme un camouflet et une rébellion contre elles. Il est

aussitôt destitué de son poste de capitaine général et envoyé en exil à Oviedo jusqu'à nouvel ordre¹⁹. Bien sûr, la chanson n'est qu'un prétexte mais c'est celui que le gouvernement a choisi, parmi tous les possibles, ce qui prouve bien à quel point ce qui se passe au théâtre est vécu de façon amplifiée, comme à travers une caisse de résonance. Juan Francisco Fuentes analyse l'incident comme un épisode, parmi d'autres, de l'affrontement entre libéraux radicaux, qui utilisent Riego dans leur remise en question des autorités modérées, et ces dernières, très promptes à brandir la Constitution pour restreindre, sous son couvert, les libertés de leurs adversaires (Fuentes, 2008, p. 34). C'est bien dans ces termes que le gouvernement va qualifier l'incident dans l'arrêt que le chef politique de Madrid fait publier dès le lendemain, le 5 septembre 1820 :

El gefe político superior de la provincia de Madrid dirigió a los habitantes de la capital la siguiente proclama.

CIUDADANOS

Una desagradable ocurrencia acaecida en el teatro del Príncipe en la representación de antes de anoche, ocurrencia promovida por un celo indiscreto, os ha hecho ver cuan necesario es el vigor de la autoridad, si hemos de vivir bajo el imperio de las leyes, al mismo tiempo que ha dado una nueva prueba de los nuevos sentimientos que os animan. *Los que exigieron con tanta imprudencia que los actores ejecutasen lo que no anunciaba el cartel, ¿ignoran el respeto con que deben mirarse todas las disposiciones que contribuyen al orden y a la tranquilidad del público? ¿Sabén las funestas consecuencias que puede acarrear la inestabilidad de los actos del gobierno?*

Ciudadanos: La verdadera libertad, la que emane del código político que hemos jurado, la que sus sabias disposiciones nos aseguran, es incompatible con la indocilidad, con el desorden, con la falta de respeto á los magistrados. El español constitucional es el que se somete á los órganos de la ley; el que venera el sagrado carácter de esta en los que son sus instrumentos y sus ejecutores; en fin, el que prefiere á todo el honor de su patria, que es una asociacion de hombres libres, y no una reunion de subordinados.

Penetrado yo de estos principios, sabré sostener con energía la autoridad que ha depositado en mis manos el Rey constitucional, as[í] como los fieles habitantes de Madrid continuarán dando ege[m]plos de amor al orden, respeto á la Constitucion y fidelidad al Monarca. Madrid 5 de Setiembre de 1820. = El gefe político de la provincia de Madrid (*Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 22/IX/1820, p. 1)²⁰.

¹⁹ Juan Francisco Fuentes (2008, p. 13-41) retrace tout l'épisode et tous les journaux de l'époque s'en font très largement l'écho.

²⁰ C'est moi qui souligne.

Le journal *Correo constitucional, literario, político y mercantil de Palma*, qui condamne la rébellion à l'autorité que l'incident a entraînée, présente tout d'abord la seule explication qui lui vienne à l'esprit :

El pueblo pidió que se cantara una letra, cuyo estrivillo es *trágala perro*, y el gefe político mandó que no se hiciera, manifestando no estar anunciado en el cartel, pero guiado sin duda por el noble motivo de no acostumar al pueblo á oír en el teatro canciones poco dignas de él (« Noticias de la Península », *Correo constitucional, literario, político y mercantil de Palma*, 19/IX/1820, p. 4).

Il est désormais interdit de lancer des vivats à Riego lors de spectacles ou manifestations publiques, et cette limitation de la liberté d'expression, si elle n'est pas respectée par un public théâtral qui la trouve visiblement absurde, pose véritablement la question des limites de la liberté d'expression, et de la liberté tout court. L'enfreindre peut entraîner le dépôt d'une plainte comme le prouve l'exemple de la ville de León qui, le 25 octobre, brave l'interdiction.

Ayer, día de Riego, se tiraron palomas en este teatro y repartieron la décima que acompaña, en papel de varios colores, compuesta por el coronel D. Balbino Cortes. Apesar de un bando que se publicó en el día anterior prohibiendo que se diesen mas vivas que al Rey, Nacion y Constitucion, gritaron « Viva Riego », por lo que se ha formado causa de oficio. Las damas se vistieron de gala, y estas simples demostraciones de gratitud, dirigidas al héroe de la libertad, dieron lugar para poner las tropas sobre las armas sin el mas ligero motivo.

Décima

¡Es desgracia, patria mia,
 Que tus hijos obligados
 Se ven (sí bien indignados)
 A ser ingratos hoy día!
 Privandoles la alegría
 Un despotismo harto ciego
 Que rollizo y con sosiego
 Insulta á quien su bien debe;
 Y en el teatro no quiere
 Que pronuncies *viva Riego*

(*Diario mercantil de Cádiz*, 09/XI/1821, p. 5)

La fracture semble consommée entre principes et réalité ou, du moins, la peur du jacobinisme²¹, la crainte d'un peuple qui ne serait pas prêt et dont les excès noieraient

²¹ Le terme est à prendre dans une seule de ses acceptions espagnoles, celle qui renvoie aux jacobins comme, selon le Diccionario de la Lengua Española, les défenseurs exaltés des idées révolutionnaires et

dans un bain de sang une transition jusque-là sans violence, vont instaurer, dès le début du Triennat, des oppositions et des contradictions qui s'avèrent vite insurmontables.

L'antagonisme fondateur : une révolution inédite

Dans le calme, sans violence ni sang versé

C'est un leitmotiv qu'on retrouve aussi bien dans les journaux que dans les pièces qui soulignent, à l'unisson, l'absence de violence dans cette révolution qui, de ce fait, paraît encore plus exemplaire que celle de l'Angleterre : jamais passage de l'absolutisme à un régime constitutionnel ne s'était déroulé ainsi. Dans *El hipócrita pancista o Acontecimientos de Madrid en los días 7 y 8 de marzo del año 1820*, don Agustín a conscience de ce que cela a d'exceptionnel et il commente avec enthousiasme et fierté le rétablissement de la Constitution tel qu'il vient d'avoir lieu :

¡Qué cuadro tan grandioso no presentará a las demás naciones nuestra santa revolución! Aprendan estos presuntuosos de los españoles, a quien siempre han mirado con desprecio, a tener carácter y moderación, pues han sabido trastornar su gobierno sin verter una gota de sangre (...) ¡Los futuros siglos verán con envidia y admiración en los anales de España un acontecimiento tan maravilloso! (Acte II, sc. 4, p. 216)

Par-delà la conscience d'être en train d'écrire une histoire singulière, la remarque montre un regard particulièrement lucide sur la vision de l'Espagne qu'ont les grandes nations européennes (j'y reviendrai).

Ce qui est un atout que tous mettent au crédit de cette révolution en leste aussi les possibles avancées, puisque les libéraux seront ensuite obsédés par l'idée d'éviter de ternir cet éclat par le jacobinisme – qu'ils associent à la violence populaire – et l'avènement de la république ; c'est d'ailleurs sous l'accusation de complot républicain qu'on écartera en réalité Riego, après l'épisode du théâtre. Or, c'est toujours au peuple qu'on impute l'éventuel dérapage qui pourrait dévier le cours de la révolution, ce qui conduit à l'écarter très rapidement de toute sphère d'action. On s'occupera désormais de faire son bonheur contre lui-même.

radicales. La défense radicale d'un modèle d'État fort et centralisé n'entre pas en jeu ici. (Cf. <https://dle.rae.es/?id=MHx00iN>, page consultée le 02/06/2019).

Dans la pièce *Bosquejo del día 10 de marzo*²², le dramaturge commence par souligner l'absence de violence en insistant sur « la moderación, la generosidad que ha usado el pueblo de Cádiz » (sc. 4, p. 13) puisqu'il n'y eut ni un cri de rancœur, ni une goutte de sang. Puis, alors même que ses propos envers les femmes font preuve d'une modernité étonnante, la peur des débordements populaires apparaît très vite. Ambrosio Pescati, un absolutiste de la pire espèce, est venu trouver refuge chez sa cousine, craignant ce qui pourrait lui arriver puisque le mouvement libéral en faveur de la Constitution semble sur le point de gagner. Il continue à ne pas comprendre comment un tel mal a pu se propager si vite, y compris « en las destornilladas cabezas del seco (sic) femenino » (sc. 9, p 24). De plus, selon lui, les sornettes libérales ne sont pas compatibles « con los deberes que les impuso [a las mujeres] su naturaleza: fregar, aplanchar, cuidar de sus hijos, arreglar bien sus casas », ce à quoi Antonia, la cousine, répond : « *suponiendo que las mugeres deban saber estas obligaciones* » (sc.9, p. 24-25), cela ne les empêche pas de penser.

Alors qu'il est sur le point de libérer les femmes de leurs tâches traditionnelles, en revanche le dramaturge craint le peuple. Au début de l'œuvre, Pascual, l'ami très libéral du mari d'Antonia, raconte qu'il a obligé un absolutiste à lancer des vivats à la constitution avant de le raccompagner chez lui « para que no le hicieran daños, algunos menos prudentes que nosotros » (sc. 6, p. 19). Jacinto, le mari d'Antonia, est le libéral mesuré, raisonnable, peureux semble-t-il, au début, quand il déclare ne pas aimer la « efervescencia popular ». Pascual, beaucoup plus impétueux, ne prend pas ombrage de la présence des troupes armées dans les rues de la ville, au moment où Quiroga, l'un des insurgés de la Isla de León, devrait entrer dans Cadix, car il y voit des ordres « de buen gobierno para evitar los desórdenes en el pueblo » (sc. 4, p. 13).

La pièce la plus emblématique de ce point de vue est celle de Francisco de Paula Martí, un dramaturge habitué des scènes patriotiques depuis la Guerre d'indépendance, qu'on ne peut pas soupçonner, a priori, de tiédeur libérale. Et, de fait, par certains aspects, elle semble « décapante ». Pourtant, dans *El hipócrita pancista o Acontecimientos de Madrid en los días 7 y 8 de marzo del año 1820*, il est également question, tout du long, des possibles débordements du peuple. Devant l'imminence de ce qui semble devoir être la reconnaissance de la Constitution de 1812 par le Roi, la

²² L'œuvre, telle qu'elle a été éditée, est anonyme, mais un entrefilet du *Diario mercantil de Cádiz* (26/XI/1820, p. 3) dit que l'auteur en est « el ciudadano Garay (...) segundo galán de este teatro ».

tension palpable fait craindre des réactions très vives. Don Luis et don Agustín échangent leurs impressions à ce sujet et ce dernier souligne : « ...conozco que no está muy lejos un fatal rompimiento, y, si el pueblo toma la mano, me temo que ha de haber mucho desorden. Venturosamente, las patrullas de infantería y caballería se cruzan y contienen las cosas » (acte I, sc. 7, p. 205). Une fois la Constitution reconnue, les bons libéraux savent que rien ne sera facile, que les plus riches vont combattre ce texte en s'appuyant sur « una parte del pueblo desmoralizado que se complace en el desorden » (III, 1, p. 233). Un peuple auquel, non seulement on ne reconnaît aucune autonomie de pensée, mais qui, de plus, aime par nature le désordre. La pièce se referme sur un très long discours que prononce don Prudencio, monté sur la table d'un café, et que l'auteur présente, dans une note en bas de page, comme l'origine des réunions patriotiques au café Lorenzini. Si tous les personnages se sont déplacés dans ce café, c'est pour y défendre don Remigio, en proie aux brutalités du peuple qui le poursuivait en appelant à le tuer. Prudencio rappelle que « Las revoluciones más pequeñas en todas las mudanzas de gobierno siempre fueron selladas con la sangre, la crueldad y el desorden más espantosos » (Acte IV, sc. 11, p. 248) et la longue description qui suivra des multiples horreurs qui ont émaillé l'histoire de France et d'Angleterre a pour seul but de souligner, en creux, le caractère exceptionnel de la révolution espagnole. La deuxième partie du discours est un appel réitéré au calme, à l'ordre, pour ne pas « gâcher » cette extraordinaire action espagnole.

Avec le roi, dans une légalité aveugle

Le deuxième élément contradictoire du rétablissement de la Constitution, c'est son acceptation par le roi, que toute l'histoire précédente rend particulièrement surprenante. Dans ces circonstances, il importe de rendre crédible l'image d'un roi constitutionnel enthousiaste. Les stratégies sont diverses, et l'affirmation se trouve dès avant les textes dramaturgiques, dans les annonces de spectacle. Ainsi, dans le *Diario mercantil de Cádiz* qui fait la publicité de la pièce *La Inquisición* :

Se ha determinado egecutar mañana, día del cumpleaños del Sr. D. Fernando VII (S.D.G.), rey constitucional de las Españas, la comedia nueva intitulada *La Inquisición*, representada en la Corte con mucho aplauso en celebridad del aniversario de la instalación de las Cortes generales y estraordinarias. Si la eleccion de esta comedia fue muy oportuna al recordar la instalacion del Congreso sabio, creador del sistema político que felizmente nos rige, no lo es menos al

celebrar los años del monarca virtuoso, que lo ha adoptado, y que restableció el decreto de abolición de aquel tribunal, antes que las presentes Cortes se juntaran. (*Diario mercantil de Cádiz*, 13/X/1820, p. 6)

On récupère, pour la réactualiser, toute la rhétorique des mauvais conseillers qui avaient, au début du siècle, trompé le jeune Ferdinand. *Los malos consejeros, los viles cortesanos* sont, une fois de plus, rendus responsables de l'aveuglement du roi. Mais, détrompé par la clameur de son peuple, il a su ouvrir les yeux quand il le fallait et désormais, il sait que la Constitution est bonne pour les Espagnols. Certains le disent du bout des lèvres, comme dans *La libertad restaurada*, où les fantômes de Daoiz et Velarde pestent largement contre un Roi qui a rendu obsolète le sacrifice qu'ils firent de leur vie pour la Nation. Les mauvais conseillers sont immédiatement accusés mais à l'heure de célébrer le roi constitutionnel, l'enthousiasme est tiède :

Juró Fernando, el Pueblo lo ha querido / Y juró.... Es vuestro Rey, antes no lo era, / Porque tan mal premió vuestros servicios / Mas ya que los Iberos generosos // No cuentan los errores por delitos / Clamemos a una voz « Viva Fernando », / Y el pueblo soberano a un tiempo mismo: / « Vivan los Padres que la ley dictaron / Viva la ley que célebres nos hizo. » (p. 17-18)

Dans *El Trágala*, Marcos, un absolutiste, refuse absolument de croire que le roi ait pu reconnaître le texte constitutionnel et il s'exclame : « ¡el rey Fernando jurar / la constitución! No es cierto / sino la hubiera aprobado / al salir del cautiverio / de Francia ». Et Fray Prudencio de lui expliquer que les coupables furent les signataires du *Manifeste des Perses* : « lo engañaron / sesenta y nueve perversos / diciéndole que era mala / y tiránica a su reyno » (p. 8-9).

El hipócrita pancista o Acontecimientos de Madrid en los días 7 y 8 de marzo del año 1820 est, là encore, sans doute la plus exemplaire du corpus dans ce maniement de la rhétorique en défense du roi. Dans l'attente de la proclamation de la constitution, l'agitation est extrême et, dans ce climat très tendu, don Luis se demande si le roi est au courant. Oui, lui répond don Agustín, et « su buen corazón se halla en la mayor agitación; pero los infames que le rodean no le dejan ver claro ». Ce seront donc les mauvais conseillers qui, jusqu'au dernier moment, porteront la responsabilité des « mauvaises actions » du roi, et les personnages n'auront de cesse de le répéter. À l'acte II, encore, les personnages décrieront « a los viles que le rodeaban y fascinaban sus sentidos », et le « yugo opresor de estos malvados » (Acte II, sc. 6, p. 219). Quand enfin

le roi reconnaît le texte constitutionnel, les personnages libéraux louent de façon dithyrambique le roi et don Agustín annonce par ces mots le grand événement : « ...el grande, el generoso y magnánimo Fernando, que desea el bien de una nación valiente que le ama, convencido del voto general de toda ella, se decidió anoche, a jurar la constitución » (II, 4, p. 215). En revanche, don Indalecio, un absolutiste de pure souche, ne peut croire une nouvelle si absurde qui prouverait que le roi est devenu fou. Pourquoi, sinon, en viendrait-il à « ¡someterse a dejar el mando absoluto que heredó de sus mayores, y a quedar como uno de tantos sometido a no hacer más que aquello que el pueblo quiera! » (II, 5, p. 216-217).

La violence de cette réaction, censée dépeindre l'incrédulité des absolutistes, dit bien l'ampleur du changement pour Ferdinand VII, même si la réalité était malgré tout bien plus favorable au roi, tout constitutionnel qu'il soit, et elle souligne en creux la méfiance qui pouvait être celle des libéraux envers Ferdinand VII. Une telle scène se reproduit un peu plus loin où un absolutiste bon ton nie de nouveau que ce choix puisse être sincère et Remigio qualifie le décret qui rétablit la Constitution de « golpe político a que S.M. se ha visto obligado por las circunstancias » (Acte II, sc. 3, p. 236). Eusebio défend le roi, ou plutôt s'insurge contre l'image qu'une telle affirmation pourrait renvoyer du roi (« Es hacerle poco favor a S.M. el pensar que sea capaz de engañar a la nación », III, 3, p. 236) et c'est Indalecio qui le défend véritablement : « ... el rey ha dado demasiadas pruebas a España de que no desea más que su bien. Y si antes no lo ha ejecutado, es porque le dieron a entender que el voto general era opuesto al restablecimiento de la constitución » (III, 3, p. 236). Là où le bât blesse, c'est que c'est « el hipócrita pancista » qui dit cela, celui qui a montré, tout au long de la pièce, qu'aucune de ses paroles n'était sincère, aucun de ses comportements, fiable. Sa défense semble souligner, au contraire, ce que le comportement du roi a bien d'opportuniste, et le lecteur/spectateur se demande finalement si « el hipócrita pancista » du titre ne serait pas Ferdinand VII – affirmation extrêmement osée et donc simplement suggérée entre les lignes.

Juan Francisco Fuentes (2008, p. 37-40) a montré que Riego, bien que très lucide sur la gravité de la situation, se refusa toujours à sortir de son rôle de militaire constitutionnel au service de ses supérieurs, se battant jusqu'au bout pour la Constitution et pour le roi constitutionnel. Alors que d'aucuns feront de ce maintien dans les strictes limites du constitutionnalisme la preuve des limites du personnage, incapable de sauter

le pas vers le républicanisme, l'historienne Cosores veut y voir la preuve d'une conscience, plus ou moins diffuse, chez Riego, des limites du rôle de l'armée dans une révolution libérale : une fois la Constitution rétablie, il revient aux militaires d'obéir aux gouvernants que le peuple s'est choisis, que ceux-ci se trompent ou, même, trahissent le peuple. Quelle que soit la lecture que l'on retienne finalement, le cas de Riego est exemplaire de la contradiction insurmontable créée par cette figure de Roi constitutionnel contre son gré que fut Ferdinand VII.

Jusqu'à déplacer le centre des antagonismes

Martí va écrire d'autres pièces et il continuera à défendre la Constitution contre ses ennemis : les absolutistes et le roi hier, les modérés demain, après la tentative de coup d'Etat du 7 juillet 1822, qui laisse un goût amer et montre jusqu'où sont prêts à aller des opposants à qui on a, finalement, sans doute laissé trop de champ libre. Dès lors, on ne s'étonnera pas qu'en décembre 1822, *El triunfo de la constitución en el día 7 de julio de 1822* attaque non seulement les absolutistes, mais aussi les libéraux modérés²³.

De même, dans *Una noche de alarma en Madrid*, Manuel Eduardo de Gorostiza profite de l'occasion pour s'en prendre au journal *El Universal*, constitutionnaliste et défenseur des gouvernements modérés du Triennat²⁴. Après avoir fait, dans un très long compte rendu de la pièce, l'éloge des bons mots qui l'émaillent, de la vivacité du dialogue et du jeu des acteurs qui contribua au succès de la pièce, le journaliste de *El universal observador español* précise :

Séame lícito, ya que he cumplido con las leyes de la imparcialidad, haciendo elogios de los chistes que se encuentran en esta comedia, decir de paso, que no puede entrar en el número de las chanzas de buen gusto, cierta chocarrería trivial

²³ Affirmation finale de Pilar García Trobat (2007, p. 680).

²⁴ Selon la présentation analytique qu'en propose le site de la hemeroteca digital de la Bibliothèque Nationale de Madrid: « Es continuación de *El universal observador español*, que como diario había empezado a publicarse el 12 de mayo de 1820, y que a partir del 13 de julio del mismo año reduce su título a *El universal*, hasta que publica su último número el 23 de abril de 1823, por lo que es uno de los periódicos más longevos del Trienio Liberal, considerado, además como el mejor y más moderno del periodo, a juicio incluso de sus mismos coetáneos.

De tendencia constitucionalista y liberal templada, se le moteja también de ser más bien ilustrado, y de ser además brazo informativo de los gobiernos moderados del periodo, “destinado a encauzar la revolución liberal, alejándola del peligro de los extremismos”, según Agustín Martínez de las Heras, uno de los más significativos estudiosos de este periódico. »

<http://hemerotecadigital.bne.es/details.vm?q=id:0003616615&lang=fr> (dernière consultation le 25/VI/2017).

y mezquina, que hace alusión al *Universal*, y en la cual el poeta juega con un dicharacho chavacano que nada significa.

Los retruécanos son por lo regular de mal gusto; y el autor de esta *comedia no logrará destruir* la aceptación que tiene la fortuna de gozar este periódico entre todas las gentes que aman el orden y la moderación. ¿Por qué sacar así los dientes para cebarlos en el *Universal*? ¿O cree que es bueno lucirlos, y pegar mordiscos a este papel, siquiera porque es grande? *Este es el cuento de la serpiente, mordiendo la lima*. Si es periodista este señor, ya sabemos lo que significa: si no lo es, bueno será que se convenza de que el *Universal* es culebrón que se traga a los reptiles por venenosos que sean. Ellos perecen, y él sigue su camino. (« Teatros », *El Universal observador español*, 13/II/1821, p. 4)²⁵.

Et la prédiction ne se réalisera que trop, la lime de la fable de Samaniego va être excessivement indigeste. C'est qu'en réalité, l'échec de la Constitution de Cadix à faire disparaître les antagonismes, à réconcilier ensemble tous les membres de la société espagnole, a opéré un déplacement de l'antagonisme fondamental. Dans ce retour d'une opposition entre le peuple et ceux qui réfléchissent, entre le peuple et quelques *happy few*, c'est l'image de toute la nation espagnole qui est en jeu. Alors que les personnages de *El hipocrita pancista* offraient l'exemple de l'Espagne, et de sa révolution pacifique, au reste du monde civilisé, la peur que le dramaturge manifeste de son propre peuple renvoie à deux leitmotiv qui disent, d'une part, combien l'émergence d'une conscience nationale et d'une élite se constitue, en Espagne, exactement sur le même patron que partout ailleurs. La peur du peuple, immature et donc citoyen de seconde catégorie tant qu'il ne sera pas suffisamment instruit pour ne pas être un ennemi y compris pour lui-même, parcourt toute la construction de la modernité politique et justifiera, notamment, la mise en place des différents régimes censitaires en Europe. Cette lecture se double, d'autre part, d'un stéréotype, en voie de constitution ou, bien plutôt, d'assimilation y compris par ceux qui en font les frais, c'est-à-dire les Espagnols eux-mêmes. Xavier Andreu Miralles (2016, p 30-31 puis 61-62) en a montré la genèse, depuis Montesquieu dont *L'Esprit des lois* va jouer véritablement comme un instrument de vulgarisation de la notion de « caractères nationaux ». Et dans cette construction, une opposition Nord/sud est édifiée qui va refuser la modernité à ceux qui, jadis, en avaient été les champions, c'est-à-dire les pays méditerranéens. Dès la fin du XVIII^e siècle, France et Angleterre s'arrogent le discours de la modernité, auquel l'Allemagne se raccroche progressivement. Constater à Bailén, au début de la Guerre d'Indépendance, que les

²⁵ Les italiques sont de l'auteur.

Espagnols peuvent battre les armées napoléoniennes, stupéfié cette Europe dominante, lui fait poser un regard beaucoup plus positif sur le voisin hispanique, sans toutefois changer le fond des choses : cette victoire est le fait d'un peuple féroce, prêt à tout pour défendre sa liberté. Le discours est désormais définitivement établi, sous-jacent, même lorsque les romantiques s'enthousiasment pour l'Espagne. La vision littéraire que l'on pourrait qualifier rapidement d'orientaliste, pour reprendre des termes d'analyse très contemporains, redouble en réalité une construction politique de rapports de forces, plus ou moins explicite, qui déploie elle aussi tout un discours stéréotypé de la fierté et la force indomptable de l'Espagne et, par là, incontrôlable et potentiellement dangereuse. L'historien poursuit :

Las imágenes de un Sur bárbaro y decadente podían ser utilizadas para explicar las limitaciones, tachas o fracasos de los revolucionarios o contrarrevolucionarios españoles. Los oficiales británicos recurrieron a ellas con frecuencia para justificar sus derrotas. El indómito y premoderno carácter de los españoles no siempre actuaba en su beneficio. 1814, 1820, 1823 o 1833 vinieron a confirmar estos temores. Los españoles parecían incapaces de consolidar un gobierno estable. (Andreu Miralles, 2016, p. 64)

Que les dramaturges du corpus aient déjà assimilé cette image et s'en fassent inconsciemment les chantres, ou que ce soit la seule et même peur du peuple qui les anime, ils offrent au cliché politique et littéraire de quoi se nourrir et prospérer. C'est toute l'histoire des rapports de forces qui se mettent en place, dès le XVIII^e, entre l'Espagne et les nations politiquement fortes et qui cristallisera définitivement au XIX^e, reléguant l'Espagne au rang de nation périphérique et, donc, inférieure. Les guerres carlistes qui suivront ne feront que conforter cette opinion. Théophile Gautier l'expose très clairement dans son *Voyage en Espagne* :

Ce qu'il faut à l'Espagne du Midi, c'est la civilisation africaine et non la civilisation européenne, qui n'est pas en rapport avec l'ardeur du climat et des passions qu'il inspire. Le mécanisme constitutionnel ne peut convenir qu'aux zones tempérées ; au delà de trente degrés de chaleur, les chartes fondent ou éclatent (Gautier, 1873 [1843], p. 271. Cité en espagnol dans Andreu Miralles, 2016, p. 92)²⁶.

²⁶ Sur la lecture de l'Espagne comme un pays oriental, féminin, primitif, inférieur, voir les analyses très suggestives d'Andreu Miralles, 2016.

Les débordements que les libéraux craignaient tant arriveront, mais de la main des absolutistes au moment où ceux-ci s'imposent à nouveau. À Séville, après le départ du roi entraîné par les Cortes dans la fin de leur fuite en avant désespérée, une « turbamulta desbordada » va piller les maisons des libéraux les plus en vue, quelques établissements publics, ils vont dévaliser et agresser les voyageurs qui allaient s'embarquer pour suivre le gouvernement à Cadix et, le 13 juin 1823, finalement, conscients de ce qui s'est joué dans ce lieu, ils s'en prennent au théâtre, saccageant absolument tout à l'intérieur, obligeant les comédiens à se cacher alors que le personnel a pris la fuite. Le théâtre ne rouvrira qu'en janvier 1824 (Chaves, 1900, p. 37-39).

L'expérience du Triennat aura eu raison d'un antagonisme, celui qui, au sein des libéraux, opposait modérés et exaltés autour de *la Pepa* : tous renonceront, après 1823, à revendiquer le texte de la Constitution de Cadix (Castells Oliván, 2003, p. 25-28). Elle a également sonné le glas de la puissance éducatrice du théâtre patriotique. Il n'y aura plus, ensuite, de journaliste pour réclamer qu'on en écrive ou qu'on en joue et, au mieux, il ne sera pas raillé et conspué. Son succès auprès du public, en revanche, ne se dément pas dans la suite du siècle. Malgré son échec, le Triennat peut se targuer d'avoir montré la voie pour surmonter les antagonismes en mettant très largement en place l'espace public d'expression de l'opinion : journaux et théâtres en ont été les acteurs privilégiés en permettant à de multiples questions, des plus anecdotiques au plus fondamentales, d'y être exposées et/ou débattues. De même, des divisions au sein des libéraux, de leurs antagonismes, vont naître les partis politiques, lesquels vont créer le fonctionnement politique démocratique. Surpasser les antagonismes, en les acceptant, c'est rendre possible le libéralisme politique, c'est même le faire advenir.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDIOC, René, 1999, « Introducción », in FERNÁNDEZ DE MORATÍN, Leandro, *El si de las niñas - La comedia nueva*, Madrid, Espasa-Calpe, p. 9-43.
- ANDREU MIRALLES, Xavier, 2016, *El descubrimiento de España. Mito romántico e identidad nacional*, Barcelona, Taurus.
- BAROJA, Pío, 1947, *Con la pluma y con el sable. Crónica de 1820 a 1823 (novela)*, p. 383-521 dans *Obras Completas*, Tome III, Madrid, Biblioteca Nueva.
- BUSTOS, Sophie (2014), « El 7 de julio de 1822: la contrarrevolución en marcha », in *Revista Historia Autónoma*, Madrid, n° 4, p. 129-143.

- CASTELLS OLIVÁN, Irene, 2003, « Después de la Revolución Francesa: el liberalismo en España y Francia (1823-1833) », in LA PARRA Emilio y RAMÍREZ Germán (éds.), *El primer liberalismo: España y Europa, una perspectiva comparada. Foro de debate, Valencia, 25 a 27 de octubre de 2001*, Valencia, Biblioteca valenciana, p. 15-37.
- CHAVES, Manuel, 1900, *Los teatros de Sevilla en la segunda época constitucional, 1820-1823*, Sevilla, Impr. de F. Marta-García.
- FERNÁNDEZ CABEZÓN, Rosalía, 2013, « Crisis teatral en Madrid durante el Trienio Liberal », in *Revista de Literatura*, Madrid, Vol. LXXV, n° 149, p. 105-120.
- FREIRE, Ana María, 2008, « El teatro político durante el reinado de Fernando VII », in FREIRE, Ana María, *Entre la Ilustración y el romanticismo. La huella de la Guerra de la Independencia en la literatura española*, Alicante, Universidad de Alicante, p. 73-82.
- FUENTES, Juan Francisco, 2008, « “Yo nada valgo”: Rafael del Riego y la revolución liberal española », in PÉREZ-LEDESMA Manuel y BURDIEL Isabel (éds.), *Liberales eminentes*, Madrid, Marcial Pons, p. 13-41.
- GARCÍA TROBAT, Pilar, 2007, « El teatro, cátedra de constitución durante el trienio », in *Derecho, Historia y Universidades: estudios dedicados a Mariano Peset*, Vol. I, Valencia, Universidad de Valencia, p. 671-680.
- GIES, David T., 1986, « Juan de Grimaldi y el año teatral madrileño, 1823-24 », in KOSSOFF, A. D. et alii. (éds.), *Actas del VIII Congreso de la Asociación Internacional de Hispanistas*, Madrid, Ediciones Istmo, Vol. 1, p. 607-613.
- GIL NOVALES, Alberto, 1989 [1980], *El Trienio liberal*, Madrid, Siglo XXI. Estudios de Historia contemporánea.
- LAFARGA, Francisco, 1991, « Teatro político español (1805-1840): ensayo de un catálogo », in CALDERA Ermanno (éd.), *Teatro politico spagnolo del primo ottocento*, Roma, Bulzoni Editore, p. 167-251. Biblioteca di Cultura, n° 438.
- NÚÑEZ RUIZ, Gabriel, 1984, « El teatro en la Almería de Fernando VII », in *Cuadernos hispanoamericanos*, Madrid, n° 407, p. 102-107.
- OLIVER GARCÍA, José Antonio, 2012, *El teatro lírico en Granada en el siglo XIX (1800-1868)*, Tesis doctoral, bajo la dirección de Francisco J. GIMÉNEZ RODRÍGUEZ, Universidad de Granada (Departamento de Historia y Ciencias de la Música). En ligne : <http://studylib.es/doc/5835896/el-teatro-l%C3%ADrico-en-granada-en-el-siglo-xix> [dernière consultation : 14/V/2017]
- PÉREZ GARZÓN, Juan Sisinio, 1978, *Milicia nacional y revolución burguesa*, Madrid, CSIC / Instituto « Jerónimo Zurita ».
- POBLET, Josep M., 1980, *Josep Robrenyo. Comediant, escriptor, revolucionari (1783-1838)*, Barcelona, Editorial Millà.
- SUERO ROCA, María Teresa, 1987, *El teatre representat a Barcelona de 1800 a 1830*, Barcelona, Institut del teatre, T.I.
- — 1988, « Separación de sexos en el Teatro de Barcelona », in *Historia y Vida*, Barcelona, n° 244, p. 68-75.
- — 1991, « El Teatro barcelonés durante el Trienio Liberal (1820-1823) », in *Historia y Vida*, Barcelona, n° 277, p. 49-61.
- TARIN, René, 1998, *Le théâtre de la Constituante ou l'école du Peuple*, Paris, Honoré Champion. Les XVIIIe siècles, n° 13.

Liste des pièces

- Bosquejo del día diez de Marzo en Cádiz*, pieza en un acto original de un buen deseo, Cádiz, impr. de D. Ramón Howe, 1820. [Auteur = Garay]
- La fugida de la Regència de la Seu d'Urgell, i desgràcies del pare Llibori*, ROBRENYO, Josep, dans [Tres peces, edició d'Albert Mestres](#), Barcelona, Proa, 1998
- El hipocrita pancista o acontecimientos de Madrid en los días 7 y 8 de Marzo del año de 1820*, comedia en 3 actos, MARTÍ, Francisco de Paula, [1820], p. 193-250 dans *Francisco de Paula Martí. Un dramaturg oblidat*, Xàtiva, Biblioteca municipal de Xàtiva, 2012.
- La Inquisición*, drama original en 4 actos, VERDEJO PÁEZ, Francisco, 1820.
- La Libertad restaurada*, Representación dramática patriótica escrita para ejecutarse en el teatro de Barcelona en el memorable día 2 de mayo por los ciudadanos UBARISO, MARTILO, LOPECIO y SELTA RUNEGA, Barcelona, Impr. constitucional de Dorca, 1820.
- Una noche de alarma en Madrid*, GOROSTIZA, Manuel Eduardo de, 1821, Impr. de don Antonio Fernandez.
- La palabra constitución*, D.G.Z.Y Z. Madrid, Impr. que fue de García, 1820. [Auteur : Gaspar Zavala y Zamora].
- El Trágala*, Sainete, GONZÁLEZ ROBLES, Diego, Cádiz, Impr. de Nicolas Garrido, 1820.

LA POÉSIE RÉPUBLICAINE DE LA GUERRE D'ESPAGNE ENTRE ÉTHIQUE ET ESTHÉTIQUE

Melissa LECOINTRE
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
CREC (EA 2292)

*En effet, était-il possible de penser à la poésie au moment
où le tableau du mal qui nous entoure se découvrait pour
la première fois à nos yeux et où il apparaissait possible
de s'en délivrer ? Comment, atteint par la souffrance,
penser à la beauté ?*

Léon Tolstoï

Résumé

L'antagonisme entre éthique et esthétique, qui s'était immiscé dans la vie culturelle espagnole avant la guerre, devient incontournable après 1936. L'importance que prend l'écriture poétique entre 1936 et 1939, écriture qui connaît une véritable inflation comme en attestent les nombreux *romanceros* publiés dans le camp républicain, justifie que l'on s'intéresse à la manière dont la tension entre éthique et esthétique se cristallise dans le domaine poétique. Cependant il ne s'agit pas ici d'analyser la manière dont la poésie des deux camps s'affronte, mais de revenir sur une opposition qui a divisé les poètes au sein même du camp républicain, opposition révélatrice de différents positionnements concernant la nature, le statut et la fonction de la poésie à cette époque.

Mots clés : guerre d'Espagne – poésie – Romancero – éthique – esthétique

Resumen

El antagonismo entre ética y estética, que se había introducido en la vida cultural española antes de la guerra, se vuelve ineludible después de 1936. La importancia que cobra la escritura poética entre 1936 y 1939, escritura que conoce un verdadero boom como lo muestran los numerosos romanceros publicados en el bando republicano, justifica el interés por la manera como la tensión entre ética y estética se cristaliza en el ámbito poético. Sin embargo no se trata de analizar la oposición entre la poesía de los dos bandos sino de volver sobre un enfrentamiento que dividió a los poetas del bando republicano y que es representativo de los distintos posicionamientos relativos a la naturaleza, el estatuto y la función de la poesía en aquel momento.

Palabras clave: poesía – Guerra civil – Romancero – ética – estética

Abstract

The antagonism between ethics and aesthetics, which grew in Spain before the Civil war, became an essential feature of cultural life after 1936. Poetry, so prominent between 1936 and 1939, as evidenced by the number of *romanceros* published by the Republican side, was one key battlefield for these tensions. In this work we do not investigate if and how it replicates the war between Republicans and Nationalists, but rather how it overlaps with distinct positions within the Republican side itself, regarding the nature, status and purpose of poetry.

Key words: poetry – Spanish civil war – Romancero – ethics – aesthetics

Cet exerçue extrait des *Écrits sur l'art* de Tolstoï (Tolstoï, 1964, p. 68) s'applique parfaitement aux contradictions qui agitent l'écriture poétique et saisissent les poètes pendant la guerre d'Espagne. L'écrivain russe visionnaire, également connu pour sa promotion de l'anarchie, a sans doute été l'un des premiers à percevoir, au milieu du XIX^e siècle, au moment où la Russie connaissait de nombreux troubles, une évolution de l'art dans son rapport à l'éthique et à l'esthétique, et à poser la question de son utilité¹.

L'antagonisme entre éthique et esthétique, qui s'était immiscé dans la vie culturelle espagnole avant la guerre, devient incontournable après 1936. L'importance que prend l'écriture poétique entre 1936 et 1939, écriture qui connaît une véritable inflation comme en attestent les nombreux *romanceros* publiés dans le camp républicain, justifie que l'on s'intéresse à la manière dont la tension entre éthique et esthétique se cristallise dans le domaine poétique. La particularité et l'étendue de ce phénomène socio-littéraire étudié par Serge Salaün (Salaün, 1985), tient à l'émergence de poètes anonymes, non professionnels, qui vont contribuer au déploiement de l'épopée, aux côtés des grands noms qui écrivaient déjà dans les années 1920 et 1930. Au bruit des armes se superpose une joute poétique, un combat verbal qui oppose les poètes du camp républicain aux poètes du camp nationaliste.

Cependant il ne s'agit pas ici d'analyser la manière dont la poésie des deux camps s'affronte (Cano Ballesta, 1994, p. 57-83), mais plutôt de revenir sur une opposition qui a divisé les poètes au sein même du camp républicain, opposition révélatrice de différents positionnements concernant la nature, le statut et la fonction de la poésie à cette époque. La tension entre éthique et esthétique a donné lieu pendant la guerre à une lutte interne au camp républicain entre deux conceptions de la poésie. Ce combat, enchâssé dans un conflit plus large, pourrait paraître bien futile à côté du véritable ennemi commun. Et cependant il met en évidence les différents positionnements politiques au sein même du camp républicain, leurs conceptions de l'art, et leurs visions de la guerre et du monde en général. Si l'antagonisme entre éthique et esthétique prend une ampleur particulière au moment de la guerre civile, la crise sommant les poètes de

¹ D'après l'ouvrage de Lily Litvak sur l'anarchisme espagnol de la fin du XIX^e et du début du XX^e, les écrits sur l'art de Tolstoï connurent une ample diffusion dans les cercles anarchistes espagnols (Litvak, 1981, p. 285).

justifier leur pratique au moment où certains préconisent l'action armée, cet antagonisme avait commencé à faire l'objet d'un débat à la fin des années vingt, remettant en question la conception de la littérature qui avait dominé depuis le milieu du XIX^e siècle.

L'étymologie du mot « éthique » renvoie à la morale, à un système de valeurs qui guident la conduite de l'homme et qui servent de critère à son comportement et à ses choix, reliant ainsi morale et action². L'esthétique quant à elle peut se définir comme conception de l'art et discours sur l'art renvoyant au concept du beau et à l'émotion suscitée par l'art. C'est le philosophe allemand Alexander Baumgarten qui, au XVIII^e siècle, emploie le premier le terme « esthétique » pour désigner un discours sur les principes du beau. Alors que la philosophie classique affirmait une quasi-identité du bien, du vrai et du beau, déclarant le plus souvent qu'une œuvre est belle parce qu'elle est « vraie » (imitation fidèle du monde) ou parce qu'elle promeut la vertu (le bien), Baumgarten soutient l'autonomie du jugement de goût et de l'esthétique par rapport à la raison : le beau suscite un sentiment qui est communicable et immédiatement partagé, sans avoir besoin d'être expliqué par une référence à autre chose que lui-même. Baumgarten inaugure par ce geste de rupture une tradition philosophique qui sera reprise quelques années plus tard par Kant dans sa *Critique de la Faculté de Juger* (Garzanti, 2002, p. 504). Il est donc le premier à affirmer l'autonomie du jugement esthétique et à le libérer de toute allégeance, notamment éthique.

Au début du XX^e siècle, après avoir connu les extrêmes de l'art pour l'art, mais également à une époque où certains, notamment parmi les partisans de la révolution socialiste, considèrent que l'art, jusqu'alors essentiellement bourgeois, doit être au service du peuple, de la science, du matérialisme historique, c'est le philosophe italien Benedetto Croce qui, relisant Baumgarten, réaffirme l'autonomie essentielle et nécessaire de l'art sans pour autant le couper de son contexte historique. Les idées de Croce sont diffusées en Espagne notamment par le républicain José Sánchez Rojas, qui publie en 1912 sa traduction *Estética como ciencia de la expresión y lingüística*

² « Terme introduit dans le langage philosophique par Aristote [...] pour indiquer cette partie de la philosophie qui étudie la conduite de l'homme, les critères de base d'évaluation des comportements et des choix (en gr. *êthikos*, de *êthos* qui signifie "comportement, coutume"). La philosophie ne s'est en général pas limitée à décrire la conduite morale et les valeurs qui la guident, même si elle a souvent soutenu n'avoir que ce seul devoir : elle entend aussi fournir des indications sur les critères et les valeurs qui doivent être respectés dans l'action » (Garzanti, 2002, p. 526).

general: teoría e historia de la estética, avec une préface de Miguel de Unamuno, puis *Breviario de estética*, publié dans sa version espagnole en 1938 à Buenos Aires dans la collection Austral³.

Si le débat entre éthique et esthétique s'impose dans les années 1930, jusqu'à devenir un véritable enjeu pendant la guerre civile, c'est en partie à cause du contexte politique qui connaît, on le sait, une radicalisation dans les années 1930 avec la montée du fascisme, et qui atteint son point culminant en Espagne lors du soulèvement du 18 juillet 1936. Ce bouleversement du climat politique en proie à une radicalisation croissante durant toute la décennie affecte le statut de l'écrivain, la fonction de la littérature et le contenu même de celle-ci. On peut dire pour reprendre l'article « éthique » de l'*Encyclopédie de philosophie* que « la réflexion philosophique sur les problèmes éthiques est d'autant plus vive dans les moments de crise de l'éthique au sens hégélien : c'est-à-dire lorsque l'unité et la continuité d'un monde de valeurs se gâtent, que les normes qui paraissaient évidentes sont remises en cause et que les critères traditionnels de légitimation, les principes reconnus pour établir ce qui est bien et ce qui est mal, ne fonctionnent plus » (Garzanti, 2002, p. 526).

Le rapprochement entre éthique et esthétique interroge les rapports entre art et idéologie et peut se résumer en deux questions, portant à la fois sur son essence et sa finalité : l'art est-il par essence autonome ou peut-il être art en faisant allégeance à la politique ? Et surtout, en ces temps de guerre où la question du devoir est cruciale, l'art doit-il chercher à servir (des valeurs, une politique, un homme) ? L'éthique, définie dans le sens de systèmes de valeurs politiques et morales qui guident la conduite de l'homme, recouvre également la question de l'engagement, la manière dont un écrivain manifeste son adhésion à une cause politique et met éventuellement son art au service de celle-ci. Or, la création littéraire et l'engagement ne sont pas nécessairement des couples opposés, les exigences morales et/ou idéologiques n'étant pas incompatibles avec les exigences esthétiques. Si l'éthique est du côté de valeurs morales ou politiques et l'esthétique du côté du beau, y a-t-il réellement un antagonisme entre les deux notions ?

Situation de la poésie espagnole avant 1936 : le retournement éthique

³ Pour plus de précisions sur José Sánchez Rojas voir Julian MOREIRO PRIETO, *Sánchez-Rojas. Crónica de un cronista*, Salamanca, Centro de Estudios Salmantinos, 1984.

Les années 1930 constituent un renversement dans la conception de l'art et de la poésie qui avait dominé depuis la fin du XIX^e siècle avec les partisans de l'art pour l'art, la poésie pure au début du XX^e et les avant-gardes esthétiques. Un fossé s'était creusé au XVIII^e siècle entre l'art noble et l'art utile, entre les beaux-arts et la technique. Les adeptes de l'art pour l'art opposent féroce esthétisme et éthique et refusent toute utilité à la poésie, proclamant son autosuffisance et son indépendance vis-à-vis de toute cause politique ou morale : « Il n'y a de vraiment beau que ce qui ne peut servir à rien ; tout ce qui est utile est laid, car c'est l'expression de quelque besoin, et ceux de l'homme sont ignobles et dégoûtants, comme sa pauvre et infirme nature » (Gautier, 2004, p. 102). Cette célèbre phrase de Théophile Gautier qui affirme être « de ceux pour qui le superflu est le nécessaire » (Gautier, 2004, p. 102), révèle l'antagonisme entre éthique et esthétique et la manière dont les deux termes sont perçus comme incompatibles. L'art ne peut en aucun lieu avoir une utilité, auquel cas, il renoncerait à lui-même. C'est ce que Baudelaire suggère encore quand il écrit : « Je dis que si le poète a poursuivi un but moral, il a diminué sa force poétique ; et il n'est pas imprudent de parier que son œuvre sera mauvaise. La poésie ne peut pas, sous peine de mort ou de défaillance, s'assimiler à la science ou à la morale ; elle n'a pas la Vérité pour objet, elle n'a qu'Elle-même. Les modes de démonstration de vérité sont autres et sont ailleurs » (Baudelaire, 1976, p. 333). Au XIX^e siècle, dans le domaine de la poésie du moins, éthique et esthétique sont perçus par les partisans de l'art pour l'art comme des notions incompatibles, diamétralement opposées, deux antonymes contradictoires qui s'excluent : on ne peut être l'un et l'autre en même temps.

Plus tard, le rejet de toute fonction utilitaire est repris par les adeptes de la poésie pure qui font de celle-ci un monde à part, absolu, détaché du réel, c'est-à-dire, selon la définition de Jorge Guillén adressée dans une lettre à Fernando Vela en 1926, « *poesía pura es todo lo que permanece en el poema después de haber eliminado todo lo que no es poesía* » (cité par Diego, 1959, p. 343). Cette conception idéale d'une poésie épurée sans recours au Moi, à l'idéologie, à la morale⁴, une poésie « *pure* d'éléments non

⁴ «Su afán es, por lo general, hacer de la poesía un mundo aparte ; por eso 'poesía pura' es para ellos sinónimo de poesía esencial, autónoma y absoluta. En consecuencia, su trabajo está orientado a la producción de unas formas artísticas específicas, purificadas de toda adherencia no poética. Y es precisamente este aspecto reflexivo y obstinado sobre lo esencial poético el que permite distinguir a los autores de la poesía pura de los partidarios de « el arte por el arte », pues mientras éstos querían hacer del

poétiques » selon Valéry (Valéry, 1957, p. 1457)⁵, trouve en Espagne chez Juan Ramón Jiménez une de ses figures-clés, qui manifeste encore en 1933 son attachement à une autonomie totale de l'écriture poétique : « La poesía no es, no puede ser menos ni más que poesía » (cité par Cano Ballesta, 1994, p. 63). Les avant-gardes esthétiques, dans le sillage de la poésie déshumanisée, font du poème le lieu par excellence d'une expérience langagière et ludique uniquement destinée au lecteur initié⁶. Dans les années 1920, comme le souligne Juan Cano Ballesta, on assiste à une suprématie de l'esthétique incompatible avec toute considération éthique en ce qui concerne l'écriture poétique :

La belleza se convierte en categoría central que inspira y regula el ejercicio artístico. El gongorismo tuvo fundamentalmente ese sentido [...]. La «intención estética», el deseo de crear simplemente *obra poética* sin adyacencias de ninguna clase. El arte está muy lejos de la vida social, política; muy lejos de ser un instrumento adaptable a la propaganda y a fines didácticos (Cano Ballesta, 1994, p. 23-24).

Certaines voix pourtant, dès 1920, réclament une poésie plus en prise sur les problématiques sociales. En plein retour en force du gongorisme, José Antonio Balbotín écrit les premiers poèmes où transparait une dimension sociale dans le recueil *Inquietudes*, en 1925⁷. Manuel Aznar Soler dans son ouvrage *República literaria y revolución* montre comment la crise de la Restauration, l'usure de la guerre au Maroc et la dictature de Primo de Rivera ont contribué à forger, dès les années 1920, une conscience critique face à la réalité espagnole (Aznar Soler, 2010, p. 77). À la fin des

poema un objeto plásticamente bello, por el resplandor de las palabras, del ritmo y de las rimas, aquellos otorgan menos importancia a la belleza sensible y se interesan más por el lenguaje y sus virtualidades, someten la palabra a sucesivas purificaciones hasta hacerla expresar la esencia de la realidad» (Blanch, 1976, p. 12).

⁵ Paul Valéry précise : « L'inconvénient de ce terme de *poésie pure* est de faire songer à une pureté morale qui n'est pas en question ici, l'idée de poésie pure étant au contraire pour moi une idée essentiellement analytique. La poésie pure est, en somme, une fiction déduite de l'observation, qui doit nous servir à préciser notre idée des poèmes en général, et nous guider dans l'étude si difficile et si importante des relations diverses et multiformes du langage avec les effets qu'il produit sur les hommes. Mieux vaudrait, au lieu de *poésie pure*, mieux vaudrait, peut-être, dire *poésie absolue*, et il faudrait alors l'entendre dans le sens d'une recherche des effets résultant des relations des mots, ou plutôt des relations des résonances des mots entre eux, ce qui suggère, en somme, *une exploration de tout ce domaine de la sensibilité qui est gouverné par le langage* » (Valéry, 1957, p. 1457-1458).

⁶ N'oublions pas cependant que l'avant-garde esthétique a pu être, parfois, du côté de l'idéologie, comme le futurisme en URSS lié dans un premier temps à la révolution bolchévique : le nouvel ordre politique et social impliquait aussi un nouvel art.

⁷ «Contiene tres poemas que se podrían calificar de auténticamente combativos: "Alzaba el brazo ingenuamente (...)", "Libertad" y "Mi tragedia interior"» (Cano Ballesta, 1994, p. 86).

années 1920 le lien entre littérature et idéologie commence à inquiéter certains écrivains et à faire l'objet d'un débat dans les revues et journaux, comme en témoigne l'enquête menée par *La Gaceta Literaria* entre 1927 et 1928, intitulée « Política y literatura : una encuesta a la juventud española », où on lit en préambule qu'il s'agit de « uno de los temas españoles (y mundiales) que más caldean este momento de nuestra época » (*La Gaceta Literaria*, 22, 15-XI-1927, p. 1)⁸. La gazette publie pendant plusieurs mois les réponses d'un certain nombre d'écrivains comme Juan Chabás, Ramón Gómez de la Serna ou Gerardo Diego à trois questions : « 1. ¿ Debe intervenir la política en la literatura? 2. ¿ Siente usted la política? ; 3. ¿ Qué ideas considera fundamentales para el porvenir del Estado español? ». Les réponses au premier point sont particulièrement révélatrices de la manière dont la question de l'utilité de l'art commence à s'immiscer chez certains écrivains, alors que d'autres demeurent farouchement opposés à toute remise en cause de l'autonomie de l'art. En 1928, malgré l'essor du surréalisme qui replace l'homme au cœur de ses préoccupations et l'essoufflement des avant-gardes esthétiques, il apparaît dans ces déclarations que le rapport qui domine est encore un rapport d'incompatibilité, en dépit de quelques voix dissonantes. *La Gaceta Literaria*, journal strictement littéraire, permet néanmoins, comme le souligne Aznar Soler, de déceler une politisation croissante des écrivains. Ainsi, Giménez Caballero, faisant le bilan de la littérature espagnole entre 1918 et 1930 écrit en 1934 dans un article publié dans *The European Caravan* : « ya no se busca la 'pureza', tal como predicaba la *Revista de Occidente*, y en su lugar se persigue lo "humano". Nuestra literatura se empieza a interesar por la política y por las realidades acuciantes » (cité par Aznar Soler, 2010, p. 146).

Les histoires de la littérature considèrent que les années 1930 constituent un tournant important : « El esteticismo va debilitándose y cede el paso a actitudes en que la calidad de la obra de arte comienza a medirse por criterios no precisamente estéticos », écrit Juan Cano Ballesta (Cano Ballesta, 1994, p. 71). L'ouvrage de Cano Ballesta analyse la bataille menée contre la poésie pure et la manière dont le débat littéraire des années 1930 plaide en faveur d'une poésie « réhumanisée », dans laquelle vie et art sont réconciliés, qui aboutit en 1935 au célèbre manifeste de Pablo Neruda en faveur de la

⁸ Les résultats de l'enquête furent publiés dans les numéros 22-30. Pour plus de précisions sur les enquêtes menées par *La Gaceta Literaria*, en particulier sur celle concernant la crise des avant-gardes, voir Aznar Soler, 2010, p. 138-146.

poésie impure (Cano Ballesta, 1994, p. 117-168). Le passage des avant-gardes esthétiques aux avant-gardes politiques est particulièrement révélateur du changement de perspective. L'apparition de revues comme *Nueva España*, qui s'intéresse à la littérature soviétique et condamne la montée du fascisme, la publication en 1930 de l'ouvrage de José Díaz Fernández *El nuevo romanticismo*, qui préconise une « literatura de avanzada » comme véritable art d'avant-garde, marquent ce tournant qui met au premier plan les considérations éthiques dans l'acte même d'écriture quand Díaz Fernández indique « tomar la pluma en la mano constituye, tal como va el mundo, la máxima responsabilidad » (cité par Aznar Soler, 2010, p. 187). Si, à la fin des années 1920, il y avait déjà eu des tentatives de politisation de la littérature, la revue *Post-guerra* étant sans doute l'exemple le plus frappant, c'est dans les années 1930 que le renversement s'opère véritablement⁹. L'autonomie de l'art se fissure avec une résurgence de l'humain dans sa dimension sociale, parallèlement aux bouleversements que vit la société espagnole depuis la proclamation en 1931 de la deuxième République. La montée du fascisme en Europe, à laquelle assistent des poètes espagnols comme Rafael Alberti lors de son séjour en Allemagne en 1932, la tentative de coup d'Etat du General Sanjurjo en 1932, la radicalisation politique que connaît l'Espagne lors du *bienio negro*, avec des épisodes marquants comme la révolution d'octobre 1934 et sa sanglante répression, ne peuvent plus laisser l'écrivain indifférent face au réel et placent l'éthique au cœur du débat sur la fonction de la littérature. Ce qui jusqu'à présent était un antagonisme de deux notions perçues comme incompatibles va évoluer vers une relation de subordination où l'une va être placée au service de l'autre. La littérature ne peut plus désormais se concevoir autrement que comme une littérature, sinon asservie à des valeurs extérieures, du moins perméable à ceux-ci. La politisation de la littérature et la mise au second plan des considérations esthétiques était de ce fait inéluctable. Le Premier Congrès International des Écrivains pour la Défense de la Culture, tenu à Paris en 1935, part du constat de la nécessité de créer un front international d'écrivains dans une Europe scindée par l'antagonisme entre communisme et fascisme pour lutter contre ce dernier (Aznar Soler, 2010, p. 274- 319)¹⁰.

⁹ *Post-Guerra* (Madrid 1927-28), revue co-dirigée par José Antonio Balbotín et Rafael Giménez Siles fut l'une des premières (mais non la seule) à réclamer une participation de l'intellectuel dans la société et à concevoir la littérature comme une arme de combat (Aznar Soler, 2010, p. 101).

¹⁰ Aznar Soler met en évidence les points communs entre les différents discours : « denuncia de la crisis política, económica y cultural de la sociedad capitalista ; condena inequívoca del fascismo que, ya en

Rafael Alberti a été sans doute un des vecteurs du changement de perspective dans l'Espagne des années 1930, avant la guerre civile. Le recueil *Consignas* (1933) exalte l'URSS et contient bon nombre d'éléments que l'on retrouve dans le réalisme socialiste, en particulier la dénonciation de l'aliénation économique et sociale (Le Bigot, 1997, p. 30). Dans le célèbre poème « Aquí y allí », Alberti compare la situation des zones rurales espagnoles, en particulier de l'Estrémadure, à celle de l'Union Soviétique. Il dénonce la pauvreté des enfants espagnols, dépouillés de tout, y compris des jeux caractéristiques de l'enfance, et les oppose en contrepoint aux enfants enjoués de l'URSS : « Pero en la Unión Soviética.../ La risa de los niños/ se desprende en trineos por las cuevas heladas » (Alberti, 2003, p. 25). Le recueil d'Alberti suscite des nombreuses critiques, comme celle de Juan José Domenchina (*El Sol*, 21-V-33), qui lui reprocha précisément le mélange des genres et de mettre sa poésie au service de valeurs politiques : « Causa pesadumbre, grima, indignación y tristeza el hecho de que un poeta de la envergadura de Rafael Alberti involucre deliberadamente el curso de intuiciones poéticas con el fárrago adventicio de una preocupaciónseudopolítica » (cité par Cano Ballesta, 1996, p. 97). À propos du recueil, *El burro explosivo*, composé entre 1934 et 1935, Alberti explique qu'il s'agit de « poemas cargados de dinamita » (Alberti, 2003, p. 432). Le titre fait allusion à l'âne chargé de dynamite que les mineurs des Asturies voulurent lancer lors des événements d'octobre 1934 (Alberti, 2003, p. 432).

La révolution d'octobre 1934 et sa violente répression marque un point culminant, avant la guerre, dans la révolte morale, la sensibilisation aux problématiques politiques et sociales et la mobilisation des écrivains, scellant chez certains le triomphe de l'éthique sur les considérations esthétiques. De nombreux poèmes de Muñoz Arconada ou de Pascual Pla y Beltrán illustrent ces épisodes sanglants. Emilio Prados, qui s'était engagé en solitaire durant la deuxième République et auparavant encore dans une intense activité sociale d'alphabétisation, en récitant ses poèmes dans les cercles

1935, había demostrado su radical antihumanismo, su barbarie y su voluntad destructora de la cultura; defensa de una amplia unidad antifascista, que iría a concretarse en la formación de los Frentes Populares; defensa del compromiso del escritor y de la literatura revolucionaria vinculada al nuevo público de obreros y campesinos; defensa del humanismo socialista como talante intelectual de un hombre nuevo en una sociedad sin clases, pero también de una nueva cultura jamás entendida de nuevo como monopolio de una clase social; respeto a las culturas y literaturas de las minorías nacionales, siguiendo el ejemplo de la Unión Soviética; esperanza en la victoria del socialismo y en que, con la derrota del fascismo, fuesen posibles la dignidad humana y la libertad de los pueblos; defensa de los valores de la nueva cultura socialista, fundamentados en la fraternidad humana, el internacionalismo y la solidaridad » (Aznar Soler, 2010, p. 333-334).

ouvriers, consacre à cet épisode un petit recueil, *Llanto de octubre*, écrit majoritairement en *romances*, qui commence à s'imposer comme forme privilégiée de la poésie engagée. « Fue necesario que llegara el año de la sangrienta represión de Asturias para que todos, todos los poetas, sintiéramos como un imperioso deber adaptar nuestra obra, nuestras vidas, al movimiento liberador de España... », écrit Manuel Altolaguirre dans la préface au recueil de Prados (Prados, 1999, p. 48). Le cas de Prados illustre parfaitement la manière dont l'éthique s'immisce dans les problématiques esthétiques¹¹. Dans *Llanto de sangre*, tout l'arsenal de la poésie (images, sonorités, rythme) est mis au service de la dénonciation dans une poésie qui, sans renoncer aux exigences esthétiques, met le poète au service d'une cause extérieure profondément humaniste : la dénonciation de l'injustice et le soutien aux plus démunis. La poésie traversée par la souffrance des plus défavorisés donne déjà le ton du nouveau rôle que la guerre civile assignera au poète :

Me duele mi soledad;
pero que nadie me busque,
que aun lo que en ella me calma
en fuerza me disminuye:
no quiero amigo ni hermano
mientras la injusticia alumbra.
Me duele el suelo que piso
y la sangre que lo cubre (Prados, 1999, p. 451).

Les poèmes qui composent le recueil *La voz cautiva* (1933-1934) illustrent, de manière métopoétique et avec un langage particulièrement métaphorique, le dilemme intérieur d'Emilio Prados entre éthique et esthétique. Après *Calendario incompleto del pan y del pescado*, Prados interroge dans *La voz cautiva*, non publié à l'époque, la question de l'engagement à travers une voix puissante : « Voz, resiste./ Interno sol, ocúltate en tus rayos » (Prados, 1975, p. 498). Il s'agit d'une voix tantôt confinée dans

¹¹ Comme le signalent Antonio Carreira et Carlos Blanco Aguinaga dans leur introduction : « Pero, poeta de inmediato origen burgués al fin, educado – nacido, incluso, a la poesía – en la problemática estética derivada de los diversos planteamientos, contradictorios o no, del concepto de poesía “pura”, no deja Prados de preguntarse si la poesía no será para cantar otras cosas. El resultado de estas meditaciones, que se intensifican bajo la actividad política y la entrega a la poesía social, es *La voz cautiva*, libro escrito al parecer entre 1933 y 1934 (o sea, por el mismo tiempo que el *Calendario del pan y el pescado*). Viene Prados en este libro a declarar que ya su voz no tiene la libertad que había tenido. Sin embargo – y he ahí en acción su conciencia de la verdad y de la necesidad histórica –, *La voz cautiva* nos dice que si la voz del poeta no es libre y se ve obligada a abandonar satisfacciones quizás más dilectas, ello es así porque no es libre la voz de nadie, salvo de quienes viven satisfechos en condición social de privilegio » (Prados, 1975, p. 61-62).

l'intimité du Moi poétique, tantôt en proie à une violence incontrôlable qui la pousse à sortir et se faire entendre :

Ancha lengua que subes.
 Destructorra conciencia aguda que no perdona:
 trabaja, lame, pule o edifica tu ardiente vasallaje.
 Ábrete segura, hoja o cabellera que tu voluntad grita.
 Ataca, punza, desmorona la carne,
 el canto o el cemento (Prados, 1975, 506).

Sans attendre la révolution d'octobre, le poète communiste Pascual Pla y Beltrán avait consacré également des poèmes aux événements de Castilblanco et de Casasviejas, épisodes qui constituent également des paroxysmes de la violence. Son recueil *Narja*, en 1932, est par ailleurs l'une des premières tentatives de composition de poésie révolutionnaire de type prolétarienne qui se fait l'écho de la lutte des classes dans un contexte qui interroge les possibilités d'existence même d'une culture prolétarienne, en marge de la culture bourgeoise dominante (Aznar Soler, 2010, p. 248).

Si à la fin du XIX^e et début du XX^e la poésie n'est poésie que dans la mesure où elle n'est pas traversée par autre chose (dont les valeurs éthiques), à partir des années 1930 on assiste à une valorisation de la poésie en tant qu'elle intègre l'éthique et se fait l'écho des tensions politiques et sociales que connaît le pays dans les années 1930. Pour bon nombre de poètes, l'art ne peut plus détourner les yeux de la situation politique : l'art peut (et pour certains, doit) embrasser certaines valeurs éthiques. La primauté donnée aux considérations esthétiques est en revanche perçue désormais révélatrice d'une attitude égoïste et mensongère, voire criminelle, de la part de l'artiste, comme le souligne Rosario del Olmo dans *La Libertad* (12-I-1934) :

La «torre de marfil» es muro desde donde se ametralla. La autonomía del arte, disculpa increíble. El artista que permanezca indiferente al dolor de esta época, erizada de contradicciones, no es sólo un egoísta [...]. Especulando con la belleza inmaterial, con la forma absoluta, engaña o anestesia. Sirve, desde luego, unos fines no siempre claros (cité par Cano Ballesta, 1996, p. 124).

La prise en compte du contexte historique est déterminante dans ce changement de perspective et explique ce revirement. La nécessité, ressentie désormais comme une évidence chez la plupart des écrivains républicains, de témoigner de la nouvelle réalité reconfigure l'antagonisme entre les termes « éthique » et « esthétique », en plaçant l'un

sous la tutelle de l'autre. S'il ne fait pas de doute que dans les années 1930 l'éthique, pour bon nombre de poètes qui ressentent la nécessité de mettre la poésie au service de valeurs politiques et morales, semble passer au premier plan, la guerre civile constitue le tournant définitif.

La guerre va, dans un premier temps, gommer en apparence l'antagonisme, tenter de réconcilier les deux termes, d'abord en mettant l'art au service des valeurs politiques – solution peu satisfaisante compte tenu de la durée du conflit –, puis en cherchant une troisième voie à travers un art qui tente de concilier les deux exigences. Ce qui était acceptable de manière ponctuelle, ne l'est pas dans la durée et si certains poètes sont prêts à subordonner les préoccupations esthétiques à l'exigence éthique de manière ponctuelle, ils ne peuvent y renoncer de manière définitive. L'éclatement de la guerre civile va donc mettre en pratique ce qui jusqu'à présent en était pour certains au stade de la théorie. Et pourtant, c'est pendant la guerre qu'il va y avoir chez certains poètes une volonté de théorisation de cet antagonisme, comme si la mise en pratique (le passage à l'acte) rendait nécessaire une théorisation sur les impératifs et des exigences esthétiques concernant la nature et la fonction de la poésie.

La guerre d'Espagne : une poésie instrumentalisée au service de l'éthique

La guerre d'Espagne marque un point d'inflexion dans une évolution qui avait commencé dans les années 1920. C'est à la fois le moment extrême d'un assujettissement de l'esthétique à l'éthique et le tournant. Car c'est durant la guerre que la bataille entre deux conceptions de la littérature et de l'art va véritablement se livrer parallèlement à la guerre qui oppose nationalistes et républicains (et aux oppositions à l'intérieur du camp républicain entre différents positionnements politiques et esthétiques).

Une conception de l'art utilitaire s'impose ainsi dans tous les domaines, comme le rappelle Ramón Gaya dans *El Mono Azul* (27-8-36) : « El sabio, el pensador, el artista, no pueden seguir siendo 'valores' aislados y decorativos. El pensador, el ideador verdadero, no trabajará ya más por lucimiento, por adorno, sino que pensará para que su pensamiento sea algo » (cité par Caudet, 1978, p. 15-16).

Avec l'éclatement de la guerre un certain nombre de poètes et intellectuels qui soutiennent la République s'agglutinent rapidement dans la Alianza de Intelectuales

para la Defensa de la Cultura créée fin juillet 1936 sous l'égide d'une culture menacée par la barbarie fasciste¹². Ils adhèrent également au Parti Communiste Espagnol ou deviennent « compagnons de route ». Bien que les poètes espagnols n'aient pas suivi à la lettre les préceptes de Moscou concernant l'art révolutionnaire, il ne fait pas de doute que l'adhésion au communisme pousse la plupart des poètes à privilégier l'éthique sur les considérations esthétiques, du moins dans un premier temps. Si le *romance* semble d'abord rallier le plus grand nombre de poètes, la durée du conflit va être à l'origine de la remise en question de la subordination de l'esthétique à l'éthique.

Comme le rappelle Nigel Denis, il faut distinguer deux moments dans la guerre civile : une étape « de combat » qui dure entre six et huit mois, durant laquelle la création est entièrement au service de la priorité qui consiste à gagner la guerre et où les exigences éthiques l'emportent largement sur les considérations esthétiques envisagées uniquement dans un souci d'efficacité. La deuxième étape commence au début de l'année 1937, et ouvre une réflexion qui réactualise le débat sur la place des exigences esthétiques en matière d'écriture (Denis, 1991, p. 575-587). C'est à partir du moment où le conflit s'installe dans la durée que le débat entre éthique et esthétique est érigé véritablement en antagonisme, certains écrivains refusant de sacrifier trop longtemps les exigences esthétiques, l'essence même de la poésie, aux besoins de la cause. La durée de la guerre va ainsi radicaliser les différents positionnements en ce qui concerne la relation entre éthique et esthétique, interroger la question de la qualité de l'art de guerre et remettre sur le devant de la scène les préoccupations esthétiques qui avaient été mises de côté dans un premier temps.

Durant les premiers mois de la guerre la poésie acquiert une dimension utilitaire : conçue comme arme, elle doit participer à la lutte avec les moyens qui sont les siens (le verbe) pour la défense de la liberté, de la justice, de la dignité humaine, de la fraternité face à la barbarie fasciste. Miguel Hernández l'énonce clairement dans *Viento del pueblo* dans le sous-titre du recueil « poesía en la guerra » : il ne s'agit pas pour le poète

¹² La « défense de la culture » de la part des poètes républicains s'érige contre la volonté de destruction de la culture proclamée par Enrique Suñer dans *Los intelectuales y la tragedia española* (1937) où il rend responsables les intellectuels de tous les maux de l'Espagne : « Los principales responsables de esta inacabada serie de espeluznantes dramas son los que, desde hace años, se llaman a sí mismos, pedantescamente, "intelectuales". Estos, los intelectuales y pseudointelectuales interiores y extranjeros, son los que, tenaz y contumazmente, año tras año, han preparado una campaña de corrupción de los más puros valores éticos, para concluir con el apocalíptico desenlace a que asistimos, como negro epílogo de una infernal labor antipatriótica que, por serlo, pretendía desarraigar del alma española la fe de Cristo y el amor a nuestras legítimas glorias nacionales » (cité par Aznar Soler, 2010, p. 415).

de se faire le porte-parole des exploits du peuple espagnol, mais d'intervenir directement dans le conflit à travers une parole forgée dans les tranchées qui participe de l'action guerrière. Ainsi, pour le sujet poétique de *Viento del pueblo* il n'y a plus de frontière entre littérature et histoire : « cantando espero a la muerte,/ que hay ruiseñores que cantan/ encima de los fusiles/ y en medio de las batallas » (Hernández, 1992, p. 67). Le rossignol, symbole par excellence de la poésie, doit également prendre part à la lutte contre la barbarie fasciste avec ses moyens.

Dans une conception de la poésie comme arme, le poète devient soldat, ce qui implique une dissolution du Moi dans un Moi collectif. La mise au second plan de l'individualité du sujet poétique devient une des caractéristiques de la poésie de la guerre d'Espagne, comme l'illustre le poème « Los cuatro batallones de choque » de Arturo Serrano Plaja :

Escuchadme camaradas:
Mi voz no es sólo mi voz,
Ni son todas las palabras
Que os dirijo solo mías.
A través de mi garganta
El pueblo entero es quien habla.

Tout concourt au ralliement des soldats dans un corps unique « Escuchadme, compañeros:/ en mi voz, mi voz no habla;/ es el Quinto Regimiento/ quien para vencer os llama » (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 23).

Mais il ne s'agit pas uniquement de l'énoncer. La poésie doit également se transformer pour devenir un instrument efficace de combat. Le romancillo « Canción de la Ametralladora » de Miguel Hernández est un chant à l'arme de destruction qui se confond avec le corps du soldat, lui-même métallisé comme l'avaient rêvé les avant-gardes. La rime en -a crée un effet mécanique, un rythme de « mitrailleuse », qui sans cesse répète le même schéma jusqu'à la détonation finale :

Sed la máquina pura
Que hago arder y girar;
La muralla de máquinas
De la frágil ciudad
Del sudor, del trabajo,
Defensor de la paz.
Y al que intente invadirla

De vejez, enturbiad
 Sus paredes con sangre,
 ¡ disparad (Hernández, 1992, p. 159) !

Comme l'a écrit Serge Salaün, le *romance* devient la forme privilégiée dans un premier temps et renoue avec la tradition épique espagnole. La régularité, qui rappelle les troupes de soldats, la binarité, les parallélismes insufflent de la puissance, imposent un ordre et recréent une tension et une vision du monde propices à engendrer l'épopée et à rendre la victoire possible (Salaün, 1985, p. 295). Serge Salaün a montré l'ampleur du phénomène qui regroupe des *poetas de oficio* restés en Espagne pour soutenir la république et des poètes anonymes, qui, pour certains, accèdent à ce moment à l'écriture. Le premier numéro de *El Mono Azul* contient un appel urgent à participer aux pages destinées à la poésie : « Se pide a todos los poetas antifascistas de España, anónimos y conocidos, que nos envíen inmediatamente su colaboración » (*El Mono Azul*, 1, 27-VIII-1936, p. 4). Les *romances* publiés dans la presse de manière systématique sont regroupés dans plusieurs anthologies. Citons *Romancero de la Guerra Civil*, une petite édition parue en 1936, éditée par le Ministerio de Instrucción pública y Bellas Artes et, de plus grande ampleur, *Romancero General de la Guerra de España*, publiée en 1937. Cette édition, accompagnée d'une préface de Rodríguez-Moñino met en avant la visée éthique qui habite le *Romancero*, né au nom de la justice sociale et de la liberté :

Severo, limpio, extensísimo a veces, el romance, que en los campos castellanos nació y que supo cantar la primera reconquista, hoy al cabo de mil años de aquel acontecimiento, resurge lleno de vigor y de lozanía para acompañar la gesta gloriosa de un pueblo que lucha por la independencia patria y por alcanzar las conquistas de un orden social más equitativo, más justo y más digno que el que se desmorona entre los cimientos de una civilización decadente (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 9).

La plupart des *romances* partagent un certain nombre de thématiques récurrentes dont le but est de servir la cause républicaine. De très nombreux poèmes font ainsi le récit de batailles. La plupart des poèmes témoignent d'une volonté d'insuffler du courage aux soldats et de rallier des forces. La forme régulière du *romance* produit par sa mécanique un élan qui, associé à des exclamations et des impératifs doit créer une dynamique de l'action. Les mémoires de Lister, souvent citées, évoquent l'effet

galvanisant que la récitation des poèmes avait sur les soldats, effet bien supérieur à toute autre forme de discours :

como materia combativa, explosiva, de reforzamiento de la moral de combate y de confianza en la victoria; de impulso para la realización de actos heroicos individuales y colectivos. Fue por esos días cuando me di plenamente cuenta de la inmensa fuerza de la poesía para despertar en el hombre todo lo que hay de mejor en él. Para empujarlo a superarse, para hacer de los hombres, héroes y de los héroes, héroes aún más grandes (Lister, 1977, p. 127).

La lutte contre le fascisme et la barbarie s'accompagne de l'emploi d'une rhétorique de l'urgence face à ce qui est perçu comme un véritable danger, comme dans le poème de José Herrera Petere intitulé « Alarma » axé sur la menace du fascisme, qui trouve sa personnification privilégiée dans la bête atroce : « Madrid, Madrid, a tus puertas/ a tus aires, a tus casas/ el negro hocico se acerca,/ la negra bestia amenaza./ ¡ Al combate madrileños!/ Los tiempos no son de calma » (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 24) ». La défense du territoire et des valeurs républicaines passe également par le dénigrement de l'ennemi, rabaissé, vaincu par la parole. La figure du traï(i)tre revient régulièrement, comme dans le célèbre *romance* « El traidor Franco » dans lequel José Bergamín joue avec le sens de l'adjectif « franco » qui évoque honnêteté, loyauté et l'oppose à la conduite du général homonyme, faisant de la trahison quelque chose d'inhérent à son être et à son identité :

¡Traidor Franco, traidor Franco,
tu hora será sonada!
Como una máscara el pueblo
te tira el nombre a la cara,
descubriendo la traición
que en tu nombre se amparaba (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 255).

À côté de cette poésie qui réduit et extermine l'ennemi par la parole, il y a également la poésie d'éloge qui célèbre les héros révolutionnaires et les mythifie en les insérant dans un paysage cosmique. Il s'agit de héros individuels, un des plus acclamés étant l'anarchiste Durruti, célébré dans de nombreux poèmes qui élaborent le récit de sa mort et en font un personnage mythique : « Mañana cuando a los mundos/ los alumbró un nuevo sol/ de libertad y cultura, – el sol que ayer no salió/ para no alumbrar el césped/ que de rojo se tiñó –/ les dirás que hubo un Durruti,/ que aunque cayó, no murió », lit-

on à la fin du poème que lui consacre l'anarchiste Antonio Agraz, repris dans le *Romancero* (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 45-46). Dans cet univers guerrier qui dessine les contours d'un monde plus libre et plus juste, on voit apparaître un autre ennemi : les *terratenientes* et capitalistes qui exploitent le paysan et l'ouvrier. Il y a dans la poésie du *Romancero* une valorisation de valeurs éthiques comme la fraternité, la justice et surtout la liberté : « – Hijo mío, en esta guerra/ se juega la libertad,/ y el que muere por ser libre,/ ¡ese no muere jamás! », lit-on dans un *romance* de Santos Soriano (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 289). Cependant cette poésie, qui cherche avant tout à s'associer à l'effort de guerre, n'est pas exempte d'une exigence esthétique visible dans la symétrie, l'harmonie, l'eurythmie, qui constituent des valeurs esthétiques classiques et qui sont mises au service de l'éthique.

Le corpus anarchiste mérite sans doute une mention à part. C'était, d'après Serge Salaün, le plus important durant la guerre d'Espagne et celui qui rassemble le plus de poètes anonymes, lesquels privilégient le plus souvent le *romance* car c'est la forme populaire par excellence, alors que les socialistes et les communistes finiront par privilégier d'autres formes¹³. À mi-chemin entre le poète populaire et le poète professionnel, le *coplero* s'adonne, depuis les pages des journaux anarchistes, à des chroniques journalistiques en vers (Salaün, 1985, p. 304-320).

Tout comme la poésie communiste, la poésie anarchiste peut se diviser entre, d'une part une poésie sur la guerre qui a pour objet le soldat ouvrier en lutte contre le fascisme et, d'autre part, une poésie qui s'inscrit dans une ligne anarchiste plus traditionnelle, où l'on retrouve les grands thèmes de la littérature anarchiste, en particulier les déshérités de la société, les victimes de l'histoire. Pour les anarchistes, l'art doit révéler les tares de la société. La guerre d'Espagne est l'occasion de mener à bien la Révolution, d'en finir avec la domination bourgeoise et capitaliste, d'instaurer un monde sans hiérarchie, où le seul lien social est le lien familial, noyau de toute société. Parfois les deux axes se rejoignent, comme dans le poème « Romance del mozuelo que fue a la guerra », signé

¹³ «La frecuencia de los sonetos es muy significativa. Los poetas socialistas parecen atraídos por formas y procedimientos retóricos de signo culto: su expresión de la epopeya reanuda espontáneamente con modalidades verbales y literarias percibidas como “nobles”. La poesía socialista, tal como aparece en el *Romancero*, no se sale del marco de la expresión burguesa, incluso (o sobre todo) cuando se inscribe en una corriente que se quisiera popular. La problemática de la ruptura está todavía muy lejos» (Salaün, 1985, p. 331).

par l'initiale J, dans lequel à la présence des armées ennemies s'ajoute celle du « bourgeois », traître de la révolution qui dissuade l'adolescent de se rendre sur le front :

El mozuelo va a la guerra
vestida de risa el alma,
risa de luz y rocío
en la mañana de plata.
El fusil, firme en el hombro.
«¡No vayas, niño! ¡No vayas!»
El pisar, fuerte y seguro.
«¡Mira, niño que te matan!»
El burgués, desde su miedo,
cobarde, le aconseja
consejos de cobardía,
que le abrasaban la cara.
El mozuelo va a la guerra
vestida de risa el alma.
Pasados los parapetos
la muerte, exacta, esperaba (Salaün, 1971, p. 248).

L'intervention du bourgeois s'accompagne d'une rupture dans la rime et casse le système de l'assonance en a-a, comme si sa présence et ses conseils étaient en décalage avec le monde de l'adolescent qui, par sa mort, contribue à l'édification d'une nouvelle ère. Ainsi, le bourgeois qui empêche l'adolescent d'aller combattre apparaît comme l'obstacle interne à la lutte.

À côté des soldats ennemis, des *terratenientes* et des bourgeois, il y a également, dans la poésie anarchiste, la figure de l'intellectuel, compagnon de route ou membre du parti communiste, qui constitue aussi une présence ennemie dans le camp républicain. Le poète Rafael Alberti devient une des cibles préférées. Serge Salaün reproduit dans son ouvrage quelques poèmes anarchistes écrits contre Alberti à qui on reproche un engagement perçu comme faux, ainsi que son attachement à des considérations esthétiques, comme dans le *romance* de Agraz, « ¡Ay, que se van los poetas ! » (*CNT*, 3-3-37) qui met en avant la vacuité de son message poétique réduit à de simples notes musicales :

Alberti se fue de España,
no sé cuándo volverá.
Si la mi do re la mi do
si la sol mi re do fa (Salaün, 1985, p. 319).

Un autre poème composé par Nobruzán s'en prend au formalisme du poète et consiste en une parodie gongorine dans laquelle l'adjectivation sert la dimension sonore au détriment du message qui devient incompréhensible : « Primer lapso. Manojó de rimas num.1 de la serie A (Dedicado al eximio poeta modernoso Rafael Alberti » (*Castilla Libre*, 20-10-38) :

Las híbridas carátulas, funámbulas,
translúcidas, jocundas, flevilinas,
carcajeaon (diapasón abúlico),
ante lo abundantoso de las rimas... (Salaün, 1985, p. 319).

On reproche aux « poètes intellectuels » de faire une poésie asservie aux critères esthétiques, complètement coupée du réel.

Dans la poésie anarchiste la figure de l'intellectuel devient ainsi une cible constante. Dans un *romance* de José García Pradas intitulé « El Espantajo » paru en juin 37 dans *CNT*, on trouve une satire du poète « intellectuel » qui tout en adhérant à la cause privilégie dans sa poésie la dimension esthétique et un héritage littéraire classique coupé des problématiques sociales qui accablent l'homme :

Esto dicho, despreció
el tema politiquero,
para meterse en las églogas
de endecasílabos lentos,
y el campo lleno de Dianas,
Amarilis y Mirenos,
Florindas y Nemorosos,
Fléridas y Polifemos (Salaün, 1971, p. 128-129).

La satire porte sur l'intellectuel uniquement soucieux de la tradition littéraire et de la beauté formelle qui perçoit la réalité seulement à travers le filtre de la littérature.

Cependant la question de l'antagonisme entre éthique et esthétique n'est pas si simple dans le cas de la poésie anarchiste. Si l'art, et également la poésie, sont pour les anarchistes un instrument de lutte sociale au service de la Révolution et du combat contre le fascisme, il s'agit également d'un phénomène social qui doit exprimer les aspirations et la sensibilité de la collectivité (Litvak, 1981, p. 287)¹⁴. Cette poésie qui se

¹⁴ L'esthétique anarchiste, pour reprendre les termes de Lily Litvan, « abarca extremos aparentemente distanciados; exalta el individualismo, pero se siente, al mismo tiempo, portadora de la sensibilidad

veut « éthique », porteuse de valeurs morales et politiques (égalité, fraternité, justice) contient également une visée esthétique dans la valorisation d'une écriture qui accède également aux sommets de la beauté, privilège des classes dominantes. Il y a donc également une aspiration à la beauté dans la mise en scène de la grandeur du peuple, à travers un langage qui, comme le souligne Serge Salaün, est perçu comme émotion, comme vibration et non uniquement comme technique (Salaün, 1985, p. 316). Les anarchistes privilégient ainsi le concept de l'art-émotion face au besoin de théoriser qui caractérise notamment à partir de 1937 une partie des poètes communistes espagnols réunis autour de la revue *Hora de España* qui affiche, dès sa parution, un nouveau souci formel et esthétique qui avait été mis au second plan au début de la guerre.

Sortir de la vassalité : l'autonomie d'un art engagé

D'après Francisco Caudet, le premier indice du retour à des préoccupations esthétiques se manifeste très tôt dans le numéro inaugural de la revue de la Alianza de Intelectuales Antifascistas *El Buque Rojo* publiée à Valence, le 3 de décembre 1936, à travers un appel à « la dignité artistique » (Caudet, 1978, p. 43-44)¹⁵. Mais le retour en force des considérations esthétiques comme critère fondamental de l'écriture poétique est perceptible dans l'opposition entre deux anthologies publiées en 1937 à l'occasion du Second Congrès International des Écrivains pour la Défense de la Culture tenu à Valence en juillet 1937, dont les secrétaires sont Juan Gil-Albert, Emilio Prados et Arturo Serrano Plaja. C'est à cette occasion que fut édité le *Romancero General de la Guerra de España* qui regroupe un grand nombre de *romances* parus dans la presse (en particulier dans la section « Romancero de la guerra » de *El Mono azul*). Les poèmes qui intègrent ce *Romancero* sont tous dans la même ligne : une poésie guerrière soucieuse de combattre l'ennemi et de participer au mouvement qui mène à la victoire. Comme le souligne Rodríguez-Moñino dans l'introduction, il n'y a pas de distinction à faire entre les différents textes : ils forment un même ensemble animé par la lutte contre

colectiva. Sus premisas enlazan con la ética; el anarquista otorga al arte una misión moral-social ineludible; debe revelar a la vez las llagas de la sociedad capitalista, pero dejar vislumbrar con optimismo el grandioso futuro humano. La estética ácrata gira en torno de las relaciones del hombre con la realidad, y especialmente al considerar el arte como forma específica de la conciencia social (Litvak, 1981, p. 287).

¹⁵ Voir l'éditorial de la revue (cité par Caudet, 1978, p. 43-44) : «*El buque rojo* aspira a presentarse con la dignidad artística y literaria que han alcanzado los artistas y poetas de siempre cuando, al sincerarse con honda humanidad y modestia, han logrado comunicar con el pueblo o revelar al pueblo sus propios anhelos».

le fascisme¹⁶. Mais, parallèlement, une autre anthologie très différente est préparée comme cadeau pour les délégations étrangères par la rédaction de *Hora de España: Poetas en la España leal*¹⁷. Cette dernière réunit uniquement onze poètes, tous *poetas de oficio*, proches de la revue *Hora de España*: Antonio Machado, Rafael Alberti, Manuel Altolaguirre, Luis Cernuda, Juan Gil-Albert, Miguel Hernández, León Felipe, José Moreno Villa, Emilio Prados, Arturo Serrano Plaja et Lorenzo Varela¹⁸. Une des principales différences par rapport au *Romancero* tient au fait qu'elle contient très peu de *romances*. Le texte qui figure en introduction donne quelques pistes sur la manière dont cette dernière anthologie fut envisagée. On y voit une volonté de mettre en avant les grands noms des poètes qui écrivaient en Espagne dans les années 1920 et 1930 et avaient contribué à l'essor fabuleux de la poésie espagnole, et de les différencier de la poésie du *Romancero*, justifiée comme une étape nécessaire désormais révolue. La poésie aspire désormais à renouer avec son héritage et à le transmettre :

Y en este medio singularmente aciago, en que los hombres vierten nuevamente su sangre para la consecución de una realidad de justicia, ¿ qué ha sido de los poetas españoles, de todo ese brillante movimiento espiritual que desde comienzos de siglo venía derramando una luz propia sobre la intensa vida europea ? Alguien ha dicho desde las páginas de un periódico catalán que ni uno sólo ha desertado de su puesto, y que dos de ellos – dos primeros poetas – caídos en el campo de nuestros contrarios, han sufrido una muerte de distinto dramatismo, pero igualmente reveladora. No cabe duda de que la poesía, en la contienda que nos divide y enfrente, se ha inclinado del lado de los grandes sueños humanos, que es el mismo campo de las excelsas realizaciones poéticas. Un mismo fervor agrupó en el momento angustioso de un pueblo sorprendido, a todos los nombres que venían significando en España una limpia tradición de belleza. Aun aquellos cuyos versos expresan la más ardiente o afinada modulación de un idioma y el esplendor espiritual de una raza en sus últimas ramificaciones personales, los que pudieron ser llamados puros o solitarios, estaban dignamente en el lugar que les correspondía, ya que la misma distinción de su obra, la señala como incompatible con esa especie de barbarie culta y organizada que pretende ser el fascismo. Ya en los primeros días de la sublevación militar, se supo que Juan Ramón Jiménez,

¹⁶ «No se busque, pues, en este libro lo que deliberadamente está fuera de él: predominio de tal o cual partido, de esta o la otra fuerza de las que integran el Frente Popular, y mucho menos afanes de agotar la materia» (Rodríguez-Moñino, 1937, p. 12).

¹⁷ Pour plus de précisions sur le contexte de publication de cette anthologie, voir le texte de Manuel Aznar Soler « Poesía, guerra y revolución » qui accompagne l'édition fac-similée (Renacimiento, 2007) qui reproduit la publication de Ediciones Españolas de 1937.

¹⁸ Une note à la fin de l'anthologie justifie l'absence de Juan Ramón Jiménez et de Vicente Aleixandre : «Por no haber podido comunicar hasta ahora con Juan Ramón Jiménez, su nombre no figura aquí junto al de Antonio Machado. En cuanto a Vicente Aleixandre, enfermo en Madrid, ha tenido que suspender su labor literaria y con ella el poema que dedicaba a esta colección» (Antonio Machado *et alii.*, 2007, p. 155).

cuya huella fresca e indeleble está en toda la joven poesía española, tomaba a su cuidado a once niños huérfanos hasta que hubo de salir para la Habana enviado por el Gobierno de la República (Antonio Machado *et alii.*, 1937, p. 8-9).

Juan Ramón Jiménez, le représentant de la poésie pure, l'esthète par excellence est invoqué pour rappeler que la poésie la plus esthétisante se situe également du côté de la République. L'anthologie *Poetas en la España leal* marque ainsi un retour vers des considérations esthétiques qui avaient été mises de côté pendant les premiers mois de la guerre. La présentation des poètes à la fin de l'introduction met l'accent sur le parcours de chacun, soulignant leur originalité, alors que le principe du *Romancero* était précisément la non-distinction entre poètes :

Los malagueños Moreno Villa, de un tono personal e íntimo, aportador a la poesía de elementos desdeñados hasta entonces por su pretendida falta de lirismo; Prados, preocupado antes que ningún otro por el problema social en torno a la poesía, y el primero en utilizar las viejas formas del romance, para llenarlo de un contenido actual y dramático; y Altolaguirre, de inspiración espontánea y graciosa. Los sevillanos Aleixandre, que ha escrito libros intensos y de una gran elegancia formal; y Cernuda de asombrosa sensibilidad, cuyos poemas poseen la belleza natural del agua, el bosque o los cuerpos desnudos. Por último, el gaditano Alberti, el más popular de todos ellos, ligero unas veces, surrealista más tarde, satírico oregonador revolucionario, casi siempre, supremo de gracia creadora (Machado *et alii.*, 1937, p. 9-10).

Le souci de la dimension esthétique de la poésie est évident : les aspects techniques, la beauté et l'élégance formelle sont valorisés comme source de création même chez les poètes les plus politisés comme Rafael Alberti, chez lequel la dimension révolutionnaire tient autant au contenu politique qu'à la « grâce créatrice ». À travers cette anthologie, on souhaite promouvoir une certaine image de la poésie espagnole qui allie parfaitement l'exigence éthique et les aspects esthétiques. Si le *Romancero* rassemble la voix du peuple espagnol qui se défend et se bat, la publication de *Poetas en la España leal* correspond à un projet bien différent : une entreprise publicitaire pour les poètes prestigieux des années 1920 et 1930 restés en Espagne pour soutenir la République qui voulaient se démarquer des poètes du *Romancero* et offrir au monde entier une autre image de la poésie espagnole dans la continuité des années 1920 et 1930. Aux côtés d'Antonio Machado, qui ouvre la sélection, et des poètes qui écrivaient avant la guerre, surgit la nouvelle génération avec Gil-Albert, Serrano Plaja, Hernández et Varela à propos desquels on lit : « los que representan la continuidad de una poética española

desenvocada en zonas donde las nuevas inquietudes humanas tratan de expresarse a través de sus contradicciones inherentes sometidas al orden, que hoy, como siempre, sigue reclamando el arte, de sus cultivadores» (Machado *et alii.*, 1937, p. 10). L'anthologie recrée une lignée entre les poètes, et assure une continuité qui est avant tout esthétique, non rompue par la guerre. Elle révèle ainsi une génération ininterrompue de poètes nourris à un même héritage et qui, ponctuellement, pour des raisons évidentes, s'adonnent à une poésie qui a pour thématique la guerre, mais sans abandonner l'exigence esthétique :

Son los poetas que encabezan el Romancero Popular, que ellos mismos han recitado ante su pueblo en los días más duros y hostiles de la contienda. Hoy, y en esta colección no son sus romances lo que ofrecemos al público, sino sus poemas de la guerra y la revolución escritos en la atmósfera febril española, y más impresionante por tanto, dada la forma de dignidad humana con que se expresan unos sentimientos heridos, unos corazones agitados, unos ojos atónitos ante la inmensa calamidad caída bruscamente sobre el pueblo español. La confianza en el porvenir, ilumina muchas de estas palabras de dolor y de ímpetu (Machado *et alii.*, 1937, p. 11).

La loyauté manifestée par les poètes à l'Espagne républicaine est également une revendication de l'attachement à l'héritage poétique des années 1920 et 1930¹⁹. La revue *Hora de España* constitue sans aucun doute le vecteur d'un retour à des exigences esthétiques dans le domaine de l'art et de la poésie en particulier, sans toutefois laisser de côté la défense de la cause républicaine. Tous les numéros sont précédés d'une page où l'on peut lire sous la rubrique « Ensayo, poesía, crítica » la devise « Al servicio de la causa popular ». Il s'agit, d'après Aznar Soler, de la revue la plus importante du point de vue de la qualité littéraire publiée dans l'Espagne républicaine (Aznar Soler, 2010, p. 469). Le « but littéraire » est affiché dès le numéro inaugural : « (el) objetivo literario (de) reflejar esta hora precisa de revolución y guerra civil » (AA. VV., 1937, p. 5).

¹⁹ Dans une note publiée dans le numéro 8 de *Hora de España*, Luis Cernuda insiste de nouveau sur le sens de l'anthologie : « No es que se trate solamente de un conjunto de poesías de guerra; no. Se trata, al mostrar la continuidad en el trabajo de cada uno de nuestros poetas en estos terribles días, de dar a conocer cómo cada uno de ellos expresa hoy la trágica realidad » (Cernuda, 1937, p. 73). Cernuda procède à une présentation des poètes dans laquelle il insiste sur leur exigence esthétique, sans hésiter à rappeler d'anciennes influences gongorines, comme dans le cas de Juan Gil-Albert : « Gil-Albert había publicado, hace poco más de un año, un libro de bellísimos sonetos, donde un claro sentido de la naturaleza iba expresando con voz de clásico abolengo, en la que se percibía, a veces, un dejo de Góngora y de Mallarmé » (Cernuda, 1937, p. 74).

Dans le texte intitulé « Propósito » qui accompagne ce premier numéro, la revue revendique le fait d'être une revue de « réflexion », à dimension internationale :

Es cierto que esta hora se viene reflejando en los diarios, proclamas, carteles y hojas volanderas que día por día flotan en las ciudades. Pero todas esas publicaciones que son en cierto modo artículos de primera necesidad, platos fuertes, se expresan en tonos agudos y gestos crispados. Y es forzoso que tras ellas vengan otras publicaciones de otro tono y otro gesto, publicaciones que, desbordando el área nacional, puedan ser entendidas por los camaradas o simpatizantes esparcidos por el mundo, gentes que no entienden por gritos como los familiares de casa, hispanófilos, en fin, que recibirán inmensa alegría al ver que España prosigue su vida intelectual o de creación artística en medio del conflicto gigantesco en que se debate (AA. VV., 1937, p. 5-6).

C'est dans les pages de *Hora de España* que va se mener une importante campagne contre le *romance* jugé mécanique, facile et complètement désuet, comme l'indique Serge Salaün (Salaün, 2008, 293-310). Dès le 1er numéro, en janvier 1937, un article de Rosa Chacel intitulé « Cultura y pueblo » s'en prend aux *romances* considérés inadaptés et anachroniques : « una brigada motorizada no puede recitar su gesta en romance sin convertirse en el monstruo de anacronismo más anfibio. Esto no admite discusión : el romance y el pentamotor no pueden coexistir en una hora » (Chacel, 1937, p. 19). Dans le troisième numéro, Manuel Altolaguirre cite une conférence prononcée par Gil-Albert qui signe la fin des *romances* jugés trop répétitifs :

La guerra, convirtiendo al poeta en juglar, le ha conferido por unos meses el don del anónimo; es el momento español en que el romance de monótona música y tristes acentos va a ser oído sobre un hervidero humano que adivina quizás en la anécdota narrada por el octosílabo puro y sencillo una herencia de siglos... Esta fase de guerra romanceada ha expirado ya (Altolaguirre, 1937a, p. 62).

Dans le numéro 18, c'est Benjamin Jarnés qui souligne l'incapacité du *romance* à être en prise directe avec l'actualité : « ¿Cómo escribir un romance dedicado a lo acontecido hoy mismo? Porque el juglar tiene ahora delante la cruda verdad, y la cruda verdad no es la mejor fuente de romances. [...] No hay modo de escribir romances *sobre el terreno*, frente al héroe » (Jarnés, 1938, p. 63-64).

Dans un article paru en juillet 37, intitulé « La adhesión de los intelectuales a la causa popular », Andrés Sánchez Barbudo réclame un « art de qualité » et réagit à des écrits de Guillermo de Torre qui critique l'art communiste et s'inquiète que l'adhésion

des intellectuels républicains au communisme puisse affecter la qualité de leur art (Sánchez Barbudo, 1937, p. 70-75). Tout en considérant que l'art écrit dans le feu de l'action n'est pas dépourvu de beauté, Sánchez Barbudo en appelle à un art qui concilie éthique et esthétique. La revue *Hora de España* réclame depuis ses pages un art qui, sans renoncer à la quête esthétique, ne s'abaisse pas. Dans un article sur Picasso, Ramón Gaya défend un art difficile, non accessible et néanmoins du côté de la cause : « Lo he dicho otras veces. Para que un artista esté con el pueblo y trabaje por la causa popular no es imprescindible que el pueblo entienda o guste su obra » (Gaya, 1937, p. 27). Il ajoute « Y no se piense que definiendo aquí un arte difícil, sino tan sólo y simplemente el arte, eso sí, con todas sus propiedades naturales, con todo lo que de difícil encierra, con toda la dificultad que le caracteriza » (Gaya, 1937, p. 30).

La campagne contre les *romances* finit même par toucher Miguel Hernández qui avait continué à en écrire tout au long de la guerre. Pour Altolaguirre, Hernández tombe souvent dans la simple propagande : « No. Tú sabes que no. Comprendo que en un momento de delirio escribamos cosas por el estilo. El potro, el aire, el trimotor, el trigo: la locura. Pero tú sabes como yo que eso no es poesía de guerra, ni poesía revolucionaria, ni siquiera versificación de propaganda » (Altolaguirre, 1937b, p.77), écrit-il. Ramón Gaya, dans un autre article, est encore plus virulent envers Miguel Hernández, qu'il considère un simple producteur de vers « su mano de versificador tan tremendamente fácil que a formar a veces infinidad de versos, no ya sin contenido alguno, sino sin nada, sin palabras siquiera, tan sólo con sílabas y acentos ». Gaya reproche précisément aux poèmes d'Hernández l'émotion qui est selon lui néfaste à la création :

Es Miguel Hernández uno de los poetas que más plenamente ha vivido el peligro y la intemperie de esta guerra. Conoce, pues, todo su alcance trágico, aunque también sin duda esa gozosidad de sufrir por una causa muy noble. Sus poemas de ahora tienen, han de tener fatalmente, rasgos, signos, gritos muy verdaderos. ¿Es esto bastante? No sé si la primera verdad, si la emoción primera puede ser en arte definitiva verdad. Creo que no (Gaya, 1938, p. 50).

Après la rhétorique de l'urgence et le besoin de combattre l'ennemi par des mots, s'impose le besoin de théoriser et de revenir sur le statut, la nature et la fonction de l'art, à un moment où nombreux sont ceux qui mettent en doute la qualité de la poésie de

guerre²⁰. Le Second Congrès des Écrivains pour la Défense de la Culture tenu à Valence en juillet 1937 est également l'occasion pour les *poetas de oficio* de marquer ce retournement par le biais de la « Ponencia colectiva » lue par Arturo Serrano Plaja et signée par Antonio Sánchez Barbudo, Angel Gaos, Antonio Aparicio, Arturo Serrano Plaja, Arturo Souto, Emilio Prados, Eduardo Vicente, Juan Gil-Albert, José Herrera Petere, Lorezo Varela, Miguel Hernández, Miguel Prieto et Ramón Gaya. Le texte de la « Ponencia colectiva » se veut sous le signe du rassemblement dans un camp républicain de plus en plus scindé autour d'une littérature révolutionnaire qui ne renonce pas à l'exigence esthétique²¹. Le texte revient sur les contradictions qui touchent à l'époque la création artistique :

Una serie de contradicciones nos atormentaban. Lo puro, por antihumano, no podía satisfacernos en el fondo ; lo revolucionario, en la forma, nos ofrecía tan sólo débiles signos de una propaganda cuya necesidad social no comprendíamos y cuya simpleza de contenido no podía bastarnos. Con todo y por instinto tal vez, más que por comprensión, cada vez estábamos más del lado del pueblo (Serrano Plaja *et alii.*, 1937, p. 87).

Tout en rejetant l'art pour l'art, les auteurs de la « Ponencia colectiva » refusent également l'art révolutionnaire perçu comme insuffisant et mettent en avant le besoin d'une troisième voie entre l'abstraction et le symbole. Ils tentent ainsi de dépasser le clivage entre éthique et esthétique à travers la recherche d'un art véritablement révolutionnaire, dans lequel l'exigence artistique ne peut être assujettie à une cause politique :

El arte abstracto de los últimos años nos parecía falso. Pero no podíamos admitir como revolucionaria, como verdadera, una pintura, por ejemplo, por el solo hecho de que su concreción estuviese referida a pintar un obrero con el puño levantado, o con una bandera roja, o con cualquier otro símbolo, dejando la realidad más esencial sin expresar (Serrano Plaja *et alii.*, 1937, p. 87)

Après 1937 il paraît évident, pour les poètes de *Hora de España*, que la poésie ne peut demeurer dans la durée vassale de la politique. Les auteurs de la « Ponencia

²⁰ La question de l'engagement fut traitée dans de nombreux discours par les écrivains invités des différentes délégations. Pour plus de précisions, voir Aznar Soler, 2010, p. 766-774.

²¹ Pour une étude détaillée des enjeux de cette ponencia, voir Klaus Meyer-Minnemann, Ana Luengo, Daniela Pérez y Effinger, «La ponencia colectiva (1937) de Arturo Serrano Plaja: una toma de posición literaria y política en la guerra civil», *Revista de Literatura* (CSIC), LXV, 130, 2003, p. 447-470.

colectiva » réclament un art qui, sans renoncer aux exigences esthétiques et à la technique, intègre à la fois la réalité, le collectif et la sensibilité individuelle : un art réconciliateur et intégrateur de toute une série de paramètres perçus comme opposés, en particulier l'intime et la réalité objective :

Nosotros declaramos que nuestra máxima aspiración es la de expresar fundamentalmente esa realidad, con la que nos sentimos de acuerdo poética, política y filosóficamente. Esa realidad que hoy, por las extraordinarias dimensiones dramáticas con que se inicia, por el total contenido humano que ese dramatismo implica, es la coincidencia absoluta con el sentimiento, con el mundo interior de cada uno de nosotros (Serrano Plaja *et alii.*, 1937, p. 89).

Cet art révolutionnaire, qui réunit l'intime et le collectif, qui concilie l'exigence éthique et les aspirations esthétiques, serait le fondement d'une nouvelle culture profondément humaniste²².

Les termes sur lesquels se fonde l'antagonisme entre éthique et esthétique ne sont qu'une formulation possible (parmi d'autres) d'un questionnement polymorphe souvent vaste et complexe. L'évolution de cet antagonisme pendant le premier tiers du XX^e siècle révèle le passage de deux notions qui semblent ne pas être en rapport (pour les partisans de l'art pour l'art) à une tension entre les deux notions (dans les années 1920 et 1930 un rapprochement semble possible) à, pendant la guerre, une mise sous tutelle de l'esthétique par l'éthique qui sera, pour certains, essentielle, pour d'autres, occasionnelle et qui poussera certains poètes à envisager l'existence d'un art vraiment révolutionnaire aussi bien dans ses aspirations esthétiques qu'éthiques. Cet antagonisme est également révélateur du fossé entre, d'une part, les poètes anonymes et spontanés issus de milieux populaires (portés par le courant du *Romancero*), les poètes anarchistes, toujours fidèles au *romance* et, d'autre part, les *poetas cultos*, *poetas de oficio*, affiliés pour la plupart au PCE ou compagnons de route, lesquels après un premier ralliement au *romance* en appellent à un art qui, tout en embrassant la révolution, renoue avec l'exigence esthétique de la poésie des années 1920 et 1930.

²² « La revolución no es solamente una forma, no es solamente un símbolo, sino que representa un contenido vivísimamente concreto, un sentido del hombre, absoluto, e incluso unas categorías, perfectamente definidas como puntos de referencia de su esencialidad. Y así, para que un arte pueda llamarse, con verdad, revolucionario, ha de referirse a ese contenido esencial, implicando todas y cada una de esas categorías en todos y cada uno de sus momentos de expresión; porque si no, hay que suponer que el concepto mismo de revolución es confuso y sin perfiles y sin perfiles y sin un contenido riguroso » (Serrano Plaja *et alii.*, 1937, p. 88).

L'opposition entre le *Romancero General de la Guerra de España* et l'anthologie *Poetas en la España leal* est symptomatique de l'antagonisme qui a opposé *El Mono Azul* et la rédaction de *Hora de España*. Si la poésie de guerre est inégale, il ne faut pas pour autant réduire l'époque des romances à une parenthèse malheureuse. Cette poésie était nécessaire et s'était imposée comme une évidence. Outre la valeur historique indéniable de ce corpus, la poésie des romanceros constitue, comme le rappelle Serge Salaün, un patrimoine culturel d'une immense richesse (Salaün, 2008, p. 293-310).

BIBLIOGRAPHIE

- AA. VV., 1937, «Propósito», *Hora de España*, t. I, janvier, p. 5-7.
- ALBERTI, Rafael, 2003, *Poesía II*, Barcelona, Seix Barral, p. 47-75.
- ALTOLAGUIRRE, Manuel, 1937a: «“Lo que Solana y Souto pueden ser” y “El poeta como juglar de guerra”», conferencias por Ramón Gaya y Juan Gil-Albert en la exposición del Libro Antifascista», in *Hora de España*, mars, t. III, p. 61-62
- ALTOLAGUIRRE, Manuel Altolaguirre, 1937b, «Noche de Guerra (De mi diario)», in *Hora de España*, mai, t. V, p. 67-78.
- AZNAR SOLER, Manuel, 2010, *República Literaria y Revolución (1920-1939)*, Sevilla, Renacimiento.
- — 1990, « El Partido Comunista de España y la literatura 1931-1936 », in *Peuple, mouvement ouvrier, cultura dans l'Espagne contemporaine*, Saint-Denis, PUV, p. 289-302.
- BLANCH, Antonio, 1976, *La poesía pura española: conexiones con la cultura francesa*, Madrid, Gredos.
- BAUDELAIRE, Charles, 1976, « Notes nouvelles sur Edgar Poe », *Œuvres complètes*, II, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, p. 319-337.
- CANO BALLESTA, Juan, 1996, *La poesía española entre pureza y revolución*, Madrid, Gredos.
- — 1994, «Poesía de la guerra civil: dos retóricas de un enfrentamiento», in *Las estrategias de la imaginación. Utopías literarias y retórica política bajo el franquismo*, Madrid, Siglo XXI, p. 57-83.
- CAUDET, Francisco (éd.), 1978, *Romancero de la guerra civil*, Madrid, Ediciones de la Torre.
- CERNUDA, Luis, 1937, «Poetas en la España Leal», in *Hora de España*, août, t. VIII, p. 73-75.
- CHACEL, Rosa, 1937, «Cultura y pueblo», in *Hora de España*, janvier, t. I, p.14-22.
- DIEGO, Gerardo, 1959, *Poesía española contemporánea (1901-1934). Antología*, Madrid, Taurus.
- GARZANTI (coord.), 2002, *Encyclopédie de la philosophie*, Paris, Bibliothèque Générale Française.
- GAUTIER, Théophile, 2017, « Préface », *Mademoiselle de Maupin, Œuvres complètes*, Tome 1, Paris, Honoré Champion, p. 71-122.
- GAYA, Ramón, 1938, «Divagaciones en torno a un poeta: Miguel Hernández», in *Hora de España*, mai, t. XVII, p. 43-51.

- — 1937, «España, Toreadores, Picasso», in *Hora de España*, octubre, t. X, p. 27-33.
- HERNÁNDEZ, Miguel, 1992, *Viento del pueblo*, Madrid, Cátedra.
- JARNÉS, Benjamín, 1938, «Nuevos romances», in *Hora de España*, juin, t. XVIII, p. 63-66.
- LE BIGOT, Claude, 1997, *L'encre et la poudre*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- LISTER, Enrique, 1977, *Memorias de un luchador. I. Los primeros combates*, Madrid, G. del Toro.
- LITVAK, Lili, 1981, *Musa Libertaria. Arte, literatura y vida cultural del anarquismo español (1880-1913)*, Barcelona, Antoni Bosch.
- MACHADO, Antonio *et alii.*, 1937, *Poetas en la España leal*, Madrid-Valencia, Ediciones Españolas, [reedición facsimilar, Sevilla, Renacimiento, 2007].
- NIGEL, Dennis, 1991, «Creación y compromiso en la poesía de la guerra civil española», in *Revista Canadiense de Estudios Hispánicos*, printemps, t. XV, n° 3, p. 575-587.
- PRADOS, Emilio, 1999, *Poesías Completas*, vol. I, Madrid, Visor.
- — 1975, *Poesías Completas*, vol. I, México, Aguilar.
- RODRÍGUEZ-MOÑINO, Antonio (éd.), 1937, *Romancero General de la Guerra de España*, Madrid-Valencia, Ediciones Españolas.
- SÁNCHEZ BARBUDO, Andrés, 1937, «La adhesión de los intelectuales a la causa popular», in *Hora de España*, juillet, t. VII, p. 70-75.
- SALAÜN, Serge, 1985, *La poesía de la guerra de España*, Madrid, Castalia.
- — 2008, «Romances y romanceros de la guerra», in AZNAR SOLER Manuel, BARONA Josep L. et NAVARRO Javier (coords.), *València, Capital cultural de la República (1936-1937)*, Valencia, PUV/SECC, p. 293-310.
- SERRANO PLAJA, Arturo, *et alii.*, 1937, «Ponencia colectiva», in *Hora de España*, août, t. VIII, p. 81-95.
- TOLSTOÏ, León, 1964, « Discours prononcé à la Société des Amis de la Littérature Russe (1859) », in *Écrits sur l'art*, édition de Lubomir Radoyce, traduction de Maya Minoustchine, Paris, Gallimard, p. 67-68.
- VALÉRY, Paul, 1957, « Poésie pure. Notes pour une conférence », *Variété, Œuvres*, Tome I, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, p. 1456-1463.

**DE «MONUMENTOS VENERABLES» A «BALUARTES DE LA INTOLERANCIA»:
CONFRONTACIONES CONCEPTUALES SOBRE EL PATRIMONIO NACIONAL EN
ESPAÑA (1833-1844)**

Ainhoa GILARRANZ IBÁÑEZ
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
CREC (EA 2292)

Resumé

Le désamortissement de Juan Álvarez Mendizábal a lancé un débat sur ce qu'avait été définie par patrimoine national entre les Académiciens des Beaux-Arts et les fonctionnaires de l'Etat libéral. Alors que les artistes ont critiqué l'effondrement des couvents, les fonctionnaires de l'Etat ont pris cette mesure comme un acte patriotique. Cet article étudie les discours proposés par les acteurs politiques et culturels dans la formation du patrimoine artistique et le rôle qu'ils ont donné au gouvernement et aux structures étatiques sous sa protection. Mots-clés : désamortissement – patrimoine – couvents – XIX^e siècle – État-nation

Resumen

La desamortización de Juan Álvarez Mendizábal inició un debate sobre lo entendido como patrimonio nacional entre los Académicos de las Bellas Artes y los funcionarios del Estado liberal. Mientras los artistas criticaban el derrumbe de los conventos; por parte de los funcionarios estatales la medida se tomó como un acto patriótico. Este artículo estudia los discursos propuestos por los agentes políticos y culturales en la formación del patrimonio artístico y el papel que otorgaron al Gobierno y a las estructuras estatales en su protección.

Palabras clave: Desamortización – patrimonio – conventos – siglo XIX – Estado-nación

Abstract

In disentanglement of Juan Álvarez Mendizábal began a discussion about the sense of national heritage between the academics of arts and the civil servants. While the artists criticized the demolition of the convents, by the state officials the measure was taken as a patriotic act. This article analyses the discourse of politics and cultural agents in the construction of meaning of historical heritage and the role of State in the protection of national patrimony.

Keywords: disentanglement – heritage – convents – 19th century – State-nation

Al poco tiempo de llegar a España, José Bonaparte decidió expropiar parte de los bienes artísticos de la Iglesia con el objetivo de fundar un museo de pinturas en Madrid. El

gobernante aseguraba rescatar y poner a disposición del gran público un conjunto de piezas artísticas que hasta entonces se encontraban encerradas en los claustros¹. Pero este no era su único fin; por otro lado, parte de los bienes enajenados serían enviados a Francia para formar parte de la colección que Napoleón Bonaparte estaba organizando en las dependencias del Louvre.

La actuación desamortizadora del *rey intruso* puso en peligro el devenir de innumerables objetos artísticos pero no fue la única a lo largo del siglo XIX (Antigüedad del Castillo-Olivares, 2010). Los gobiernos liberales utilizaron esta práctica en varias ocasiones a lo largo de la centuria; la enajenación del patrimonio eclesiástico y su paso a los fondos del Estado abrió el debate sobre la salvaguarda de estas piezas artísticas y sobre el papel de la administración estatal y del Gobierno en su protección.

Después del reinado bonapartista, un nuevo proceso desamortizador se puso en marcha durante el Trienio liberal. Durante el periodo de 1820 a 1823 se enajenaron los bienes de la extinguida Inquisición Española junto a la expropiación de los conventos pertenecientes a las órdenes de los Benedictinos, Jerónimos, Cartujos y Basilios². Su patrimonio pasaba a formar parte del tesoro del Estado con el argumento de liberar el mayor número de tierras posibles: la meta era aumentar las riquezas a la nación y disminuir la deuda nacional con su venta. Lo cierto fue que esta medida no funcionó del modo esperado, ni a nivel social, ni económico; la deuda no se regularizó y la supuesta distribución de la tierra liberada tampoco se realizó del modo esperado (Bello, 1997, p. 40).

Tras cada desamortización, un patrimonio heterogéneo -terrenos, inmuebles, piezas de diversa naturaleza- se incorporaba a los fondos estatales ¿Pero cuál era el destino de todos estos bienes? ¿Cuál era su utilidad? Una de las opciones se propuso durante las Cortes de 1822; el ministro de la Gobernación, José María Moscoso de Altamira, instó a la creación del denominado *Museo de Madrid*, un espacio en el que se concentrarían los bienes

¹ *Gaceta de Madrid*, 21 de diciembre de 1809.

² «Lista de las fincas que poseía la extinguida Inquisición, según los testimonios de inventarios que de cada tribunal ha recibido, y los que la pasó el ministerio de Hacienda en 5 del presente mes», *Gaceta de Madrid*, 17 de agosto de 1820; «Continúa la lista de las fincas de la extinguida Inquisición», *Gaceta de Madrid*, 18 de agosto de 1820; «Concluye la lista de las fincas de la extinguida Inquisición», *Gaceta de Madrid*, 20 de agosto de 1820; «Ley de supresión de Ordenes monacales y reducción de monasterios y número de conventos», *Gaceta de Madrid*, 29 de octubre de 1820.

artísticos enajenados con el objeto de proyectar una gran muestra museística. Las piezas se dividirían en dos categorías: objetos de «primer orden» que se depositarían en la sede madrileña, mientras que las copias y los bienes considerados de «segundo orden» serían enviadas a las instituciones artísticas provinciales. Esta organización de los bienes artísticos fue vista como una elección injusta por otros diputados, como Manuel Gómez, quien argumentaba que esta elección privaba de las riquezas artísticas a gran parte de la población al ser alojada en Madrid.

Mas allá de la localización de los bienes expropiados, lo que se estaba debatiendo era un modelo de organización estatal con un poder centralizado en la capital. Una estructura que en el campo de las artes se traducía en un núcleo central denominado *Museo nacional* en palabras del diputado Joaquín Ferrer³.

El Trienio liberal terminó sin desarrollar el proyecto museístico; la llegada del duque de Angulema y los Cien Mil hijos de San Luis significó una vuelta al régimen anterior a 1820 sin cambios relevantes en el control y organización de las Bellas Artes. El giro hacia el liberalismo llegó con la muerte de Fernando VII y la proclamación de la Monarquía constitucional durante el reinado de Isabel II.

En los inicios del reinado isabelino, el Gobierno aprobó una nueva desamortización bajo la dirección del ministro de Hacienda, Juan Álvarez de Mendizábal. En un intento de solucionar la grave crisis financiera, Mendizábal ordenó en 1835 la supresión de un gran número de conventos y monasterios, cuyos bienes nuevamente pasaron a formar parte de las riquezas estatales (Ortiz de Orruño, 2002, p. 235-240; Rueda, 2009, p. 186-193). Parte del patrimonio eclesiástico se puso en venta, salvo aquellos objetos destinados a la educación o con un importante valor artístico. La legislación hacía responsables a los gobernadores civiles de todas aquellas piezas útiles para el campo educativo y artístico, además de ser los encargados de formar comisiones que inventariasen y recopilaran este grupo patrimonial⁴.

³ «Diario de las sesiones de Cortes. Presidencia del señor Alava. Sesión extraordinaria de la noche del 3 mayo de 1822», 78 (1822), p. 1155-1156.

⁴ R. O. del 25 de julio de 1835, publicado en la *Gaceta de Madrid*, 29 de julio de 1835; R. O. comunicada por el Ministerio del Interior a los jefes políticos de provincia (29 de julio de 1835), ARABASF, Fondo Comisión Central de Monumentos Históricos Artísticos, leg. 2-55-2-8.

La actuación en España para la salvaguarda de los bienes artísticos desamortizados estuvo influida por el proceso de patrimonialización francés desarrollado tras la Revolución francesa. Varios intelectuales galos abogaron por el valor social y educativo de los bienes artísticos desde mediados del siglo XVIII⁵; se puso en práctica el valor social de las piezas artísticas agrupadas en lo que comenzó a entenderse como *patrimoine national*: un conjunto de bienes colectivos pertenecientes a la nación y puestos a disposición de la ciudadanía (Chastel, 1986, p. 443). Con ello se inició un proceso de patrimonialización a través de una catalogación que diferenciaba en cuestión de los valores -nacional, artístico, económico- atribuidos al heterogéneo conjunto de bienes enajenados⁶.

Mientras que en Inglaterra fueron los anticuarios y sociedades privadas los primeros en encargarse de la preservación y catalogación patrimonial (Waterfield, 2015; Whitehead, 2005); en Francia todo el trabajo recayó en las instituciones estatales (Choay, 2007, p. 100-101). Ambos sistemas estuvieron presentes en España: por un lado, instituciones privadas o semiprivadas se interesaron por la protección y conservación de los bienes patrimoniales, especialmente a raíz de la desamortización de Mendizábal, al mismo tiempo que los gobiernos intentaban gestionar el control sobre los bienes nacionalizados desde los diversos ministerios implicados.

De este modo, con la llegada de los gobiernos liberales se prestó atención al patrimonio nacionalizado como un bien cívico, educativo y útil en la creación de un imaginario nacional que al mismo tiempo repercutiría en la representación del estado-nación en proceso de construcción. Esta apreciación conceptual sobre el patrimonio de la nación trajo consigo modificaciones físicas en las ciudades, especialmente en el caso de las edificaciones eclesiásticas:

La parte material de la villa sufrió en aquel periodo una completa metamorfosis. La revolución política, al paso que hizo variar absolutamente la organización del supremo Gobierno, tribunales y oficinas de la administración pública, dejó también impresas sus huellas en los objetos materiales; borró con atrevida mano muchos de nuestros

⁵ Como por ejemplo el ensayo de Étienne La Font de Saint-Yenne, *Reflexions sur quelques causes de l'état present de la peinture en France*, publicado anónimamente en 1747.

⁶ La catalogación y jerarquización de los valores patrimoniales difiere entre los intelectuales. En este texto se ha prestado especial atención a la desarrollada por Alois Riegl y Françoise Choay.

monumentos religiosos e históricos; levantó otros de nuevo y aspiró a presentar otras formas exteriores de una nueva época, de diversa constitución (Mesonero Romanos, 1861, p. 58).

La conceptualización de patrimonio nacional se impregnó de un carácter ideológico que produjo diversas visiones sobre su significado. La narrativa histórica adherida a los enseres eclesiásticos enajenados fue rechazada por una parte del abanico político. Comenzó así un debate ideológico sobre el simbolismo de los bienes nacionalizados. Por un lado, un segmento político los atribuía a una narrativa histórica contraria a sus ideales y por ello fomentaban su puesta en venta -lo que conllevaba en muchas ocasiones su destrucción- para mejorar las arcas estatales; mientras que el mundo académico, especialmente desde la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando (RABASF) se potenciaba el valor histórico y artístico de estos enseres al asegurar que su desaparición suponía un agravio para la historia nacional.

El debate se resumía en las preguntas: ¿Qué patrimonio reflejaba los ideales del estado-nación? ¿Qué papel tenía el Gobierno en su conservación? Las siguientes páginas tienen como objetivo adentrarse en esta pelea ideológico-artística, analizar los discursos de los agentes implicados y atisbar el imaginario estatal que se iba consolidando desde la primera mitad del siglo XIX mediante el estudio de las prácticas patrimoniales.

Los protagonistas de la escena: académicos, gobernantes civiles y administradores del Estado

Días después de la publicación de la R. O. de julio de 1835, en la que se dejaban fuera de servicio los conventos y monasterios de menos de doce individuos profesos, se encargaba a los Gobernadores civiles de cada provincia nombrar «una comisión de tres ó cinco individuos inteligentes y activos, los cuales tengan a su cargo examinar, inventariar y recoger cuanto contengan los archivos y bibliotecas de los monasterios y conventos suprimidos, y las pinturas, objetos de escultura ú otros que deban conservarse»⁷. El Gobernador civil debía asesorarse en las academias de Bellas Artes, letras o en las sociedades económicas para seleccionar a los comisionados; si entre las instituciones no

⁷ R. O. del 29 de julio de 1835, *Gaceta de Madrid*, 4 de agosto de 1835.

encontraba a los miembros adecuados, nombraría según su criterio entre las personas de su confianza.

Por estas fechas, la RABASF era reconocida como la institución protectora y conservadora de las Bellas Artes españolas. Sus inicios se remontan años atrás, cuando en 1752 se abre oficialmente la Real Academia de las Tres Bellas Artes en la Casa de la Panadería en Madrid. Vinculada desde sus orígenes a la Corona, tenía el objetivo de eliminar de la juventud española toda «ociosidad, madre de todos los vicios, y aficionarla, con el ejemplo, la instrucción, y el premio, a cultivar, adelantar y propagar las tres nobles Artes» (Chávarri Caro, 2012, p. 33). Su autoridad sobre el desarrollo de las artes fue en aumento y durante el reinado de Carlos III propuso al monarca la redacción de una ley que prohibiese la extracción de obras artísticas del reino; así la Academia se posicionó como la institución encargada de la salvaguarda del patrimonio artístico español.

Las políticas liberales durante el reinado isabelino modificaron el papel de la RABASF. Su ocupación se redujo al aspecto consultivo y de apoyo a los Gobernadores civiles, que pedían su asesoramiento sobre el destino de los bienes nacionalizados. Durante la desamortización de Mendizábal, varios miembros de la Academia se incorporaron a las comisiones de recopilación de bienes distribuidas por el territorio nacional. En una de las primeras estuvo presente, a petición del Gobernador civil de Madrid, el director general de la RABASF, Juan Miguel de Inclán, acompañado por Juan Gálvez y Francisco Elías, también académicos⁸.

A pesar de la incorporación de los académicos en algunas comisiones, su labor se mantenía a nivel extraoficial sin llegar a recibir órdenes directas por parte del Gobierno. Con la llegada de 1836 se adhieren a un mayor número de comisiones, sin embargo los profesionales de las Bellas Artes no llegaban a todos los rincones de España; esto se manifestó en una mala catalogación de las obras criticada tanto por la Academia como desde otros sectores de la sociedad tal y como denunciaba la cabecera *El Español*:

⁸ Oficio de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando dirigido a Gerónimo de la Torre de Trasierra, Gobernador Civil de la provincia de Madrid, participando haber nombrado a Juan Miguel de Inclán, a Juan Gálvez y a Francisco Elías para ser propuestos como comisionados en las tareas de reconocimiento e inventario de los efectos procedentes de los conventos suprimidos (31 de agosto de 1835), ARABASF, Fondo General, Comisiones, leg. 7-128-1-4.

En las listas que han emitido los gobernadores civiles de los cuadros recogidos de los conventos, caracterizan las pinturas de este modo:

Tal cuadro: fino

Tal otro: ordinario

Tal otro: bastante ordinario, &c. &c.

Nos duele que se manifieste por objetos de arte, siempre interesantes, una indiferencia en cierto modo culpable y nueva como lo indican esas clasificaciones, desconocidas hasta ahora, cuando se califica una pintura.⁹

La ausencia de un reglamento común que organizase las comisiones y su trabajo provocó el enfrentamiento entre los académicos de Bellas Artes con los agentes estatales. Por un lado, había un desinterés por parte de funcionarios a la hora de salvaguardar las piezas que se agravó por la descoordinación entre el Ministerio de Hacienda y el de Interior¹⁰. Los enviados por el primero estaban incluidos en la nómina estatal. Sin embargo, los comisionados de Interior encargados de recoger los objetos artísticos y literarios, no eran considerados funcionarios y debían realizar esa labor «por patriotismo y puro amor a las artes»¹¹; lo que causó en más de una ocasión la puesta en venta de objetos artísticos por parte de los mismos comisionados. Por otro lado, el desconocimiento en materia artística de los funcionarios inducía a que muchas piezas con dorados y mármoles fueran destinadas a su puesta en venta con el objeto de incrementar las arcas del Estado, oponiéndose a los argumentos de muchos académicos de San Fernando que solicitaban su preservación como bien artístico e histórico (Bello, 1997, p. 149).

Ante esta descoordinación, la RABASF envió un escrito a la reina gobernadora María Cristina solicitándole la paralización de toda recopilación y catalogación de piezas desamortizadas en la que no estuviese presente un miembro de la Academia. La respuesta llegó en septiembre de 1836 a través de una circular a nivel nacional en la que se solicitaba a las autoridades del Estado la máxima cautela para evitar el comercio ilegal de piezas

⁹ *El Español*, 19 de mayo de 1836.

¹⁰ A lo largo del texto se hablará del Ministerio de Gobernación y el Ministerio del Interior; ambas instituciones tuvieron las mismas funciones sin embargo su nombre fue modificado a lo largo del XIX. Para el periodo comprendido en este trabajo hay que indicar que el nombre de Ministerio de Gobernación resurgió de 1820 a 1823 durante el Trienio Liberal y volvió a convertirse en el Ministerio del Interior con el regreso de Fernando VII hasta diciembre de 1835 que volvió a su nominación anterior.

¹¹ Artículo 7 de la R. O. 29 de julio de 1835, *Gaceta de Madrid*, 4 de agosto de 1835.

artísticas¹². No obstante, una cosa era la teoría y otra la práctica; durante 1835 y 1835, los académicos denunciaron la venta ilegal de obras que eran extraídas del territorio nacional para su salida al extranjero: cerca de 300 cuadros por parte del barón Taylor y piezas entregadas por el propio Gobierno al embajador de Francia¹³.

El devenir de los edificios desamortizados: una lucha simbólica en la capital del Estado

Pero la batalla por la preservación de los objetos artísticos no era la única mantenida por los académicos de San Fernando. En enero de 1836, la conservación de los edificios eclesiásticos se tambaleó ante la exposición elevada a la reina gobernadora por parte de Mendizábal. El ministro de Hacienda desacreditaba la necesidad de mantener en pie todos los inmuebles enajenados en la Corte con el siguiente argumento: «demolidos totalmente unos y reformados otros, tendrán inmediata aplicación estos y los terrenos que resulten de aquellos para objeto de interés general y particular, al paso que proporcionan ensanche y mejoras a la población»¹⁴. El valor artístico quedaba en segundo plano para destacar su riqueza material o social; si carecían de esta utilidad no eran necesarios para el Estado y por lo tanto, este no tenía la obligación de mantenerlos en pie. Por R. D. del 25 de enero del mismo año se creó una junta dedicada a la selección de los edificios adecuados para su conservación, cuyos integrantes debían redactar un listado de los conventos y monasterios convenientes para alojar cuarteles, hospitales y cárceles; y si no podían ser utilizados para estos fines, debían demolerse para ensanchar calles o crear plazas y mercados.

El 21 de febrero de 1836, la *Gaceta de Madrid* publicaba el R. D. que anunciaba la venta «de todos los bienes raíces de cualquier clase, que hubiesen pertenecido a las comunidades y corporaciones religiosas extinguidas»¹⁵; Mendizábal exponía ante la reina gobernadora el significado de dichas ventas, pues no sólo consistía en reducir la deuda pública sino en «abrir una fuente abundadísima de felicidad pública; vivificar una riqueza muerta»

¹² R. O. Circular comunicada por el Ministerio de la Gobernación del Reino (4 de septiembre de 1836), ARABASF, Fondo Comisión Central de Monumentos Históricos y Artísticos: Secretaría, leg. 2-55-2-46.

¹³ «Junta Ordinaria de 7 de agosto de 1836», *Actas de Sesiones de la RABASF. Año 1836*.

¹⁴ Juan Álvarez De Mendizábal: «Exposición a la Reina Gobernadora», *Gaceta de Madrid*, 26 de enero de 1836.

¹⁵ R. O. 19 de febrero de 1836, *Gaceta de Madrid*, 21 de febrero de 1836.

otorgando parte de los terrenos nacionalizados a la clase media que se convertiría en pequeños propietarios. Los académicos de San Fernando llevaban tiempo culpando al Gobierno de la malograda situación en la que se encontraban los bienes artísticos, tanto los objetos como la arquitectura de las comunidades religiosas; unas acusaciones ante las que la nueva normativa se defendía y aseguraba que no se trataba de «una fría especulación mercantil» y excluía de la venta «los edificios que el gobierno destine para el servicio público, ó para conservar monumentos de las artes, ó para honrar la memoria de los héroes nacionales», estos inmuebles seleccionados para la función pública se anunciarían a posteriori a través de un listado dentro de la publicación oficial.

Los miembros de la Academia -entre los que se encontraban los pintores: José de Madrazo y Vicente López, el escultor Francisco Elías Vallejo y el ingeniero León Gil de Palacio- decidieron celebrar una «Junta Ordinaria Extraordinaria [*sic*]»¹⁶ con la única meta de tratar «la conservación de los monumentos artísticos no solo en Madrid sino en todo el Reino»¹⁷. La reunión sentó las bases de las actividades futuras de los académicos que se resumieron en una exposición a la reina María Cristina en donde se oponían abiertamente a la legislación de Mendizábal:

[La Academia] se ha opuesto de todos los modos imaginables a que las pinturas saliesen de España; ha pedido el establecimiento de [un] museo (...) cree haber cumplido con su deber, y esperándolo todo de la ilustración y patriotismo del Gobierno de S. M. está persuadida de que cuanto se ejecute en adelante respecto a demoliciones no será sino lo que dicte la necesidad imperiosa (...) que la necesidad no será graduada sino de acuerdo con la misma Academia ó sus Comisiones, tanto para la demolición como para los edificios que hayan de reemplazar lo demolido.¹⁸

Tras estas palabras la RABASF reclamaba el papel que se le había arrebatado sobre el control de las artes. Manifestaba su ayuda incondicional al Gobierno pero siempre que este se aconsejase previamente del dictamen de los académicos e incidía en su labor de protección y salvaguarda de todo el patrimonio nacional. Durante sus juntas se debatía sobre la situación de los cuadros, esculturas y edificios eclesiásticos; bienes que

¹⁶ *Libros de Actas de las sesiones particulares, ordinarias, generales, extraordinarias, públicas y solemnes. (1752-1984). Actas del año 1836*, 13 de marzo de 1836.

¹⁷ *Ibid*, 13 de marzo de 1836.

¹⁸ Marcial Antonio López: *Exposición de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando a la Reina Gobernadora*, 27 de febrero de 1836, ARABASF: 7-128-1/35.

consideraban amenazados tanto por manos extranjeras como por parte del Gobierno que no consideraba a todos los conventos y monasterios dignos de preservación.

El proyecto desamortizador de Mendizábal cambió el paisaje madrileño, especialmente sobre el espacio que ocupaban los edificios eclesiásticos en la capital; si en los inicios del siglo XIX casi la mitad de las fincas urbanas madrileñas estaban en poder del clero y de la aristocrática, en 1846 apenas ocupaban un 15% de los terrenos de la villa (Mas, 1986, p. 41).

El destino de los edificios desamortizados recayó en la Junta de Enajenación de Edificios y de Efectos de Conventos Suprimidos; una institución anunciada por R. D. en enero de 1836 y fundada oficialmente en septiembre de ese mismo año¹⁹. En la junta participaban Salustiano de Olózaga, Gobernador civil de Madrid; Joaquín Vizcaíno, corregidor de la Corte; y tres individuos en representación de los acreedores del Estado. De nuevo, los académicos eran apartados de las instituciones vinculadas a las Bellas Artes y el patrimonio artístico quedaba supeditado a la opinión de personalidades políticas.

La junta era la encargada de debatir el futuro de los edificios desamortizados. Mediante el estudio de sus dimensiones y localización, decidían si aportaban mayor beneficio al Estado adecuándolos a un nuevo uso -transformándolos en cuarteles, escuelas, hospitales, etc.- o bien, era mejor demolerlos para realizar mejoras urbanas. Así, se decidió el futuro de conocidos conventos como San Felipe el Real, la Trinidad, los Capuchinos de la Paciencia, los Basilios, la Merced y la Victoria; todos ellos muy próximos a la Puerta del Sol y a la Plaza Mayor²⁰.

Durante sus debates, la Junta no prestó atención al valor histórico y artístico de estas edificaciones. Los monasterios y conventos ofrecían una narrativa simbólica alejada de la imagen de capital moderna que deseaba ofrecer el gobierno progresista en el poder. De ahí, que en aquellos destinados a un uso público se solicitase la modificación de sus fachadas y se eliminase toda ornamentación religiosa²¹.

¹⁹ Véase: R. D. del 25 de enero de 1836 y R. D. del 13 de septiembre de 1836.

²⁰ Actas de la Junta de Edificios de Madrid (8 de enero de 1836), AHN, Hacienda, Caja 4315, exp. 3.

²¹ Traslado del Ministerio de Hacienda al secretario de la Academia de Nobles Artes de San Fernando (30 de octubre de 1837), ARABASF, Fondo General, Comisiones, leg. 7-129-1-68.

Madrid se convirtió en el escenario de una lucha simbólica; para parte de la sociedad las reformas urbanas y el derribo de conventos era el camino hacia el progreso, mientras que para otros sectores eran actos de vandalismo impropios en una sociedad civilizada. En marzo de 1836 el arquitecto mayor, Francisco Javier de Mariátegui, redactó un informe sobre la situación de las edificaciones suprimidas y la posibilidad de su reconversión para adaptarlas a las necesidades de la administración pública²². Al arquitecto también se le encargó la proyección de un conjunto ornamental que renovase algunas zonas de la capital destacando para ello una iconografía vinculada a la naturaleza y los astros, alejada de la carga religiosa o simbología monárquica característica de épocas anteriores. De ahí el uso de los escombros para construir nuevos edificios, plazas o avenidas; la transformación de algunos conventos en instituciones culturales: museos, academias, etc., en definitiva, se adecuaba la simbología del pasado a los nuevos valores del Estado liberal²³.

El debate polarizado sobre los derribos llegó a las Cortes a raíz de la destrucción del convento de las Baronesas, una actuación a la que se opuso la RABASF pidiendo la paralización de las obras. Ante la imposibilidad de detenerlo y la pasividad por parte de la Corona, los académicos decidieron remitir una exposición a las Cortes instando a la paralización de las demoliciones programadas:

El convento de las Baronesas que ahora mismo se está demoliendo, el mas regular como se ha dicho, el mas bien conservado y apto para cualquier establecimiento público, utilidad cuyo coste y valor se acerca quizás a cuatro millones, se ha subastado en público en treinta y cuatro mil reales (...) De aquí puede inferirse cual es la utilidad que ha de resultar de las demoliciones comparada con el valor intrínseco de las casas demolidas y con los alquileres que pudieran ganar estando en pie, si se colocaran en ellos Oficinas públicas, los Tribunales, las Academias (...) y todo lo que

²² Publicado en el *Eco del comercio* del 7 de marzo de 1836.

²³ Entre algunos ejemplos de estas nuevas edificaciones puede citarse el ensanche de la calle Mayor y el primer edificio de apartamentos en Madrid realizado en 1838 tras la demolición del Convento de San Felipe el Real; el espacio que quedó tras el derribo del convento de Nuestra Señora de la Merced fue utilizado para crear la plaza del Progreso. La conocida actualmente como Real Basílica de San Francisco el Grande era parte de un convento de mayores dimensiones; en 1837 se propuso la construcción del Panteón Nacional dentro de sus muros, una idea que no frugó y un año después dio uso como cuartel de infantería. Otro de los conventos que albergaron dependencias estatales fue el de las Carmelitas Descalzas que pasó a convertirse en 1836 en la Dirección de la Administración Militar hasta ser demolido en 1870.

la gloria de la Nación y del Gobierno pudiese establecerse, devengado su premio y conciliando de este modo su conservación con el mejor servicio del Estado.²⁴

Ante la exposición de los académicos de San Fernando, los parlamentarios debatieron sobre el devenir de los inmuebles nacionalizados. El lado progresista manifestaba la necesidad de demoler los edificios eclesiásticos, un acto de alto valor patriótico en su consideración gracias al que la capital del Estado se modernizaría. El sector más anticlerical de las Cortes criticó el argumentario proveniente de la Academia y llegaba a denunciar que el mantenimiento de las arquitecturas eclesiásticas respondía a intereses ocultos por parte de los académicos²⁵. En palabras del diputado Ferrer, miembro de la Junta de Enajenación de Edificios, desde la RABASF se habían emitido informes en los que se calificaba a «las obras más ridículas» de «monumentos venerables»²⁶.

El cruce de opiniones también llegó a las páginas de prensa; junto a las cabeceras especializadas -*El Artista* o el *Semanario Pintoresco Español*-, las publicaciones políticas también sirvieron de escaparate para presentar los postulados de uno u otro bando:

Todo debe destruirse, porque cuando la fiebre haya pasado causaría eterna confusión el saber que toda aquella riqueza artística con todo el edificio, con sus puertas y ventanas, con su hierro y con su plomo, todo se ha vendido por menos de 15.000 reales de vellón ¿Y esta es la ilustrada época de lo positivo?²⁷

Estas eran las palabras de académico Valentín Carderera, quien criticaba la visión material de aquellos que abogaban por la destrucción de los inmuebles eclesiásticos y la ceguera del Gobierno por no conservarlos como bienes nacionales. Del mismo modo, Pedro de Madrazo -pintor e hijo de José de Madrazo- lanzaba duras acusaciones a las instituciones gubernamentales en un comunicado publicado en las cabeceras especializadas *El Artista* y *La Abeja*. Se lamentaba cómo un gobierno formado por «hombres ilustrados y de conocido patriotismo», cuya misión consistía en la conservación de las «únicas riquezas de nuestro

²⁴ *Exposición a las Cortes* enviada por la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando el 6 de noviembre de 1836, ARABASF: 7-128-1/314.

²⁵ Así lo expresaba Salustiano Olózaga en la sesión de Cortes del 9 de noviembre de 1836.

²⁶ *Diario de las sesiones de las Cortes Constituyentes*, 9 de noviembre de 1836.

²⁷ Valentín Carderera: «Sobre demolición de los monumentos artísticos», *Semanario Pintoresco Español*, 10 de julio de 1840.

suelo», habían permitido la demolición de conventos y monasterios sacrificándolos a «las ideas mercantiles y á la bastarda deidad de lo positivo»²⁸.

La crítica de Pedro de Madrazo fue contestada desde el *Eco del Comercio*, cabecera de tendencia progresista; sus artículos calificaban los edificios eclesiásticos como «baluartes de la intolerancia, del fanatismo y de la tiranía»²⁹ cuya desaparición equiparaba a Madrid con la modernidad de otras capitales europeas:

No hay en Londres ni en París tantas cúpulas y capiteles como en nuestra corte; y no por eso dejan de ser aquellas mas hermosas y visitadas por los viajeros [sic] que la de Madrid. Si son dignos de estudiarse estos antiguos monumentos de arquitectura, harto mejor sería construir otros modernos con las mejoras que de entonces acá han hecho las artes, y á más útil objeto destinados. Los artistas de nuestros días como el articulista [en referencia a Pedro de Madrazo] tendrían así mas útil ocupación, y la nación en general caminaría también por ese lado hasta igualarse con otras capitales de la Europa civilizada.³⁰

Las acusaciones entre académicos, políticos y críticos de arte circulaban por el espacio periodístico. Si el *Eco del Comercio* era la plataforma progresista, *El Español* representaba la línea moderada; las Bellas Artes se encontraban en el punto de mira y los ataques y contrataques de uno y otro grupo se reflejaban en los textos publicados³¹.

Para el gobierno progresista, el mantenimiento o no de los conventos era un mensaje político con el deseo de ofrecer una nueva imagen del poder del Estado liberal; a esto se le añadía un golpe contra aquellos que había apoyado a los carlistas, especialmente la Iglesia. Este mensaje llegaba al gran público desde los articulistas del *Eco del Comercio* en donde se manifestaba que gracias al derribo de los conventos se había evitado el hambre de «una

²⁸ Pedro de MADRAZO: “Demolición de los Conventos”, *El Artista*, tomo 3, 1836.

²⁹ *Eco del Comercio*, 17 de noviembre de 1836.

³⁰ *Eco del Comercio*, 2 de marzo de 1836.

³¹ Tras la noticia del *Eco de Comercio* del 2 de marzo de 1836, *El Español* expuso su opinión en el número del 12 de junio de ese año bajo el título "Sin bellas artes nada seremos". En el artículo pedía al Gobierno un cambio en su actitud a la hora de eliminar «los abusos y rancias costumbres, estorbos para una nación y estorbos para nuestros artistas (...) sin atacar las bases de nuestras actuales constituciones...», el articulista lamentaba como las instituciones gubernamentales se había respaldado en el progreso, la libertad y la juventud a la hora de defender el derribo de los conventos y monasterios. El debate apareció en más números del *Eco del Comercio*: 7 de marzo de 1836, 23 octubre de 1837, 17 de noviembre de 1837; en *El Español* el 14 de abril de 1836, 13 de marzo de 1837.

porción de gente que en la demolición pueden ganar que comer, o que pasaran a aumentar las filas de los Carloladrones»³².

Desde 1836 hasta prácticamente la aparición de la Comisión Central de Monumentos y las Comisiones Provinciales en 1844, los argumentos a favor y en contra de la demolición de los edificios enajenados aparecieron en la prensa. Al analizar estos textos se observa el complicado papel que interpretó la Academia de Bellas Artes en su tarea de preservar el mayor número posible de conventos. El enfrentamiento iba más allá del significado de las destrucciones, la RABASF era contraria al proyecto arquitectónico y de ornamentación de la capital moldeado desde las administraciones públicas y sin contar con el consejo académico.

Conclusiones

El Estado liberal desarrollado a raíz de 1833 se basó en la unidad, la centralización y la jerarquía (Nieto, 1996, p. 89). El intento de mantener vivas estas características fue lo que ocasionó fuertes choques con sectores sociales y culturales como en el caso de las Bellas Artes. Así, surgieron discrepancias sobre el papel de las instituciones estatales en las labores de recopilación de bienes desamortizados.

El valor cambiante que adoptaron los bienes artísticos durante los gobiernos liberales, cuya característica contemplativa y de ornato quedó en segundo plano ensalzándose primero su utilidad material y educativa, promovió diferentes conceptualizaciones de lo que significaba el patrimonio nacional y el papel de las instituciones gubernamentales en su salvaguarda.

Para el gobierno progresista las Bellas Artes implicaban algo más que técnica y belleza artística; el mantener o no en pie los conventos y monasterios era un asunto político vinculado a ofrecer una imagen del Estado y su poder. Bajo el argumento de sustentar a la población, se encontraba un golpe hacia el estamento que había apoyado la causa carlista: la Iglesia, que en materia artística era representada por sus arquitecturas, esculturas y lienzos.

³² El *Eco del Comercio*, 1 de enero de 1838.

Barbarie, modernidad, civilización y progreso eran los cuatro pilares que sustentaban los argumentos tanto de los académicos como de la Administración; ¿en dónde residían las diferencias entre un bloque y otro? En su concepto de *patrimonio* vinculado a la representación estatal. Para la RABASF, el progreso no se conseguía con la destrucción del pasado y sus valores. Para el Gobierno y sus defensores era todo lo contrario, por eso con la vista puesta en Europa debían de desaparecer en pro de un bien mayor centrado en valores sociales, convirtiéndolo en patrimonio digno de la nación. En definitiva, se trataba de una lucha sobre la modernidad que se instauraba paulatinamente en la sociedad española. Por un lado, la postura de los progresistas era la de una modernidad que miraba hacia delante, sin pensar en periodos anteriores. La modernidad consistía en rechazo al pasado. Al contrario del pensamiento de los académicos de San Fernando, cuya modernidad se basaba en pensar en el futuro con la mirada puesta al pasado, la resistencia a un progreso llevado hasta sus últimas consecuencias; una modernidad conservadora en la que se ensalzaba la historia y las tradiciones del pasado.

Las posturas analizadas -las del Gobierno, los funcionarios estatales y los miembros de la Academia- fueron el resultado de un choque entre grupos sociales ante un proceso de búsqueda de una identidad nacional en un momento clave de transformación política, social y cultural.

BIBLIOGRAFÍA

- ANTIGÜEDAD DEL CASTILLO-OLIVARES, María Dolores, 2010, «José Bonaparte y el patrimonio: entre la gestión y el expolio», in VIGUERA RUÍZ, Rebeca (Coord.), *Dos siglos de historia: actualidad y debate histórico en torno a la Guerra de la Independencia (1808-1814)*, Logroño, Universidad de la Rioja.
- BELLO, Josefina, 1997, *Frtales, intendentos y políticos: los bienes nacionales: 1835-1850*, Madrid, Taurus.
- CHASTEL, André, 1986, «La notion de patrimoine», in NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire: La Nation*, París, Gallimard.
- CHÁVARRI CARO, María Teresa, 2012, *La real academia de san fernando y la protección del patrimonio desamortizado*, Madrid, Universidad Rey Juan Carlos.
- CHOAY, Françoise, 2007, *La alegoría del patrimonio*, Barcelona, GG.

- GÉAL, Pierre, 2005, *La naissance des musées d'art en Espagne (XVIIIe-XIXe siècles)*, Madrid, Casa de Velázquez.
- LASHERAS PEÑA, Ana Belén, 2010, *España en Paris. la imagen nacional en las exposiciones universales 1855-1900*, Santander, Universidad de Cantabria.
- MAS, Rafael, 1986, «La propiedad urbana en Madrid en la primera mitad del siglo XIX», in OTERO, Luis Enrique (Coord.), *Madrid en la sociedad del siglo XIX. Vol. 1*, Madrid, Comunidad de Madrid.
- MCCLELLAN, Andrew, 2012, « Musee du Louvre, Paris: Palace of the people, art of all », in PAUL, Carole (Ed.), *The first modern museums of art*, Los Angeles, Getty Publications.
- MESONERO ROMANOS, Ramón de, *El Antiguo Madrid*, Madrid, Establecimiento tipográfico de F. Mellado.
- NIETO, Ángel, 1996, *Los primeros pasos del estado constitucional: historia administrativa de la regencia de María Cristina de Borbón*, Barcelona, Ariel.
- ORTÍZ DE ORRUÑO, José María, 2002, «Desamortización», in FERNÁNDEZ SEBASTÍAN, Javier et FRANCISCO FUENTES, Juan (Dirs.), *Diccionario político y social del siglo XIX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2002.
- RIEGL, Alois, 1987, *El culto moderno a los monumentos*, Madrid, La Balsa de Medusa.
- RUEDA, Germán, 2009, «El proceso de la desamortización de bienes de origen eclesiástico (1769-1964) en España. Cuantificación y consecuencias socioeconómicas», in BODINIER, Bernard (Coord.), *De la Iglesia al Estado: las desamortizaciones de bienes eclesiásticos en Francia, España y América Latina*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza.
- WATERFIELD, Giles, *People's galleries: art museums and exhibitions in Britain, 1800-1914*, New Haven, Yale University Press.
- WHITEHEAD, Christopher, 2005, *The public art museum in nineteenth century Britain: the development of the National Gallery*, Aldershot, Ashgate.

LA POLÉMIQUE DARWINISTE EN ESPAGNE (1868-1909) : SCIENCE VS RELIGION, UN ANTAGONISME IRRÉCONCILIABLE ?

La doctrine de M. Darwin, c'est la révélation rationnelle du progrès,
se posant dans son antagonisme logique avec la révélation irrationnelle de la chute, C. Royer
Nulla unquam inter fidem et rationem vera dissensio esse potest, Concile Vatican I

Mercedes GARCÍA PLATA-GÓMEZ
Université Sorbonne Nouvelle
CREC (EA 2292)

Résumé

L'hypothèse darwinienne de l'origine des espèces formulée dans l'ouvrage fondateur, *On the origin of species*, publié en 1859, provoque une virulente polémique dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur le Vieux Continent et ranime l'antagonisme opposant science et religion. En Espagne, cet antagonisme, véhiculé par la controverse darwiniste s'accompagnerait, selon certains auteurs, d'une particularité typiquement espagnole : l'affrontement des « Deux Espagnes », l'une, moderne et libérale aspirant à la sécularisation de la pensée scientifique, morale et philosophique et l'autre, conservatrice et pugnace gardienne de l'orthodoxie religieuse. En exposant les caractéristiques de la polémique darwiniste en Espagne et en les comparant à celles de ses voisines européennes, cet article entend relire cet antagonisme fratricide présenté comme spécifiquement espagnol.

Mots clés : antagonisme – science – religion – Darwin – Deux Espagnes

Resumen

La hipótesis darwiniana del origen de las especies formulada en la obra fundadora, *On the origin of species*, publicada en 1859, provoca una virulenta polémica en la segunda mitad del siglo XIX en el Viejo Continente y reaviva el antagonismo que opone ciencia y religión. En España, , según algunos autores, ese antagonismo transmitido por la controversia darwinista estaría asociado a una particularidad típicamente española : el enfrentamiento de las « Dos Españas », la primera, moderna, liberal, que aspira a la secularización del pensamiento científico, moral y filosófico, la segunda, conservadora y pugnaz guardiana de la ortodoxia religiosa. Exponiendo las características de la polémica darwinista en España y comparándolas con las de sus vecinas europeas, este artículo pretende ofrecer otra lectura de ese antagonismo fratricida presentado como específicamente español.

Palabras clave: antagonismo – ciencia – religión – Darwin – Dos Españas

Abstract

The darwinian hypothesis about the origin of species expressed on the founding book *On the origin of species*, published in 1859, causes a virulent polemic in the second half of the 20th century on the Old Continent and revives the antagonism between science and religion. In Spain, according to some authors, this antagonism conveyed by the darwinian controversy goes with a typically spanish particularity : the confrontation between « Two Spains », the modern and liberal one, aspiring to the secularization of the scientific, moral and philosophical thought, and the other one, conservative and pugnacious guardian of the religious orthodoxy. By exposing the characteristics of the darwinian polemic in Spain, and by comparing it with what happened in other European countries, this article intends to read again this fratricidal antagonism displayed as specifically spanish.

Key words: antagonism – science – religion – Darwin – Two Spains

Pendant des siècles, l'histoire naturelle, autrement dit l'étude des êtres vivants, a été assujettie à l'exigence de fournir des résultats compatibles avec le récit biblique de la Création. Or, la publication, en 1859, de *On the origin of species*, de Charles Darwin, sonne le glas de l'argument providentiel ou surnaturel pour expliquer l'origine des êtres vivants et fonde leur unicité et leur diversité sur le mécanisme de la sélection naturelle. Cette théorie, appelée par son concepteur « théorie de la descendance modifiée par le moyen de la sélection naturelle », passée à la postérité comme « théorie de l'évolution », sous-entend aussi que l'homme est une espèce comme les autres, voire qu'il aurait des ancêtres communs avec certaines d'entre elles et qu'il n'est pas le centre du vivant ni son aboutissement. Ce nouveau récit de l'origine des êtres vivants, accompagnée de la désacralisation de l'espèce humaine provoque une révolution scientifique, mais aussi intellectuelle comparable à celles associées au nom de Copernic et de Galilée. Comme elles, l'hypothèse darwinienne de l'origine des espèces porte un nouveau coup à l'anthropocentrisme et entre en concurrence avec la révélation divine. De fait, elle ranime un antagonisme de longue date, science vs religion, lequel, comme l'avait souligné John William Draper, « est la continuation d'une lutte qui a commencé le jour où le christianisme est devenu puissance politique. Depuis ce moment science et religion sont en présence. Une révélation divine exclue nécessairement la contradiction. » (Draper, 1875, p. VI)

La polémique darwiniste¹, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, serait donc un nouvel avatar de cet antagonisme opposant la vérité scientifique, ou plutôt la connaissance et la compréhension scientifiques du monde, à la révélation divine, nécessairement excluante et exclusive. Néanmoins, si l'on en croit Gregorio Peces-Barba, l'un des pères de la Constitution espagnole de 1978, l'antagonisme classique science vs religion lié à la controverse darwiniste se doublerait d'un *versus* typiquement espagnol, celui de l'affrontement des « Deux Espagnes », l'une, moderne et libérale aspirant à la sécularisation de la pensée scientifique, morale et philosophique et l'autre, conservatrice et pugnace gardienne de l'orthodoxie religieuse. La dispute darwiniste dans l'Espagne du dernier tiers du XIX^e siècle serait même, selon lui, l'acte de naissance de cet antagonisme fratricide ou *cainita* typiquement espagnol². Cette lecture de

¹ Ernst Mayr, l'un des fondateurs de la théorie synthétique de l'évolution, estime que le sens du terme « darwinisme » varie selon qu'il soit employé par ses partisans et ses opposants, mais aussi selon les époques. Il en recense d'ailleurs neuf (Mayr, 1995, p. 102-119). Le *Trésor de la langue française* donne comme acception : « Ensemble des théories biologiques de Darwin et de ses disciples selon lesquels la sélection naturelle est le facteur essentiel de la transformation des espèces vivantes ». Quant à l'adjectif, il est en premier lieu synonyme de « darwinien », mais il désigne aussi les partisans du darwinisme. C'est bien dans ce sens qu'il est employé ici, puisque la polémique confronte partisans et adversaires.

² « La publicación en castellano de *El origen del hombre* en 1876 y en 1877 de *El origen de las especies* facilitará la difusión del darwinismo, potenciará el rechazo del pensamiento reaccionario y planteará a

l'antagonisme science vs religion à travers la polémique darwiniste en Espagne, entre 1868 et 1909³, est-elle un artifice rhétorique ou correspond-elle aux particularités hispaniques de la question ?

Afin de vérifier cette hypothèse, il est important, en premier lieu, d'exposer les caractéristiques de la polémique provoquée par la publication de *On the origin of species* hors d'Espagne, en Angleterre, le pays d'origine du darwinisme, et en France, le plus proche voisin espagnol — en termes d'influence culturelle et politique —, afin de mieux comprendre et de cerner, dans un second temps, les spécificités espagnoles de la construction, du fonctionnement et des enjeux de l'antagonisme idéologique liés à la controverse entre science et religion.

Brève présentation de la polémique darwiniste en Angleterre et en France

Lorsqu'il rédigeait *On the Origin of Species*, C. Darwin avait envisagé que son traité susciterait débat. Il en avait donc soigné la construction en posant un antagoniste virtuel, de façon à anticiper et répondre aux éventuelles objections qu'on pourrait lui faire (Darwin, 2008, p. 116). Il avait même devancé une possible accusation de « dissimulation de ses vues » en annonçant, en conclusion, que son ouvrage permettrait d'éclairer l'origine de l'homme et son histoire (Darwin, 2008, p. 122). De plus, comme il le déclare lui-même dans son autobiographie, *On the Origin of Species* « n'est qu'une longue argumentation du début à la fin » qui avait pour but de convaincre des hommes compétents (Darwin, 2008, p. 131). Or, C. Darwin était loin d'avoir prévu le succès éditorial⁴ du livre ni l'ampleur du débat qui allait dépasser largement le milieu des

fondo la polémica entre la ciencia y la religión. El libro muy esclarecedor de Juan Guillermo Draper, *Historia de los conflictos entre la religión y la ciencia*, de 1876, planteó el tema ante la indignación de los defensores del *Syllabus* y del *Concilio Vaticano I*. El prólogo de Nicolás Salmerón incendió más los ánimos cuando plasmó la imposibilidad de conciliar Ciencia con Religión. Este problema del último tercio del siglo XIX ha estado presente y lo sigue estando en los albores del XXI, marca la división de las dos Españas, y una barrera ideológica entre la cultura de la laicidad y de la autonomía moral de las personas y la cultura del sometimiento a la teología, y la necesidad de la luz divina para conocer la verdad, no sólo la religiosa, sino la científica, la política y la jurídica. » (Peces-Barba, 2006, *El País*, 21/XI) Cette tribune de G. Peces-Barba, publiée à l'occasion de la polémique motivée par l'inclusion dans les programmes scolaires d'un enseignement sur l'éducation à la citoyenneté, alors que la matière d'éducation religieuse devenait facultative, sous la première législature du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, s'inspire directement d'un article de J. Caro Baroja portant exactement le même titre : « El miedo al mono ».

³ Ces dates correspondent respectivement à l'ouverture du débat à propos du darwinisme et au premier centenaire de la naissance de C. Darwin, lequel est célébré par quelques actes commémoratifs organisés par la faculté de médecine de l'université de Valencia.

⁴ C. Darwin s'étonne lui-même, dans son *Autobiographie*, du succès de *On the origin of species* : « 16000 exemplaires ont maintenant (1876) été vendus en Angleterre, et, eu égard à la difficulté du livre, c'est un chiffre élevé. Il a été traduit dans presque toutes les langues européennes, y compris en espagnol, bohémien, polonais et russe. » (Darwin, 2008, p. 115) Parmi ces 16000 exemplaires, les 1250 de la première édition avaient été épuisés le jour même.

« hommes compétents », autrement dit la communauté scientifique qu'il tenait à convaincre, mais aussi le cadre géographique de l'Angleterre victorienne.

Dès 1860, le livre fut publié outre-Atlantique, par l'éditeur scientifique, D. Appleton de New York, ainsi que sa traduction en allemand et en néerlandais⁵. Rapidement, le livre faisait aussi l'objet de nombreuses recensions, publiées dans différentes revues scientifiques européennes et américaines, pour rendre compte, en bien ou en mal, de son contenu. Ces quelques données éditoriales ne sont qu'un aperçu du séisme intellectuel provoqué par *On the Origin of Species*, ouvrage qui pose deux sujets d'affrontement à la fois distincts et inextricablement entremêlés : une dispute épistémologique et une controverse ontologique.

En effet, le transformisme de C. Darwin, son nouveau contrat épistémologique, en particulier son éviction de Dieu pour expliquer le vivant, son induction scientifique peu orthodoxe, qui laisse plus de place qu'il n'est d'usage à la spéculation⁶, doivent conquérir leur légitimité auprès de l'orthodoxie scientifique. Celle-ci est représentée par les théories créationnistes — le catastrophisme, l'actualisme ou la théologie naturelle de T. Paley⁷ —, qui ont concilié jusqu'alors la connaissance scientifique de la nature et la cosmogonie biblique. La matérialisation de ce débat principalement épistémologique est visible dans les différentes éditions — six — de *On the Origin of Species*: entre 1859 et 1872, C. Darwin remanie son texte pour répondre aux nouvelles critiques et ajouter de nouveaux exemples ou faits portés à sa connaissance. Parmi les partisans contemporains de C. Darwin, il est indéniable que ses théories et son mode d'explication, désignés sous le néologisme de darwinisme, forgé par Thomas Huxley (Mayr, 1995, p. 102), représentent un remarquable progrès pour la science en l'émancipant du rôle de servante de la théologie qu'elle avait tenu jusqu'alors (Grimoult, 2008, p. 103).

Peu adepte de la controverse directe⁸, C. Darwin envoie T. Huxley défendre ses théories lors d'un débat, devenu célèbre depuis, organisé à Oxford par l'Association britannique pour l'avancement des sciences. C'est à cette occasion que Samuel Wilberforce, évêque d'Oxford, aurait interpellé celui que l'on surnommait le bulldog de Darwin à propos de ses origines simiennes. L'éminent prélat se serait vu répondre qu'il

⁵ La liste exhaustive des éditions, ainsi que des différentes traductions de *On the origin of species* est consultable sur le site Darwin-online :

http://darwin-online.org.uk/EditorialIntroductions/Freeman_OntheOriginofSpecies.html

⁶ Jusqu'à C. Darwin, les scientifiques utilisaient une épistémologie très rigoureuse, masquant la part d'intuition et d'imagination que comprend toute investigation rationnelle (Grimoult, 2008, p. 58).

⁷ Le catastrophisme du paléontologue français George Cuvier expliquait les extinctions d'espèces et la présence de formes différentes sur différents étages géologiques par des catastrophes naturelles, à l'exemple du déluge biblique. Il considérait que les espèces éteintes étaient remplacées par d'autres, créées ex-nihilo et elles aussi immuables (Pelayo, 1996, p. 265-266).

⁸ « Je le dois à Lyell qui, il y a bien longtemps, [...] me conseilla de ne jamais m'engager dans une controverse, car il en sortait rarement quelque chose de bon, et que l'on y perdait son temps et sa tranquillité. » (Darwin, 2008, p. 118)

était préférable d'être le fils d'un humble singe que d'être celui d'un homme capable d'employer son éloquence et son savoir pour railler ceux qui consacrent leur vie aux progrès de la vérité⁹. Cette dispute est devenue emblématique : elle est en quelque sorte une scène inaugurale où s'affrontent les droits respectifs de la recherche scientifique et des convictions religieuses, autrement dit elle définit ce qui détermine la ligne d'affrontement de l'antagonisme science vs religion. En effet, si le clergé anglican était prêt à accepter des concessions concernant la cosmogonie biblique ou l'âge de la Terre et en avait déjà faites, en particulier avec l'actualisme de Charles Lyell¹⁰, l'origine et le statut de l'homme demeuraient un interdit théologique à ne pas franchir (Becquemont, 1992, p. 152). Quant aux modalités de l'affrontement, on peut dire qu'il est construit et véhiculé par la langue, en particulier grâce à l'usage de l'ironie et de la raillerie, procédés privilégiés pour disqualifier l'adversaire. Finalement, cette dispute montre aussi que le darwinisme est défendu plus âprement par ses épigones et ses partisans que par C. Darwin lui-même.

En 1864, C. Darwin reçoit la médaille Copley de la prestigieuse Royal Society of London (Tort, 2007, p. 46). Avec *The Descent of Man*, ouvrage plus difficile et plus complexe, dédié aux origines de l'homme, publié en 1871, suivi d'une deuxième édition revue et augmentée en 1874, le darwinisme est en passe de s'imposer sur le plan scientifique. Le Darwin prudent de *On the Origin of Species* laisse place à un scientifique bien plus catégorique dans ses conclusions :

Je suis conscient du fait que les conclusions auxquelles je suis parvenu dans cet ouvrage seront dénoncées par certains comme hautement irréligieuses ; mais celui qui les dénonce est tenu de montrer pourquoi il est plus irréligieux d'expliquer l'origine de l'homme comme espèce distincte par filiation envers quelque forme inférieure, en vertu des lois de variation et de Sélection Naturelle, que d'expliquer la naissance de l'individu en vertu des lois de la reproduction ordinaire (Darwin, 1999, p. 734)

À sa mort, en 1882, la renommée internationale de C. Darwin est telle qu'il est inhumé en grande pompe à l'Abbaye de Westminster, aux côtés de Isaac Newton, même si les éloges funèbres prononcés par le clergé anglican ne sont pas exempts d'une pointe

⁹ Pour cette confrontation devenue légendaire, il existe autant de versions que de rapporteurs (Becquemont, 1992, p. 154). C'est la version de la traductrice française, C. Royer, dans la préface à la première édition de *L'origine des espèces*, qui est rapportée ici (Darwin, 1866, p. xxviii).

¹⁰ L'actualisme du britannique Charles Lyell tente d'expliquer les changements ayant eu lieu dans le passé sur la surface de la Terre en référence aux causes qui agissent sur le présent (*actual causes*). Les actualistes présupposent des âges géologiques plus longs que les 6000 ans déduits du récit biblique. Pour continuer à concilier science et religion, les géologues considèrent donc que les « jours de la création », cités dans la Genèse, avaient été mal traduits et que le terme « jour » correspondait plutôt à une métaphore pour désigner une période de temps indéterminée (Pelayo, 1996, p. 267).

d'ironie¹¹. Cette cérémonie scelle, en quelque sorte, la victoire épistémologique du darwinisme outre-Manche, mais aussi une *pax britannica* entre l'Église anglicane et la communauté scientifique. En dépit des controverses, il n'y a pas eu de polarisation idéologique du débat scientifique au Royaume Uni, ni d'entraves politiques à sa réalisation qui doit nécessairement avoir lieu dès lors qu'une théorie doit démontrer non seulement sa validité, mais aussi sa supériorité pour imposer son magistère.

Dans la France du Second Empire, la communauté scientifique française accueille le darwinisme entre indifférence — voire un certain dédain — et hostilité. C. Darwin, qui était soucieux de connaître l'opinion sur ses travaux de ses collègues français, héritiers des Buffon, Lamarck, Geoffroy de Saint-Hilaire et autres noms prestigieux, avait envoyé des exemplaires de *On the Origin of Species* à différents naturalistes du Muséum d'histoire naturelle. Henri de Milne-Edwards, dont il avait fait la connaissance à Oxford, en juin 1847, ne lui aurait jamais répondu. Armand de Quatrefages de Bréau daigne le faire, mais pour mieux lui répondre qu'« [ils] diffèr[ent] beaucoup » et qu'il préfère ne pas porter de jugement sur la variabilité des espèces par « manque de données pour juger de ce qui existait avant ». Il conclut courtoisement sa missive en expliquant qu'il s'abstient plus qu'il ne combat, mais que sa préférence est acquise à Georges Cuvier, même s'il tient Etienne Geoffroy Saint-Hilaire en grande estime¹². Le fils de ce dernier, Isidore, également professeur au Muséum, lui tient un discours similaire à la différence qu'il se prononce, comme son père, pour une variabilité limitée des espèces, la fixité étant pour lui la norme quand il n'y a pas de changement de milieu pour influencer l'hérédité. L'Académie des sciences reçoit, elle aussi, avec beaucoup de réserves les théories de C. Darwin, ce qui se traduit par une élection très tardive de ce dernier au titre de correspondant dans la section « Botanique » en 1877, alors que son admission avait été proposée dès 1870, mais à la section « Anatomie » (Carton, 2009, p. 80).

Cette hostilité teintée d'indifférence trouve deux explications. Le Muséum d'histoire naturelle et l'Académie des sciences sont deux institutions qui étaient alors tenues par les héritiers de G. Cuvier, champion de la conciliation entre science et religion, grâce à sa théorie du catastrophisme qui permettait de conserver intact le dogme de la fixité des espèces. Or, le transformisme de C. Darwin non seulement s'opposait au crédo des membres de ces vénérables institutions, mais il n'était pas sans rappeler une polémique homérique qui avait opposé, dans la première moitié du XIX^e siècle, G. Cuvier à Jean

¹¹ G. de Azcárate, qui glose l'éloge funèbre du chanoine Liddon dans un article publié dans le *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, s'étonne du flegme du clergé anglican, sans remarquer que celui-ci, à plusieurs reprises, dans un discours conciliant, reste néanmoins très sceptique quant au processus évolutif (« el proceso evolutivo, suponiendo que exista » ; « pero un hecho es una cosa y otra muy distinta las teorías ») (Núñez, 1977, p. 174-175).

¹² Lettre 3524 de A. Quatrefages de Bréau à C. Darwin, juillet 1862 : <http://www.darwinproject.ac.uk>

Baptiste Lamarck, initiateur de la théorie transformiste, et E. Geoffroy Saint-Hilaire, transformiste modéré. Par ailleurs, accepter la suprématie épistémologique du darwinisme, cet Anglais désormais lu et reconnu en Europe — du Nord —, signifiait aussi pour eux renoncer à la position hégémonique que la France avait maintenue en matière d'histoire naturelle depuis le XVIII^e siècle.

C'est aussi cette réserve de la communauté scientifique française, qui permet de comprendre la saga de la publication de la traduction française de *On the Origin of Species* et son relatif retard — deux ans — par rapport aux versions allemande ou néerlandaise. Aucun des vénérables naturalistes cités plus haut ne voulut s'en charger, alors qu'en Allemagne, elle était parue sous la signature d'un éminent paléontologue, Heinrich Bronn. Après une première tentative avortée par manque d'éditeur scientifique français, c'est finalement une femme, Clémence-Auguste Royer, qui s'attèle à la tâche et qui signe une première traduction controversée d'après la troisième édition anglaise, sous le titre de *L'origine des espèces ou des lois du progrès chez les êtres organisés*, publiée en mai 1862.

Issue d'une famille catholique légitimiste qu'elle renie à l'âge adulte, de même que son éducation religieuse, C. Royer est une autodidacte ayant acquis à force de lectures une culture encyclopédique qui touche à la philosophie, à l'économie politique, à l'anthropologie et à la biologie. Sa connaissance des théories de J. B. Lamarck et de Thomas Malthus lui fait prendre conscience de la portée de l'œuvre C. Darwin ; elle se propose alors auprès de l'éditeur britannique pour en réaliser la traduction. René-Édouard Claparède, un naturaliste suisse de l'Université de Genève, qui avait fait une recension favorable de *On the Origin of Species* pour la *Revue Germanique*, lui apporte son aide pour la traduction du lexique technique de la biologie.

La correspondance du naturaliste anglais¹³ nous éclaire sur l'opinion qu'il avait de sa traductrice française. Dans une lettre adressée à A. Quatrefages de Bréau, C. Darwin regrette que C. Royer ne soit pas plus versée en histoire naturelle, il la considère néanmoins comme une femme intelligente, en dépit de sa singularité. De plus, la hardiesse dont elle fait preuve l'amuse dans un premier temps ; il pense même que cela peut être une bonne publicité pour son livre. Il déchanté rapidement, une fois la traduction publiée, ainsi qu'au fil des éditions françaises, jusqu'à la rupture, après la troisième édition, parue, en 1870, sans son accord et sans les recommandations qu'il avait exigées.

La lecture de la préface à la première édition permet de cerner le style querelleur et la liberté de ton de C. Royer. Outre qu'elle profite de cet espace éditorial, ainsi que des

¹³ Lettre 3653 de C. Darwin à A. Quatrefages de Bréau du 11/07/1862 et lettre 3715 de R.-E. Claparède à C. Darwin du 6 Sept. 1862, *Ibidem*.

notes qui accompagnent sa traduction pour y développer ses propres opinions, sa défense de l'ouvrage de C. Darwin devient une charge anticléricale extrêmement virulente. Elle exacerbe, de fait, l'antagonisme science vs religion, et transforme sa préface en pamphlet incendiaire qui exalte la supériorité de la raison et du progrès sur l'obscurantisme religieux.

En ce qui concerne le texte, la traductrice se permet, dans la première édition, plusieurs écarts, comme en témoignent la traduction du sous-titre, « des lois du progrès chez les êtres organisés », ou le refus de forger certains néologismes, comme « sélection » pour traduire *selection*, auquel elle préfère le terme « élection ». En dernier lieu, elle transforme en certitude l'attitude probabiliste de l'auteur et dévalorise la contre-argumentation qu'il déploie de façon préventive (Brisset, 2002, p. 180-196). En d'autres termes, C. Royer outrepassa le simple rôle de traductrice en donnant à son édition (préface, notes, traduction) une attitude militante qui va bien au-delà du pro-darwinisme et ruine ainsi toute chance de lecture non passionnelle de l'ouvrage. Ce militantisme n'est guère plus atténué dans la deuxième édition. Si la traductrice a bien corrigé certains des écarts énoncés plus haut, l'avant-propos reste dans la même veine combative que la préface de la première édition, puisqu'elle y déploie toute une rhétorique offensive pour annoncer « la victoire » du darwinisme dans les milieux de la science libre et rationnelle, en particulier parmi les « membres les plus influents et les plus éminents de la jeune Société d'anthropologie de Paris », qualifiés « d'apôtres » ou « d'ouvriers du vrai ». Or, cette victoire a été obtenue en dépit de l'opposition de l'orthodoxie scientifique, toujours inféodée au religieux et cramponnée « dogmatiquement » aux « vieilles doctrines » ou aux « philosophies surannées » (Darwin, 1866, p. i-x). C'est probablement cette pugnacité, aux antipodes de la prudence dont faisait preuve C. Darwin dans ses démonstrations et son argumentation, qui a contribué à la rupture entre traductrice et auteur, lequel a certainement estimé que cette arrogance militante desservait plus qu'elle ne servait la bonne réception de sa pensée.

Quoi qu'il en soit, l'éloquence agressive de C. Royer permet de comprendre l'enjeu de la confrontation entre partisans et adversaires du darwinisme dans ce conflit entre science contre religion, qui est plutôt une question de science affranchie de tout argument religieux contre science compatible avec lui. Il s'agit, en effet, d'imposer la réalité de la transformation des espèces au fil des générations en opposition au dogme de la Création issu de la Genèse, mais aussi de faire prévaloir le modèle épistémologique induit par cette conception du vivant qui émancipe la science de tout asservissement à la théologie. Le darwinisme doit imposer son magistère au « parti religieux », au sens large, ainsi que le définit C. Royer, c'est-à-dire la hiérarchie

ecclésiastique et ses partenaires politiques, mais aussi à ses alliés dans la communauté scientifique, tout aussi dogmatiques que la première¹⁴. Dans ce combat, il convient de faire du darwinisme une arme pour vaincre le parti adverse :

Or, la théorie de M. Darwin est incompatible avec cette notion ; et c'est pourquoi son livre, bien que d'un caractère éminemment pacifique sera en butte aux attaques du grand parti immobiliste et chrétien, encore si nombreux chez toutes les nations européennes ; mais aussi il sera une arme puissante entre les mains du parti contraire, c'est-à-dire du parti libéral et progressiste (Darwin, 1866, p. xxvi).

Avec cette instrumentalisation du darwinisme à des fins militantes contre la religion, C. Royer polarise le débat en doublant l'antagonisme d'une dimension idéologique, puisqu'elle associe la religion, réduite à l'attaque, au conservatisme et à l'immobilisme, alors que les partisans des théories de C. Darwin, poussés à la contre-attaque, sont du côté du progrès, de la raison et de la liberté. Dès lors, le véritable enjeu pour ses sectateurs les plus radicaux, à l'image de C. Royer, est, à court terme, la sécularisation de la pensée scientifique et, à long terme, celle de la société.

L'anticléricalisme affiché de C. Royer n'est pas sans radicaliser les positions passionnelles dans la polémique darwiniste et la version française publiée sous sa signature offre ainsi un nouvel angle d'attaque aux adversaires des théories du naturaliste anglais, qu'ils soient français ou étrangers¹⁵. Dans le camp des partisans, la traduction de C. Royer reçoit un accueil favorable, en particulier auprès des membres de la Société d'anthropologie de Paris, lesquels, pour mieux valoriser son attitude combative, lui décernent le titre de membre, en 1870. Dans cette société savante, fondée en 1859 par Paul Broca, on trouve, groupé autour de Charles Letourneau, tout un groupe d'anthropologues libres penseurs, matérialistes et anticléricaux qui œuvre pour diffuser et imposer la suprématie épistémologique du darwinisme et de ses épigones les plus radicaux, comme Ernst Haeckel, T. Huxley ou L. Büchner, en traduisant leurs ouvrages, tous publiés par l'éditeur scientifique, C. Reinwald. Ces propagateurs de la « libre pensée scientifique », ainsi que les définit C. Letourneau¹⁶, sont proches des républicains radicaux qui militent pour la séparation de l'Église et de l'État et la laïcisation de l'enseignement et de la science. Or, dans ce contexte de lutte contre l'Église, cette alliance de politiques et d'anthropologues radicaux utilise effectivement

¹⁴ Mais il faut dire que M. Charles Darwin n'a pas seulement à lutter contre la passion religieuse, contre la presse ultramontaine ou puritaine, son organe, et contre les dédains ridicules de l'ignorance et des préjugés ; il a encore contre lui la routine scientifique elle-même. Le système de M. Darwin est contraire à la tradition dite classique parmi les naturalistes ; car, dans la science aussi, il y a en ce moment une sorte d'orthodoxie aussi jalouse et aussi peu endurente que l'orthodoxie religieuse (Darwin, 1866, p. xxxiv).

¹⁵ Jusqu'à 1873, date de publication de la traduction de J. J. Moulinié, la version de C. Royer fut lue dans tous les pays où l'ouvrage de C. Darwin n'avait pas encore été traduit et où la langue véhiculaire des intellectuels était le français, comme l'Espagne.

¹⁶ 1849-1899. *Le Cinquantenaire de la librairie C. Reinwald*, p. 11.

les théories de C. Darwin comme « une arme », telle que C. Royer l'avait préconisé, en particulier jusqu'à la consolidation de la III^e République qui amorce un grand mouvement de sécularisation aboutissant à la loi de 1905 (Grimoult, 2008, p. 114-115).

De cette brève exposition des caractéristiques de la polémique darwiniste en France et en Angleterre, on remarque qu'elle est avant tout une lutte générationnelle d'acteurs scientifiques¹⁷. L'ancienne génération est décidée à maintenir le contrat épistémologique qui fait de la science une servante de la théologie, la limitant à découvrir et étudier les desseins du Créateur dans les lois de la Nature. Quant à la nouvelle, son vœu est de bousculer cette politique de la science afin de l'émanciper de la tutelle théologique.

Dans la querelle que se livrent les deux camps antagonistes, symbolique de l'opposition entre science et religion, c'est la question des origines de l'homme qui est objet de polarisation et qui transcende les milieux scientifiques pour devenir un débat social. Or, dans ce débat, la caricature devient à son tour une arme entre les mains des adversaires de C. Darwin pour populariser négativement ses idées, en les réduisant au raccourci du singe, « el mono », en Espagne.

Les quatre décennies durant lesquelles se déroule la querelle darwiniste en Espagne ne constituent pas un bloc monolithique du point de vue chronologique, puisque celle-ci prend plutôt la forme d'un long conflit ponctué d'une série d'offensives, contre-offensives, trêve éphémère et reprise des hostilités entre les deux partis adverses qui configurent l'antagonisme science contre religion : le camp du progrès, composés par ceux qui veulent faire progresser la science et par là même faire accéder l'Espagne au rang de nation moderne, et le camp clérical, comprenant les zéloteurs d'un conservatisme politico-religieux.

1868-1875 : Darwin in absentia ou l'ouverture du débat sur le darwinisme

C'est en 1877, soit dix-huit ans après la première édition anglaise, que la traduction officielle avec autorisation de l'auteur, sous la plume de Enrique Godínez, est enfin publiée en Espagne, par la Biblioteca Perojo, sous le titre : *Origen de las especies por medio de la selección natural o la conservación de las razas favorecidas en la lucha por la existencia*¹⁸. Cette traduction longuement différée ne signifie pas pour autant que les Espagnols en général et la communauté scientifique en particulier n'aient pas eu connaissance des théories du naturaliste anglais et n'en aient pas discuté avant cette date. Néanmoins l'accès au texte, en l'absence de traduction, a été de seconde main,

¹⁷ C. Darwin lui-même remarque ce fait dans son introduction de *La filiation de l'homme* (Darwin, 1999, p. 81).

¹⁸ Réalisée à partir de la 6^e et dernière édition anglaise.

partiel et partial, parfois déformé par les échos polémiques en provenance des autres pays européens.

En 1859, soit la même année que la publication de la première édition de *On the Origin of Species*, José Planella Giralt, professeur d'histoire naturelle de l'Université de Saint-Jacques de Compostelle, dans son discours inaugural de l'année académique 1859-1860, livre une charge virulente contre les savants modernes, lesquels, aveuglés par le progrès, formulent une curieuse théorie sur l'origine de l'homme et sa filiation avec une forme organique inférieure. Il ne fait aucun doute, même s'il ne le cite pas nommément, qu'il fait allusion à C. Darwin (Núñez, 1977, p. 87-89). Cette première référence montre que les rumeurs du séisme intellectuel européen, provoqué par les théories darwinistes, sont, très tôt, parvenues en Espagne, même si le débat proprement dit ne peut encore avoir lieu pendant cette dernière décennie du règne d'Isabel II.

Depuis le Concordat de 1851, les secteurs les plus intransigeants de la hiérarchie catholique et leurs alliés politiques, les néo-catholiques, proches, selon la conjoncture des libéraux modérés ou des traditionnalistes, n'ont eu de cesse de freiner l'avancée des nouvelles idées scientifiques pour défendre leur idéal conservateur politique et religieux. Leur ascendant a pesé sur des lois restrictives afin de mieux contrôler l'édition (Ley de imprenta de 1857) et l'enseignement (Ley de instrucción pública, plus connue sous l'appellation de Ley Moyano, de 1857 également). Au début des années 1860, certainement sous l'influence des premières rumeurs de la polémique darwiniste qui gronde en Europe et de la publication, en 1864, de l'encyclique *Quanta Cura* et du *Syllabus*, qui condamne toute philosophie non thomiste et en définitive toutes les idées philosophiques, politiques et scientifiques modernes, la hiérarchie ecclésiastique et les néo-catholiques se sont sentis pousser des ailes et font de nouveau pression pour étendre davantage encore leur pouvoir de censure sur l'enseignement, leur cible étant, cette fois, le contenu des manuels scolaires et les idées politiques et religieuses des professeurs. Cette mainmise sur l'édition d'ouvrages scientifiques et l'enseignement donne lieu à la première crise universitaire et à la révocation de certains universitaires, en 1865 et 1866, par le ministre du Développement (*Fomento*), en charge de l'Instruction publique de l'époque, Manuel de Orovio (Maier Allende, 2003, p. 100-102). Dans ce délétère climat de censure, seul la voix des antidarwinistes est audible, puisqu'ils sont les seuls à pouvoir s'exprimer publiquement et librement, reléguant les partisans du naturaliste anglais, à la clandestinité ou, tout du moins, à la confidentialité. Parmi eux, ainsi qu'il est communément admis dans l'historiographie du darwinisme en Espagne, Antonio

Machado y Núñez, l'aïeul des Machado, professeur d'histoire naturelle à l'Université de Séville où, dit-on, il professe ouvertement le darwinisme (Núñez, 1987, p. 99)¹⁹.

En 1868, l'avènement de la Révolution de Septembre lève les entraves politiques à la liberté d'expression et à la censure éditoriale, pédagogique et scientifique. Grâce à l'abrogation par décret du 21/10/1868 des lois restrictives de 1857, concernant l'éducation et l'édition, ainsi que des décrets dits « de Orovio » à l'origine de la première crise universitaire, le débat sur le darwinisme, qu'il soit scientifique ou social, peut enfin commencer en Espagne, avec une décennie de retard par rapport à ses voisins européens. Or, c'est dans une ambiance complètement polarisée, entre la liberté de parole pour le camp des progressistes, au sens large du terme, et les craintes exacerbées pour le camp des sectateurs du conservatisme clérical, qu'il débute.

Parmi les députés de l'assemblée constituante, plusieurs voix s'élèvent pour demander la liberté religieuse, comme le déclame Emilio Castelar, dans son fameux discours connu sous le titre de *Grande es Dios en el Sinaí*, du 12 avril 1869, ou pour déclarer publiquement leur athéisme, comme l'affiche Francisco Suñer Capdevila, dans sa non moins célèbre allocution intitulée *Guerra a Dios*, du 26 avril 1869. Ce dernier récidive en publiant un virulent pamphlet, *Dios*, la même année, soutenu dans ce militantisme provocateur, par Joaquín María Bartrina qui, lui, édite *Guerra a Dios*, toujours en 1869 (Gomis Blanco ; Josa Llorca, 2009, p. 51). La liberté de culte, finalement inscrite dans la constitution de 1869, a pour effet de mettre sur la défensive la hiérarchie catholique et ses alliés politiques, mais aussi d'autres secteurs de la société également animés par un idéal conservateur.

Dans ce climat de dispute, la lecture de la traduction de C. Royer, avec son style incendiaire, qui circule en l'absence de version espagnole, n'est pas pour apaiser les passions ni les positions antagoniques des uns et des autres. Or, c'est encore la version française qui est la référence lors de la première tentative de publication d'une version espagnole de *On the Origin of Species*, en 1872. Il s'agit d'une traduction non officielle, donc publiée sans autorisation de l'auteur²⁰, dans la collection « Biblioteca Social, Histórica y Filosófica »²¹. L'ouvrage traduit est édité de façon incomplète, puisqu'il a été

¹⁹ Dans l'anthologie documentaire sur la polémique darwiniste de D. Núñez, pour la période antérieure à 1868, seuls apparaissent des textes émanant des adversaires du darwinisme. Le premier écrit favorable, signé par A. Machado y Núñez, ne date que de 1871 (Núñez, 1977).

²⁰ C'est bien pour se démarquer de cette traduction officielle, à partir d'un texte non approuvé par l'auteur — la rupture entre C. Darwin et C. Royer était consommée depuis 1870 —, que l'édition de 1877 indique, en page de garde, « traducido con autorización del autor de la sexta y última edición inglesa », affirmation certifiée par un échange de lettres entre l'auteur et le traducteur également inclus dans l'ouvrage. L'édition originale est consultable sur le site *The Complete Works of Charles Darwin Online* : <http://darwin-online.org.uk/contents.html#origin>

²¹ *Origen de las especies por selección natural, ó resumen de las leyes de transformación de los seres organizados*, con dos prefacios de Mad. Clemencia Royer, Madrid, Imprenta a cargo de Jacobo María

publié en fascicules et que seuls ont paru la préface et l'avant-propos de C. Royer, ainsi que la notice historique. À la page x, une note du traducteur anonyme, pour le moins étonné de l'éloquence agressive de la traductrice française, précise en guise d'avertissement : « Como verán los lectores, la autora de este prólogo y traductora de la obra de M. Darwin no tiene nada de católica, ni siquiera de cristiana. Para ella la naturaleza lo constituye todo. Conviene que esto se tenga presente para poder sacar doble fruto de la enseñanza de este libro y leer con prevención sus temerosas afirmaciones. » (Gomis Blanco ; Josa Llorca, 2009, p. 55)

En l'absence de traductions complètes, officieuses ou officielles, l'accès aux œuvres de C. Darwin, en particulier dans la communauté scientifique, se fait essentiellement grâce aux recensions, principalement publiées dans les revues universitaires.

Antonio Machado y Núñez est le premier *reviewer* espagnol de *On the origin of species*. Dans la revue universitaire, dont il est le fondateur et l'éditeur, *la Revista Mensual de Filosofía, Literatura y Ciencias de Sevilla*, il publie quatre articles, entre 1871 et 1872, qui exposent et commentent les postulats darwiniens, assortis d'exemples tirés de ses propres recherches ou de celles d'autres naturalistes, comme L. Brüchner. Ces quatre recensions sont complétées par un article de synthèse sur les travaux de E. Haeckel, diffuseur des théories de C. Darwin en Allemagne et l'un de ses épigones les plus radicaux (Machado y Núñez, 1989, p. 85-114)²². Parmi les articles de A. Machado y Núñez sur le darwinisme, le quatrième, intitulé « Darwinismo. La edad de la tierra », publié en 1872²³, est le plus intéressant du point de vue de l'argumentaire, caractéristique des partisans du darwinisme. Son auteur n'y expose pas, à proprement parlé, un postulat darwinien en particulier, comme il l'avait fait pour les autres, mais développe des applications de ses principes épistémologiques au champ de la géologie. Sa démonstration prend la forme d'un véritable plaidoyer en faveur de la sécularisation de la pensée scientifique. En effet, son discours à l'égard de ceux qu'il nomme péjorativement « los reaccionarios de la Ciencia » s'y fait beaucoup plus virulent, puisqu'il conteste leurs objections en martelant à plusieurs reprises que le recours à la croyance religieuse n'est pas un argument scientifique valide pour réfuter les théories

Luengo, 1872.

²² La mention des travaux de L. Brüchner, dont la *Conférence sur la théorie darwinienne de la transmutation des espèces*, avait été publiée par l'éditeur scientifique Reinwald, en 1869, ainsi que de la traduction française, signée par C. Letourneau, de l'œuvre de Haeckel, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, toujours éditée par Reinwald, en 1874, montre que A. Machado y Núñez, bien informé sur les publications de la maison Reinwald, avait probablement des contacts avec la Société d'Anthropologie de Paris, en dépit de la francophobie qu'il affiche à plusieurs reprises dans ses écrits. Le patriarche des Machado était plutôt germanophile et devait lire l'allemand, même s'il ne le traduisait pas. E. Haeckel lui avait d'ailleurs envoyé son livre, *El monismo como nexa entre la religión y la ciencia*, qu'il avait fait traduire et publier, en 1893, et dont il avait signé la préface.

²³ Cet article illustre la position des défenseurs du darwinisme dans l'anthologie de D. Núñez.

darwinienne, lesquelles sont toujours présentées comme l'avant-garde de la pensée scientifique. Dans ses différentes recensions des théories darwiniennes, A. Machado y Núñez prend formellement parti pour elles et les marque d'emblée du sceau de la vérité et de l'irréfutabilité scientifique, de sorte que la divulgation scientifique s'accompagne d'une stratégie discursive combative pour les légitimer. En outre, à travers ses écrits, le naturaliste espagnol, partisan type du camp progressiste, est porteur d'un projet politique et social dont le véritable enjeu est la modernisation de l'enseignement et de la société espagnole grâce à la science. Dans cette perspective, le paradigme darwiniste est, à son sens, le moyen de séculariser la pensée scientifique et de la libérer de tout pré-supposé philosophique ou religieux (Gómez-García Plata, 2008, p. 87-103).

Juan Vilanova i Piera, titulaire de la Chaire de Géologie et de Paléontologie de l'Université de Madrid, développe son contre-argumentaire aux théories darwiniennes dans la revue universitaire, *Revista de la Universidad de Madrid*, dans une série de trois articles intitulée « El darwinismo ante la Paleontología », publiés entre 1873 et 1874 (Vilanova i Piera, 1873-1874, p. 50-57 ; 2, p. 503-522 ; 3, p. 383-403). Ces articles sont, en quelque sorte, une réponse à ceux publiés par l'aïeul des Machado. Défenseur de convictions diamétralement opposées, puisqu'il est partisan du fixisme, J. Vilanova expose les postulats darwiniens afin de mieux les contester, s'aidant en cela de travaux d'autres scientifiques, tels J. Barrande²⁴ ou L. Agassiz²⁵, qui sont des antidarwinistes notoires et qui, comme lui, refusent toute conception évolutive du vivant, y compris le transformisme de J. B. Lamarck. S'il prétend se placer exclusivement sur le terrain scientifique, ce qu'il fait par son argumentation et ses exemples, son discours n'en est pas moins empreint d'idéologie partisane, révélatrice de son appartenance au camp des conservateurs du dogme. J. Vilanova dit entreprendre la réfutation du darwinisme au nom de la vérité : « que emprendemos con fe y sin más mira ulterior que la de servir los fueros de la verdad » (Vilanova, 1873-1874, p. 50), mais ce n'est que pour mieux marquer son opposition au nouveau contrat épistémologique proposé par C. Darwin, qui ose exclure la Providence, « el Supremo Hacedor », pour expliquer l'origine du vivant.

²⁴ Joachim Barrande : Ingénieur des Ponts et Chaussées, ayant étudié les sciences naturelles et devenu précepteur, pour les matières scientifiques, du petit-fils de Charles X. En 1830, il s'exile avec la famille royale à Prague où il consacre les 44 dernières années de sa vie à la paléontologie et à la géologie. Il relève, classe et étudie les fossiles de Bohême, ce qui donne lieu à la publication de 22 volumes où il décrit 3200 espèces. J. Barrande rejette le darwinisme car, selon lui, rien dans le registre fossile n'en prouve la véracité. *NdeA* : ses travaux sont cités sur Internet par tous les sites néo-créationnistes.

²⁵ Louis Agassiz : naturaliste suisse, né à Fribourg, il étudie d'abord à Zurich, puis à Heidelberg. Devenu docteur en médecine en 1830, il voyage à Paris où il se lie d'amitié avec G. Cuvier. À partir de 1846, il se fixe aux États-Unis, occupant le poste de professeur de paléontologie à Harvard. Son ouvrage le plus important date de 1846 et porte sur l'étude et la description des poissons fossiles à partir de matériaux fournis par G. Cuvier. Partisan du catastrophisme de son illustre maître, L. Agassiz est donc un adversaire déclaré du darwinisme et le réfute exactement avec les mêmes arguments (Grimoult, 2008, p. 98). Il est aussi récipiendaire, comme C. Darwin, de la médaille Copley, que la *Royal Society* lui a décernée en 1861.

Son discours de contestation est un amalgame de valeurs morales et de faits scientifiques, auxquels s'ajoutent des remarques sexistes sur C. Royer, dont il lit la traduction : « de la imaginación más fantástica, madame Royère », « según la poética pero inexacta frase de madame Royère » (*sic*), assénées tout au long des articles (Vilanova, 1873-1874, p. 504-505). Celles-ci lui permettent de discréditer les théories de C. Darwin en les faisant apparaître non pas comme les travaux d'un éminent scientifique, mais comme le produit d'une affabulation féminine. En d'autres termes, afin de préserver le dogme de la fixité des espèces, pierre angulaire de la conciliation entre science et religion, J. Vilanova utilise une tactique assez courante parmi les créationnistes qui consiste à saper les fondements scientifiques du darwinisme, afin d'accréditer et de transmettre l'idée qu'il est construit sur un raisonnement théorique erroné. De là à le présenter comme une philosophie combattive, dont le but n'est autre que d'attaquer les fondements du catholicisme, il n'y a qu'un pas que franchit Ceferino González²⁶, évêque de Cordoue, lequel, à l'instar de l'évêque d'Oxford, prend également part au débat scientifique.

C. González n'est pas l'auteur d'une recension, mais d'une réflexion sur les théories de C. Darwin, portant le titre de « El darwinismo », incluse dans un appendice à un ouvrage de réflexion philosophique sur le siècle, publié en 1873 et intitulé *Estudios religiosos, filosóficos, científicos y sociales* (González, 1873, p. 303-320). L'évêque de Cordoue y définit le darwinisme comme une théorie matérialiste qui prend des apparences scientifiques, « materialismo disfrazado bajo el pseudónimo de positivismo », grâce à l'amalgame entre le matérialisme ontologique et le matérialisme méthodologique, propre au nouveau contrat épistémologique proposé par C. Darwin. Après cette entrée en matière, C. González évoque le principe transformiste, en remplaçant C. Darwin dans la lignée scientifique du transformisme en général et rappelle, en les citant, ses principaux postulats pour mieux affirmer le caractère antichrétien de la théorie darwinienne : « la tesis darwiniana es esencialmente materialista, antifilosófica y anticristiana ». Selon lui, le darwinisme n'est qu'une imposture scientifique — ce que souligne l'emploi de termes comme « falsa », « falsedad », « vicio », « viciada » —, un nouvel avatar du rationalisme philosophique, responsable, comme ses prédécesseurs, de la décadence et de la crise spirituelle. À ce titre, il n'a d'autre dessein que d'attaquer le christianisme. Ainsi qu'on peut s'en douter, c'est surtout la question de la désacralisation de l'espèce humaine qui concentre les plus virulentes critiques de l'évêque, dans la mesure où il la juge incompatible avec le dogme chrétien. Il avance,

²⁶ Ce dominicain ayant réalisé une brillante carrière dans la hiérarchie catholique (évêque de Cordoue, puis archevêque de Séville et ensuite de Tolède, cardinal en 1884), a suivi des études de théologie et de philosophie, et a acquis quelques notions en sciences naturelles, aux Philippines, auprès des moines dominicains et augustins.

pour ce faire, une série d'arguments se voulant scientifiques, afin de démontrer que l'homme ne peut avoir une ascendance animale, *a fortiori* le singe. En effet, pour cet homme d'Église, il est inacceptable de concevoir l'homme, créature de Dieu, comme une espèce parmi d'autres. Le darwinisme et le christianisme sont, à son sens, une thèse et une antithèse qui ne souffre aucune synthèse possible et les partisans d'une conciliation entre les deux doctrines sont d'autant plus suspects qu'ils démontrent, ce faisant, qu'ils ne connaissent ni l'une ni l'autre²⁷. Ce discours, typique d'un ecclésiastique, marqué par l'empreinte du *Syllabus*, est néanmoins bien plus nuancé, car bien documenté scientifiquement, que d'autres qui se contentent simplement de jeter l'anathème.

Dans l'ensemble, ces différentes recensions²⁸ n'offrent qu'une vision schématisée et partielle du darwinisme, puisque les recenseurs y exposent surtout les postulats, sans la plupart des démonstrations qui ont abouti à ces résultats, même si l'on retrouve des démonstrations schématisées chez les partisans, alors que les adversaires consacrent beaucoup plus d'espace à développer une contre-argumentation. L'exposition théorique n'est pas neutre, puisqu'elle rend compte du débat épistémologique qui a lieu entre les partisans du transformisme darwinien et ses adversaires, eux-mêmes sectateurs du fixisme créationniste, ainsi que des enjeux idéologiques antagonistes qui leur sont propres. Néanmoins l'existence de ces recensions favorables ou défavorables sont essentielles au moment où il n'y a pas encore de traduction espagnole de l'œuvre du naturaliste anglais (Gómez-García Plata, 2011, p. 10-38). Cette vision incomplète de théories, aux démonstrations nouvelles et complexes, qu'il faut constamment légitimer par une éloquence parfois combattive face à l'orthodoxie scientifique, a pour effet de créer une lecture parcellaire et fragmentée d'un édifice théorique qui, de l'avis des spécialistes, doit être saisi dans son ensemble pour être bien compris (Hocquet, 2009, p. 22-23). Elle a pour principale conséquence d'affaiblir la qualité du débat scientifique.

Bien que le climat de liberté du *Sexenio* permette de supprimer les obstacles politiques qui ont bridé la diffusion du darwinisme dans la décennie 1860, il ne lève que partiellement les entraves idéologiques. En effet, peu de scientifiques espagnols ont la formation adéquate pour adopter la révolution mentale que suppose l'approche du vivant du darwinisme, fondée sur l'analyse rationnelle et le matérialisme méthodologique. La grande majorité des professeurs d'histoire naturelle, de médecine,

²⁷ Il est important de noter l'aspect inconciliable entre darwinisme et christianisme au moment où l'évêque de Cordoue écrit (1873), position qui évoluera sensiblement vers la fin de sa vie.

²⁸ Parmi les différentes recensions, il faut citer la synthèse des théories de C. Darwin réalisée par Francisco María Tubino, anthropologue, et publiée dans l'ouvrage collectif dirigé par J. Vilanova et intitulé : *La Creación. Historia Natural escrita por una Sociedad de naturalistas*, éditée à Barcelone entre 1872 et 1876 (Pelayo, 2009, p. 28).

d'anatomie, de géologie ou de paléontologie, à l'image de J. Vilanova, de formation et d'obédience créationniste, est hostile aux théories transformistes de C. Darwin, ce qui redouble les tensions au sein des universités (Núñez, 1987, p. 106-107). En 1869, alors qu'il est recteur de l'Université de Séville, A. Machado Núñez doit publier une circulaire à l'adresse des doyens des facultés pour en appeler à l'esprit de tolérance nécessaire à l'enseignement et au développement des sciences dans le cadre d'une université, en fustigeant l'intransigeance religieuse qui, pour lui, n'a aucune justification dans les sociétés modernes (Machado, 1989, p. 57-58). Le cas de Augusto González de Linares est aussi représentatif de cette réception clivée idéologiquement autour de la question darwinienne dans le milieu universitaire. Ce jeune professeur, nommé à la chaire d'histoire naturelle de l'Université de Saint-Jacques de Compostelle, en 1872, est très vite suspecté par ses collègues et les notables de la ville, parents de ses étudiants, d'enseigner des théories contraires à la foi chrétienne. Il reçoit même des menaces de mort de la part de l'un d'entre eux, qui le défie à se battre en duel. Cet exemple montre que, lorsqu'il y a des professeurs formés aux nouvelles idées scientifiques, leurs étudiants ne sont pas encore préparés à les comprendre et à les admettre, car elles heurtent leurs convictions religieuses et leur éducation traditionnelle et qu'ils sont soutenus et instrumentalisés par leurs parents et d'autres enseignants (Caro Baroja, 1977, p. 23-41).

Dans le débat épistémologique sur la question du darwinisme, d'autres institutions scientifiques, fondées peu avant ou à la faveur du *Sexenio* jouent également un rôle essentiel. Parmi elles, on compte la Sociedad Antropológica Española (1865-1874)²⁹ et la Sociedad Antropológica Sevillana (1871-1874), à l'image de la Société anthropologique de Paris du Dr Broca, évoquée précédemment, et dont les fondateurs sont respectivement Pedro González de Velasco, médecin, et A. Machado y Núñez³⁰. Or, ces deux sociétés sont suspectées d'être des repaires de « materialistas » et de « libres-pensadores », dont le seul but est de combattre « el dogma de las letras sagradas », « la verdad católica » et « el fundamento de la religión cristiana », par les milieux cléricaux et réactionnaires (Puig Samper ; Galera, 1983, p. 35).

Rafael García Álvarez, professeur d'histoire naturelle et directeur du lycée de Grenade (instituto de segunda enseñanza) est passé à la postérité comme le propagateur du darwinisme dans l'enseignement secondaire, s'attirant ainsi les foudres de l'évêque de sa ville, en raison de son discours inaugural de l'année scolaire 1872-1873 (Núñez,

²⁹ La Sociedad Antropológica Española retrouvera son activité entre 1881 et 1885, cf. «El proceso de institucionalización de la Antropología española» (Puig Samper ; Galera, 1983, p. 29-64).

³⁰ La Sociedad Antropológica Sevillana, fondée par l'aïeul des Machado en collaboration avec son collègue krausiste, Federico de Castro, titulaire de la chaire de philosophie de l'Université de Séville, est un exemple d'alliance entre krausistes et darwinistes que l'on retrouve lors de la création de la Institución Libre de Enseñanza.

1977, p. 193-196). Ce discours, qui présente succinctement le darwinisme et, surtout, l'associe ouvertement au progrès, est à l'origine d'une polémique enflammée, également révélatrice du clivage idéologique des camps antagonistes. *La Idea*, organe local du républicanisme fédéral dont R. García Álvarez est proche, le considère comme « magnifique » et n'hésite pas à en faire l'éloge dans son édition du 3 octobre 1872. Qualifié d'« hérétique », il est condamné par l'évêque et le synode du diocèse qu'il a convoqué, dans une réfutation rendue publique le 22 octobre, sous le titre, *Refutación del darwinismo. Condena del discurso herético pronunciado en Granada por un catedrático de Historia Natural* (Núñez, 1977, p. 197-202). Cet écrit ecclésiastique, émanant de farouches gardiens du dogme, qui se sont donné pour mission de « conservar íntegro e incorrupto el sagrado depósito de la fe », est loin d'avoir les prétentions ni la qualité scientifique de la réflexion de C. González citée plus haut. On y retrouve néanmoins des arguments similaires, bien que développés de façon beaucoup plus caricaturale : l'accusation de matérialisme, et donc l'assimilation des partisans du darwinisme à des libres-penseurs, la pratique de l'amalgame entre la théorie scientifique et les courants philosophiques condamnés par le *Syllabus*, la censure de l'origine simienne de l'homme, etc. Si cet écrit porte le titre de « Refutación », leurs auteurs se placent exclusivement sur le terrain religieux, puisque les doctrines « hérétiques » incriminées, autrement dit le darwinisme et ses supposés antécédents philosophiques, y sont considérés comme des « blasphèmes » et que le synode rappelle les définitions conciliaires et dogmatiques sur lesquelles se fonde sa condamnation.

Francisco de Asis Aguilar, prêtre et professeur d'histoire naturelle au Centro de Estudios Católicos, dans une conférence du 3 janvier 1873, publiée ensuite sous la forme d'une brochure intitulée, *El hombre ¿Es hijo del mono?* (Núñez, 1977, p. 202-208), pourfend, lui aussi, le discours de R. García Álvarez, qui propage une théorie « absurda », « ofensiva » pour Dieu et « humillante » pour l'homme, et qui trouve ses partisans parmi les « enemigos declarados del catolicismo y entre la juventud ligera de la Universidades ».

L'anthologie documentaire sur la polémique darwiniste de D. Núñez montre aussi que le débat dépasse amplement le cercle des institutions scientifiques, universitaires ou scolaires et qu'y prennent part des acteurs n'appartenant pas à ces milieux, comme Emilio Huelín, Antonio Cánovas del Castillo, I. C. Gramontel, pseudonyme du professeur de littérature, José Puente, Gaspard Núñez de Arce ou Emilia Pardo Bazán. Le point commun à tous leurs discours — en général publiés par les revues du parti clérical, *La Revista Católica* ou *La Ciencia Cristiana* — est la focalisation sur les origines de l'homme, cible de leurs critiques, et la faiblesse, pour ne pas dire l'absence, des arguments scientifiques (Núñez, 1977, p. 85-159). Tous reprennent en chœur la

dénonciation d'une théorie « absurda », « monstruosa », « inverosímil », « una aberración », dont le seul but est, selon les propres termes de A. Cánovas, « hacer inútil la idea de Dios » (Núñez, 1977, p. 104), amalgamant darwinisme et matérialisme.

Leur volonté de discréditer l'adversaire passe par une logorrhée utilisant un champ sémantique chargé de connotations négatives, comme si la force de la négation pouvait à elle seule détruire la théorie adverse. Ce discrédit est d'autant plus nécessaire qu'il est important de marteler l'idée que le darwinisme et ses partisans, sous prétexte de modernisation ou de progrès, n'ont d'autre objet que de séculariser non seulement la pensée scientifique, mais aussi la société tout entière, autrement dit d'attaquer Dieu, le dogme catholique, et, en définitive, l'Église et son pouvoir social et institutionnel.

La réception du darwinisme en Espagne entre 1868 et 1875 se caractérise donc, par rapport à ses voisins européens, par une ouverture tardive du débat et une publication différée de la traduction de *On the origin of species*. Ces deux facteurs, propices aux élucubrations et autres exagérations fantasmées, ainsi que la faiblesse des connaissances théoriques favorisent des positions antagoniques radicalisées entre « reaccionarios de la ciencia » vs « materialistas », dans une controverse où les questions ontologiques et idéologiques l'emportent le plus souvent sur la qualité de la discussion scientifique. La science et la révolution face à l'Église et à l'ordre, tels sont les termes de la confrontation entre partisans du progrès scientifique, politique et social face aux sectateurs d'un ancien ordre politique et religieux qui se sent menacé dans ses fondements.

On retrouve, dans les tensions entre les partisans de la science, conçue comme vecteur de progrès, et les zéloteurs du conservatisme clérical et scientifique, qui n'entendent pas céder leur pouvoir institutionnel, certaines similitudes avec la réception du darwinisme en France, en particulier les termes du conflit générationnel et idéologique, mais aussi la matérialisation de l'affrontement par une surenchère dans l'invective dans les deux camps. Elle diffère toutefois sur deux points. L'Espagne, incapable de se prévaloir d'une glorieuse lignée de naturalistes célèbres, ne peut se permettre cette hostilité, teintée de dédain, affichée par les scientifiques français. Le destin politique des deux nations voisines est aussi un autre point de divergence, puisque la consolidation de la III^e République en France voit la victoire du camp progressiste et anticlérical. En Espagne, le retour au pouvoir des gardiens du dogme les plus farouches pousse les partisans du darwinisme, qui, un temps, avaient espéré moderniser la nation à l'aide des nouvelles idées scientifiques, à entrer en résistance.

1875-1895 : la contre-offensive des gardiens du dogme

S'il y a une date importante pour ces quarante ans de querelle darwiniste, c'est bien l'année 1875. Le retour au pouvoir de la monarchie des Bourbon et de son principal artisan, A. Cánovas, fervant catholique et anti-darwiniste notoire, signe la première défaite des hommes de foi scientifique — quelle soit darwiniste, krausiste ou de toute autre obédience scientifique ou philosophique moderne — dans ce long conflit qui les oppose aux hommes de foi religieuse³¹. Les gardiens du dogme, excédés par le climat de liberté du *Sexenio*, synonyme pour eux de chaos et d'anarchie, et offensés par une théorie qui remet en cause la révélation divine et qui prétend les faire descendre du singe, ont bien l'intention de remettre en ordre la société et de remettre au pas les scientifiques « hérétiques » et dissidents. Pour ce faire, le fondateur du Parti conservateur rappelle au ministère en charge de l'Instruction publique le marquis de Orovio, politique à la poigne de fer qui saura réaffirmer l'attachement inconditionnel au dogme du nouveau pouvoir, comme le souligne J. Caro Baroja :

El Marqués [de Orovio] tenía que probar, por encima de todo, el Catolicismo firme del Gobierno. Tenía que satisfacer a los grupos aludidos por X en la revista citada, y tenía, en última instancia, una deuda que saldar con los que se le habían alborotado ya en 1867. Dictó así una orden por la que los rectores de las Universidades debían exigir a los catedráticos que dieran un programa de sus enseñanzas y que no explicaran nada contrario a la fe católica. Los fantasmas de Krause y Hegel aparecían algo lejanos. Más cerca y vivo estaba Darwin, y con él, el simiandro (Caro Baroja, 1997, p. 33).

Donner la responsabilité de l'Instruction publique à celui-là même qui était à l'origine de la première crise universitaire n'est pas sans apparaître comme une provocation et une certaine répétition de l'histoire. Le décret du marquis de Orovio, publié le 26 février 1875, qui abroge les articles 16 et 17 du décret du 21 octobre 1868 et rétablit la loi de 1857, a des conséquences désastreuses sur l'université espagnole, transformée dès lors en bastion du conservatisme. Les professeurs, qui défendent la liberté d'enseignement et refusent de s'aligner sur un quelconque dogme religieux, politique ou moral, sont suspendus de leurs fonctions ou renoncent à elles. Parmi eux, ceux qui l'avaient déjà été en 1866, mais aussi ceux qui avaient porté la voix du darwinisme : A. Machado y Núñez, A. González de Linares, Laureano Calderón. La première conséquence du geste politique des conservateurs est de marquer un coup d'arrêt à la poursuite du débat épistémologique sur le darwinisme, ouvert à grand peine quelques années plus tôt. En effet, la suspension des professeurs de leurs fonctions signifie aussi la fin des revues universitaires qu'ils éditaient ou des institutions

³¹ Cette terminologie pour désigner les deux camps est empruntée à J. Caro Baroja (Caro Baroja, 1997, p. 24).

alternatives qu'ils dirigeaient, comme la Sociedad Antropológica Sevillana ou la *Revista Mensual de Filosofía, Literatura y Ciencias*.

Dans ce climat de défaite pour le camp progressiste, la publication, en 1876, de l'ouvrage de John William Draper, *Historia de los conflictos entre la religión y la ciencia*³², trouve un retentissement particulier. Traduit directement de l'anglais et publié pratiquement au même moment que dans les autres pays européens, l'ouvrage connaît un important succès et fait l'objet de plusieurs rééditions jusqu'à la fin du XIX^e. En effet, son auteur, après une longue exposition historiographique des conflits entre les religions positives, entendues comme monothéistes, et la science, théorise l'opposition intrinsèque entre la science et la religion et donc l'impossibilité du dépassement de cet antagonisme³³. Préfacé par Nicolás Salmerón, troisième président de la République déchue et professeur suspendu pour avoir défendu la liberté d'enseignement, geste symbolique s'il en est, le traité de J. W. Draper redonne courage aux hommes de foi scientifique pour reprendre, par d'autres voies, leur combat de sécularisation de la science et de l'enseignement qui était symbolisé par leur défense du darwinisme.

C'est dans ce contexte de résistance à la contre-offensive des gardiens du dogme qu'est créée, en 1876, par un groupe de professeurs suspendus réunis autour de Francisco Giner de los Ríos, la Institución Libre de Enseñanza. Cet établissement d'enseignement laïc, qui a pour ambitieux projet pédagogique d'éduquer de nouvelles générations en les formant aux idées scientifiques et philosophiques les plus novatrices, se place sous la figure tutélaire de C. Darwin, nommé professeur honoraire.

La résistance du camp progressiste se traduit également par une intense activité éditoriale pour continuer à diffuser non seulement le darwinisme, mais aussi les autres composants scientifiques du paradigme évolutionniste. C'est dans ce contexte qu'ont lieu les publications des œuvres de C. Darwin qui avaient tant fait défaut lors de l'ouverture du débat.

En 1876, paraît *El origen del hombre*, soit un an avant la parution de la traduction officielle de *El origen de las especies*, particularité espagnole qui n'a eu lieu dans aucun autre pays européen. La publication de la version espagnole de l'autre ouvrage fondamental de C. Darwin, *The Descent of Man*³⁴, dont la première édition a paru à Londres en 1871, suivie d'une deuxième, corrigée et augmentée en 1874, présente bien des similitudes avec la traduction officieuse, de 1872, de *On the Origin of Species*.

³² *History of the Conflict Between Religion and Science*, est publié à New York par l'éditeur scientifique, D. Appleton, en 1874. La traduction française est éditée l'année suivante.

³³ L'ouvrage de J. W. Draper semble avoir provoqué une campagne d'indignation dans le camp cléricale, lequel, par l'intermédiaire de la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas convoque un concours littéraire afin de récompenser un écrit qui serait en quelque sorte un droit de réponse et qui montrerait l'harmonie entre science et religion (Mayordomo, 1985, p. 148).

³⁴ *The Descent of Man, and selection in relation to sex*, London, J. Murray, 1871.

Longtemps médiatisée, certainement par le camp des pro-darwinistes, comme la première œuvre complète de C. Darwin à avoir été publiée en Espagne, *El origen del hombre. La selección natural y la sexual*, éditée à Barcelone, dans la collection « La ciencia moderna », par la Imprenta Renaixensa, n'est en réalité qu'une traduction incomplète et hâtive, réalisée à partir de la version française de Jean-Jacques Moulinié, devenu traducteur attrité de C. Darwin depuis 1870 et la rupture d'avec C. Royer³⁵. L'édition espagnole ne comporte aucune mention sur l'identité du traducteur, mais elle a ensuite été attribuée à J. M. Bartrina. Si le traducteur espagnol ne suit pas le français dans la traduction du contre-sens du titre, son travail n'englobe que la préface et les sept premiers chapitres de l'œuvre qui en comporte vingt-et-un, divisés en deux parties. L'édition est complétée par un premier appendice qui est une reprise d'un travail d'Edmond Perrier sur « La théorie darwinienne de la sélection naturelle », puis d'un deuxième, intitulé « La expresión (*sic*) de las emociones en los hombres y en los animales », qui est, en réalité, le commentaire du psychologue français, Léon Dumont, de l'ouvrage éponyme de C. Darwin (Gomis Blanco ; Josa Llorca, 2009, p. 50). La réalisation d'une traduction, même partielle, de l'ouvrage polémique portant sur l'origine de l'homme, point d'achoppement de la querelle darwiniste, de la part d'un athée notoire, plus reconnu pour ses qualités littéraires que pour ses connaissances anthropologiques n'est pas un geste anodin. Il témoigne davantage d'une volonté manifeste de répondre à la provocation et à la contre-offensive des gardiens du dogme en instrumentalisant le darwinisme, utilisé comme une arme combattive, tel que l'avait préconisé C. Royer.

Dans les années qui suivent, c'est au tour des autres œuvres évolutionnistes d'être éditées, celles de H. Spencer ou de E. B. Tylor. Des éditeurs scientifiques, à l'image de la prestigieuse maison Reinwald, à Paris, ou John Murray, à Londres, sont développés tels la Biblioteca Científico-Literaria ou la Biblioteca de Perojo, de même que l'on essaie de remettre sur pied des projets de revue scientifique : *la Revista Contemporánea*, *la Revista Europea*, *la Enciclopedia* (Gómez-García Plata, 2008, p. 92).

En 1881, le retour des libéraux au pouvoir marque la réintégration, par décret du 3 mars 1881, des professeurs suspendus en 1875. Ce geste réparateur ne signifie pas pour autant la trêve des hostilités entre les universitaires soucieux de séculariser la pensée scientifique et au-delà, l'enseignement, et le parti cléricale, ni la fin de l'ingérence de celui-ci dans la sphère éducative ou scientifique. En effet, deux autres crises universitaires ont lieu en moins d'une quinzaine d'années. La première éclate en 1884 :

³⁵ *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, par Ch. Darwin ; trad. de l'anglais par J.-J. Moulinié ; préf. par Carl Vogt / Paris : C. Reinwald, 1872.

le discours inaugural de l'année académique prononcé par le professeur d'histoire, Miguel Morayta, est condamné par une circulaire du vicaire apostolique de Tolède pour avoir mis en doute le récit du Déluge universel et d'Adam et Ève, autrement dit le récit biblique de la Création. La seconde prend place en 1895 : les thèses darwinistes et l'histoire naturelle sont à nouveau au cœur du conflit. L'évêque de Barcelone, Jaume Catalá, demande non seulement au Pape de mettre à l'*Index* les ouvrages de géologie et de biologie, *Tratado elemental de Geología, Tratado elemental de Zoología y Botánica*, du professeur Odón de Buen, mais aussi sa suspension par le recteur de l'université. Cette nouvelle immixtion de la hiérarchie catholique, rappelant une coercition d'un autre âge, est perçue comme une véritable atteinte à la liberté d'enseignement et à la liberté de conscience par le camp progressiste dont l'indignation est rapportée par le journal républicain, *La Justicia* (Simó Ruescas, 1999, p. 223-224).

L'alternance dite « pacifique » du Parti Libéral et du Parti Conservateur au pouvoir, voulue au nom de la stabilité politique de l'Espagne par le concepteur de la Restauration, A. Cánovas, s'avère bien plus contrastée et moins sereine qu'il ne l'aurait souhaité en matière d'éducation, où l'on retrouve une déclinaison du *versus* science contre religion. En effet, le camp progressiste trouve dans le Parti Libéral un allié pour faire avancer ses idées scientifiques et son projet de sécularisation de la science et de l'enseignement. Cette alliance se traduit par plusieurs tentatives pour laïciser les programmes scolaires. Une première, en 1882, reste à l'état de projet. Une seconde est instituée par décret du 16 septembre 1894, mais elle est abrogée l'année suivante avec le retour de A. Cánovas au gouvernement (Capellán, 2000, 123-144). Si la laïcisation de l'école publique est entravée par l'opposition du Parti Conservateur, le Parti Libéral autorise, dès 1881, l'ouverture d'écoles privées laïques et gratuites. Ces écoles « sans Dieu » s'attirent à nouveaux les foudres du parti clérical qui s'exprime par la voix de l'évêque de Barcelone, José María Urquinaona. Celui-ci s'était déjà illustré, en 1876, alors qu'il était évêque des Canaries et administrateur apostolique de Ténérife, à propos de la querelle darwiniste, dans une lettre pastorale, qui reprenait des arguments similaires à ceux la « Refutación » de 1872 de l'évêque de Grenade, pour fustiger les fascicules de divulgation du darwinisme publiés par Gregorio Chil y Naranjo (Glick, 1982, p. 41-42). J. M. Urquinaona, à nouveau par lettre pastorale du 27 août 1881, pourfend donc ces « [escuelas] laicas », lesquelles feraient partie d'une conspiration diabolique des défenseurs de la « civilización moderna », ces « enemigos de nuestras escuelas católicas » pour former une génération « emancipada del cielo », autrement dit des « monstruos » (Díaz-Plaja, 1983, p. 381-383). On retrouve, dans ce discours, toujours la même charge négative pour dénoncer la sécularisation perçue comme le mal

absolu et la plus grave menace, qu'elle vienne du darwinisme ou des écoles laïques, puisque les deux ont pour objectif, rappelons-le, « hacer inútil la idea de Dios ».

L'attitude de la hiérarchie catholique durant la contre-offensive des gardiens du dogme donne l'impression que, entre 1868 et 1895, la querelle darwiniste n'a que peu progressé ou plutôt que les progrès à peine amorcés sont sans cesse entravés par l'attitude réactionnaire de l'Église et de ses alliés politiques. On y retrouve les mêmes acteurs, ainsi que les mêmes discours, campés sur les mêmes positions déterminées par leur conception antagonique de la science, de l'enseignement et, en définitive, de la société.

1895-1909 : l'improbable trêve ou le difficile dépassement de l'antagonisme science vs religion

L'anthologie de textes sur la polémique darwiniste de D. Núñez montre que, dès 1876, des positions conciliatrices étaient apparues. Manuel de la Revilla, lié intellectuellement à la Institución Libre de Enseñanza publie deux textes, en 1876 et 1877, dans la *Revista contemporánea*, davantage influencés par le traité de W. J. Draper que par la polémique darwiniste elle-même. Quoi qu'il en soit, ses écrits plaident pour un dépassement de l'antagonisme. Selon lui, la religion et la science n'ont pas à s'opposer si les domaines d'influence sont bien délimités : la religion doit rester dans la sphère du spirituel, alors que la science a pour elle le matériel. Pour respecter ce pacte établi, les attitudes intransigeantes de part et d'autre, responsables de la confrontation antagonique sont à bannir (Núñez, 1977, p. 161-166).

José Arévalo y Baca, pionnier de l'ornithologie en Espagne considère, lui aussi, dans un article de 1878, que l'intransigeance et les conflits entre la science et la religion sont à proscrire pour le progrès de l'humanité. Adoptant une position prudente quant au transformisme de C. Darwin, il considère qu'il faut laisser se dérouler dans la sérénité la discussion épistémologique de façon à dépasser le débat factuel, ce qui ne signifie pas pour autant une remise en cause de la grandeur du « Hacedor Supremo » (Núñez, 1977, p. 169-171). Cependant, cette critique de la radicalité, qu'elle soit scientifique ou religieuse, renvoyant dos à dos les partisans de chaque camp, au plus fort de la contre-offensive réactionnaire, est difficilement audible et passe presque inaperçue.

Il faut attendre la décennie 1890 pour observer une sensible évolution des positions, en particulier, dans le camp clérical. Elle est incarnée par C. González qui, dans son ouvrage apologétique, *La Biblia y la Ciencia*, publié en 1892, livre une nouvelle réflexion sur le darwinisme, de vingt ans postérieure à celle qu'il avait signée en 1873. Dans cette « ojeada retrospectiva y crítica general del darwinismo », comme il l'intitule, le cardinal González prend bien soin de distinguer la théorie du naturaliste anglais, qu'il

nomme « el darwinismo de Darwin », hypothèse biologique qui, selon lui, n'est pas dépourvue de valeur scientifique et peut même être acceptée par le théologien avec quelques réserves, de l'instrumentalisation militante qu'en ont fait les partisans du darwinisme. Ses foudres s'abattent d'abord sur C. Royer, qu'il cite, en français dans le texte, la première à avoir prôné l'utilisation du darwinisme comme arme combattive contre l'Église. Ceux qui l'ont suivie, les « ateos y materialistas », sont les véritables ennemis de la « revelación religiosa y divina ». Quant au point d'achoppement principal, l'origine de l'homme, il considère que cette question est secondaire dans l'édifice théorique darwinien comparée à celle de l'évolution des espèces animales et végétales proprement dite, laquelle ne s'oppose pas à la Création divine. On remarque ici que cet ecclésiastique, au départ opposé à toute théorie compromettant le dogme de la fixité des espèces, est prêt à admettre l'idée transformiste à condition que la sacralisation de l'homme soit respectée. Cette évolution des positions de C. González s'explique par un changement de cible dans l'attaque. En effet, aux yeux du cardinal, le transformisme de C. Darwin semble beaucoup moins dangereux que le « monismo materialista » de E. Haeckel qui se veut non pas une hypothèse biologique, mais cosmique, laquelle entre directement en concurrence avec les fondements métaphysiques de la Révélation divine (Núñez, 1977, p. 179-183).

Le disciple du cardinal C. González, Fray Juan Tomás González de Arintero, dominicain, ayant reçu une formation thomiste et naturaliste, tient un discours similaire dans une réflexion sur les relations entre l'évolutionnisme et l'apologétique, publiée dans *La evolución y la ciencia cristiana*, en 1898. Le dominicain y oppose une évolution combattive, celle qu'instrumentalise les athées contre le cléricisme, à une évolution théiste, conciliant donc le transformisme et la Providence (Núñez, 1977, p. 184-186). Cette adaption de l'hypothèse évolutionniste pour conforter l'idée d'un plan divin, configurée par le jésuite paléontologue français, Pierre Teilhard de Chardin, semble rencontrer quelque écho parmi les membres les plus éclairés du clergé espagnol.

Cependant, ces positions conciliatrices ne sont pas généralisées dans l'ensemble de l'Église espagnole pour qui la pratique de l'anathème et de l'ingérence dans la sphère universitaire continue d'être la règle. En effet, dans le laps de temps qui sépare les publications du Cardinal González et de son disciple, on peut citer deux affaires d'immixtion d'un membre de la hiérarchie ecclésiastique dans une question relevant strictement l'enseignement universitaire : le cas de Odón de Buen, en 1895, cité plus haut, et celui du professeur de Droit pénal, Pedro Dorado Montero, en 1897. Cette dernière dispute entre un universitaire et un membre du clergé débute par une plainte d'étudiants, certainement manipulés — tout comme dans l'affaire A. González de Linares vingt-deux ans auparavant —, auprès de l'évêque de Salamanque. Ils estiment que

les théories d'anthropologie criminelle enseignées par P. Dorado Montero sont contraires à la doctrine catholique et souhaitent un autre professeur. L'évêque leur donne raison et publie une pastorale qualifiant « d'hérésie » les doctrines incriminées tout en demandant au recteur de l'université la suspension du professeur. Celui-ci en appelle au ministre Albareda, alors en charge de l'Instruction publique, d'obédience conservatrice, qui soutient recteur et professeur au nom de la liberté d'enseignement (Rabaté, 1997, p. 206-207).

Cette affaire Dorado Montero paraît indiquer une première fissure dans le camp clérical entre la hiérarchie catholique et ses alliés politiques, de même qu'elle représente une première trêve, certes fragile, dans le conflit opposant les progressistes aux zéloteurs du dogmatisme catholique depuis plus de trente ans.

La commémoration du centenaire de C. Darwin — qui coïncide avec le cinquantième de la publication de *On the Origin of Species* — à la faculté de médecine de l'Université de Valencia, en février 1909, marque un deuxième jalon dans ce difficile dépassement de l'antagonisme. La célébration est dû à l'initiative d'un groupe d'étudiants en médecine, lecteurs assidus des œuvres de C. Darwin, que le libraire, Francisco Sempere³⁶, rééditait depuis le début du XX^e siècle. Le 22 février, professeurs, entre autres le spécialiste d'anatomie, Peregrín Casanova Ciurana, et invités de prestige, comme Miguel de Unamuno, se succèdent à la tribune de l'amphithéâtre du collège de médecine pour célébrer dans leur discours le « Newton del mundo orgánico », ce « profeta de la ciencia » qui a permis que « la ciencia [...] ha rechazado toda autoridad dogmática y no ha reconocido por más guías que la observación y el experimento » (Núñez, 1977, p. 251, p. 267 et p. 249).

Cet hommage témoigne d'une certaine normalisation du darwinisme dans le milieu universitaire en dépit des tentatives coercitives pour l'en bannir depuis 1875 de la part du camp clérical, en particulier de ses alliés conservateurs lorsqu'ils ont été au pouvoir. Si les tensions antagoniques semblent quelque peu apaisées à l'Université, le débat continue de faire rage dans la presse locale et nationale. En effet, la presse ultramontaine (*La Semana Católica*, *La Voz de Valencia*, *El Universo*) fustige cet hommage « al diablo », auteur d'une « irracional doctrina » ou « monstruosa teoría », et dénonce une « universidad prostituida ». Quant à la presse républicaine (*El Heraldo de Madrid*), elle accuse ces « furias clericales » d'être « la lepra de la sociedad española » (Núñez, 1877, p. 272-280). Cette réactivation de la polémique entre partisans de la sécularisation de la science et les gardiens du dogme à l'occasion de l'hommage au

³⁶ Comme le rappelle le quotidien républicain, *El Pueblo* : «Debido al genio de Blasco Ibáñez, que hizo publicar las principales obras darwinistas en la casa editorial Sempere y Compañía, para la masa del pueblo valenciano, no es desconocido el nombre y la obra del autor de *El origen de las especies*.» (Núñez, 1877, p. 270)

naturaliste anglais montre, une fois encore, le peu d'évolution dans les positions et surtout les discours des deux camps en quatre décennies. Pour les premiers, l'Église et son attitude réactionnaire est définitivement perçue comme un obstacle au progrès, tout comme W. J. Draper et N. Salmerón l'avaient dénoncé trente ans auparavant³⁷, et, par là même, à la modernisation de l'Espagne. Quant au parti clérical, il continue de diaboliser le darwinisme et, à travers lui, toute démarche de laïcisation qui menacerait son emprise sociale.

Cette polarisation idéologique, véhiculée par une éloquence dans l'invective, tout aussi vive après quatre décennies de querelle est la cause principale du difficile dépassement de l'antagonisme en Espagne où le camp de la science peine à s'imposer, contrairement aux autres nations européennes, face au camp de la religion. L'Église espagnole, jalouse de son pouvoir, a utilisé le bras séculier du Parti conservateur et sa force institutionnelle comme une arme coercitive pour entraver le débat épistémologique et le réduire à sa dimension ontologique. Par ailleurs, la faiblesse du niveau scientifique espagnol, qui n'a pu contrarier cette stratégie offensive, a aussi sa part de responsabilité, puisqu'elle n'a pas permis d'établir le magistère du darwinisme, ni de lui opposer d'autres théories non créationnistes. Néanmoins, il est difficile de voir dans la querelle darwiniste une opposition antagonique, fondée sur une division idéologique, propre à l'Espagne, puisque la réception du darwinisme est tout aussi clivée idéologiquement chez ses voisins européens dans la mesure où la conquête de la légitimité scientifique passe par une lutte d'acteurs, les uns liés au conservatisme et les autres au progrès. Il en va de même quant au discours combattif et à la disqualification de l'adversaire que l'on retrouve dans les deux camps et qui est caractéristique de la verbalisation et donc de la construction de l'antagonisme. La lecture *cainita* de cette querelle semble correspondre davantage à une projection fantasmée d'un artifice rhétorique de grande efficacité dans l'imaginaire espagnol des XX^e et XXI^e siècle, friand de ce type de raccourcis conceptuels, qu'à une véritable réalité historique.

BIBLIOGRAPHIE

- 1849-1899. *Le Cinquantenaire de la librairie C. Reinwald*, Schleicher frères éditeurs, neveux et successeurs, 15 rue des Saint-Pères, Paris, Album avec portraits.
BECQUEMONT, Daniel, 1992, *Darwin, darwinisme, évolutionnisme*, Paris, Ed. Kimé.
— —, 2008, «Notes sur les éditions française et anglaises de L'origine des espèces», in C. Darwin, *L'origine des espèces*, Paris, GF-Flammarion, p. 37–44.

³⁷ La intolerancia de las religiones positivas ha retenido el progreso y contrariado la difusión de la Verdad en el mundo, pretendiendo imponer transitorias y fantásticas representaciones de la Realidad y de la Vida como criterio definitivo y sobrenatural de las investigaciones científicas (Draper, 1876, p. VIII).

- BRISSET, Annie, 2002, « Clémence Royer ou Darwin en colère », in *Portraits de traductrices*, sous la direction de J. Delisle, Presse de l'Université d'Ottawa, Artois Presses Université, p. 180-196.
- CAPELLÁN de MIGUEL, Gonzalo, 2000, « Política educativa bajo los gobiernos de Cánovas y Sagasta: propuestas para una interpretación », in *Berceo*, n° 139, p. 123-144.
- CARO BAROJA, Julio, 1977, « El miedo al mono o la causa directa de la cuestión universitaria en 1875 », in *Centenario de la Institución Libre de Enseñanza*, Madrid, Tecnos, p. 23-41.
- CARTON, Yves, 2009, « Henry de Varigny : un journaliste contre l'antidarwinisme », in *Pour la Science*, n° 379 – mai, p. 80-83.
- DARWIN, Charles, 1866, *L'origine des espèces par sélection naturelle ou des lois de transformation des êtres organisés*, traduit en français avec autorisation de l'auteur par Clémence Royer, avec préface et avant-propos, 2^e édition augmentée d'après les notes de l'auteur, Paris, Masson & Fils, Guillaumin et C^{ie}.
- —, 1999, *La Filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, Traduction coordonnée par Michel Prum, Préface de Patrick Tort, Paris, Éditions Syllepse.
- DÍAZ-PLAJA, Fernando, 1983, *Historia de España en sus documentos*, Madrid, Cátedra, p. 381-383.
- DRAPER, John William, 1875, *Les conflits de la science et de la religion*, Paris, Germer Baillière, Bibliothèque Scientifique Internationale.
- DRAPER, Juan Guillermo, 1876, *Historia de los conflictos entre la religión y la ciencia*, Traducción directa del inglés por Augusto T. Arcimís, de la Real Sociedad Astronómica de Londres, con un prólogo de Nicolás Salmerón. Imprenta de Aribau y C^a, Madrid. [Edición digital: Biblioteca Filosofía en español, marzo 2001, filosofia.org/aut/dra/index.htm].
- GLICK, Thomas F., 1982, *Darwin en España*, Barcelona, Península.
- GÓMEZ-GARCÍA PLATA, Mercedes, 2008, « Les Machado, père et fils, ou la science comme forme de résistance », in *Pandora*, revue du Département d'Études hispaniques et hispano-Américaines, Université de Paris 8, n° 8, Résistance(s), p. 87-103.
- —, 2011, « La transmission des théories de Darwin : débat scientifique et enjeux idéologiques (1868-1974) », in *La transmission culturelle à l'œuvre : les multiples avatars de l'évolutionnisme en Espagne (1868-1931)*, Études coordonnées par l'atelier Transmission Culturelle, publication du CREC, collection « Les travaux du CREC en ligne, ISSN 1773 0023, <http://crec-paris3.fr/publication/les-multiples-avatars-de-levolutionnisme-en-espagne/>, p. 10-38.
- GOMIS BLANCO, Alberto; JOSA LLORCA, Jaume, 2009, « Los primeros traductores de Darwin en España: Vizcarrondo, Bartrina y Godínez », in *Revista de Hispanismo Filosófico*, n° 14, p. 43-60.
- GONZÁLEZ, Ceferino, 1873, « El Darwinismo », in *Estudios religiosos, filosóficos, científicos y sociales*, Impr. de Policarpo López. Madrid, tomo I, p. 303-320.
- GRIMOULT, Cédric, 2008, *Mon père n'est pas un singe ? : histoire du créationnisme*, Paris, Ellipses.
- HOQUET, Thierry, 2009, *Darwin contre Darwin : comment lire « L'origine des espèces » ?*, Paris, Éd. du Seuil.
- MACHADO Y NÚÑEZ, Antonio, 1989, *Páginas escogidas*, Col. «Antonio Machado,

- cincuentenario de su muerte 1939-89», Servicio de publicaciones del Excmo. Ayuntamiento de Sevilla.
- MAIER ALLENDE, Jorge, 2003, «Los inicios de la Prehistoria en España: Ciencia versus Religión», in *El Clero y la Arqueología Española. II Reunión andaluza de Historiografía Arqueológica*, Sevilla, p. 99-112.
- MAYORDOMO, Alejandro, 1985, La recepción en España de la obra de J. W. Draper: Una perspectiva del conflicto entre religión y ciencia, in *Historia de la Educación*, n° 4, p. 139-158.
- MAYR, Ernst, 1995, *Una larga controversia: Darwin y el darwinismo*, Biblioteca de divulgación científica, Barcelona, RBA.
- NÚÑEZ RUÍZ, Diego, 1977, *El Darwinismo en España*, Madrid, Castalia.
- —, 1987, *La mentalidad positiva en España*, Madrid, Ediciones de la Universidad Autónoma.
- —, 1997, «El darwinismo en España: un test significativo de nuestra situación cultural», in *Revista de Hispanismo Filosófico*, n° 2, p. 31-36.
- PECES-BARBA MARTÍNEZ, Gregorio, 2006, «El miedo al mono», *El País*, opinión, 21/XI.
- PELAYO, Francisco, 1996, «Creacionismo y evolucionismo en el siglo XIX: las repercusiones del Darwinismo en la comunidad científica española», in *Anales del Seminario de Historia de la Filosofía*, n° 13, Madrid, Servicio de Publicaciones UCM, p. 263-284.
- —, 1999, *Ciencia y creencia en España durante el siglo XIX: la paleontología en el debate sobre el darwinismo*, Madrid, CSIC, colección “Cuadernos Galileo de historia de la ciencia”.
- —, Francisco, 2009, «Darwin en España. Las controversias sobre la teoría de la evolución en la comunidad científica española», in *Apuntes de Ciencia y Tecnología*, n° 33, diciembre 2009.
- PUIG-SAMPER, Miguel Ángel; GALERA, Andrés, 1983, *La antropología española del siglo XIX*, Madrid, CSIC, Instituto "Arnau de Vilanova".
- RABATÉ, Jean-Claude, 1997, *1900 en Salamanca. Guerra y paz en la Salamanca del joven Unamuno*, Universidad de Salamanca.
- URQUINAONA, José María, 1881, Circular episcopal en la fiesta de San José Calasanz a 27 de agosto, in DÍAZ-PLAJA, Fernando, 1983, *Historia de España en sus documentos*, Madrid, Cátedra, p. 381-383.
- VILANOVA Y PIERA, Juan, 1873, 1874, «El darwinismo ante la Paleontología», in *Revista de la Universidad de Madrid*, I, p. 50-57 ; 2, p. 503-522 ; 3, p. 383-403.

WEBOGRAFIE

Darwin correspondence project :

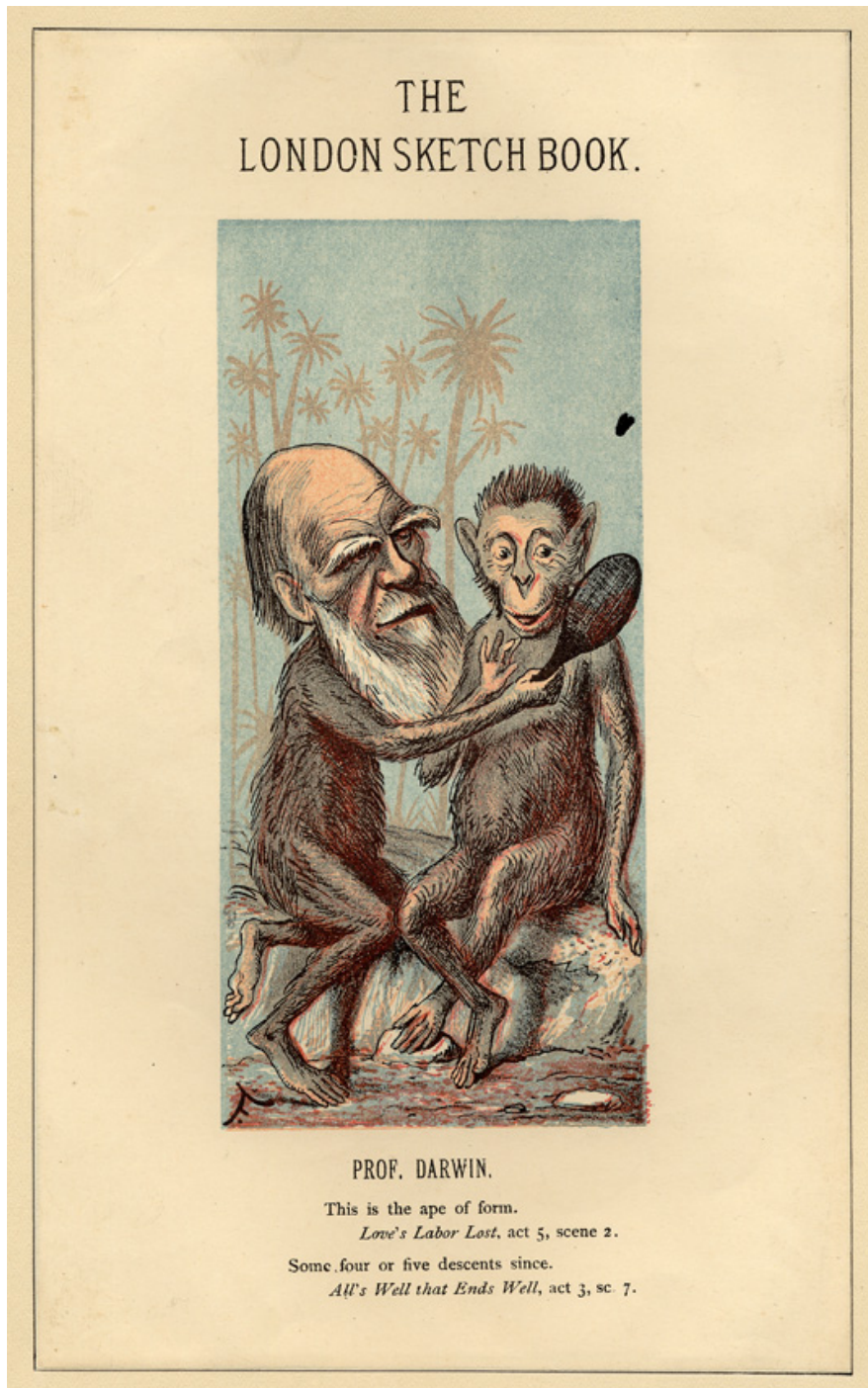
http://www.darwinproject.ac.uk/component/option,com_frontpage/Itemid,1/

The Complete Work of Charles Darwin Online :

<http://darwin-online.org.uk/contents.html>

Hominidés.com, les évolutions de l'homme :

<http://www.hominides.com/index.php>



Classique caricature de C. Darwin en singe publiée en 1874, dans le *London Sketch Book*

LO POLÍTICO Y LOS ANTAGONISMOS SEXUALES EN EL ESTADO PLURINACIONAL POSFRANQUISTA

Brice CHAMOULEAU
Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis
Laboratoire d'Études Romaines

Résumé

En s'appuyant sur certains outils des études culturelles et des études de genre, cette contribution vise à proposer une nouvelle description des antagonismes sexuels et genrés et de leurs relations avec les nationalismes dans l'Espagne post-franquiste. La réflexion confronte les récits sur les exceptionnalismes sexuels espagnol et catalan, structurés dans les antagonismes consacrés de l'ordre constitutionnel post-franquiste – hétérosexualité vs subjectivités LGBTQI, centralisme vs nationalismes périphériques –, à un antagonisme plus fondamental, qui porte sur les langages qui mettent en ordre la citoyenneté civile post-franquiste et légitiment certaines formes d'individuation communautaires. Cette contribution vise à saisir certaines modalités de mise en récit des homonationalismes contemporains en Espagne et à réfléchir leurs implications historiographiques et politiques.

Mots clés : Espagne post-franquiste - LGBT+ - nationalismes - homonationalismes

Resumen

Basada en herramientas de los estudios culturales y de género, esta contribución pretende proponer una nueva descripción de los antagonismos sexuales y de género y sus relaciones con los nacionalismos en la España posfranquista. La reflexión confronta las narrativas sobre los excepcionalismos sexuales español y catalán, estructuradas en los antagonismos consagrados del orden constitucional posfranquista – heterosexualidad frente a subjetividades LGBTQI, centralismo frente a nacionalismos periféricos–, con un antagonismo más fundamental, que tiene que ver con los lenguajes que ordenaron la ciudadanía civil posfranquista y legitimaron ciertas formas de individuación comunitaria. La contribución pretende aprehender algunas modalidades movilizadas en narraciones propias de los homonacionalismos contemporáneos en España y reflexionar sobre sus implicaciones historiográficas y políticas.

Palabras clave: España posfranquista - LGBT+ - nacionalismos - homonacionalismos

Abstract

Based on some cultural studies and gender studies, this contribution aims to propose a new description of sexual and gender antagonisms and their relations with nationalisms in post-Franco Spain. The reflection confronts the narratives on Spanish and Catalan sexual exceptionalisms, structured in the consecrated antagonisms of the post-Franco constitutional order - heterosexuality vs. LGBTQI subjectivities, centralism vs. peripheral nationalisms -, to a more fundamental antagonism, which concerns languages that put in order post-Franco civil citizenship and legitimize certain forms of community individuation. This contribution aims to identify some modalities of narrating contemporary homonationalisms in Spain and to reflect on their historiographical and political implications.

Key words: Post-francoist Spain - LGBT+ - nationalisms - homonationalisms

Lo político es un concepto anclado en el pensamiento schmittiano: hinca raíces en una definición del Estado y de la política como aquello que *da forma* a una dimensión pre-política, infrapolítica –«lo político». En este sentido, la obra *El concepto de lo político* es encarnación histórica, en el corto siglo XX, de un procedimiento metafísico que arrancarían en el siglo XVII, por el cual el mundo social y político se ordenaría en una quiebra insuperable respecto de un ideal por realizar –el reino de Dios, la historia del XIX, lo político schmittiano, o el suplemento derridiano–. Esta quiebra caracterizaría una etapa trágica del pensamiento euromoderno, por la incompletud del mundo humanamente vivido: lo político schmittiano reanuda con esta tradición occidental metafísica (Palti, 2018; Scavino, 2009).

Lo político naturaliza un sustrato previo a la política, que invita a situar el antagonismo no únicamente en el orden de la contienda deliberativa del espacio público democrático, sino en un escenario más profundo que incluye a la misma. Pero en vez de incurrir en la definición de la política como una fractura entre amigos y enemigos, en clave schmittiana, cabe reconocerle a esta condición trágica su dimensión propiamente histórica, asumiendo que las comunidades políticas no se constituyen respecto de un *afuera* de significados previos –una exterioridad constitutiva, diría Chantal Mouffe (Mouffe, 1999)–, sino únicamente de manera discursiva, contextual e histórica. El acto de definición de «lo político», de donde procede la comunidad política, debe así ser rastreado en las palabras de los sujetos políticos que participan en la construcción de aquella, como contribución a la constitución de la ciudadanía civil respecto de otras subjetividades excluidas de la comunidad en nombre de una supuesta quiebra tan profunda que escaparía a la política e hincaría raíces en un espacio infradiscursivo y esencializado. La irrupción discursiva de lo político, como procedimiento excluyente, sólo se deja aprehender si se historizan exclusiones «pre-contractuales», en palabras de Boaventura de Sousa Santos (Sousa Santos, 1998).

Es este procedimiento el que se quiere explorar en esta contribución, arrastrándolo al escenario de la España posfranquista, conectando dos fenómenos que politizan profundamente, en la democratización posterior, la herencia del significado asociado a la nación española bajo la dictadura: la cuestión territorial y la cuestión sexual y de género, habida cuenta de las estrechas relaciones mantenidas entre ambas categorías en la definición de la ciudadanía en la España contemporánea. Aquí, se analizarán

discursos asociados a los cambios legislativos en materia de sexualidad y género en la España posfranquista en los que el motivo territorial o nacional viene interpelado, en tanto co-productor de las subjetividades en cuestión, para intentar un acercamiento a ese constructo histórico considerado prepolítico y ordenador de la ciudadanía civil después de la dictadura franquista. Identificado este procedimiento y señalada la constitución efectivamente discursiva de esta esfera previa a la política, los estudios sobre los antagonismos naturalizados en torno a la sexualidad (heterosexualidad vs subjetividades LGBTQI) o en torno a la forma territorial del Estado español (centralismo/periferias) no sólo limitan la comprensión de los conflictos alrededor de la ciudadanía y su ordenación, reducidos a ser entendidos dentro de las formas deliberativas o «agonísticas» de la democracia posfranquista, sino que producen sujetos de enunciación imposible y subalternidad en la interpretación del pasado español al repudiar una reflexión que es, sin embargo, central en la cuestión del antagonismo, que es aquella de la violencia política.

Antagonismos: homonacionalismos en un Estado plurinacional

«Juguem en equip, celebrem el respecte». Estas palabras, las pronunciaba Andrés Iniesta, el centrocampista del Barça en un vídeo difundido por la fundación del club catalán en apoyo al Día Internacional contra la Homofobia y la Transfobia, en mayo de 2015. El Barça, como club de fútbol mundialmente reconocido, acompaña una representación de Cataluña como territorio que se caracteriza por su excepcionalismo sexual, en materia de emancipación y reconocimiento institucional de subjetividades LGBT+. El compromiso del club catalán a favor del respeto hacia subjetividades sexuales expuestas a discriminación moral y física dentro y fuera de las canchas de fútbol es simbólico de una integración de las problemáticas sexuales en Cataluña. Asimismo, la promoción de unas prácticas inclusivas en materia de sexualidad y género por el Barça, como uno de los mayores clubes de fútbol a escala mundial, sitúa a Catalunya en estas materias no ya únicamente en el ámbito del Estado plurinacional español, sino en una escala planetaria que en el caso del club catalán, por su popularidad, rebasa la cuestión de la promoción del capitalismo rosa: el excepcionalismo sexual catalán también penetra supuestamente en las canchas y

vestuarios del popular Camp Nou y del fútbol en general. Este excepcionalismo sexual abanderado por el Barça conecta, desde luego, con una política inclusiva en materia legal de las subjetividades LGBT+ y con la institucionalización de sus luchas en Cataluña, Comunidad Autónoma que despunta en la protección de las subjetividades no heterosexuales. En 2013, el Parlament aprobó una ley considerada de gran relevancia en la lucha contra la homofobia y la transfobia al tratarse de la primera «Ley de los Derechos de las Personas Gays, Lesbianas, Transexuales y Bisexuales y para la erradicación de la Transfobia y la Homofobia» (Público.es, 2014). La ley catalana cuenta con el apoyo de PSC, ERC, ICV-EUiA y la CUP, CDC «y el rechazo frontal del PP y Unió», ambos bajo influencia del obispado de Barcelona. Se observa el avance que representa la ley, poniendo a Cataluña en un lugar de primer rango mundial en temas LGBT:

es una especie de hoja de ruta exhaustiva que incluye el ciclo vital de una persona del colectivo LGTB desde todos los ámbitos: educación, universidad, sanidad, medios de comunicación, prisión, la identidad de género o la inseminación/reproducción asistida de las lesbianas. «Es la ley más completa del mundo y es muy valiente», proclama el portavoz del Front d'Alliberament Gai de Catalunya.

La política cultural del excepcionalismo sexual catalán, reproducida por el Barça, va con la defensa y promoción de derechos para una comunidad históricamente minorizada y excluida moralmente fuera de una ciudadanía civil plena.

Para Hobsbawm, el fútbol es uno de los últimos refugios de producción cultural de lo nacional (Hobsbawm, 2009), en un momento que se considera las más veces como post-nacional, donde el significado de soberanía que se vincula con la nación se erosiona y debilita. Ésta es una interpretación que no percibe que el Estado-nación en las últimas décadas ha desplazado el ámbito de su acción y producción, en particular, hacia la regulación y protección de la familia y de las sexualidades (Mann, 2013, p. 9), hasta creerse que los Estados democráticos se han convertido en el baluarte contra los ataques a las libertades fundamentales en materias sexuales y de género. La apropiación de las luchas de emancipación sexual por las culturas de Estado occidentales ha dado lugar a la acuñación de la voz de homonacionalismo (Jaunait *et alii*, 2013; Puar, 2012; Massad, 2007; para España y con mayor detalle, Chamouleau, 2019), e incluso de homotransnacionalismo, siendo un fenómeno de abanderamiento no sólo nacional, sino

directamente reivindicado como parte de la cultura de los estados occidentales y circulando las prácticas militantes y de gobierno en estas materias entre estos estados, diferenciándose de otras culturas estatales no occidentales (Bacchetta, 2015; Bacchetta y Haritaworn, 2011). El acto de diferenciación es imperial o neocolonial, porque postula que las categorías democráticas occidentales son aquellas que de por sí permiten evaluar y juzgar el grado de democracia imperante en otros territorios. Este planteamiento adolece de una perspectiva que provincialice Europa y sus lenguajes y les permita dialogar con otras hermenéuticas extraeuropeas (Chakrabarty, 2008; Sousa Santos, 2010). En este caso, el homonacionalismo catalán pone la crítica en una encrucijada incómoda: si bien señala resistencias, en clave anticapitalista, antirracial y anti-institucional frente a tales formas de nacionalización de luchas que han sido silenciadas o conflictuales con una heterosexualidad obligatoria, también «la crítica homonacionalista es susceptible de desvirtuar el trabajo hecho por los colectivos desde hace décadas» (Sadurní Balcells y Pujol Tarrés, 2015, p. 1817), a partir del momento en que esta crítica también apunta a la complicidad de sectores de las subjetividades LGBT+ en la producción de imaginarios homonacionalistas.

Resulta, sin embargo, que detrás de la representación de lo catalán que se da en la campaña del Barça, la ley del 2013 no politiza la cultura catalana dentro del Estado español. Para el presidente del FAGC e impulsor de la ley aprobada, Eugeni Rodríguez, el presidente Rodríguez Zapatero es un «héroe» por «su extraordinario compromiso con los derechos humanos». Ante la presión rupturista de los nacionalismos llamados periféricos que constituyen una amenaza seria a la forma estatal que surgió de la «Transición», el lugar simbólico y legal de las subjetividades no heterosexuales en la democracia posfranquista parece funcionar como un lazo fuerte en un Estado que se resquebraja territorialmente. La fórmula del presidente del FAGC invita a postular que los ordenamientos legales sobre subjetividades LGBT+ de las Comunidades Autónomas con nacionalismos «históricos» en absoluto rompen con una identificación a lo que es «España» hoy día: antes al contrario, la ley catalana se interpreta como prolongación o declinación *periférica* de un ordenamiento *central*. Estos avances en absoluto se limitan, además, al contexto catalán: sirva de ejemplo la legislación andaluza, que se presenta como pionera no sólo estatal sino mundialmente en materia de igualdad de derechos sexuales (*El País*, 2014): en 2014, la Junta de Andalucía aprueba una «ley integral de

transexualidad» que reconoce el derecho a la libre autodeterminación del género como un derecho fundamental, perfeccionando la Ley estatal de 2007 sobre cambio de sexo en el registro civil sin operación quirúrgica. Este homonacionalismo, de hecho, ha venido a formar parte integrante del patriotismo constitucional español (Núñez Seixas, 2010, p. 137-138 sobre el concepto habermasiano de «patriotismo constitucional» y sus condensaciones en la «España plural» de los gobiernos Zapatero; Pastor Verdú, 2007); en plena crisis, ha contribuido a un lavado rosa o *pinkwashing* en materias de ciudadanía (Chamouleau, 2017a); y tampoco esconde su dimensión colonial en la proyección atlántica de la democracia sexual española hacia América Latina: galardonado por la Federación Estatal de Lesbianas, Gays, Transexuales y Bisexuales (FELGTB), José Luis Rodríguez declara en 2014 que «el matrimonio homosexual, aprobado en su mandato, “sí que es Marca España” y fue ejemplo para otros países» (Rodríguez Zapatero, 2014). La ley de Identidad de Género argentina de 2012 se basa, de hecho y aunque mejorándolo, en el modelo español de 2007, y con el apoyo del colectivo LGTBI+ español¹.

La historiografía establece que nacionalismo y sexualidad no se relacionan necesariamente en una regulación de ésta por aquél, y que el marco nacional también puede contribuir a la emancipación de subjetividades sexuales (Aguado y Yusta, 2012). El español es caso idóneo, el catalán en particular, por cuanto es allí donde surge el primer núcleo militante homosexual del Estado español en 1970, en reacción a la promulgación por las Cortes franquistas de la Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social. Se establece una «analogía teórica» entre la liberación sexual y territorial en los setenta, reforzada por relaciones estrechas entre la militancia gay y la militancia en el PSUC o, desde otro posicionamiento político de signo libertario, en las culturas juveniles del underground catalán (López Clavel, 2017). Liberaciones gay y territorial se entrelazarían en el antifranquismo, mediante culturas de la izquierda revolucionaria o prodemocráticas compartidas también por sujetos que irían afianzando su disidencia sexual. Lo que une nacionalismo periférico y sexualidades disidentes es el frente contra la cultura nacionalcatólica franquista y el horizonte de expectativa puesto en la democratización posdictatorial.

1 FELGTB, «Celebramos el avance de derechos transexuales en Argentina y pedimos a España que mejore la legislación». URL : <http://www.felgtb.org/realidadestrans/noticias/i/2186/239/celebramos-el-avance-de-derechos-transexuales-en-argentina-y-pedimos-a-espana-que-mejore-la-legislacion>

Los años 1990 trastocan este escenario y las afinidades prioritarias entre nacionalismos periféricos y sexualidades disidentes. El «moderantismo» de los movimientos en esa década, que acompaña la desaparición de una discriminación formal hacia las personas homosexuales y las primeras leyes de unión de hecho a finales de dicha década, habría dado lugar a una profesionalización de la militancia LGBT, que supondría una pérdida de autonomía y de diversidad del propio movimiento de liberación sexual. En este contexto, la cuestión nacional emerge de nuevo: Chueca va deviniendo el barrio comunitario de un Madrid capital gay estatal. El centralismo se concreta en un territorio de la capital estatal, y convierte al Estado español, en su conjunto, en «un espacio legislativamente favorable a personas LGTBI, rompiendo así con la tradicional simpatía exclusiva entre sexualidades y nacionalidades periféricas frente a un Estado central contrario o reticente» (López Clavel, 2017, p. 109). La crítica observa, por otra parte, que esta integración de personas LGTB+ en la protección estatal no pasa primero por un proyecto nacional, sino por otro que se entiende como de reconocimiento y garantía de «derechos fundamentales en un Estado democrático», no negociables en términos territoriales, al tratarse *in fine* de derechos humanos.

Sexualidad, derechos fundamentales y nación

El argumento según el cual la lucha por la integración en la ciudadanía, ley mediante, no responde ni contribuye a un proyecto nacional debe ser explorado más en detalle, precisamente por cuanto en el contexto transicional, que constituye el caldo de cultivo de las estrechas relaciones que se establecen entre ley y emancipación/reconocimiento LGBT+, el «Estado social y democrático de derecho» que se idea y se desenvuelve en el texto constitucional de 1978 (art. 1.1 de la CE de 1978), fundamentado en el respeto y la promoción de los derechos humanos, por las continuidades y solapamientos que presupone con el segundo franquismo, no contradice radicalmente un imaginario nacional, antes al contrario. En particular, el Estado social y democrático de derecho descansa en un primer mandato, «el imperio de la ley», de raigambre conservadora en la defensa de la *nación* española, elemento que contribuye a hacer borrosas las fronteras entre reconocimiento de derechos fundamentales e inclusión en la nación, limitada su comprensión a la definición de la comunidad de referencia estatal, que arrastra una

historia especialmente excluyente en el constitucionalismo histórico español². Donde estas cuestiones sí se pueden aclarar, es en la comprensión de que estas subjetividades sexuales, dentro del marco constituyente y constitucional, disputarán su inclusión dentro de una cultura de Estado, que también se entiende como «nación». O mejor, aceptarán o no participar de esta cultura de Estado, y sus posicionamientos diferenciados respecto de esta participación a la comunidad política de referencia estatal complejiza las tensiones entre nacionalismos periféricos y sexualidades no normativas en el contexto estatal español.

En este sentido, hay una definición de la nación que ayuda a barajar nuevas hipótesis en este debate, y la propone Bartolomé Clavero: «Nación es categoría que presta vestimenta de legitimidad cultural y base social a la desnudez política del Estado», según escribe en 2002 en un artículo sobre «Multiculturalismo constitucional» (Clavero, 2002). En las aspiraciones a la emancipación política, y tal vez especialmente en los casos de igualdad sexual y de género como se ha visto con los ejemplos anteriores, la unidad que prima es el Estado y no otra forma de organización social que no se homologue con la comunidad de referencia del Estado. De hecho, si atendemos el relato de la emancipación LGBT+ en la España posfranquista, estructurado por la teoría de los nuevos movimientos sociales, lo que fomenta la lucha de las minorías sexuales contra la heterosexualidad obligatoria institucionalmente legitimada por el Estado es una asimetría en el reconocimiento por parte del Estado constitucional. En este caso, esta búsqueda de reconocimiento supone antes que cualquier cosa una identificación previa a esa misma unidad de organización de lo social, el Estado, y en su versión posfranquista, la Monarquía constitucional de 1978. Ahí está el mayor problema para una ambiciosa historia a contrapelo del homonacionalismo español, que tiene que ver con la genealogía del sujeto que se selecciona para escribir la historia de la emancipación LGBT+: se postula mayoritariamente un sujeto identificado desde el principio con un Estado del que espera reconocimiento institucional y protección estatal (Chamouleau, 2017a).

² La genealogía conservadora del «imperio de la ley», como tradición conservadora que hereda el orden constitucional de 1978 en Clavero, 2014 y sobre la definición radicalmente excluyente de la «nación», Clavero, 2013. La articulación entre derechos fundamentales o humanos e imperio de la ley gestados bajo la dictadura, en particular entre los «comprensivos» falangistas y desde las cátedras de derecho de signo socialista, en García Manrique, 1996, incidiendo en particular en las figuras de Joaquín Ruiz-Giménez, Elías Díaz y Gregorio Peces-Barba.

Clavero subraya con especial claridad el problema que subyace y que confluye en disenso cultural:

[u]n principio tan común en las Constituciones como el de la igualdad con referencia exclusiva a los individuos suele estorbar, cuando no impedir, el mismo reconocimiento de derechos propios, incluso de los individuales, de quienes no participan de la cultura de Estado o no la tienen por suya.

La cuestión es pues la identificación del orden constitucional y de sus pautas culturales, con incidencia en la expresión política de las subjetividades. Y no es, por tanto, únicamente una cuestión de administración interna pensada dentro de las categorías del constitucionalismo de 1978, estableciendo o comentando jerarquías entre nación y nacionalidades. El problema así enfocado es de luchas culturales e institucionales *pre-constitucionales*, «precontractuales» si retomamos la expresión de Boaventura de Sousa Santos, en el sentido a la vez de «por debajo de» y también en el de «con anterioridad» al orden constitucional y la codificación de la ciudadanía civil que cristaliza.

Está claro que existirán comunidades que no se identifican culturalmente con el orden constitucional de 1978 en muchos puntos del territorio del Estado español, desde Cataluña, Euskadi o Galicia como nacionalismos históricos (llamados periféricos). El problema rebasa la cuestión territorial, aunque ella funcione también como uno de sus síntomas: en la última década, el posfranquismo se identifica como el «régimen del 78», marcado por una «cultura de la transición» (Acevedo y Martínez, 2012) que neutraliza la existencia de una esfera deliberativa democrática plena. La segunda década del siglo XXI es claramente una etapa de cuestionamiento y empoderamiento de las comunidades faltas de enunciación política en el marco constitucional establecido en 1978, y este proceso pasa por una resignificación del lazo comunitario. Al respecto, piénsese, como lo hace Elena Delgado, en el eslogan que circulaba en las marchas del 15-M: «ya no tenemos miedo». La comunidad constitucional no se granjeó toda la identificación que se le concedía desde la creencia en una España moderna y dinámica (Delgado, 2014). Los espacios de la disidencia son más que extensos. Es, sin embargo, desde dos espacios culturales consagrados por la historiografía desde donde se puede articular la discusión sobre cultura comunitaria y nacional, derechos subjetivos sexuales y orden constitucional tal como se ha dado históricamente desde 1978: el caso catalán y vasco.

Retengo estos contextos porque tienen la peculiaridad de haber planteado con larga tradición su pertenencia al Estado español liberal como algo problemático, invitando a pensar en la existencia de culturas propias y distintas de la cultura estatocentrada española. El riesgo está en naturalizar culturas catalana y vasca; una manera de evitar semejante escollo está en comprender esas culturas no como estables sino desde el concepto de diferenciación o relacionalidad respecto del lugar que el Estado español les ha ido asignando en la modernidad liberal, y con mayor énfasis para lo que toca aquí a partir del régimen de 1978: las culturas así comprendidas no son estables sino producidas históricamente en su relación con otras (Grossberg, 2010, p. 111-115). Bien es cierto que una de las formas que toman los nacionalismos vascos y catalanes es una repetición de la forma que critican, otro Estado donde articular soberanías nacionales. Se da la casualidad, sin embargo, de que por ahora no han conseguido semejante proyecto y, por tanto, a un Estado virtual se opone otro con capacidad de coacción efectiva, violencia demostrada desde el 1 de octubre de 2017 y perpetuada en el uso del artículo 155 de la CE bajo la presidencia de Mariano Rajoy que no se renuncia a ejercer por parte de los partidos conservadores en la preparación de los comicios generales del 28 de abril 2019 (Publico.es, 2019).

Por tanto, he aquí culturas que han sido contemporáneas de la emergencia de luchas sexuales irreductibles a lo que el constitucionalismo más confiado en la letra del Texto de 1978 cree que se les concedió: la posibilidad de prácticas propias bajo la forma de derechos individuales como el de una sexualidad libre o de la igualdad de lxs españolxs sin distinción de sexo u otro motivo diferenciador, cuya historia se separa forzosamente del devenir social como comunidad de la generación que encarnó esas batallas cívicas. Es la perspectiva de un enfoque donde prima el género como categoría analítica la que sugiere aunar lo territorial y las luchas políticosexuales en una misma crítica al constitucionalismo de 1978 como proveedor de un marco de análisis histórico. Esta premisa es teórica: el sujeto de los nacionalismos periféricos, llámese «nación» o «nacionalidad», de igual manera que lo hace el posfeminismo, debe arrancar de una perspectiva fenomenológica y partir de las vivencias que alimentaron, en vez de como entes ya categorizados por la Constitución de 1978 y hasta cierto punto, prepolíticos³: la

³ El sujeto «nación» española de la Constitución de 1978 es en rigor preconstitucional ya que su nombramiento aparece en el Preámbulo sin más aclaración sobre qué es la cosa que designa la palabra, contenido por tanto que se postula en 1978, arrastrado del momento político anterior.

desustancialización que afecta a las subjetividades y categorías de las que se hacen cargo los estudios feministas y queer, también debe afectar la historización de los nacionalismos, en tanto partes de un marco subjetivo y experiencial, más allá de las grandes teleologías que los suelen abrigar y toman por definitivo y fuera de discusión el lugar que en 1978 se le concedió.

Los estudios de género se interesan particularmente por los procedimientos de producción de identidades sociales donde se imbrican múltiples ejes de dominación social, en particular, el concepto en alza al respecto es la interseccionalidad, del que los feminismos materialistas y decoloniales se han alejado, prefiriendo otros, como la fusión de las variables discriminatorias (Lugones, 2008), o su consustancialidad (Kergoat, 2009), asumiendo que dichas variables se compenetran todas y construyen contextualmente identidades encarnadas y vividas. Ambos conceptos, fusión y consustancialidad, pretenden distanciarse de las insuficiencias de la interseccionalidad: aunque resulte difícil separarse de esta herramienta, en particular porque desecharla supone juzgar las voces que la acuñaron para su emancipación, sí es necesario cultivar una crítica constructiva a su respecto, en particular en clave histórica (Chamouleau, 2017b). Si bien se alega que la interseccionalidad se concibe en contra de la «intersección» de las variables discriminatorias, otras contribuciones observan con claridad que la interseccionalidad acaba suscribiendo la segmentación de las variables discriminatorias de la misma manera que las segmenta el poder, mientras que enfoques que parten de la fusión de las categorías discriminatorias parten de las subjetividades y de sus experiencias de un orden social en que aquéllas variables no son separables, sino irremediamente unidas en una experiencia singular de las relaciones sociales. El concepto de consustancialidad tiene la gran ventaja de considerar que todas esas variables funcionan juntas en la interacción social (Dorlin, 2012). Desde estas coordenadas se puede proponer una reinterpretación de la articulación entre territorio y sexualidades respecto de los antagonismos heredados para pensar su inclusión en la esfera deliberativa posfranquista.

Antes de ello, cabe incidir brevemente en el relato LGBT en clave nacional y comunitario, con estas herramientas de los estudios de género y decoloniales. Trátase de una narrativa según la cual en Cataluña y Euskadi se dieron experiencias de la lucha homosexual pero no abocadas a pensar su articulación territorial propia, sino como

contribución a la ciudadanía definida por el Estado constitucional: lo catalán y lo vasco se esfuman a favor de un homonacionalismo español como forma de patriotismo constitucional, donde en vez de tomarse como productos de instituciones políticas, se naturalizan y anteponen al análisis las categorías del constitucionalismo de 1978. No se toman como un factor central las políticas de diferenciación cultural, que desde otras perspectivas son ineludibles para comprender la construcción del Estado posfranquista y su gestión de la cuestión territorial, tras el centralismo franquista. Del otro lado, si bien se postula una comunidad de referencia, definida por su no-heterosexualidad, semejante comunidad evacúa las variables que organizan su previa identificación al orden constitucional, condiciones éstas que impiden ver que los derechos de los que gozan los miembros de esa comunidad no son comunitarios sino individuales dentro de una comunidad cuyo acontecer se elude. Este individuo de la comunidad del Estado se define a su vez diferenciándose de otras subjetividades sexuales que, en los años setenta y ochenta, se negaron a ser incluidas en la comunidad ciudadana definida por el texto constitucional (Chamouleau, 2015).

El peso del consenso como metanarración para explicar la ordenación ciudadana posfranquista ha afectado la historia de la emancipación LGBT en España y en particular, en lo que aquí interesa, ha afectado la interpretación de una emancipación encaminada hacia el Estado, naturalizando el lazo entre lucha por la emancipación y derechos y reconocimiento estatal. Derecho y Estado pueden, sin embargo, disociarse, en particular en el contexto singular calificado como Cultura de la Transición o *CT* (Colliot-Thélène, 2009). En su temprana contribución, Juan Vicente Aliaga observa que la falta de consenso entre los militantes homosexuales en la transición nutrió la debilidad de un colectivo político gay en España, y entre los motivos de disenso, están las cuestiones territoriales: además de la descalificación de las prácticas juveniles como muestra de su «pasotismo» que va a la par del relato del desencanto y de las disensiones políticas dentro de esos colectivos, «destaca [...] la dispersión [del activismo gay] en múltiples regiones y nacionalidades, que a la postre ha incrementado la descoordinación de las posibles acciones conjuntas. A lo que se une el recelo hacia las políticas centralistas, que impedía a veces razonar en términos de eficacia» (Aliaga y Cortés, 1997, p. 95) El relato que da la pauta de la historia LGBT en España en el momento en que la «recuperación de la memoria histórica» ha devenido una cuestión de radical

importancia para parte de la ciudadanía, lo articula Armand de Fluvià (Fluvià, 2003). Ahí, de nuevo, la unidad política primera de identificación es el Estado, y no Cataluña, por ejemplo, ni menos la comunidad subalterna de homosexuales de Cataluña, por mucho que el libro se publique en catalán. La cuestión que se impone al movimiento homosexual tal como se cuenta en esos relatos no es la de su inscripción propiamente dicha en Cataluña, sino la integración en el Estado español, mediante el primer colectivo homosexual español, dentro de un conjunto de Estados occidentales que protegen a las personas LGBT+ gracias a la labor de redes transnacionales de lucha sexual. Armand de Fluvià comenta así con especial énfasis los contactos que establece la Agrupación Homófila para la Igualdad Sexual con la francesa Arcadie y otras instancias que, a escala occidental, articulan una lucha que no se limita a territorios nacionales.

En contribuciones más recientes, Rafael Mérida Jiménez coordina un volumen en que sí se observa un interés más marcado por la inscripción de las luchas sexuales y transexuales en Barcelona, especialmente en los años setenta (Mérida Jiménez, 2016). En este caso, sí se toma en cuenta una especificidad de las luchas transexuales en la Ciudad Condal, pero se postula una identidad ahistórica que habría encontrado en la capital catalana un espacio favorable de existencia sin que la hipótesis supere la descripción de Barcelona como «capitalidad trans»⁴. El problema radica en la proyección identitaria que anima el proyecto historiográfico: el autor busca en el pasado unas identidades presentes («trans») recortándolas de otros espacios de politización centrales de la vida catalana de los setenta y de los que no escaparon esas subjetividades sexuales. En la historia subalterna que da el libro, se observa con sorpresa, por ejemplo, que se legalice al PCE antes que al Frente gay catalán, sin darle más espesor a la comparación que la que confluye en asumir que los «trans» sufrieron una

⁴ Cito el párrafo largo de la introducción al volumen: «[L]a capitalidad trans de Barcelona no radicó solo en los locales nocturnos, aunque fueran sustrato y, quizá, su faro más emblemático, sino en sus calles, a plena luz del día; las de la prostitución callejera, las de la ciudad de España en donde se manifestaron por vez primera los travestis -y los gais y las lesbianas- tras la muerte de Franco, reclamando unos derechos que tardarán todavía mucho tiempo en reconocerse o legislarse. La razón es obvia: se temía más la trasgresión de los «maricones» (el Front d'Alliberament Gai de Cataluña no fue legalizado hasta 1980) que la de los «rojos» (el Partido Comunista de España lo había sido en 1977). La Transición política española fue muy trans en Barcelona por múltiples razones, durante unos años en que la fantasía o el deseo se impusieron sobre la sensatez y el cálculo, durante un tiempo en que nacieron o se desarrollaron algunas de las iniciativas políticas y culturales que mejor replicaron al discurso reformista, pactista, consensuador y prudente. Barcelona fue trans como nunca antes, y com nunca después, porque dejó de conformarse» (Mérida Jiménez, 2016, p. 10).

discriminación mayor que la de los oponentes llamados «políticos». Sin más, el análisis parece descansar en una separación entre formas de hacer política, entre subjetividades políticas, postulada, que no se explica, especialmente porque lejos de no estar conectadas la legalización del PCE y del FAGC, tienen todo que ver juntas, frente a la desmovilización social provocada por el penetrante consenso dentro de las filas contestatarias a la «concentración democrática» (sobre el aspecto metodológico, Mann, 1970; el análisis de los lenguajes de la mesocracia en Sánchez León, 2010a). Tal hipótesis no puede descansar en un análisis que naturalicen lo cultural, restringiéndolo a unas pocas figuras –Terenci Moix, Alberto Cardín, figuras públicas de un campo cultural definido como *gay* o *camp* que en absoluto se comprometieron con la marginalidad social, donde estaban encerradas determinadas subjetividades homosexuales a finales de los setenta y que no tuvieron espacio político hasta desaparecer en los ochenta. El problema para tal estudio sobre lo cultural, es que se mantiene en un acotado campo más que instituido por la crítica cultural y por la historia LGBT consensual, hasta tal punto que los objetos estudiados son siempre los mismos: *Flor de Otoño*, *Ocaña: retrat intermitent*, *El Anarquista Desnudo* y un corto etcétera, incluidos todos en un registro que no objetiva su relación con la cultura de la transición. Un relato de este tipo, en vez de comprender a esas voces como aquéllas de donde no venimos, fortalece la creencia de la Transición como «manantial inagotable» (Pérez Serrano, 2011) de prácticas ciudadanas y derechos individuales disponibles para el presente, como su tiempo fundador. Es otro camino el que la crítica cultural debe tomar para ser capaz de ubicar las subjetividades homosexuales en los territorios de su emergencia y dentro de los imaginarios políticos del presente, *in fine*, para lidiar con los imaginarios homonacionalistas actuales.

Parecida es la crítica que se puede formular a otro proyecto historiográfico sobre subjetividades LGBT y territorios culturalmente reacios a la cultura del Estado-nación español: Raúl López Romo publica en 2008 *Del gueto a la calle: el movimiento gay y lesbiano en el País Vasco y Navarra, 1975-1983*. La propuesta, que no parte de la consustancialidad subjetiva de lo territorial y las sexualidades, acaba limitándose a describir cómo el movimiento social LGBT en su versión vasca crea sus asociaciones en el territorio vasco-navarro, sin que la inscripción territorial modifique la producción de esas subjetividades en el Estado español posfranquista. El análisis sufre un sesgo

significativo: al observar que los gays no estuvieron implicados en la cuestión nacionalista, ésta se reduce a su expresión más formal y más institucionalizada (el PNV, el partido abertzale, etc.) dentro del incipiente sistema parlamentario. La política, sin embargo, no es coextensiva ni al Estado ni a los partidos. La reducción de lo vasco a su expresión parlamentaria como «nacionalismo histórico» es ya reveladora del peso que tienen las categorías del constitucionalismo del 78 sobre la producción historiográfica, al no ampliar las potencialidades que ofrecen esos territorios (y la historiografía pletórica sobre su politización) para complejizar la cultura de Estado posfranquista. Dentro de este marco, las subjetividades homosexuales ya reducidas a ser repetición «local» de un movimiento «global» no sólo adolecen de una suerte de exotización por ser «locales», sino que además parecen haberse construido allí sin ser atravesadas por las diferenciaciones culturales que operaron en la Euskadi transicional, en particular en cuanto a violencia política (Casanellas, 2014). Volveré sobre el caso de Errenteria y la muerte del travesti Francis por un disparo de un policía en la noche del 9 de junio de 1979. Baste por ahora subrayar que si bien el autor no evacúa la inscripción de este acontecimiento en una serie de casos de notable «violencia institucional», tampoco reincorpora ésta a su análisis de las subjetividades sexuales: sostiene que la sociedad vasca se moviliza para defender o proteger a ese ser diferente, el travesti, por ser «travesti» oprimido, a secas. Al no aplicar el proyecto teórico que acompaña la llegada de esas subjetividades subalternas en el campo historiográfico –el de la deconstrucción, esencialmente, y de la construcción discursiva de las identidades– se pierde de vista que esas subjetividades no se pueden reducir a su subalternidad redimida por el orden democrático posterior. Insertadas en el contexto histórico que les es contemporáneo, en la medida de lo posible, devienen irreductibles a una identidad estable sexualmente inhabitual y acogida por una sociedad civil demócrata que la defiende. De partida, esa subjetividad objeto de violencia arbitraria se entiende como sujeto de tutela, necesitado de protección. La comparación con el caso catalán es sugestiva: la experiencia de las subjetividades «gays» de Barcelona en los setenta dista mucho de poder encajarse en semejante esquema interpretativo, ya que en la capital catalana dichas subjetividades se construyeron en una relación conflictiva y violenta con la cultura de Estado en el periodo constituyente y de consolidación democrática. Alguna duda existe por tanto de que las vascas sí se hayan construido de manera uniforme en esta necesidad de

protección por parte de la sociedad que les era coetánea. De hecho, es significativo que en el relato propuesto por el autor, el conjunto de los sujetos que se componen en «movimiento» escape a diferenciaciones políticas. De ahí que pueda estabilizar un relato sobre la incorporación del asociacionismo gay en las ciudades vasconavarras relativamente lineal desde 1975 hasta primeros de los ochenta. Nada se dice del efecto que tiene el constitucionalismo de 1978, salvo para homologar las subjetividades homosexuales vascas con las del Estado español en su conjunto: deseaban que se suprimiera la Ley de Peligrosidad Social y buscaban el reconocimiento estatal, su legalización como colectivos, algo que obtienen en los primeros años 80, confirmando además su homologación con la temporalidad gay occidental.

Por otra parte, si comparamos esta descripción del posicionamiento de EGHAM con el del FAGC catalán, que asumió las posiciones pro-constitucionalistas y de la desmovilización, introduciendo los lenguajes del «consenso» en las filas del colectivo homosexual en la transición y separándose de una cohorte juvenil que se negaba a vivir en las coordenadas de la privacidad que el nuevo ordenamiento les proporcionaba, algo le falta al relato vasco. Se incide en la necesidad vital para los homosexuales vascos de la existencia de EGHAM como centro de reunión, para entablar lazos amistosos, como remanso de paz y sociabilidad homosexual en un asfixiante mundo heterosexual. Tales necesidades son innegables y estructuradas por la heterosexualidad obligatoria que acompaña el cambio de régimen. Dicho esto, también es incuestionable, por ser ahora especialmente bien conocidas, que las culturas juveniles de la transición (Labrador, 2017), y en mayor grado las homosexuales, no encajan en semejante relato. Lo homosexual no funciona únicamente como categoría con pretensión homogeneizante como será a partir de la apropiación de un modelo gay occidental: está conectado con prácticas culturales juveniles que se enmarcan en horizontes de expectativas rupturistas y en las experiencias tóxicas de la transición (Usó, 2015; Labrador, 2009). Esas experiencias de una generación desclasada y suicida, que van del *rock* al *punk*, de la invención de estéticas como el *gay glam* hasta la heroína, no aparecen en este relato.

La representación que un Eloy de la Iglesia ofrece de los «quiquis» vascos en *El Pico* (1983) constituye, sin embargo, un ejemplo de cómo las representaciones culturales menos conflictivas de la transición no pueden resistirse a incorporar esas voces y experiencias en el imaginario sobre esos años de cambio. El problema que

plantea culturalmente la película está en que restringe esas experiencias a unos jóvenes incardinados en la categoría creada *ad hoc* de los «quiquis» (Florido Berrocal, 2015), que hace sólo identificables en unos jóvenes delincuentes las prácticas rupturistas de esa juventud más amplia inadaptada a la democracia en los primeros 80 (Sánchez León, 2003 y 2014). Pero el rastro importa porque revela cuán imposible es evacuar esas experiencias que marcaron la transformación de lo social en la aclimatación a la vida democrática: el joven hijo del comandante de la Guardia Civil acaba relacionándose con un homosexual, experiencia puntual de chaperero que acaba siendo relación de amistad, en un mundo social que desconfía en alto grado de las instituciones políticas y que manifiesta tener costumbres sociales que escapan a lo que los patrones culturales estabilizan. *El Pico* señala lo que se ha dejado de lado, como síntoma, en el relato que ofrece López Romo: habla de los años de la aguja como instrumento inseparable de la subjetivación juvenil y sexual en la primera década posfranquista, cuya trayectoria existencial rompe con el consenso recreado en los ochenta entre el comandante de la Guardia Civil y el líder abertzale reunidos ante el desastre existencial juvenil que viven como padres, según lo plantea Eloy de la Iglesia. A esas experiencias, habrá que sumar la violencia inherente al acontecer constitucional en Euskadi como elemento constitutivo de esas subjetividades sexuales de la democratización. Por tanto, a lo que semejantes relatos dan paso es a la descripción de situaciones locales de un fenómeno nacional y antes que esto, global u occidental, y no dan pie a la producción de una nueva *episteme* para pensar la ciudadanía civil y el orden constitucional en el Estado español a partir de voces correosas a la experiencia del derecho posfranquista.

Estas observaciones no tendrían relevancia si la historiografía no las hubiese conectado ya con un relato sobre la vivencia de las subjetividades juveniles en los años 80 basadas en su exclusión de una ciudadanía civil cuyos contornos morales vendrían acotados por lo que permitiría la sociedad civil «rebelde» de los setenta –en 1976, Tierno Galván observa una «rebelión de la clase media» (Tierno Galván, 2009, p. 112-113)– y que se vería representada en la Transición y sus instituciones democráticas: las clases medias de Franco y su recodificación en un sistema que las representaría constitucionalmente⁵. La impronta sociológica que impera en el relato de la

⁵ Como contrarrelato a la interpretación sobre la mesocracia que da Sánchez León, está la interpretación que aparece en el dossier sobre los 40 años del 20-N editado por *El País*, donde, en un artículo titulado «Libertad, instrucciones de uso», el autor Javier Gomá Lanzón explica el lugar central que tienen las

democratización fragiliza el lugar que se concede a la inscripción territorial de las luchas gays de los setenta en esa producción científica sobre homosexualidades porque, al no pensar las diferencias de clase, acaba postulando y naturalizando a un sujeto mesocrático. Esta metanarrativa tiene especial viveza y permite reproducir en el presente jerarquías sociales fuertes: en su promoción ya citada de la ley de LGTB Fobia en Cataluña, Eugeni Rodríguez observa que los autores de actos homofóbicos proceden de individuos que pertenecen a la «clase obrera». La reproducción de un estigma de clase no es casual, porque establece una cultura de Estado encarnada sociológicamente y otras que le son reacias, con también una objetivación sociológica. La identificación de los «obreros» como violentos frente al pacifismo de la mesocracia posfranquista que respeta las diferencias sexuales se puede interpretar como un límite de la cultura mesocrática, de la cultura del Estado hacia las subjetividades que no se han beneficiado de la protección democrática prometida por ese mismo Estado posfranquista «social y democrático de derecho». En vez de ser atávico, el rechazo hacia subjetividades homosexuales desde posiciones subalternas puede interpretarse como el rechazo a un orden cultural del que ciertas comunidades no se sienten parte, y en esas partes también se encuentran subjetividades sexuales disconformes con lo instituido en la democracia sexual posfranquista.

Pero la mesocracia también opera en cuanto a la interpretación sobre la organización territorial del Estado posfranquista: el sujeto mesocrático que se identifica con la ley de la comunidad autónoma catalana, para ser entendido, merece también enfocarse desde su sociología, cruzada con lógicas de representación a la hora de estabilizar las categorías de la administración territorial constitucional. En efecto, lo que le ha interesado especialmente a la historiografía que ha cruzado nacionalismos y género son las lógicas de inclusión o de exclusión de las subjetividades subalternas dentro del llamado espacio público «nacional», sea estatal o no (Ugalde, 1996). Esta inclusión o

clases medias de procedencia franquista en la transición que él califica de «revolución»: «Primero, emerge una clase media que, de hecho, accede a la propiedad y luego hace la revolución para que un nuevo orden proteja sus derechos y garantice sus libertades. Establecido el nuevo orden, los propietarios renuncian al radicalismo». Hay por debajo una contienda historiográfica sobre el devenir democrático de España: por un lado, está la interpretación de Santos Juliá que ve en el segundo franquismo «ciudadanos sin democracia», y por otro, ésta que defiende que la falta de hábitos democráticos debidos a 40 años de educación bajo el franquismo conllevó a finales de los setenta a una «democracia sin ciudadanos» (Gomá Lanzón, 2015). La cuestión está en cómo ese sujeto «clase media» que procede de la ingeniería franquista del desarrollismo ocupa un lugar central en la ordenación simbólica de lo social a la hora de definir el proyecto democrático posfranquista, reconduciendo parte de los imaginarios morales del segundo franquismo en tiempos democráticos (Sánchez León, 2010b).

exclusión dentro del Estado provee a esas subjetividades de su temporalidad primordial. Hay latente en semejante planteamiento un enfoque hobsbawmiano donde se entienden las diferencias culturales, o las diferencias subjetivas, que entrelazan culturas territoriales y subjetividades sexuales, incorporadas en un Estado plurinacional, como integradas en una sola entidad, el Estado. Éste es el modelo que prevalece en el orden constitucional de 1978: el derecho de autodeterminación se subordina a la integración previa dentro del Estado plurinacional (Clavero, 2015a).

El paso siguiente a la teorización de un Hobsbawm que rehúsa la ecuación entre *ethnos* y *demos*, según Elías Palti (Palti, 2001), es la propuesta de Jürgen Habermas de ver la era de las naciones y nacionalismos como una etapa en una historia más amplia encaminada hacia una ciudadanía cosmopolita basada en el individuo y sus derechos fundamentales, como encuentro del género humano con su propia naturaleza desvinculada de su determinación comunitaria (entre otras, nacional). El desarrollo de Habermas al planteamiento de Hobsbawm descansa entonces en una comprensión contractualista, procedente de Rousseau, de la ciudadanía: el ciudadano puede ser soberano del derecho si, primero, aceptó someterse al mismo, si es individuo-sujeto del derecho. Por tanto, el horizonte cosmopolita que se vislumbra con esta conceptualización de las relaciones entre *ethnos* y *demos*, es aquél de una legitimación de la forma estatal plurinacional como primer marco *no étnico* para empezar a discutir los problemas que suponen, para la ciudadanía, las cuestiones étnicas. Huelga decir que este sujeto habermasiano hace abstracción de todas sus actualizaciones sociales e históricas. Expresado en los términos propios del debate académico y político español, se puede discutir el derecho a la autodeterminación de los catalanes y vascos –o más ampliamente de grupos escindidos de la comunidad mesocrática cuya identificación se concentra en el Estado– siempre y cuando se despoje primero al orden constitucional de su dimensión «étnica» o, dicho de otro modo, a condición de no entender el Estado español como productor y perteneciente a una cultura que jerarquiza tácitamente las comunidades culturales dentro del modelo de gobierno constitucional.

Reconocida la hegemonía del sujeto «clases medias» dentro del objeto «transición», y enfocando esa comunidad mesocrática en clave de género y clase, ¿pueden imaginarse comunidades sociales en los territorios considerados que escapen a la regulación de las voces dentro de esa cultura de Estado? Si se consiguen conceptualizar voces en esos

territorios que «incumplen al Estado» y sus leyes, antes de la institucionalización y fijación de esas culturas como «comunidades autónomas» y de la comprensión de las culturas llamadas periféricas como nacionalidades subordinadas al Estado-nación, empezarán a aparecer antecedentes políticos a concepciones de la existencia política con aspiraciones a la autonomía, sin negar la necesidad de un orden constitucional que asegure la estabilidad del derecho –vale decir, subjetividades reacias a su incardinación en el sujeto de derecho individual previsto por la constitución española de 1978; figuras antimodernas, en suma, que desafían el reto de la nación singular (Delgado, 2014), cuyas huellas deben conectarse a una mirada poscolonial del presente europeo y español y el declive de sus imaginarios políticos a escala mundial, y que nos proveen de actitudes de resistencia frente al constitucionalismo español tal como se codificó históricamente en 1978. Para este punto, restringiré la mirada sobre el caso catalán. Tal planteamiento requiere, por un lado, situar a esas comunidades sexuales dentro de las coordenadas sociológicas del nacionalismo catalán transicional, y, por otro lado, esbozar un retrato de esas subjetividades reacias al consenso constitucional y faltas de representación en el orden constitucional tal como se da en Cataluña. Con esto, se podrá ubicar a esas subjetividades sexuales en una aprensión fenomenológica de la experiencia territorial «periférica» frente al Estado español, como experiencia subalternizante del lazo constitucional de 1978. Y esto, lo plantearé por último con el caso vasco.

Sexualidades y nación, más allá de la democracia agonística de 1978

Conocido es el importante giro de Benedict Anderson, contemporáneo de las aportaciones de Hobsbawm sobre nacionalismos, según el cual la nación es una «comunidad imaginada, limitada y soberana» (Anderson, 1983). Este enfoque desmitificador de la nación adolece hoy, sin embargo, de ciertas insuficiencias. Como muy bien apunta Palti criticando el enfoque antigenealogista de Hobsbawm, tal vez sólo en el siglo XIX la nación funciona como un ente natural, pero en el siglo XX hasta el propio Mussolini la define como el *mito* que la Italia fascista debe experimentar. La observación es aplicable al caso de Anderson: la mirada moderna es, en sí, una meta-mirada. Para comprender lo que ésta supone, basta con recordar a un Baudelaire

fascinado por los andamios antes que, por las mismas fachadas de los edificios parisinos, como escenificación de la construcción del objeto, antes que del objeto mismo (Baudelaire, 1868)⁶. Y más aún, los imaginarios nacionales no escapan a su dimensión ideológica: Slavoj Žižek apunta muy bien que si para Marx, la ideología era aquello que se hacía sin saber que se hacía, hoy día, la ideología está más impregnada de un fuerte cinismo, resumida por la fórmula «saben muy bien lo que hacen, pero, aun así, lo hacen» (Žižek, 2010). Por otra parte, el Estado-nación tanto como entidad a la vez administrativa y cultural, como categoría de análisis de las formas contemporáneas de la organización política, sufre insuficiencias en su caracterización como actual lugar de la soberanía. Piénsese en la inserción de los estados nacionales dentro de organizaciones supranacionales, políticas y económicas, también en la proliferación de instituciones jurídicas a nivel mundial que desarticulan una justicia nacional capaz de superar la defensa de intereses privados en nombre de valores superiores, y más directamente aún en la desigual participación y acceso a las instituciones de la soberanía por parte de las poblaciones gobernadas dependiendo de motivos culturales o comunitarios. Desigualdad que se resuelve en algunos casos constitucionales por la opción del derecho a la autonomía como paso previo a aquél de soberanía⁷. En estas coordenadas, ¿puede pensarse en comunidades excluidas de la representación soberana en el nacionalismo catalán constitucionalmente amoldado, que, sin embargo, podrían constituir antecedentes históricos a aspiraciones a autonomía dentro de un constitucionalismo abierto y disensual? Por tanto, la articulación entre nación (cultura de Estado) y nacionalidades «periféricas» interesa relacionándola con quienes se involucran históricamente en ella, más allá del sujeto estabilizado por las coordenadas constitucionales de las «comunidades autónomas» y de sus «nacionalidades». La lógica representacional inherente al consenso transicional también atraviesa las formas del nacionalismo catalán en los años de construcción de su horma constitucional.

⁶ « Il y a quelques années, un homme puissant et singulier, un officier de marine, dit-on, avait commencé une série d'études à l'eau-forte d'après les points de vue les plus pittoresques de Paris [...]. J'ai rarement vu représentée avec plus de poésie la solennité naturelle d'une ville immense. Les majestés de la pierre accumulée, les clochers montrant du doigt le ciel, les obélisques de l'industrie vomissant contre le firmament leurs coalitions de fumée, *les prodigieux échafaudages des monuments en réparation, appliquant sur le corps solide de l'architecture leur architecture à jour d'une beauté si paradoxale*, le ciel tumultueux, chargé de colère et de rancune, la profondeur des perspectives augmentée par la pensée de tous les drames qui y sont contenus, aucun des éléments complexes dont se compose le douloureux et glorieux décor de la civilisation n'était oublié ». El subrayado es mío.

⁷ Hago referencia aquí a los casos ecuatoriano y boliviano.

«Ciudadans de Catalunya, ja soc aquí», exclamó Josep Tarradellas al llegar a la Generalitat de Catalunya en octubre de 1977 para encabezar el proceso que daría cauce al Estatut de Sau. Josep Fontana ha recordado con claridad el lugar que Adolfo Suárez le concedió al catalanismo en el proceso constituyente: la «operación Tarradellas» tendió a cortocircuitar el crecimiento de los partidos de izquierda en Catalunya (Fontana, 2014 y siguientes), que sí articulaban, por lo demás, un discurso diferenciador catalanista, hasta el alineamiento del PSUC, cuando éste se sumó a la fragua del consenso transicional como «concentración democrática», y compartió las posiciones centralistas del PCE (Andrade, 2012). Ya antes, el PSUC había conectado con la red de politización del movimiento vecinal como experiencia local de politización y también alcanzaría al movimiento homosexual catalán⁸. Pero, precisamente, encuentran allí sus representantes –quienes escribirán la trama principal del relato de la emancipación gay en el Estado español– unas fuertes resistencias entre la gente más joven que se implicó en el movimiento homosexual a mediados de los setenta. La fractura es definitiva en la primavera de 1978, cuando el movimiento homosexual catalán se divide entre la corriente reformadora, que busca el diálogo consensual con el Estado –el FAGC– y otra, revolucionaria, la Coordinadora de Collectius de Alliberament Gai (CCAG) de Catalunya. Jordi Petit confiesa que la escisión supuso el abandono del FAGC por la mayor parte de los militantes que se alistó en la CCAG. Por otra parte, los colaboradores del fanzine radical gay *La Pluma* inciden en la dimensión generacional de la escisión: los jóvenes que se separan del FAGC no se han socializado en las culturas disidentes post-68 en los mismos términos que sus mayores (Chamouleau, 2017a, p. 262-306). Pero hay algo más, que tiene que ver con la sociología de los sujetos involucrados en uno y otro movimiento homosexual a partir de 1978. La penetración del PSUC dentro del FAGC no puede interpretarse sin atender a quiénes conforman el grueso de las filas del PSUC.

Según una encuesta publicada en 1979 sobre los militantes del partido en el Congreso del mismo en 1977 (Botella, 1980), se observan dos primeros polos en términos de formación sociocultural: los militantes con formación primaria (25,4%) y los que tienen

⁸ No sólo la creación del movimiento gay catalán es contemporáneo de la Assamblea de Catalunya, sino que además se organizó territorialmente a partir de 1975 en «grupos de acción territorial» dentro y fuera de Barcelona capital, y en la misma, bajo forma también de «vocalías gays» dentro del movimiento vecinal en algunos barrios barceloneses.

un título universitario (22%) suman casi la mitad del total de los encuestados. Por otra parte, el estudio incide en «el predominio de tres grandes grupos: obreros industriales (38,3 %), técnicos y funcionarios (23,6 %) y empleados (20,4 %)», constando también «una cifra no despreciable de profesiones liberales y dirigentes», un 7,9%. El estudio también subraya que, si bien los delegados proceden de «medios populares», con las transformaciones socioeconómicas del desarrollismo, éstos han pasado a engrosar las capas medias de la población española y abandonaron el campo o las actividades poco cualificadas de sus padres: «se da un considerable crecimiento de las categorías “trabajadores industriales” (en beneficio, particularmente, del sector “cualificado”) y, sobre todo, de las categorías “empleados” y “funcionarios” [...]» Por último, el análisis sociológico concluye sobre estos aspectos:

Aparentemente, el PSUC está más sólidamente implantado entre los sectores socialmente más expansivos, y muy poco entre los sectores en regresión. A la vez, ello contribuye a un notable grado de dualidad interna: partido obrero, en la medida en que los trabajadores industriales constituyen el grupo más numeroso (más de 1/3 del total), pero con una fuerte presencia de técnicos y funcionarios (casi 1 de cada 4 delegados) y empleados (1 de cada 5) e incluso con una notable representación (8 %) de profesiones liberales.

Otra variable definitoria de los delegados del PSUC está en su procedencia territorial: un 53,5 % son nacidos en Cataluña, un 44,7 % en el resto del territorio español.

El desgarré político del colectivo homosexual unitario en abril de 1978 tiene que ver con la penetración desmovilizadora del consenso entre los militantes. El consenso es resultado de una demanda de libertades formales y de una representación política por parte de las clases medias de Franco, para quienes el orden dictatorial ya quedaba desfasado con la temporalidad que les era propia y que coincidía con la incorporación de España dentro del mundo occidental capitalista. Esta política consensual está por tanto ligada a un sujeto político, mesocrático, que habita buena parte del PSUC tal como lo describen los autores de la encuesta citada, y que también explica que sus representantes gays se apunten a su vez a la «concentración democrática». Los lenguajes del consenso desterritorializan aquellos de la radicalidad gay que se había fraguado unos pocos años antes dentro del frente homosexual catalán, y los reterritorializan en lógicas inclusivas dentro de la comunidad sociológica de referencia

estatal. Así se entiende que, cuando se escinden, los más jóvenes reivindiquen una implicación con la clase obrera y que en vez de designar a la Constitución como aquello que les representa y de que están esperando alguna satisfacción de sus intereses ciudadanos, la identifican con un orden sociomoral y político violento que cristaliza en el mantenimiento de una violencia institucional y policial en las calles de Barcelona. Tal violencia apunta, en su interpretación, a separar a los sujetos entre gays con capacidad de consumo y los otros, definitivamente desclasados y desprovistos de reconocimiento social y político. Los escindidos, comprometidos con la politización de la marginalidad social como espacio desde donde romper con la reproducción de la antropología franquista al constituirse el Estado social y democrático de derecho, se implican en la construcción de experiencias no subalternas homosexuales catalanas, insertadas en las intensas luchas autónomas que se dan en Cataluña en la segunda mitad de los setenta (Gómez, 1979; Zambrana, 2000; Carmona Pascual, 2004; Wilhelmi, 2016).

En esta militancia, incorporan estéticas especialmente problemáticas para el orden público, como *telos* estatal, que exige decencia y opacidad de las prácticas disensuales – vale decir *performance* de una masculinidad que se adecúe públicamente a patrones culturales que no rompen con la antropología mesocrática arraigada en los años 60 franquistas y reacia a los excesos que encarnan las subjetividades juveniles sometidas a la aplicación de la Ley de Peligrosidad o al oprobio social y moral hasta finales de los años ochenta. El estrecho marco de la novela de Terenci Moix, *El día que va morir Marilyn* (1969), fija en el personaje de Bruno –el homosexual silencioso y torturado– la subjetividad transicional gay, que repudia por «violentos» –haciendo uso del contracepto al de consenso– a quienes no aceptan los únicos canales de enunciación que les deja el Estado –conformarse con la privacidad constitucional como instrumento de biopoder sobre los cuerpos y las subjetividades que politizan lo sexual–, y se desenvuelve en un mundo sexual ya acotado por «sólidas murallas»⁹ que encierran a esas subjetividades en culturas sexuales globalizadas con efecto inmediato a escala catalana: la desarticulación política de un sujeto colectivo con capacidad perturbadora o desestabilizadora para la ingeniería democrática, y que no cabe en el mero antagonismo entre homosexuales y heterosexuales.

⁹ Esta fórmula la retoma de un poema de Kavafis Jordi Barceloneta, en el fanzine *La Pluma*, en 1980 cuando hace un informe sobre el *Village* de Nueva York.

La articulación de esas luchas con esta inscripción territorial se entiende en esas coordenadas. La identificación de unas voces reacias al consenso transicional también tiene que ver con una interpretación global sobre la cultura catalana: Jordi Petit insistirá que hablaba catalán como presidente del FAGC cuando promovía la acción del colectivo en los bares de ambiente, marca algo complicada de pertenencia nacional o, más bien, comunitaria. Étienne Balibar, en un ensayo algo antiguo ya, subrayaba el lazo entre «nación» y lengua como forma de pertenencia comunitaria: «la comunidad lingüística induce una memoria étnica tremendamente condicionante (Roland Barthes llegó en una ocasión a llamarla “fascista”), pero que posee una extraña plasticidad: naturaliza inmediatamente lo adquirido. En cierto sentido, demasiado de prisa. Es una memoria colectiva que se perpetúa al precio del olvido individual de los “orígenes”» (Wallerstein y Balibar, 1991, p. 153). El desarrollo de una política homosexual catalanófona no puede capitalizar todo «lo catalán», como expresión de la comunidad homosexual catalana (¿urbana barcelonesa de clase media?) naturalizada en torno a su orientación homosexual y su masculinidad respetable, precisamente porque desde las experiencias propiamente catalanas de lo social y de la política transicional, otras catalanidades sexuales se dieron, para nada homologables con lo que la Constitución incardinó en la «nacionalidad» de la Comunidad Autónoma catalana.

Otro sujeto catalanófono existe, justamente portador de poéticas culturales catalanas que no se pueden asociar con las prácticas que describe la historia gay posfranquista. En 1984, Les Pilinguis, «Les Supermales dels Col·lectius Roses» en Barcelona, publican un cuento que protagoniza Maruja la Sanguinaria: se echó a las calles de una «Barcelona, drogada / En la seva bellesa de prostituta / Marítim», con tacones aguja y ceñido vestido de leopardo, «[l]a cara depravada d'aquest ésser era indescriptible sota les capes de maquillatge». «Barcelona dormia el malson de la seva sordidesa, únicament les Pilinguis gosaven de sortir (les rates de podrit cor, ja ho he dit)», y la «perversa forma humana (¿humana dic?)» de cuerpo andrógino ya mayor, destrozado debido «sense dubte, a nits d'insomni i de vici innombrable, d'alcohol de droga i de sexe, d'amor i d'oblit ; llardoses nits de merda, en suma», cual Drácula, comete un funesto acto: al día siguiente los titulares de la prensa hablan de un «homosexual cosido a navajazos en un bar de mala nota», cuando Maruja ya hablaba de vengarse de «aquestes mamones de mierda» (Chamouleau, 2017a, p. 33-34). El cuento es una meta-representación de los

derroteros vitales que han tomado las subjetividades gays politizadas en los setenta en Barcelona, y el crimen vengativo arremete contra un régimen de representación –la victimización del homosexual como modalidad de aparición mediática y lugar de enunciación democrático– que encubre una desigualdad ya insuperable entre sujetos asimétricamente posicionados dentro de la democracia española, en este caso ante el desfase existente entre los derechos individuales que garantiza la Constitución y la experiencia subjetiva de los mismos en Cataluña. La venganza, la comete un sujeto con cuerpo devenido deshecho tóxico errando por Barcelona, dotado de capacidad de agresión contra un mundo social que estructura la imposibilidad de su enunciación política. Maruja la Sanguinaria funciona por tanto como emblema de los perdedores de la generación *bífida* transicional (Haro Tecglen, 1988), en clave homosexual esta vez.

Enfocada así, esta catalanidad no se puede encuadrar dentro de lo que se institucionaliza en 1978 como lo catalán –una lengua como patrimonio cultural de una mesocracia local reconocida a nivel estatal, dentro de una comunidad autónoma con competencias administrativas– sino que entronca con politizaciones propias de Barcelona que cruzan género, clase y etnia, sin cortar con el territorio en que se entrelazan sus experiencias vitales. Las subjetividades expulsadas fuera del orden simbólico constitucional en Barcelona proceden mayoritariamente de España, son *xarnegos*, pero no todas. Les Pilinguis, entre 1983 y 1984, son catalanófonas y su fanzine es bilingüe. Lo mismo se puede decir de este mismo grupo en su fase anterior, entre 1978 y 1980, *La Pluma*. Y la especificidad de la opresión que sufren en Cataluña, aunque es en parte comparable con aquella vivida en otros ámbitos del territorio nacional español, tiene que ver con las expectativas que esos *xarnegos* homosexuales ponían en Barcelona, como lugar de cambio de vida, así como con la politización global de lo catalán que resurge con potencia y capacidad de crear un movimiento tan amplio como la Asamblea de Cataluña a primeros de los setenta (Bernad i Ricart, 2002). No se descarte tampoco el despunte de Barcelona como ciudad moderna influenciada por normas culturales extranjeras que rivalizan con los arquetipos socioculturales de la España franquista, especialmente en términos de género (Nash, 2015 y 2017). El horizonte de espera de esas subjetividades homosexuales convertía a Cataluña en aquel territorio donde fuese factible entablar una sociabilidad homosexual, especialmente porque los jóvenes que abandonaban a sus familias para emigrar a Cataluña proyectaban

conseguir en Barcelona o en las ciudades de la costa catalana trabajo, vale decir, un grado de autonomía individual impensable en zonas donde el crecimiento económico e industrial no suponía las mismas posibilidades imaginadas de encontrar empleo. Y por último, el movimiento contracultural homosexual también encontró en esa Barcelona industrializada espacios de contestación política a la dictadura y a favor de la democratización que calaron hondo entre el movimiento obrero, sea éste de signo comunista o asambleario, y el movimiento vecinal. Hasta que se demuestre lo contrario, las experiencias de las vocalías gays en algunas asociaciones de vecinos barcelonesas no se repitieron en otras partes del territorio español, y el mismo FAGC disponía de grupos de acción territorial en Cornellá, Santa Coloma de Gramanet –la politización de lo homosexual no se restringía únicamente al Raval o al Eixample sino que se extendía fuera del centro urbano barcelonés.

En 1984, bebiendo de esas prácticas culturales propias, Maruja la Sanguinaria y los representantes del movimiento gay transnacional en su versión hispánica o catalana se han separado radicalmente, ante las coordenadas constitucionales y las pautas vitales que supusieron éstas. Las comunidades sociales diferenciadas a que pertenecen en 1984 (y ya a partir de 1978), en algún momento compartieron algo de esta misma inscripción en un espacio singular de politización antifranquista como es Cataluña, pero el trecho sociológico que separan a una y otros también se proyecta en lo que se entiende por «comunidad» de referencia: la de una nacionalidad «periférica» respecto del Estado constitucional, o una comunidad social portadora de una emancipación colectiva que escapa a su codificación constitucional a base de derechos individuales, y que se define consustancialmente por su sexualidad no heteronormada, el género, el rechazo a la mesocracia y su biopoder y lo étnico, no tanto esto último como aquello que uniformiza sino como matriz que actúa sobre la subjetivación colectiva de los que comparten un mismo territorio. Ésta ha desaparecido, engullida por aquélla, beneficiada de los derechos constitucionales y que se apropia de Barcelona como capital Trans mundial.

Si la titularidad de los derechos individuales fundamentales es indisociable de la plena identificación con la cultura en que estos derechos se significan, emerge aquí otra comunidad excluida del antagonismo sexual establecido alrededor del eje de la heterosexualidad como norma y del antagonismo territorial. Esta comunidad es más precaria, por no contar con el respaldo de las instituciones estatales y sus lenguajes que

ordenan la ciudadanía, pero no se deja reducir a antagonismos sexuales o territoriales a los que el marco constitucional ha dejado espacio de debate hasta la crisis de la segunda década del siglo XXI. Esta comunidad no participa de la democracia agonística, del debate y diálogo establecida constitucionalmente, sino que irrumpe de manera conflictiva con el ordenamiento que establece las condiciones de dichos debate y diálogo. El antagonismo es otro, radica en desigualdades inscriptas en una antropología jurídica nacional de largo abolengo, y va más allá de diferencias de tipo sexual y territorial que el marco constitucional de 1978 permitió estabilizar, enunciar y debatir. Las categorías constitucionales acaban funcionando como formas que ahorman algo previo, encarnado en esas subjetividades juveniles que acaban constituyendo muertxs civiles del posfranquismo, desafiadas, expuestas al VIH, la heroína y suicidios. El acto de dar forma es legitimante, porque establece que lo debatible sólo puede portar sobre las formas consideradas, en vez de sobre cómo se tornaron formas instituidas y reconocidas como culturalmente legítimas. En este contexto, sexualidades y pertenencia territorial confluyen en estabilizar como forma de diálogo con el pasado a sujetos individuales portadores de derechos que trascienden diferencias sexuales y territoriales. La discusión merecería portarse sobre cómo este acto de dar forma a la ciudadanía civil posdictatorial obvia un antagonismo mucho más decisivo que las lógicas de identificación con las formas establecidas por el Estado para ordenar la ciudadanía civil. Detrás de los antagonismos de la democracia agonística posfranquista, reaparece un antagonismo mayor alrededor de la cultura de Estado, ilegible si se mantiene en un lugar prediscursivo «lo político», esa esfera infradiscursiva que se postula como previa a la ordenación política y ciudadana.

Discursividad de lo político

Esta diferenciación previa alrededor de la pertenencia a la cultura de estado, como lazo que garantiza la titularidad de derechos fundamentales, es precisamente la que está en juego en el último escenario sobre el que quiere incidir esta contribución y que no puede ser capitalizado por la cultura de Estado posfranquista, al situarse en un contexto de profunda enemistad política: Errenteria, Guipúzcoa, en la noche del 9 de junio de 1979. La violencia política interviene en el diálogo con los sujetos del pasado de la

democracia sexual: la narración de los valores asociados a ésta, el pacifismo, la inclusión en materia de sexualidad y género, es interrumpida por una relación de violencia inherente a la democratización posfranquista.

Aquella noche, en una sala de fiestas, un policía asesina a un travesti con un disparo. La prensa ofrece varias interpretaciones que confirman o restan responsabilidad al policía en el asesinato: éste habría exhibido su arma ante el travesti y sin darse cuenta le habría disparado, en otras ocasiones, se observa que, borracho, empezó a pelearse con su víctima disparándole al poco tiempo. La interpretación oficial, la copia *ABC* en su edición del 11 de junio (*ABC*, 1979)¹⁰: se señala la circunstancia particular de la víctima, individuo «vestido de mujer», insinuando la explicación del acto funesto, y más aún, se observa que «[s]in mediar riña, pelea o altercado alguno, el agente sacó su arma reglamentaria para exhibirla, momento en que se disparó. El tiro alcanzó a Vicente Vadillo en un ojo causándole la muerte de manera instantánea.» El artículo agrega, fuera de la nota oficial: «Al parecer, las dos personas habían mantenido una amigable conversación durante el tiempo en que permanecieron en la barra». La reacción de la población de Errenteria es inmediata: se forman numerosas manifestaciones espontáneas, el alcalde Olaizola de Herri Batasuna convoca una huelga general el día 12 de junio denunciando el asesinato como acontecimiento inscripto en una violencia incesante cometida por las fuerzas de orden público contra subjetividades vascas en sentido amplio –el 3 de junio de 1979 la Guardia Civil asesinó con un disparo a Gladys del Estal, militante ecologista donostiarra¹¹–, seguida por PNV, PSOE, PCE, Herri Batasuna, Euskadiko Ezkerra, EMK-OIC y LKI y aprobada por asamblea popular en el pueblo: el crimen se recorta sobre un trasfondo de profunda tensión entre fuerzas del Estado y movilizaciones políticas en Euskadi. Grupos de la izquierda vasca denuncian la versión oficial según la cual el asesinato sería un accidente fortuito y «tachan de “machismo exacerbado y moral burguesa” el detalle de señalar que la víctima iba vestido como una mujer» (*El Periódico*, 1979). La represión policial a las manifestaciones populares y a la actuación de las fuerzas políticas y administrativas vascas y guipuzcoanas se describe hasta en *El País* como de una excepcional violencia,

¹⁰ «En la madrugada de hoy alrededor de las cinco horas, se produjo la muerte de Vicente Vadillo Santamaría, de treinta y dos años, natural de Jaén, que en aquel momento se hallaba vestido con ropas de mujer».

¹¹ Elemento aducido por Raúl López Romo.

causando intimidaciones, amenazas y múltiples heridos en las cargas (González, 1979). López Romo interpreta el acontecimiento dentro de un paradigma tácito que hace equivalerse las prácticas violentas:

Para completar el cuadro, tengamos en cuenta que estamos hablando sobre unos años durante los que País Vasco y Navarra se convirtieron en el epicentro de la violencia política dentro del Estado. Sólo entre 1978 y 1980, las dos ramas de ETA y los Comandos Autónomos Anticapitalistas (CAA) asesinaron a más de dos centenares de personas. Aparte, hubo decenas de atentados ultraderechistas o parapoliciales, incluidos 33 asesinatos entre 1978 y 1981 causados por grupos como la Triple A, el Batallón Vasco Español, los Grupos Armados Españoles y otros similares.

Insertada en semejante relato, la muerte del travesti por la policía se convierte en elemento más banal de lo que parecería, hasta como parte del camino hacia la integración democrática de las subjetividades gays vascas: una manifestación de protesta contra el crimen del 10 de junio convocada por EGHAM reúne a una población multitudinaria a la que no se esperaba el colectivo, marcando el paulatino fortalecimiento de su activismo institucional.

La interpretación global sitúa a las subjetividades gays como pacíficas y víctimas de violencias arbitrarias. Por tanto, se les niega su arraigo en un mundo social constituido por violencias políticas, salvo para reducirlas a un lugar de víctimas incapaces de agencia. Fraga Iribarne, el 8 de abril de 1976, declaraba sin mediar más diálogo una guerra a los llamados «terroristas» vascos: «Sepan [...] los terroristas que, puesto que quieren la guerra, la tendrán, y con todas las consecuencias» (Casanelas, 2014, p. 234). Con su sucesor en el Ministerio del Interior, Martín Villa, no se produciría ninguna inflexión en semejante política agresiva ante fuerzas contestatarias que entonces surgieron en contra del orden dictatorial (Baby, 2018). En semejante contexto de violencia política, la democracia sexual y sus formas pacíficas de participación ciudadana desde las sexualidades y el género encuentran sus aporías: la violencia no tiene que ver únicamente con una cuestión sexogenérica, sino que ésta se significa dentro de un contexto político donde lo que está en juego es la disciplina que lleva al Estado a un territorio que le es profundamente reacio. En particular, recuérdese que, en 1979, Rentería es un municipio con alcalde de Herri Batasuna. La policía identifica a un «travesti», en un escenario donde, previamente, cualquier disenso respecto de la cultura estatal es conflictivo. El género, significado en este conflicto, es parte de esta gramática

cultural, y no se puede interpretar desde categorías del presente que obvian situar esas subjetividades del pasado dentro de una debida historización de los usos de la violencia. En esta perspectiva, en vez de apostarse por una historia de las subjetividades no heteronormadas que se deje guiar por la creencia en una individualidad prepolítica¹², cabría apostar por una historia social y cultural de la democratización sexual en el Estado español posfranquista. La violencia no sólo se sufre, también constituye subjetividad colectiva, y en este caso, conecta con experiencias políticas inseparables de una lucha encarnizada –«una guerra», decía el Estado– entre culturas políticas contingentes estructuradas en torno a la expansión de un conflictivo y no cuestionable modelo de Estado plurinacional portador de una violencia cultural o epistémica, si retomamos lenguajes de los estudios subalternos.

En este marco, la cuestión de los antecedentes ciudadanos al orden democrático tal como se conoce se puede plantear en términos que se separan de victorias en términos de derechos individuales: el sujeto asesinado pertenece a una comunidad cultural que planteó su pertenencia comunitaria en términos que no son los de derechos individuales sino que pasaba por la lucha a favor del reconocimiento de una emancipación colectiva, en que se fraguaron subjetividades, entre otras, sexuales que la historia de los derechos individuales constitucionales no permite imaginar. Bien al contrario, ésta segmenta la experiencia del sujeto asesinado entre su experiencia de género o sexual y su inserción en un territorio marcado por violencias políticas. Lo que no se vislumbra, es que lo uno y lo otro son inseparables en la construcción de aquella subjetividad, y que no reconocer el contexto cultural en que acontece es naturalizar la cultura de Estado que acabó imponiéndose en Euskadi. En cierto sentido, antepuesta a la lucha por los derechos sexuales individuales, está otra lucha por otros derechos, por una autonomía cultural territorialmente definida, en que la emancipación sexual se codifica en términos que escapan a las «democracias sexuales» occidentales.

¹² En esta memoria, el problema es el mismo que Catherine Colliot-Thélène observa en la individuación del «sujeto de derecho» por el Estado moderno cuando se constituye deshaciendo los estatutos proveídos de derechos antes del Estado moderno y que, en vez de concebir un Estado moderno capitalizando las prácticas de los derechos de la ciudadanía individualizada, permitan una limitación del poder del príncipe: «L'individuation du sujet de droit [...] ne signifie pas que les luttes pour les droits soient menées individuellement. Elles sont au contraire le plus souvent un acte collectif, c'est-à-dire qu'il y a bien une histoire sociale des luttes pour la conquête et la défense des droits, histoire dans laquelle se manifeste un *demos* qui n'est ni le corps abstrait invoqué au principe des constitutions démocratiques, ni la totalité des membres réels d'un État.» (Colliot-Thélène, 2009, p. 249).

La historización de los lenguajes de los antagonismos sexuales y territoriales obliga a dar un paso más, insatisfecho con los debates que mantienen acotado el campo del debate en torno a las sexualidades o al territorio nacional. Esta reducción a antagonismos audibles y reconocibles en el marco constitucional delata que las categorías que ordenan la política, incluso cuando se someten a debate, siguen igual de vigentes e incuestionadas. De la misma manera que la crisis catalana que cuajó con especial violencia estatal el 1 de octubre de 2017 se zanja en una cuestión meramente de pertenencia al Estado español sin observar que así se opera una escisión del síntoma –la proclamación e independencia de la República de Cataluña– respecto de lo que permitió politizar –el estado de crisis moral profunda de las instituciones políticas españolas, en particular donde el bien común viene supeditado a intereses privados–, igualmente en materia de sexualidades y género y territorio, las categorías del constitucionalismo, que arrastran historia, no permiten dar cuenta de lugares de enunciación que han politizado el espesor moral del repertorio democrático posfranquista. Lo político es creencia que mantiene intacto un legado metafísico del que el siglo XXI, con todo, parecería desprenderse al dar por sentadas la desustancialización de las categorías y la necesidad de vivir no ya dentro de mundos semánticamente cerrados y acotados, sino atravesados por ilusiones de sentido por las que las comunidades humanas apuestan: este sería un escenario ya no trágico, sino postrágico (Palti, 2018; Scavino, 2009 y 1999). La urgencia de repensar estas articulaciones en España es, sin embargo, acuciante, ante las instrumentalizaciones de las cuestiones LGBTQI, en forma de *pinkwashing* y homonacionalismo de fuerte signo reaccionario, que se dan en los sectores más conservadores del españolismo actual y que se pueden considerar parte de las reordenaciones discursivas producidas en el marco de la crisis catalana (Assiego, 2019).

Lo planteado aquí aspira a abrir otros derroteros historiográficos y de memoria: cabría seguir los caminos de una historia que nos invita a ser otros, en vez de explicarnos, en clave moderna, el pasado para saber quiénes somos (Tully, 2008). Tal perspectiva, que extraña antagonismos naturalizados y evidentes y que sólo consiguen tranquilizar conciencias autosatisfechas y complacientes, en vez de consolidar órdenes del presente que arrastran historia y desigualdades, también promete cultivar una nostalgia ya no restauradora sino *reflexiva*, crítica y distante, donde dialogan pasados y presentes (Boym, 2015), enmarañados en temporalidades subjetivas no reductibles a

aquéllas heredadas que borran el recuerdo de la profunda desconfianza ciudadana por los lenguajes de la cultura estatal española (Clavero, 2015b).

BIBLIOGRAFÍA

- ABC, 1979, “Travesti muerto en un club por el disparo de un policía”, 12-VI, URL: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1979/06/12/066.html>
- ACEVEDO, Carlos, MARTÍNEZ, Guillem (ed.), 2012, *CT o Cultura de la Transición. Crítica a 35 años de cultura española*, Barcelona, Mondadori.
- AGUADO, Ana y YUSTA, Mercedes (coord.), 2012, « Género, sexo y nación: representaciones y prácticas políticas en España, siglos XIX y XX », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 42/2, Madrid, Casa de Velázquez.
- ALIAGA, Juan Vicente y CORTÉS, José Miguel, 1997, *Identidad y diferencia: sobre la cultura gay en España*, Barcelona, Editorial Gay y Lesbiana.
- ANDERSON, Benedict, 1983, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, New York, Verso.
- ANDRADE, Juan, 2012, *El PCE y el PSOE en (la) transición. La evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI.
- ASSIEGO, Violeta, 2019, « Ciudadanos y el colectivo LGTB, entre el pinkwashing y el homonacionalismo », *eldiario.es*, 14-II, URL: https://www.eldiario.es/zonacritica/Ciudadanos-colectivo-LGTB-pinkwashing-homonacionalismo_6_867973223.html
- BABY, Sophie, 2018, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*, Madrid, Akal.
- BACCHETA, Paola, 2015, « Décoloniser le féminisme: intersectionnalité, assemblages, co-formations, co-productions », *Les Cahiers du Cedref*, 20, URL: <https://journals.openedition.org/cedref/833>, consultado el 26 de febrero de 2019.
- BACCHETTA, Paola y HARITAWORN, Jin, 2011, « There Are Many Transatlantics: Homonationalism, Homotransnationalism and Feminist-Queer-Trans of Color Theories and Practices », in DAVIS, Kathy y EVANS, Mary (ed.), *Transatlantic Conversations*, U. K. Ashgate, p. 127-144.
- BAUDELAIRE, Charles, 1868, *Curiosités esthétiques*.
- BERNAD I RICART, Robert, 2002, *L'Assemblea de Catalunya (1971-1982): catalanisme popular i antifranquisme*, tesis doctoral, Universitat Autònoma de Barcelona.
- BOTELLA, Joan, 1980, « Els delegats al IV Congrés del PSUC », en Ismael Pitarch, Joan Botella, Jordi Capo y Joan Marcet, *Partits I parlamentaris a la Catalunya d'avui*, Barcelona, Edicions 62.
- BOYM, Svetlana, 2015 [2001], *El futuro de la nostalgia*, Madrid, A. Machado Libros.
- CARMONA PASCUAL, Pablo, 2004, *Transiciones: de la Asamblea Obrera al proceso de Pacto Social CNT (1976-1979)*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo.
- CASANELLAS, Pau, 2014, *Morir Matando. El franquismo ante la práctica armada (1968-1977)*, Madrid, Los Libros de la Catarata.

- CHAMOULEAU, Brice, 2015, «*¡Más vale que os dedicéis a buscar chorizos!* Masculinidades et sécurité citoyenne dans l'Espagne postfranquiste», Marie-Linda Ortega (coord.), *Dispositifs d'incrimination en Espagne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, p. 45-60.
- CHAMOULEAU, Brice, 2017a, *Tiran a maricón. Los fantasmas queer de la democracia (1970-1988)*, Madrid, Akal.
- CHAMOULEAU, Brice, 2017b, «¿Una historia interseccional de la ciudadanía española? Pensar más allá de una metáfora conceptual postcolonial», in CHAMOULEAU, Brice (ed.), *De colonialidad. Perspectivas sobre sujetos y género en la historia contemporánea de España*, Madrid, Postmetrópolis, p. 201-237.
- CHAMOULEAU, Brice, 2019, «Homonacionalismos historiográficos en España: interpretaciones de las leyes y del honor bajo la Constitución de 1978», in CHAPUT, Marie-Claude y PÉREZ SERRANO, Julio (coord.), *Transición y democracia en España. Ciudadanía, opinión pública y movilización social en el cambio de régimen*, Madrid, Biblioteca Nueva (en prensa).
- CHAKRABARTY, Dipesh, 2008, *Provincializing Europe*, Princeton, Oxford, Princeton University Press.
- CLAVERO, Bartolomé, 2002, «Multiculturalismo constitucional, con perdón, de veras y en frío», *Revista Internacional de Estudios Vascos*, 47/1.
- CLAVERO, Bartolomé, 2013, «Cádiz 1812: antropología e historiografía del individuo como sujeto de constitución», *Quaderni Fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno*, 42, p. 201-279.
- CLAVERO, Bartolomé, 2014, *España, 1978. La amnesia constituyente*, Madrid, Marcial Pons Historia.
- CLAVERO, Bartolomé, 2015a, «Modelo territorial», in BOYE, Gonzalo, ELBAL, Isabel, ESCUEDERO, Rafael y MARTÍN Sebastián (coord.), *Contrapoder ¡Desmontando el régimen!*, Sant Llorenç d'Hortons, Roca Editorial, p. 77-86.
- CLAVERO, Bartolomé, 2015b, «¿A qué Estado decimos federal y a cuál, plurinacional?», *eldiario.es*, 14 de enero de 2015, URL: http://www.eldiario.es/contrapoder/federalismo_plurinacional_6_345825428.html.
- COLLIOT-THÉLÈNE, 2009, «Pour une politique des droits subjectifs: la lutte pour les droits comme lutte politique», *L'année sociologique*, 59, p. 231-258.
- DELGADO, Luisa Elena, 2014, *La nación singular. Fantasías de la normalidad democrática española, 1996-2011*, Madrid, Siglo XXI.
- DORLIN, Elsa, 2012 «L'Atlantique féministe. L'intersectionnalité en débat», *Papeles del CIEC*, 83.
- El País*, 2014, «El parlamento andaluz aprueba la ley de transexualidad por unanimidad», 25-VI, URL: http://ccaa.elpais.com/ccaa/2014/06/25/andalucia/1403699143_201918.html
- El Periódico*, 1979, 12-VI, URL: http://archivo.elperiodico.com/ed/19790612/pag_017.html
- FELGTB, «Celebramos el avance de derechos transexuales en Argentina y pedimos a España que mejore la legislación», URL: <http://www.felgtb.org/temas/transexualidad/noticias/i/2186/239/celebramos-el-avance-de-derechos-transexuales-en-argentina-y-pedimos-a-espana-que-mejore-la-legislacion>.
- FONTANA, Josep, 2014, *La formació d'una identitat. Una historia de Catalunya*, Vic, Eumo Editorial.

- FLORIDO BERROCAL, Joaquín, 2015, *Fuera de la ley: asedios al fenómeno quinqueni en la Transición española*, Granada, Comares.
- FLUVIÀ, Armand de, 2003, *El Moviment Gai a la Clandestinitat del franquisme (1970-1975)*, Barcelona, Laertes.
- GARCÍA MANRIQUE, Ricardo, 1996, *La filosofía de los derechos humanos bajo el franquismo*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales.
- GOMÁ LANZÓN, Javier, 2015, «Libertad, instrucciones de uso», *El País*, 20-XI, URL: https://elpais.com/politica/2015/10/28/actualidad/1446060766_584242.html
- GÓMEZ, Freddy, 1979, «Grandezas y miserias del movimiento libertario hoy», VVAA, *CNT, ser o no ser*, París, Ruedo Ibérico.
- GONZÁLEZ, Antonio, 1979, «Huelga general en Rentería por la actuación de la fuerza pública», *El País*, 13-VI, URL: http://elpais.com/diario/1979/06/13/espana/298072802_850215.html.
- GROSSBERG, Lawrence, 2010, *Estudios culturales en tiempo futuro. Cómo es el trabajo intelectual que requiere el mundo de hoy*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- HARO TECGLÉN, Eduardo, 1988, «La generación bífida», *El País*, 27-XI.
- HOBBSBAWM, Eric, 2009, *L'empire, la démocratie, le terrorisme : réflexions sur le XXI siècle*, Bruxelles, A. Versailles Éditeur.
- JAUNAIT, Alexandre *et alii*, 2013, « Nationalismes sexuels ? » Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes», in *Raisons Politiques*, 49, p. 5-23.
- KERGOAT, Danièle, 2009, « Dynamiques et consubstantialité des rapports sociaux », Elsa Dorlin (coord.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, París, PUF.
- LABRADOR, Germán, 2009, *Letras arrebatadas: poesía y química en la transición española*, Torrejón de la Calzada, Juan Pastor.
- LABRADOR, Germán, 2017, *Culpables por la literatura. Imaginación política y contracultura en la Transición española (1968-1986)*, Tres Cantos, Akal.
- LÓPEZ CLAVEL, Pau, 2017, «No todo es homonacionalismo. Nexos históricos de las cuestiones LGBTI y nacionales en España y Catalunya», in CHAMOULEAU, Brice (ed.), *De colonialidad. Perspectivas sobre sujetos y género en la historia contemporánea de España*, Madrid, Postmetrópolis, p. 97-126.
- LÓPEZ ROMO, Raúl, 2008, *Del gueto a la calle: el movimiento gay y lesbiano en el País Vasco y Navarra, 1975-1983*, San Sebastián, Tercera Prensa.
- LUGONES, María, 2008, «Colonialidad y género», in *Tabula Rasa: revista de humanidades* 9, p. 73-102.
- MANN, Michael, 1970, «The social cohesion of liberal democracy», *American Sociological Review*, 35, p. 423-439.
- MANN, Michael, 2013, *The Sources of Social Power, vol. 4, Globalizations 1945-2011*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MASSAD, Joseph, 2007, «Re-orienting desire: the Gay International and the Arab World», in *Desiring Arabs*, Chicago y Londres, University of Chicago Press, p. 160-190.
- MÉRIDA JIMÉNEZ, Rafael, 2016, *Transbarcelonas. Cultura, género y sexualidad en la España del siglo XX*, Barcelona, Bellaterra.
- MOUFFE, Chantal, 1999, *El retorno de lo político: comunidad, ciudadanía, pluralismo, democracia radical*, Barcelona Paidós.

- NASH, Mary, 2015, «Mass tourism and new representations of gender in late francoist Spain: the Sueca and Don Juan in the 1960s», in *Cultural History*, 4/2, p. 136-161
- NASH, Mary, 2017, «Turismo y la Costa brava: discursos neocoloniales y de resistencia en la década de 1960», en Brice Chamouveau (coord.), *De colonialidad. Perspectivas sobre sujetos y género en la historia contemporánea de España*, Madrid, Postmetropolis, p. 71-96.
- NÚÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel, 2010, «La nación en la España del siglo XXI: un debate inacabable», in *Pasado y Memoria: Revista de Historia Contemporánea*, 9, p. 129-148.
- PALTI, Elías, 2001, «Nación. El enfoque genealógico de la nación y sus descontentos: el dilema hobsbawmiano», *Aporías, Tiempo, Modernidad, Historia, Sujeto, Nación, Ley*, Madrid/Buenos Aires, Alianza Editorial, p. 193-232.
- PALTI, Elías, 2018, *Arqueología de lo político. Regímenes de poder desde el siglo XVII*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina.
- PASTOR VERDÚ, Jaime, 2007, «La izquierda de ámbito estatal. Entre el «patriotismo constitucional» español y el federalismo plurinacional», in Carlos Taibo (ed.), *Nacionalismo español. Esencias, memorias e instituciones*, Madrid, Los Libros de la Catarata, p. 193-212.
- PÉREZ SERRANO, Julio, 2011, «Democracia y feminismos: la lucha por la liberación de la mujer en la transición española, 1975-1983», in CHAPUT, Marie-Claude (coord.), *Masculin/Féminin en transition. Espagne – 1970-1986, Regards/17*, UPOND, p. 11-24.
- PUAR, Jasbir, 2012, *Homonationalisme. Politiques queer après le 11 septembre*, Paris, Amsterdam.
- Público.es, 2014, «Catalunya tendrá la primera ley en contra de la homofobia», 23-IX, URL : <http://www.publico.es/actualidad/Cataluña-tendra-primer-ley-homofobia.html>
- Público.es, 2019, «Casado propone una ley para que los partidos independentistas no tengan financiación», 25-II, URL: <https://www.publico.es/politica/28-casado-propone-ley-partidos-independentistas-no-tengan-financiacion.html>
- RODRÍGUEZ ZAPATERO, Luis, 2014, «El matrimonio homosexual, “sí que es marca España”», 24-IV, URL: https://elpais.com/politica/2014/04/24/actualidad/1398367664_158227.html
- SADURNÍ BALCELLS, Núria y PUJOL TARRÉS, Joan, 2015, «Homonacionalismo en Cataluña: una visión desde el activismo LGTBI», in *Universitas Psychologica*, 14/5, Bogotá, Colombia, p. 1809-1820.
- SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, 2003, «Estigma y memoria de los jóvenes de la transición», en Emilio Silva *et alii* (eds.), *La memoria de los olvidados*, Asociación para la recuperación de la memoria histórica, Valladolid, p. 165-179.
- SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, 2010a, «Encerrados con un solo juguete. Cultura de clase media y metahistoria de la transición», in *Mombaça*, número especial «Lo llamaban transición», p. 11-17.
- SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, 2010b, «Radicalism without Representation: On the Character of Social Movements in the Spanish Transition to Democracy», in ALONSO, Gregorio y MURO, Diego (coord.), *The Politics and Memory of Democratic Transition. The Spanish Model*, Nueva York, Londres, Routledge, p. 95-112.

- SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, 2014, «Desclasamiento y desencanto: La representación de las clases medias como eje de una relectura generacional de la transición española», in *Kamchatka. Revista de análisis cultural*, 3, p. 63-99.
- SCAVINO, Dardo, 2009, *El señor, el amante y el poeta: notas sobre la perennidad de la metafísica*, Buenos Aires, Eterna Cadencia Editoria.
- SOUSA SANTOS, Boaventura de, 1998, *Reinventar a democracia*, Gradiva, Lisboa.
- SOUSA SANTOS, Boaventura de, 2010, *Para descolonizar Occidente. Más allá del pensamiento abismal*, Buenos Aires, CLACSO, Prometeo Libros.
- TIERNO GALVÁN, Enrique, 2009, *Obras Completas*, t. V, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid – Aranzadi.
- TULLY, James, 2008, «Democracy and Globalisation: a defeasible sketch», *Public Philosophy in a new key*, vol. 2, Imperialism and civic freedom, Nueva York, Cambridge University Press, p. 43-72.
- UGALDE, Mercedes (coord.), 1996, *Género y construcción nacional. Una perspectiva*, in *Arenal*, 3, p. 163-256.
- USÓ, Juan Carlos, 2015, *¿Nos matan con heroína? Sobre la intoxicación farmacológica como arma del Estado*, Madrid, Libros Crudos.
- WALLERSTEIN, Immanuel, BALIBAR, Étienne, 1991, *Raza, nación, clase*, Madrid, Ipala.
- WILHELMI, Gonzalo, 2016, *Romper el consenso. La izquierda radical en la Transición española (1975-1982)*, Madrid, Siglo XXI.
- ZAMBRANA, Joan, 2000, *La alternativa libertaria, Catalunya 1976-1979*, Barcelona, Ediciones Fet a Mà.
- ŽIŽEK, Slavoj, 2010, *El sublime objeto de la ideología*, Madrid, Siglo XXI.

HISTORIA, MEMORIA Y OTROS ANTAGONISMOS DEL PERIODISMO ASTURIANO CONTEMPORÁNEO: *LA VOZ DE ASTURIAS* (1962-1986)

Rubén CABAL TEJADA
Universidad de Oviedo/
Université Nouvelle Sorbonne Paris 3
CREC (EA 2292)

Résumé

Cet article a pour objectif de montrer les résultats d'un travail de recherche en cours qui porte sur l'histoire d'un journal régional asturien. Pour l'élaboration de notre recherche on a employé surtout des sources orales qui font référence à l'histoire contemporaine de l'Espagne depuis les années 60 jusqu'aux années 80. La notion d'antagonisme est ainsi essentielle pour repenser des liens classiques de l'historiographie, comme la relation mémoire/histoire, et, plus précisément, ceux qui existent par rapport à l'histoire de la presse espagnole, comme, par exemple entre la presse du Movimiento et la presse privée ou entre la presse locale et la presse nationale.

Mots-clés : franquisme – presse – mémoire - les Asturies – historiographie

Resumen

Este artículo presenta una investigación en curso sobre la historia de un diario regional asturiano. Nuestro trabajo, basado en gran medida en fuentes orales, se refiere a una cronología que abarca desde los años sesenta hasta la década de los ochenta. La noción de antagonismo es empleada aquí como un filtro que permite valorar de una forma distinta a la habitual algunas relaciones de complementariedad clásicas en la historiografía, como la dupla memoria/historia o, más particularmente, en la historia de la prensa española, como la relación prensa del Movimiento/prensa privada o la existente entre la prensa local y la nacional.

Palabras clave: franquismo – prensa – memoria – Asturias – historiografía

Abstract

This article is based on a research which is currently in progress about the history of an spanish regional journal. Our sources are basically oral sources refered to the spanish contemporary history (from the 60's until the 80's). The concept of antagonisme allows us to reflect about the clasicals subjects of spanish historiography, such us the maniqueism between memory and history, and, more specifically, the subjects which are related to the history of spanish written press, like the relation between the Movimiento's written press and the private's one or the local/national press.

Key words: Francoism – press – memory – Asturias - historiography

Introducción

Este texto, así como las reflexiones que contiene, se enmarcan dentro de la realización de una tesis doctoral en curso, desarrollada en régimen de cotutela¹ entre la Universidad de Oviedo y la Universidad Sorbonne Nouvelle-Paris 3, que versa sobre el diario regional *La Voz de Asturias*. Si se subraya intencionadamente que se trata de un trabajo en curso es porque no se pretende con esta contribución presentar los resultados de una investigación ya concluida sino que lo que se busca con esta exposición es, a partir del empleo de la noción de antagonismo, explicitar algunas de las particulares características de nuestro objeto de estudio y de su específico proceso de construcción.

Así, se abordará aquí en primer lugar la cuestión de la metodología empleada, desde el punto de vista de un antagonismo ya clásico en el plano historiográfico, como es el protagonizado entre los términos Historia y memoria. Posteriormente se tratarán, presentados también a modo de antagonismos, algunos de los temas que de una u otra manera caracterizan el mundo de la Prensa y el periodismo españoles contemporáneos, y que están siendo ya explorados *de facto* en el citado proyecto pre-doctoral, de forma que presumiblemente formarán parte del índice de este trabajo de investigación. De esta manera el objetivo que perseguimos es que la noción de antagonismo nos ayude a problematizar, en primer lugar, sobre nuestro propio proceso de conocimiento del pasado y, en segundo lugar, sobre nuestro conocimiento en sí, dando cuenta, en consonancia con el espíritu y el *leitmotiv* de estos seminarios de investigación, de que en la mayoría de los casos la complejidad de la realidad desborda las categorías y explicaciones más simples y/o maniqueas.

En este sentido cabe añadir que nos referimos a los casos de un diario y de una región españoles específicos, lo que también nos permite una aproximación distinta a los antagonismos que se mencionan. Así, aunque a primera vista lo regional, como lo local, pudiera parecer anecdótico o superfluo, esta perspectiva nos permite, al reducir la escala, analizar al detalle cómo se materializan los antagonismos a los que haremos referencia, en un contexto sociocultural y comunicativo concreto (que no excepcional) como es el Principado entre los años 60 y los años 80 del siglo pasado.

Nuestro diario objeto de estudio, *La Voz de Asturias*, ve por primera vez la luz el 10 de abril de 1923, y es junto a *Región* (1923) y *La Prensa* (1921) uno de los periódicos que nacen ya en Asturias con una vocación empresarial plena frente a los intereses de la prensa denominada de partido. Su editor, un capitalista oriundo del País Vasco, José

¹La materialización de este convenio de cotutela ha tenido lugar gracias al Campus de Excelencia Internacional y a la Fundación Universidad de Oviedo que han posibilitado mediante la cofinanciación de una beca el desarrollo de una estancia de nueve meses entre diciembre de 2015 y septiembre de 2016 en la capital francesa.

Tartiere Lenegre mantiene una ideología conservadora liberal que influirá directamente en la línea editorial del diario. Su director hasta la Guerra Civil fue Antonio Juan Onieva, un inspector de enseñanza muy interesado por cuestiones pedagógicas. El periódico, que nace cuando la Restauración está llegando a su fin, desarrollará su labor durante la Dictadura de Primo de Rivera, alcanzando en pocos años el tercer puesto entre los diarios ovetenses y manteniendo, pese a algunas discrepancias debido a la arbitrariedad de la censura, una actitud colaboracionista con el régimen primorriverista (Cabal Tejada, 2013).

Llegará la II República y el diario, junto con el resto de cabeceras asturianas conservadoras, se irá radicalizando cada vez más en sus posturas (Cabal Tejada, 2015) hasta que tiene lugar el inicio del conflicto en que Oviedo permanece sitiado por el bando republicano mientras la capital se encuentra bajo el mando del general Aranda y el diario continúa publicándose en circunstancias muy precarias. Con el fin de la Guerra Civil en el Frente Norte en 1937 y hasta 1962 el diario se ajustará a los moldes impuestos para la prensa por el régimen franquista. En esta etapa sus directores serán José Díaz González y Roberto Velázquez Riera (conocido por el pseudónimo de *Robin*). En 1962 un empresario vinculado con la familia propietaria del *Faro de Vigo*, José Eladio Amado de Lema, se hará con la propiedad del periódico hasta su venta en 1986 al conglomerado editorial y de comunicación español, Grupo Zeta, propiedad entonces de Antonio Asensio, editor entre otros del *Periódico de Catalunya*, siendo esta etapa, desde el tardofranquismo a la democracia, sobre la que se están centrando los esfuerzos de nuestro trabajo de investigación.

Historia / memoria

Puede resultar chocante que el primer antagonismo que se ha explicitado no tenga que ver con el objeto de estudio sino con su proceso de construcción y con el método científico empleado para su aproximación. Sin embargo, esta primera tensión en que se basa el trabajo al que se hace referencia en estas líneas plantea una frontera *a priori* insalvable en la que merece la pena detenerse puesto que de ella emana el tratamiento del resto de los antagonismos a los que más adelante se hará mención.

Un primer punto que hay que señalar a este respecto es una cuestión práctica que condiciona en gran parte el trabajo historiográfico: la escasez de bibliografía específica con que se cuenta para abordar la historia de *La Voz de Asturias*. Dentro de la disciplina de la Historia de la Comunicación Social y en concreto de la Historia de la Prensa sí se

cuenta hoy en día en España con abundantes referencias tanto a nivel estatal como a nivel regional. Para el caso asturiano son muchos los esfuerzos que los últimos años se están haciendo en este sentido pero aún también son muchos los espacios que restan aun por estudiar científicamente no existiendo así prácticamente bibliografía referida al diario analizado en cuestión. Esto plantea un problema al investigador puesto que no tiene un sustrato previo sobre el que cimentar sus afirmaciones ni un corpus bibliográfico anterior sobre el que basar su proyecto.

Otro hándicap que se plantea a la hora de poder aproximarse a la historia de *La Voz de Asturias* será la escasez de fuentes con que se cuenta así como la calidad de las mismas, hecho que también afectará sobremanera a la definición del proyecto, pues pese a que se conserva su colección en papel (y los primeros años en microfichas) no se ha conseguido localizar un archivo empresarial del periódico que aporte luz sobre otros aspectos más allá de los que pueda facilitar su propio archivo hemerográfico.

Así en aras de poder aproximarse a aspectos cualitativamente distintos a los que podría proporcionarnos el análisis de contenido de la colección del diario se ha optado por cambiar el planteamiento y utilizar principalmente fuentes orales para conocer la realidad del periódico estudiado, sin renunciar, por supuesto, a la información que se pudiese obtener a partir de fuentes documentales como las que se conservan en el Archivo Histórico Provincial de Asturias o el Archivo General de la Administración de Alcalá de Henares o desde las páginas del propio rotativo.

Con este fin se ha realizado una cata de la colección del periódico y se ha diseñado una base de datos donde figuran los datos obtenidos de la misma. Se ha establecido contacto con los periodistas o personas que interesa entrevistar, y actualmente se están realizando entrevistas, de tipo semi-directivo, previendo continuar el proceso según el

² Pueden citarse de forma ilustrativa varios manuales como Seoane, María Cruz y Saiz, María Dolores, 1998; Timoteo Álvarez, Jesús *et al.*, 1989; o FUENTES, Juan Francisco y Fernández Sebastián, Javier, 1997.

³ Sin ser exhaustivo pueden citarse a modo de ejemplo Santos Gayoso, Enrique, 1995; Checa Godoy, Antonio, 1991.

⁴ Destaca como obra de conjunto Uría, Jorge (coord.) 2004, *Historia de la Prensa en Asturias. I. Nace el cuarto poder. La Prensa en Asturias hasta la Primera Guerra Mundial*, Oviedo, Asociación de la Prensa de Oviedo. Para el siglo XIX y principios del XX destaca la obra del profesor Víctor Rodríguez Infiesta entre la que se puede citar Rodríguez Infiesta, Víctor, 2007, *Socialización política y prensa de masas. El proceso de la Opinión Pública en Asturias. 1989-1923*, Oviedo, Real Instituto de Estudios Asturianos, o Rodríguez Infiesta, Víctor, 2005, *Gijón y El Noroeste. 1897-1910. Periodismo de empresa y publicidad periodística en los inicios del siglo XX*, Gijón, Ateneo Obrero de Gijón. Sobre el diario gijonés *El Comercio* ha publicado varios artículos el profesor Jorge Muñiz entre los que destaca Muñiz, Jorge, 2007, "Prensa local y radicalización política ciudadana: el diario asturiano *El Comercio* hacia la guerra civil" en *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*. Vol. 13. Sobre la Prensa en Asturias durante la Guerra civil destaca Fleites Marcos, Alvaro, 2008, *Prensa y Guerra Civil en Asturias. De las elecciones del Frente Popular a la caída de Gijón (enero 1936-Octubre 1937)*, Avilés, Azucel. Para el periodo del tardofranquismo y la transición destacan Gordon, Carlos, 2009, *Prensa sindical y política asturiana en la transición 1975-1982*, Oviedo, KRK ediciones, y Ruitiña, Cristóbal, 2013, *Asturias Semanal, el nacimiento de un periodismo democrático*, Gijón, Zahorí Ediciones.

método de la bola de nieve hasta que se cuente con un fondo documental suficiente para los objetivos que se persiguen⁵. Se ha reflexionado en otros foros sobre los límites y posibilidades que planteaba para este proyecto (Cabal Tejada, 2016), y de manera general para la disciplina de la historia de la Prensa (Cabal Tejada, 2018), el uso de fuentes orales por lo que no se entrará aquí en detalle sobre esta cuestión, sin embargo sí cabe preguntarse en este punto si el material resultante de la utilización de este tipo de fuentes puede considerarse la historia del periódico o si se trata de algo distinto, de la memoria del diario y del periodismo de la época.

He aquí el primer antagonismo con el que nos encontramos: la Historia, por una parte, es considerada como un relato con vocación de objetividad construido científicamente en base a un método y con un objeto definido, los hombres (y mujeres) en el tiempo, siguiendo la definición de Marc Bloch. La memoria, por otra parte, se relaciona con el testimonio individual o colectivo de los testigos o actores de los hechos históricos, y se mueve en el terreno de la parcialidad, la subjetividad y el error, al depender, entre otras cosas, del peso del presente sobre el recuerdo y la explicación de los acontecimientos vividos. De estas dos definiciones se desprende así una relación de opuestos entre los relatos orales, una de las formas mayoritarias de expresión de la memoria y los relatos escritos, la fuente de la Historia por antonomasia. Sin embargo, este aparente desencuentro no es azaroso y se explica fácilmente si atendemos a las circunstancias en que la ciencia historiográfica se ha desarrollado a lo largo del tiempo.

A tenor de las convulsiones que vivió la historiografía al cuestionarse dentro de sí misma y fruto de la influencia de las aportaciones de otras Ciencias Sociales, su estatuto científico⁶, hoy en día no está tan claro si el relato histórico es científico u objetivo o ni tan siquiera si la objetividad es posible en los discursos científicos de manera general (Morin, 2009). En todo caso en este contexto de autorreflexión crítica se produjo desde finales de los años 60, debido principalmente a la influencia norteamericana, un contacto entre las fuentes orales y la historiografía que, según la forma que ha adquirido en cada país, ha evolucionado de una manera u otra, hablándose, por ejemplo, de la especificidad del caso francés, donde actualmente no hay asociaciones ni revistas científicas consagradas a la *historia oral* (aunque las fuentes orales se emplean habitualmente en los trabajos historiográficos, contándose con vastos archivos documentales sonoros) (Joutard, 1983). En todo caso, puede afirmarse que todos estos

⁵ Concluido ya este proceso, finalmente se ha superado la cifra de 60 entrevistas, lo que supone que se cuenta con en torno a 100/120 horas de grabaciones.

⁶ La bibliografía sobre esta cuestión excedería los límites de este trabajo y el conocimiento del autor, de manera general se recomiendan los ya clásicos manuales de historiografía: Aróstegui, Julio, 2001, *La Investigación histórica: teoría y método*, Madrid, Crítica y Hernández Sandoica, Elena, 2004, *Tendencias historiográficas actuales, escribir historia hoy*, Madrid, Akal.

movimientos, independientemente de su posterior evolución nacional, se plantearon en un determinado momento la validez del relato oral en la producción historiográfica⁷.

Así todo, más allá de cuestiones institucionales y académicas, cabe preguntarse, si el relato oral puede ser una fuente para la historia ¿qué tipo de información nos proporciona? ¿es igual el empleo de una fuente oral que una fuente escrita? ¿qué precauciones emplear para su utilización? En este sentido para las fuentes orales, debido a que su utilización ha sido muy cuestionada, existe una amplia bibliografía donde quizás de manera más amplia que con respecto a otras fuentes se ha reflexionado sobre cuestiones epistemológicas y metodológicas. La utilización de este tipo de fuentes tiene que justificarse *per se* para su plena inserción en los circuitos de saber y producción científica. Debido a este motivo prácticamente todos los procesos desde el diseño de las entrevistas, su transcripción, hasta las propias posibilidades de esta técnica, han sido objeto con mayor o menor exhaustividad de análisis por parte de especialistas⁸.

En Francia, sobre estas cuestiones, quizás la obra más representativa de este momento al que nos referimos es el número 21 de *Les Cahiers de l'IHTP*, publicado en noviembre de 1992 bajo la dirección de Danielle Voldman y que lleva por título *La bouche de la Verité? La recherche historique et les sources orales*. En este trabajo se abordan desde la óptica francesa algunos de los aspectos sobre los que se ha venido apuntando en relación al uso de fuentes orales, a su naturaleza y su relación con la memoria⁹. Más recientemente en la tercera parte del citado trabajo de la profesora Florence Descamps que lleva por título *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, un verdadero manual de referencia para todo aquel interesado en emplear fuentes orales, se aborda la cuestión de la explotación histórica de este tipo de documentación. En este trabajo se describen, entre otras cosas, los diferentes niveles de utilización de estas fuentes, como puede ser el uso *ilustrativo u ornamental*, el uso *expresivo o restitutivo*, o el uso *en profundidad*, mediante el empleo de diferentes métodos de análisis cuantitativo y cualitativo (Descamps, 2001, p. 451-471). Sin entrar aquí en cuestiones muy específicas sobre este apartado, sí cabe hacer referencia a que dentro del capítulo referido a los límites de las

⁷ Puede consultarse sobre el uso de fuentes orales en Francia la primera parte de la obra: Descamps, Florence, 2001, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, titulada de manera muy expresiva « De l'histoire orale aux archives orales : histoire d'une acclimatation ».

⁸ Resulta ilustrativo hacer un repaso a todos los artículos que en la revista «Historia, Antropología y Fuentes Orales», la pionera y más importante sobre esta cuestión en España, abordan esta problemática para darse cuenta de lo importante que ha sido y de los abundantes trabajos con que se cuenta a este respecto, en comparación con otras ramas de la Historia.

⁹ En esta obra destacan por su relación con el tema que nos ocupa Peschanski, Denis, 1992, « Effets pervers » ; Voldman, Danièle, 1992, « Définitions et usages » y Frank, Robert, 1992, « La mémoire et l'histoire », en *Les Cahiers de l'IHTP*, N° 21, Noviembre [en línea].

fuentes orales la autora se refiere al *hándicap de l'aposteriori*, esto es, al hecho de que la fuente oral se genera (*es provocada*, siguiendo la expresión que se utiliza en el texto) en un contexto posterior al momento en que tienen lugar los hechos.

Así, mientras que un documento escrito, por ejemplo un periódico, puede evocar el mismo momento en que se genera, los testimonios orales se provocan, pudiendo influir en ellos además de otros procesos de memoria, el contexto presente del entrevistado y el tiempo pasado entre los hechos vividos y el momento en que tiene lugar la entrevista. Esta circunstancia, que podría suponer una dificultad mayúscula en la conciliación entre fuentes orales e investigación histórica, sin embargo, puede enriquecer nuestro conocimiento si asumimos esa problemática como un objeto de estudio en sí mismo (Descamps, 2001, p. 520-525), es decir, si damos un giro reflexivo en nuestra mirada hacia el pasado y nos interesamos por las pervivencias en la memoria de ese pasado, las formas narrativas en que se construye y los olvidos o deformaciones de la que es víctima, así como sus relaciones con el presente y en relación a otras memorias individuales o colectivas.

Sin embargo, esta mirada del historiador sobre el pasado en relación al presente no es nueva y, si atendemos al caso francés, la cuestión de la memoria, tanto su propia definición como las posibilidades y perspectivas para su estudio, nos remite a un debate que aún no se ha resuelto de manera satisfactoria. La profesora Marie-Claire Lavabre hace así referencia a la polisemia de la noción de memoria, que es al mismo tiempo un término académico, teórico, y además un concepto social, lo que provoca una diversidad en los usos y en el vocabulario asociado a esta noción (Lavabre, 2007, p 138-146).

Del mismo modo esta autora señala tres paradigmas que coexisten en el territorio galo y que conforman las tres diferentes vías de aproximación al concepto de memoria. Por una parte encontramos el concepto de «lieux de mémoire» de Pierre Nora, que hace referencia a «la généalogie des représentations des symboles dans lesquels se cristallisent les identités collectives, les mises en récit publiques du passé et plus encore les usages politiques du passé». En segundo lugar, encontramos el «travail de mémoire» asociado al filósofo Paul Ricoeur, que también se relaciona con el «devoir de mémoire», y que hace referencia a los conflictos de las sociedades con su historia y a la necesidad de reconciliación y olvido que operan en el presente con respecto al pasado. Por último, el tercer paradigma que se señala, el más minoritario y el más limitado a la esfera académica, es el de «des cadres de la mémoire», vinculado a Maurice Halbwachs, que sobre la cuestión de si se puede influir sobre los procesos de memoria y cómo estos se llevan a cabo se interesa sobre el estudio empírico de «les représentations partagées du passé» (Lavabre, 2001, p.145-146).

Esta polisemia de la noción y uso del término memoria ha provocado así que las relaciones entre los términos Historia y memoria se hayan crispado de nuevo pues, según señala Marie-Claire Lavabre en otro texto, debido a esta falta de una definición homogénea y compartida de memoria, se ha abusado del término tanto en el discurso histórico como en el ámbito social, banalizándose por tanto su utilización, y se ha pasado de, como recoge la citada autora que refiere Pierre Nora en su obra, de un punto en que la memoria era la *punta de lanza* de una nueva forma de historiografía, al resurgir de la oposición entre Historia y memoria, entendida la primera como portadora de verdad y saber sobre el pasado y la segunda como tramposa y militante (Lavabre, 2000, p. 48-57).

De esta manera volvemos a darnos de bruces con el antagonismo del principio, en que la Historia y la memoria forman una pareja de opuestos. Recapitulando, podemos concluir que las relaciones de oposición entre los términos Historia y memoria son más complejas de lo que parece en un primer momento y que, por tanto, la tensión entre ambos conceptos depende del contexto en que su relación se desarrolle y de la propia complejidad que caracteriza la evolución tanto de una como de otra noción. En lo que respecta al caso particular de *La Voz de Asturias*, el empleo de fuentes orales, por una parte, puede permitirnos la aproximación a esferas como la vida cotidiana o el mundo del trabajo que a través de otro tipo de fuentes sería muy complicado conocer para el caso de la historia de un diario regional, teniendo en cuenta además las limitaciones que en este sentido se han comentado a nivel bibliográfico y documental (aunque como ocurre con las fuentes hemerográficas o de archivo su contenido deba someterse al filtro de la crítica y al análisis más riguroso posible)¹⁰.

Por otra parte este tipo de material nos pone en contacto con un aspecto poco explorado del periodismo asturiano, la memoria, entendida como el relato individual y colectivo sobre el pasado, construido en el presente por los testigos o actores de los hechos pretéritos que se analizan, lo cual nos interesa no en relación con la reconciliación de una sociedad con su pasado o con los procesos de *memorialización* o uso político del mismo sino como el estudio de las representaciones presentes sobre las representaciones y prácticas del pasado, esto es con el tercer paradigma al que se hacía mención anteriormente¹¹. Por tanto este trabajo pivotará entre la memoria como fuente histórica, puesto que los relatos orales se emplearán para la reconstrucción científica de

¹⁰ Las precauciones metodológicas en el caso de las fuentes orales no se deben restringir solamente, por supuesto, al análisis de archivos orales en sí, sino que se debe asumir la subjetividad en todo el proceso de generación de los documentos sonoros y explicitar su efecto sobre el producto resultante.

¹¹ Este punto de vista además puede relacionarse con la noción de identidad. Sobre la relación entre memoria e identidad a partir de dos estudios de caso interesa Haegel, Florence, Lavabre, Marie-Claire, 2010, « 5- Identité et mémoire. Des trajectoires individuelles dans des mondes qui disparaissent », en Martin, Denis-Constant, *L'identité en jeux*, Ed. Karthala « Recherches internationales », p. 225-243.

la historia del diario, y de la memoria como objeto de estudio histórico, al considerar estos relatos en el contexto del presente y en su relación con el pasado, reproduciendo en su seno la tensión entre los términos de Historia y memoria, e integrando ambos conceptos en un mismo trabajo de investigación pretendiendo salvar la aparente (o no) distancia existente entre ellos, para lo cual solo será posible, a nuestro juicio, explorar la vía del citado tercer paradigma de memoria y delimitar muy bien conceptualmente la noción que se emplee para su estudio.

Censura / Libertad de Prensa

Además de para contextualizar nuestra metodología, la noción de antagonismo nos resulta muy útil para explicitar algunas de las coordenadas en que plausiblemente se desarrollará el índice temático del proyecto de tesis doctoral citado. Así, la segunda dupla de términos antagónicos a la que vamos a hacer referencia aquí se concreta en el campo del periodismo español contemporáneo en la relación entre censura y libertad de Prensa. Parece, *a priori*, que se trata de dos términos absolutamente opuestos ya que uno supone, en este contexto, el control por parte del Estado de las publicaciones periódicas y el otro el reconocimiento de su libertad. Sin embargo, la relación de oposición entre estas dos nociones, al menos en la cronología de nuestro trabajo, no se muestra tan evidente como podría parecer en un primer momento.

Hasta 1966 (recordemos que la cronología de nuestro estudio comienza en 1962) estaba vigente en España, desde el 22 de abril de 1938, la Ley de Prensa conocida como *Ley Serrano Suñer* en referencia a su principal ideólogo, el ministro del Interior, Ramón Serrano Suñer. Se trataba de una ley elaborada en plena contienda que había nacido con un carácter provisional pero que sin embargo se mantendrá vigente durante buena parte del régimen franquista¹². En esta norma se establecía la censura previa de las publicaciones periódicas, así como otros mecanismos de control sobre la labor periodística, como la designación del director por parte del Estado, la reglamentación de la profesión de periodista, la vigilancia de la actividad de la prensa y la regulación del número y extensión de las publicaciones periódicas, como se señala en el artículo 2º de la misma, siendo los más relevantes, a lo largo de los 28 años en que se mantuvo en vigor, el nombramiento del director por parte del gobierno y la entrega de plenos poderes a la censura (Fuentes y Fernández Sebastián, 1997, p. 255). Se pretendía de esta

¹² En palabras de Javier Terrón Montero el texto «no pretendía una ordenación definitiva de la Prensa sino que su regulación respondía a la situación bélica del momento». Su prolongada vigencia respondería según este autor a «la inexistencia de una hegemonía ideológica en el ámbito de la *sociedad civil* con la suficiente fuerza como para imponerse al conjunto de la población sin el recurso directo (represivo) del aparato del Estado». (Terrón Montero, 1981, p. 54)

manera instaurar un nuevo concepto de periodismo, en oposición al derivado del concepto liberal de libertad de Prensa, por el cual los periodistas se convertían en pseudo-funcionarios que debían «transmitir al Estado las voces de la Nación y comunicar a ésta las órdenes y directrices del Estado y de su Gobierno».¹³

Entre 1938 y 1966 la labor periodística estuvo así dominada por la arbitraria acción de los censores y sus lápices rojos. En un principio esta censura se ejercía directamente por organismos dependientes del estado franquista, aunque, posteriormente, se establecerá en algunos espacios lo que se conoce como «censura delegada», sobre todo en provincias, asumiendo la labor de censor el propio director de la publicación, sobre el que recaía la responsabilidad de lo publicado (por ello los directores serían escogidos entre los más afines al ministro de turno) (Sinova, 1989, p. 78). El panorama de control sobre el ejercicio de la profesión periodística se completará, además de con otros elementos, como los cupos de papel o el Registro Oficial de Periodistas, con el establecimiento de un sistema de «consignas», esto es, un sistema de normas u orientaciones, que llegaban a las redacciones desde los organismos competentes en esta materia. Estas consignas podrían ser negativas o positivas en función de si impedían usar una determinada expresión o abordar una temática concreta o si, por el contrario, hacían constar las informaciones a publicar o indicaban las instrucciones a seguir en relación a su tratamiento (Seoane y Sáiz, 2007, p. 257-258).

Al compás de los cambios que protagoniza el régimen de Franco desde la década de los cincuenta y, en especial, en la década de los sesenta, la aplicación efectiva tanto de la censura previa, la designación del director y el sistema de consignas sufrieron ligeros cambios, en especial durante el período comprendido entre 1962, momento en que accede al cargo de Ministro de Información y Turismo Manuel Fraga Iribarne, y marzo de 1966, cuando se publica la nueva Ley de Prensa e Imprenta, o *ley Fraga*, en referencia a éste, su principal valedor.¹⁴ Esta nueva normativa suponía cambiar, al menos en el aspecto legislativo, el marco sobre el que se desarrolla la Prensa española hasta la llegada de la democracia, al reconocer en su artículo 1º la libertad de expresión, y suprimirse, por tanto, de esta manera, la censura previa. Esta libertad continúa estando condicionada, sin embargo, mediante el artículo 2º por una serie de preceptos como el ambiguo «respeto a la verdad y a la moral» o «el acatamiento a la ley de principios del Movimiento Nacional y demás leyes fundamentales». Del mismo modo, esta nueva

¹³ Preámbulo de la ley de Prensa de 1938. (Sinova, 1989, p. 36)

¹⁴ Sobre el citado período así como sobre los intentos anteriores por cambiar el panorama implantado para la Prensa española por la ley de Prensa de 1938 puede verse Chuliá, Elisa, 2001, *El poder y la palabra. Prensa y poder político en las dictaduras. El régimen de Franco ante la prensa y el periodismo*, Madrid, Biblioteca Nueva.

norma proclamará la libre designación del director, perdiendo el Estado esa prerrogativa, y, como veremos, la libertad de empresa¹⁵.

En todo caso aunque se trataba de una ley que avanzaba hacia unas condiciones dignas para el ejercicio de la profesión periodística mantenía una serie de puntos que, en la práctica, distorsionaban esa supuesta libertad. De esta manera el artículo 3º señalaba que la censura previa podría instaurarse de nuevo en los casos de estado de excepción y de guerra; el artículo 12 exigía el depósito previo de diez ejemplares de cualquier impreso media hora antes de su publicación, lo que permitía proceder al secuestro de la publicación si ésta entraba en conflicto con algunas de las limitaciones impuestas por el artículo 2º¹⁶; por su parte el artículo 69 preveía sanciones para quienes no respetasen estos límites impuestos yendo éstas desde multas entre 1.000 a 500.000 pesetas hasta la suspensión del diario; y, por último, el artículo 36 declaraba como responsable de todo lo publicado al director de la publicación, pudiendo quedar éste incapacitado si era sancionado en un mismo año debido a tres expedientes graves (Seoane y Sáiz, 2007, p. 285-286).

Esta normativa buscaba así provocar que *de iure* no existiese la censura como tal pero que *de facto* si se diese, bien mediante distintas presiones a los periodistas (desde los responsables de la empresa periodística, que con los secuestros, multas e incautaciones tendrían que asumir pérdidas de capital, hasta los directores de los diferentes diarios, que veían peligrar de este modo su trabajo al ser sancionados reiteradamente) bien desde la propia autocensura, motivada por la ambigüedad de las limitaciones del artículo 2º y la arbitrariedad que suponía la aplicación de las sanciones, al depender solo de la Administración (si bien se contemplaba el recurso contencioso-administrativo). Desde 1966 hasta la muerte de Franco en 1975 la aplicación de esta ley provoca numerosas sanciones sin que se perciban variaciones significativas según los cambios que se producen a la cabeza del Ministerio de Información y Turismo (Chuliá, 2001, p. 207-209). Tras la muerte del dictador y hasta abril de 1977 en que un Real Decreto derogó los artículos más restrictivos de la ley, se vivió una época en que la Prensa asumió el rol de ser lo que se conoció en la época como el «Parlamento de Papel»¹⁷.

¹⁵ Un análisis de la ley puede verse, entre otros en Terrón Montero, 1981, p. 189-199.

¹⁶ Por ello el artículo 4º preveía la consulta voluntaria a la Administración por parte de los responsables de su difusión. Sin embargo este sistema no tuvo el éxito esperado, en palabras de Justino Sinova, al optar los periodistas, respaldados en su mayoría por sus empresas, por exponerse a las sanciones antes que hacerlo de nuevo al poder político. Sinova, Justino, 1989, «La difícil evolución de la prensa no estatal» en Timoteo Álvarez, Jesús *et al*, *Historia de los medios de Comunicación en España. Periodismo, imagen y publicidad (1900-1990)*, Barcelona, Ariel Comunicación.

¹⁷ Si bien la expresión se populariza estos años sirve también para referirse al período anterior a la muerte de Franco, donde la Prensa, con más importancia para el caso de las revistas que para el de los diarios, ahonda en el proceso de socialización política de la sociedad española. (Seoane y Saiz, 2007, p. 297)

En estos dos años, pese a estar en vigor aún la ley de Prensa de 1966, se habría dado así una situación de mayor libertad en que los periódicos y revistas juegan un importante papel en el contexto de la pre-democracia como medios de expresión de los cambios que se estaban gestando en la sociedad española, en un período donde no se contaba aún con instituciones que pudiesen canalizarlos (Fuentes y Fernández Sebastián, 1997, p. 328-329). Tras las elecciones de 1977 y la proclamación de la Constitución en 1978, donde en su artículo 20 se reconoce la libertad de expresión e información, se inaugura una nueva etapa para la historia de la Prensa española, aunque no todos los medios saben entonces adaptarse a su cambio de función ni a los procesos que siguieron, como la modernización tecnológica, la reducción de las plantillas, la reorganización del trabajo en las redacciones, o la importancia de las leyes del mercado, manifiesta en la tendencia a la concentración empresarial o en la influencia del capital financiero en el sector (Fuentes y Fernández Sebastián, 1997, p. 328-329). La evolución política de los primeros años de la democracia en España además mantiene una innegable relación con la evolución de la Prensa, manifestándose por ejemplo en la influencia del PSOE sobre los medios durante los dos primeros gobiernos de mayoría absoluta que protagonizó¹⁸.

Así, hemos visto que la censura y la libertad de Prensa, aunque 1978 pueda ser un hito que separe ambas realidades, no son términos contrarios *per se* y que las relaciones entre ambos se nos muestran muy complejas. En el caso de *La Voz de Asturias* se pretende conocer el alcance y la influencia de ambas realidades, aproximándose a través de las entrevistas al estudio, entre otras cosas, de la (auto)censura, entendida como un proceso de interiorización de las normas censoras, así como a la manera en que se materializa el citado control efectivo sobre la Prensa, esto es, cómo se ejerce influencia sobre los periodistas a través de la figura del editor, la dirección o el redactor jefe, o cómo se plasma en el caso de un diario regional la mayor o menor dureza de la legislación o del equipo ministerial. También nos interesa analizar en detalle cómo se manifiestan las relaciones entre Prensa y poder, rastreando, por ejemplo, las relaciones entre la política y la empresa periodística en distintos espacios de socialización, así como observando la evolución de todos estos procesos a lo largo del tiempo.

Prensa de Empresa / Prensa del Movimiento

El tercero de los antagonismos en el que nos vamos a detener es el que se relaciona con la propiedad y la orientación socioeconómica y política de los dos principales tipos

¹⁸ Sobre esta cuestión puede verse SINOVA, Justino, 1995, *El poder y la Prensa. El control político de la información en la España felipista*, Barcelona, Ediciones Internacionales Universitarias.

de empresa periodística que se dieron durante el franquismo y que de alguna manera tuvieron continuidad hasta la década de los años 80. Nos referimos a la oposición entre la Prensa denominada de Empresa, de capital privado, y la Prensa del Movimiento, de propiedad pública y dependiente de este organismo¹⁹. Cabría pensar en base a esta distinción diferencias insalvables entre un tipo de prensa y otro, sobre todo en el contexto de la dictadura franquista, si identificamos a una como la Prensa *en* el régimen y a otra como la prensa *del* régimen, sin embargo hay que atender al desarrollo histórico de estas dos realidades para poder conocer cuáles eran las funciones de una y otra y las relaciones que mantenían entre sí.

En un primer momento esta distinción tiene su origen en la Guerra Civil, cuando la prensa del Frente Popular fue considerada como botín de guerra y todas sus instalaciones, talleres y cabeceras pasaron a formar parte del Estado (Fuentes y Fernández Sebastián, 1997, p. 253), constituyéndose lo que se conocería como la Prensa del Movimiento. Por su parte, las pocas empresas periodísticas que existían antes de la guerra, a las que se les permitió seguir editándose respetándose su propiedad, como el caso de *ABC*, o devolviéndosela si habían sido incautadas por partidos o sindicatos de izquierdas, constituirían lo que se conocería como Prensa de Empresa (Seoane y Sáiz, 2007, p. 256). La ley de Prensa de 1938 impondría en todo caso unas mismas condiciones para uno y otro tipo de periódicos no existiendo durante los primeros años del franquismo apenas distinción entre ellos. Era el Estado quien designaba a los directores de todas las publicaciones y quien ejercía su control a través de la censura previa y del comentado sistema de consignas. También hay que tener en cuenta la depuración a la que se vieron sometidos los periodistas, tras la muerte, encarcelamiento o exilio de muchos de ellos, mediante el Registro Oficial de Periodistas (teniendo que estar probada la adhesión al régimen del candidato para su inclusión en este documento) (Barrera, 1995, p. 51-52).

Entre estas cuestiones la designación gubernativa del director es central para poder desdibujar la distinción que podría plantearse en los primeros años del franquismo entre Prensa del Movimiento y Prensa de Empresa, ya que la persona a la cabeza de la redacción en todos los diarios que se publicaban era aprobada por el Estado franquista. Esta circunstancia, unida al hecho de que según la ley Serrano Suñer el director era responsable de todo lo publicado en el periódico, y la empresa además tendría responsabilidad solidaria con la actuación del director, podía provocar que una empresa

¹⁹ Podría añadirse a estos un tercer grupo, la prensa católica, que sería toda aquella en manos de la Iglesia, e incluso hacerse una distinción en el primer franquismo entre los periódicos cuyas empresas existían antes de la guerra o aquellas que fueron cedidas por el Estado a un particular fruto de incautaciones como fue el caso del diario *Madrid*. (Seoane y Saiz, 2007, p. 256-257)

incurriese en responsabilidades por la actuación de un director que no habría nombrado²⁰.

La ley de Prensa de 1938, al otorgar al Estado en su artículo 2º la facultad de regular el «número y extensión de las publicaciones periódicas» suponía asimismo el control de las nuevas empresas periodísticas que viesan la luz a partir de ese año. Esta prerrogativa se traducía en la exigencia de una solicitud de autorización administrativa para las nuevas publicaciones, por lo cual para fundarse una empresa periodística de nuevo cuño era necesaria la aprobación del Estado, amén de que éste escogiese posteriormente al director de la misma, como se señalaba también en la citada ley, exclusivamente de entre los inscritos en el Registro Oficial de Periodistas²¹.

La Prensa del Movimiento gozaría en todo caso en este contexto de privilegios frente a la Prensa de Empresa al acogerse ésta a los derechos de la ley del 6 de noviembre de 1941 sobre exenciones concedidas al Estado, a la Provincia y al Municipio y no pagar así impuestos. Además tendría un trato preferente a la hora de la repartición de los cupos de papel, de manera que se haría a un menor coste con papel de mejor calidad²². La censura sería por último también algo más relajada para el caso de los periódicos del Movimiento. Pese a todo los diarios de propiedad privada conseguirían aumentar paulatinamente su difusión, inclinándose el público generalmente por ellos²³.

Esta situación se modifica en 1966 con la ley Fraga, que como hemos visto, suprime la designación del director y permite la libertad de empresa para las publicaciones periódicas (así como para las agencias de noticias y editoriales). Sin embargo se creaba a través de esta ley un registro de empresas periodísticas, no con un objetivo meramente estadístico o administrativo sino como un instrumento de fiscalización política (García Galindo, 2009, p.89). Así el artículo 29 de esta ley desarrollaba una serie de causas por las cuales la Administración podía negar la inscripción de una empresa periodística en este registro (si bien cabía el recurso ante el Ministerio y los tribunales) y entre ellas se incluía el hecho de que se pudiese deducir *racionalmente* que la publicación fuese a ser utilizada para deformar la opinión pública (como ocurrió con *El País*, cuya solicitud fue presentada en 1971 y concedida en 1975) (Chuliá, 2001, p. 194). Esto se mantendrá,

²⁰ Las discrepancias entre directores y editores se dieron efectivamente, sobre todo en los diarios más importantes y significativos en el panorama nacional como *ABC*, *Ya* o *La Vanguardia*. En el ámbito provincial, este autor señala sin embargo que no habría lugar a tensiones de ese tipo ya que los directores propuestos no ofrecerían duda alguna sobre su fidelidad política o ideológica. (Barrera, 1995, p. 68-70)

²¹ El ritmo de concesiones entre 1942 y 1945 sería muy lento, aunque es imposible saber si debido a que no se realizaban solicitudes o a que estas no eran aprobadas por la Administración. (Chuliá, 2001, p. 61-68)

²² El cupo de papel se asignaba en función del número de ejemplares de tirada concurriendo los periódicos del Movimiento de manera global. (Barrera, 1995, p. 62-63)

²³ En 1943 la tirada global de los 37 periódicos de la Cadena del Movimiento suponía el 61,2% de la tirada global española, mientras que en 1966, con 43 diarios supondría el 31% de esa tirada global. (Seoane y Saiz, 2007, p. 256-257)

como vimos, hasta la muerte de Franco, pues a partir de ese momento se produce una liberación del control efectivo ejercido por el Estado sobre la Prensa que se manifiesta, para el caso que nos ocupa, con la aparición de nuevos periódicos como *El País*, *Diario 16* o *Interviú*. Tras la promulgación de la Constitución de 1978, donde en el citado artículo 20 se reconoce la libertad de expresión e información, las empresas periodísticas comenzarán a desarrollarse según las normas que establece el mercado y a tenor de la evolución política española (ya en democracia).

En paralelo a estos cambios la Prensa del Movimiento, que contaba incluso con una agencia de noticias propias llamada PYRESA, en los años setenta entraría en decadencia por su generalizada falta de rentabilidad, pese a los planes que se barajaron para su recuperación (que no se llevaron a cabo). En 1975 la deuda acumulada por estos medios era de 1.364,3 millones por lo que finalmente se procede a una reorganización de sus recursos mediante el cierre de más de una decena de cabeceras, entre otras medidas. Así todo, en 1977, con la propiedad del 35% de los títulos publicados no alcanzaría el 17% de la difusión total. La Prensa del Movimiento pasaría a denominarse en los albores de la democracia como Medios de Comunicación Social del Estado (MCSE) y a partir de ese momento comenzaría el proceso de enajenación de los periódicos que formaban parte de este organismo (Timoteo Álvarez, 1989, p. 250-261).

Este proceso distinguiría tres etapas diferenciadas, la primera a la que ya hemos hecho referencia sería, a partir de 1976, el paso de Prensa del Movimiento a *Prensa del Estado*, con la aparición del Organismo Autónomo Medios de Comunicación Social del Estado, constituido en 1978 por 35 periódicos y una agencia de noticias; la segunda se produciría inmediatamente después de las elecciones de 1977 y podría denominarse como de «constitucionalización», en palabras de Juan Montabes Pereira, al incluirse en el artículo 20.3 de esta norma una referencia expresa a los medios dependientes del Estado; la última etapa por su parte se materializaría en su traspaso a manos privadas mediante subasta pública, proceso que a su vez se llevó a cabo paulatinamente, desde 1979, con el cierre de seis periódicos y de PYRESA, hasta mayo de 1984, cuando se da por finalizada la liquidación de estos medios (Montabes Pereira, 1989).

Vemos así que tanto la Prensa de Empresa como la Prensa del Movimiento mantienen unas relaciones para nada maniqueas, puesto que evolucionan en paralelo y en contacto la una con la otra, pasándose de la uniformidad de ambas en el primer franquismo (desde las incautaciones de la Guerra Civil) a que a partir de 1978 comience el proceso de privatización de los medios estatales y los procesos de reestructuración y racionalización en el ámbito privado, al estar entonces dominado todo el panorama de la Prensa española por las leyes impuestas por el mercado.

Para el caso particular de nuestro objeto de estudio, nos interesa analizar cómo se plasman estas relaciones en un contexto concreto, a través del análisis de *La Voz de Asturias*, como diario de empresa, y *La Nueva España*, como diario del Movimiento²⁴. Se pretende así aproximarse a las relaciones que en el ámbito regional mantienen dos periódicos de distinta propiedad y estructura empresarial, pero también de diferente editorial, por ejemplo, en relación a la competencia entre ambos, pues el periódico del Movimiento contrataría a periodistas de *La Voz de Asturias* como medio para limitar su crecimiento o en relación a la evolución de ventas, y a la difusión de una y otra cabecera debido a las mayores facilidades con que contaría *La Nueva España* en la confección de la información, al ostentar mayores recursos y mejores relaciones con el poder o, por el contrario, a la mayor capacidad de maniobra que tendrá *La Voz de Asturias* para abordar cuestiones políticas y socioeconómicas debido a su condición de empresa privada.

Nacional / Regional (y local)

Este cuarto antagonismo al que haremos referencia emana de la diferencia entre los diarios de tirada nacional y los diarios de ámbito regional o local. Aparentemente la relación entre ambos podría ser de complementariedad, ya que en términos absolutos los productos que se ofrecen de una y otra parte no son excluyentes entre sí. Sin embargo desde el punto de vista de las prácticas de lectura y de los estudios sobre recepción²⁵ ¿cuál sería efectivamente su relación? Esta cuestión no se tiene conocimiento de que haya sido abordada de forma científica y no nos atrevemos aquí a avanzar demasiado en este asunto por no haber aún profundizado todavía en él pero a grandes rasgos puede señalarse que el espacio comunicativo para las empresas periodísticas en Asturias estaba copado durante el franquismo por hasta seis diarios, a saber, *La Nueva España*, regional y con predominancia en Oviedo, *La Voz de Asturias*, regional y con predominancia en las Cuencas Mineras (El Nalón y El Caudal), *El Comercio*, predominante en Gijón, *La Voz de Avilés*, local, referido a esta villa, *Voluntad*, de Gijón y perteneciente como *La Nueva España* a la Prensa del Movimiento, y *Región*, regional y enfocado principalmente a Oviedo²⁶.

²⁴ Este diario además de ser uno de los más antiguos de la Prensa del Movimiento, fue de los pocos hasta su venta que resultaba rentable económicamente para la cadena. Sobre el nacimiento de este diario puede verse: Fleites Marcos, 2009, «La Nueva España, los inicios de la prensa del Movimiento en Asturias (1936-1939)», en *El Argonauta Español*. Nº 6. [En línea].

²⁵ Sobre la importancia de los estudios de la recepción puede verse Franco, Marie, 2009, « Regards sur la réception : la culture de masse, pour qui ? Pour quoi faire ? » en Salaün, Serge y Étiennevire, Françoise, *La réception des cultures de masse et des cultures populaires en Espagne : XVIII^e-XX^e siècles*, Centre de recherche sur l'Espagne contemporaine XVIII^e-XIX^e-XX^e siècles (CREC), Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle. Nº 6 [En línea].

²⁶ Se editaba también la *Hoja del Lunes*. (Fernández Avello, 1976)

En esta distribución vemos que para clasificar los periódicos además de poder citar la cuestión ideológica (*La Voz de Asturias* se encontraría en principio más a la izquierda y, como es lógico, *La Nueva España* y *Voluntad* a la derecha) prima una identificación de una determinada zona de Asturias con una cabecera concreta, manifestándose esto en sus contenidos o en las estrategias empresariales de uno u otro diario, por supuesto, pero previsiblemente también en las relaciones que mantendrían con los agentes sociales y políticos. No se tiene tampoco constancia de que se haya explorado de manera académica la cuestión de por qué la prensa regional hace su aparición y se desarrolla, con relativo éxito, en diferentes contextos nacionales, políticos y socioeconómicos, extrapolándose *grosso modo* la división territorial española al ámbito comunicativo y aunque, como se ha señalado, nos resta por conocer mucho sobre esta apartado, la aproximación que aquí se plantea pasa por profundizar sobre la pertinencia del uso de la noción de «comunidad interpretativa» de Stanley Fish para caracterizar y poder explicar esta distribución así como su evolución histórica.

Sobre este objeto, insistimos, aún por definir, cabe apuntar una cuestión que resulta relevante al menos para el caso de *La Voz de Asturias* que es observar las estrategias por las cuales su implantación tuvo éxito a partir de 1962, cuando su editor comienza a organizar una estrategia empresarial distinta a la que se venía empleando hasta entonces. En este sentido se podrían distinguir dos realidades dentro del periódico: por una parte las secciones de opinión, nacional e internacional, cuyo contenido era facilitado por una agencia de noticias y la redacción del diario solo participaría dándole su forma final²⁷ y, por otra parte las secciones de regional, local y deportes y más tarde, también de laboral. El contenido de estas secciones se elabora por la redacción cuando los asuntos eran de mayor importancia pero buena parte del mismo vendrá facilitado por una red de corresponsales distribuidos por las distintas localidades y municipios asturianos. Así vemos cómo la identidad del periódico y, en consecuencia, la de los lectores que lo compran y lo leen cada mañana pasa por el filtro de un corresponsal o delegado sito en el territorio donde se produce la información (en determinadas localidades como Gijón o Avilés se abren delegaciones que cuentan con un edificio propio y personal en plantilla). Se podría barajar así la hipótesis de que frente a la prensa de tirada nacional, la prensa regional y local no solo puede caracterizarse por abordar aspectos más específicos de este ámbito territorial sino que su éxito podría estar condicionado a que el editor, equipo directivo, miembros de la redacción y

²⁷ En este sentido la mayor identificación de *La Voz de Asturias* con cierto aperturismo ideológico y su factor diferencial en el mercado asturiano podría desprenderse de su participación en y de la utilización de los servicios de la Agencia Colpisa. Paz Rebollo, María Antonia. «El predominio matizado de EFE» en Timoteo Álvarez, 1989. p. 347-359

corresponsales compartiesen los códigos interpretativos de la comunidad en que se insertan, al formar parte de la misma.

Más allá de la pertinencia o no de esta noción, lo que sí está claro es que para superar la división historiográfica, al menos, entre prensa regional (y local) y prensa de tirada nacional, hace falta prestar atención al entorno en que estas se producen, a las funciones que una y otra asumen, y a las relaciones que mantienen (bien con respecto a su recepción, las prácticas de lectura o en tanto a si comparten fuentes de información, propiedad, o incluso un mismo servicio de distribución). Se puede añadir además, a modo de conclusión, parafraseando al profesor Jean François Botrel, que «la historia de la prensa regional, provincial, etc.–de los periodiquillos a los diarios de provincias–ha de hacerse en el marco más general de una historia sociocultural de la provincia de la que es un elemento cada vez más clave pero no exclusivo» (Botrel, 1992, p. 193-214).

Conclusiones

En estas páginas se ha intentado, a través de la noción de antagonismo, una aproximación a algunas de las problemáticas de método y de contenido que protagonizan un proyecto concreto de tesis doctoral sobre periodismo regional asturiano. De esta manera hemos visto cómo la tensión en el antagonismo Historia y memoria define y condiciona el objeto de estudio analizado a partir de la centralidad otorgada en este trabajo a las fuentes orales. Esta tensión entre qué sucedió, un conocimiento obtenido a partir de una investigación científica que se corresponde con la noción de Historia, y cómo se vivió y cómo se recuerda lo sucedido, información que se desprende de las entrevistas y que se relaciona con el concepto de memoria, estará por tanto presente en las líneas de fuerza de la investigación proyectada, pero no solo en un plano teórico, sino que se plasmará también en la materialización de la misma, durante la realización de las entrevistas, y en la definición de su índice temático.

En este sentido se han tratado aquí tres apartados, presentados bajo la forma de antagonismos, en los que se manifiesta esta tensión, que, presumiblemente, bajo la forma presentada o con otra, formarán parte del índice de la futura tesis doctoral que se prevé se finalice el curso 2019/2020. Algunos de los antagonismos que se han comentado, en realidad, se expresan bajo la forma de preconceptos o de falsas nociones historiográficas que se descomponen a la luz de una mirada más minuciosa sobre la realidad histórica, siempre compleja y difícil de categorizar. Estos antagonismos, a saber, la oposición entre Censura y Libertad de Prensa, la diferencia entre Prensa del Movimiento y Prensa de Empresa, y la relación entre Prensa de tirada nacional y de

tirada regional o local, no son así nunca absolutos y a lo largo del periodo y del contexto analizados muestran numerosos contactos, intercambios y negociaciones.

El estudio de caso de *La Voz de Asturias*, sin dar la espalda a lo que sucede en otros contextos regionales o a escala estatal, nos permite, por su parte, un nivel de detalle mayor acerca de cómo evolucionan estos antagonismos pudiendo desprenderse así el hecho de que la Historia nunca es unívoca y que su estudio siempre debe pasar por la contextualización espacio-temporal de los distintos marcos en que continuamente ésta se está desplegando. Del mismo modo, la relación entre Historia y memoria que caracteriza este trabajo nos puede permitir avanzar un paso más en la comprensión de los fenómenos y los procesos históricos, en su relación con el individuo, la comunidad, la identidad y, de manera general, con el presente.

Así, en la relación entre censura y libertad de Prensa la memoria nos puede dar pistas de una cronología distinta a la facilitada por la Historia, en el sentido de que en cada rotativo, en función de la línea editorial defendida, del contexto social y cultural de la región donde se edite, del carácter de la propiedad y del talante del equipo directivo, así como de la formación de los periodistas y de la generación a la que pertenezcan, puede darse una mayor o menor permisividad en lo publicado, así como pueden darse procesos de conflictos personales por medio de la autocensura, que de otra forma no saldrían a la luz, interesándonos además el análisis de la percepción de estas realidades que pasan por el filtro de la situación presente, al estar muchos de los entrevistados en activo, o tener un contacto muy próximo con el ejercicio de la profesión periodística actual.

En relación a la Prensa de Empresa y la Prensa del Movimiento, un estudio de este tipo nos permite adentrarnos en un mundo de relaciones cuanto menos conflictivas en función de los contextos específicos de poder y comunicativos en que se desarrollen. En el caso de *La Voz de Asturias* y *La Nueva España*, llama la atención cómo el segundo era el horizonte profesional y competitivo del primero, mientras que la línea editorial defendida por ambos se muestra radicalmente opuesta. Así los mismos periodistas que formaban parte consustancial de la redacción de la cabecera de talante más progresista, si alcanzaban cierto renombre, era habitual que acabasen formando parte de la plantilla del diario del Movimiento, lo cual no deja de llamar la atención y viene a profundizar en la idea de la irrealidad del antagonismo que aparentemente domina la relación entre ambas nociones. Del mismo modo la relación entre los periodistas de ambas cabeceras, bien por tener una formación común, bien por el contacto que establecían a través de espacios de sociabilidad propios, también nos interesa para conocer mejor estos procesos que dominan el panorama del periodismo español, y sólo nos son accesibles a través de un estudio de la memoria como el que aquí se proyecta.

La cuestión de los diarios de tirada nacional y los periódicos regionales o locales no está aún definida en este trabajo, pero, sin embargo, conocer cómo *La Voz de Asturias* alcanzó cierta notoriedad en la cronología estudiada basando su éxito en el desarrollo de una sólida y numerosa red de corresponsales, nos puede dar pistas sobre cómo lo local y lo regional se insertan en el contexto nacional, sobre las prácticas culturales que se daban y el mundo de representaciones del que disponía la sociedad asturiana, con sus particularidades locales, para mostrarse y comprenderse a sí misma, teniendo en cuenta además el hecho de que el proceso de institucionalización de las identidades regionales, expresada en los Estatutos de Autonomía, tiene lugar en estos años.

Además de estos tres apartados, las fuentes orales nos permiten adentrarnos desde una perspectiva distinta a la Historia del periodismo regional, pudiendo así analizar, por ejemplo, cómo era el día a día en una redacción, cómo se expresaban las relaciones entre el poder local y los periodistas, cuál era la consideración social de estos, así como la autopercepción de sus condiciones laborales (salario, funciones, estructura, etc.), qué formas de sindicación predominaban, qué relaciones intergeneracionales se vivían, cómo evoluciona la profesión periodística desde el pluriempleo y la falta de formación al obligado paso por la Universidad y su especialización, cuál era el peso de la figura del editor en la redacción, cómo se materializaba una línea editorial defendida a través de la socialización política de sus miembros, qué conflictos personales se sucedieron y cómo estos influían, si lo hacían, en la evolución del periódico, o cuál era el papel de la mujer en la redacción y su rol en las representaciones de género propias de la profesión.

A modo de conclusión, en 1985 estalla una huelga en la redacción de *La Voz de Asturias*, que tras cuatro meses de conflicto laboral deriva en 1986 en la venta del diario por parte de su editor José Eladio Amado de Lema al Grupo Zeta. Las razones que se aducen para el inicio de esta huelga expresan un último antagonismo al que haremos referencia, que es el que se produce entre la línea editorial aperturista y social defendida en las páginas del diario y las condiciones laborales, el mal ambiente y el arbitraje que dominan el seno de esta empresa periodística en cuestión, esto es, entre el discurso defendido y el discurso asumido, entre las regiones delanteras y traseras, si se permite la analogía, del diario. Sin embargo, como hemos visto en estas páginas, los antagonismos nunca suelen ser tales, y en el citado conflicto confluyen y se manifiestan de una u otra forma el resto de antagonismos que hemos explicitado, así como para el caso de la memoria, afloran tensiones que en los años precedentes se estaban gestando o que en los años posteriores las distintas experiencias de sus protagonistas acabaron por dotar de sentido. Estudiando lo sucedido, y cómo se percibe hoy lo sucedido, no sólo podremos conocer mejor un episodio y una etapa concretos del pasado, sino también nuestro presente y nuestra posición actual en relación a lo vivido y lo acontecido.

BIBLIOGRAFÍA

- BARRERA, Carlos, 1995, *Periodismo y franquismo. De la censura a la apertura*, Barcelona, Ediciones Internacionales Universitarias.
- BOTREL, Jean François, 1992, «La Prensa en las provincias: propuestas metodológicas para su estudio», en *Historia Contemporánea*, nº 8, p. 193-214. [En línea].
- CABAL TEJADA, Rubén, 2013, *El diario La Voz de Asturias: una aproximación histórica*, TFM del Máster en Historia y Análisis Sociocultural, (Inédito).
- _____, 2015, «El uso político del acontecimiento: Octubre de 1934 en la prensa conservadora asturiana (1934-1936)», in GARCÍA GALINDO, Juan Antonio *et al.* (eds.), *El estatuto del acontecimiento (I)*, Málaga, PILAR.
- _____, 2016, «Límites y posibilidades del uso de fuentes orales para la historia de la prensa: una reflexión metodológica», in ESTEBAN, Lucía (coord.); ALMUIÑA, Celso Jesús (dir.); MARTIN DE LA GUARDIA, Ricardo (dir.) y PELAZ LÓPEZ, José Vidal (dir.), *Sensacionalismo y amarillismo en la historia de la comunicación*, Madrid, Ed. Fragua, p. 483-496.
- _____, 2018, «Comunicación Social e “Historia Oral”: por un método integrador para la Historia de la Prensa», *Revista de Historiografía*, nº 28, p. 301-322.
- CHULIÁ, Elisa, 2001, *El poder y la palabra. Prensa y poder político en las dictaduras. El régimen de Franco ante la prensa y el periodismo*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- DESCAMPS, Florence, 2001, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.
- _____, 2006, *Les sources orales et l'Histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Breal.
- FERNÁNDEZ AVELLO, Manuel, 1976, *Historia del periodismo asturiano*, Salinas, Ayalga Ediciones.
- FUENTES, Juan Francisco y FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, 1997, *Historia del periodismo español*, Madrid, Síntesis.
- FRANCO, Marie, 2004, *Le sang et la vertu. Faits divers et franquisme. Dix années de la revue El Caso (1952-62)*, Madrid, Casa de Velázquez.
- _____, 2009, « Regards sur la réception: la culture de masse, pour qui? Pour quoi faire? » en SALAÜN, Serge y ÉTIENVRE, Françoise, *La réception des cultures de masse et des cultures populaires en Espagne XVIIIe-XXe siècles*, CREC Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Nº 6 [En línea].
- GARCÍA GALINDO, Juan Antonio, 2009, “Periodismo y periodistas en la Transición Política española”, in QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (ed.), *Prensa y democracia. Los medios de comunicación en la Transición*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- JOUTARD, Philippe, 1983, *Ces voix qui nous viennent du passé*, Paris, Hachette.
- LAVABRE, Marie- Claire, 2000, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », in *Critique internationale*, Vol.7, p. 48-57. [En línea].
- _____, 2007, « Paradigmes de la mémoire », in *Transcontinentales*, nº 5, p. 139-147. [En línea].
- MONTABES PEREIRA, Juan, 1989, *La prensa del Estado durante la transición política española*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- MORIN, Edgar, 2009, *Introducción al pensamiento complejo*, Barcelona, Gedisa.
- SEOANE, María Cruz y SAIZ, María Dolores, 2007, *Cuatro siglos de periodismo en España. De los avisos a los periódicos digitales*, Madrid, Alianza Editorial.

- SINOVA, Justino, 1989, *La censura de Prensa durante el franquismo*, Madrid, Espasa-Calpe.
- TERRÓN MONTERO, Javier, 1989, *La Prensa de España durante el régimen de Franco. Un intento de análisis político*, Madrid, CIS.
- TIMOTEO ÁLVAREZ, Jesús et al. 1989, *Historia de los medios de Comunicación en España. Periodismo, imagen y publicidad (1900-1990)*, Barcelona, Ariel.
- VOLDMAN, Daniele, 1992, « La bouche de la vérité? La recherche historique et les sources orales », in *Les Cahiers de L'IHTP*, n° 21. [En línea].
- YUSTA, Mercedes, 2002, «Historia oral, Historia vivida. El uso de fuentes orales en la investigación histórica», in *Pandora : Revue d'études hispaniques*, n° 2, p. 235-244. [En línea].

Composition du comité de lecture de ce volume :

- ALARY, Viviane (Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand)
- BERGÈS, Karine (Université Paris Est-Créteil)
- CHAMPEAU, Geneviève (Université Bordeaux Montaigne)
- CHECA BELTRÁN, José (CSIC-Madrid)
- DURÁN, Fernando (Universidad de Cádiz)
- FRANCO, Marie (Université Sorbonne Nouvelle Paris 3)
- LAGET, Laurie-Anne (Université Paris Sorbonne)
- OLMOS, Miguel (Université de Rouen Normandie)
- RODRÍGUEZ INFIESTA, Víctor Alfonso (Universidad de Oviedo)
- SALAÜN, Serge (Université Sorbonne Nouvelle Paris 3)
- SÁNCHEZ COLLANTES, Sergio (Universidad de Burgos)
- URÍA, Jorge (Universidad de Oviedo)

Table des matières

Tome II

ANTAGONISMES FONDATEURS	201
Raison, mythe et croyances : une triade antagonique au cœur de la culture politique républicaine dans l'Espagne du XIX ^e siècle, Marie-Angèle Orobon	202
Tradition et modernités dans la musique savante espagnole : le cas du <i>Grupo de los Ocho</i> (1920-1936), Hélène Frison	230
L'antagonisme tradition vs modernité à l'épreuve du tourisme : Séville dans les publications institutionnelles (XX ^e -XXI ^e siècles), Ivanne Galant	260
Esthétique du fragment/construction d'un récit : la mémoire de la Guerre civile dans la bande dessinée 36-39 <i>Malos Tiempos</i> de Carlos Giménez, Jacqueline Sabbah	297
L'ANTAGONISME ET SON DÉPASSEMENT	317
Escándalo y literatura: la modernidad de <i>San Manuel Bueno, mártir</i> (1931/33) de Miguel de Unamuno, Andreas Gelz.....	318
<i>Pèl & Ploma</i> et l'Espagne culturelle officielle : un antagonisme régénérateur (1899-1903), Sarah Jammes	335
Publicité et féminisme : un (faux) antagonisme ? La revue <i>Crónica</i> , les crèmes de beauté et les cosmétiques féminins (1930-1936), Évelyne Ricci.....	360
La Guerre civile espagnole dans le théâtre d'Ignacio Amestoy : vers un dépassement des antagonismes ?, Claire Dutoya	387
Comité de lecture. Sommaire du tome I	414

Avertissement

Le contenu de ce volume relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive du CREC. Il peut être consulté et reproduit sur un support papier ou numérique sous réserve que cela soit strictement réservé à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique, excluant toute exploitation commerciale.

La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur (CREC), le titre de la publication et le nom de l'auteur, ainsi que la référence ISSN. Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Membre de l'Université Sorbonne Paris Cité

CREC - EA 2292

Centre de recherche sur
l'Espagne contemporaine
XVIII^e - XIX^e - XX^e siècles